



Le Monde

LE MONDE INTERACTIF

- Ventes forcées : remboursez !
- Emploi : 8 pages d'annonces classées



59^e ANNÉE - N° 16809 - 7,50 F - 1,44 EURO FRANCE MÉTROPOLITAINE

MERCREDI 10 FÉVRIER 1999

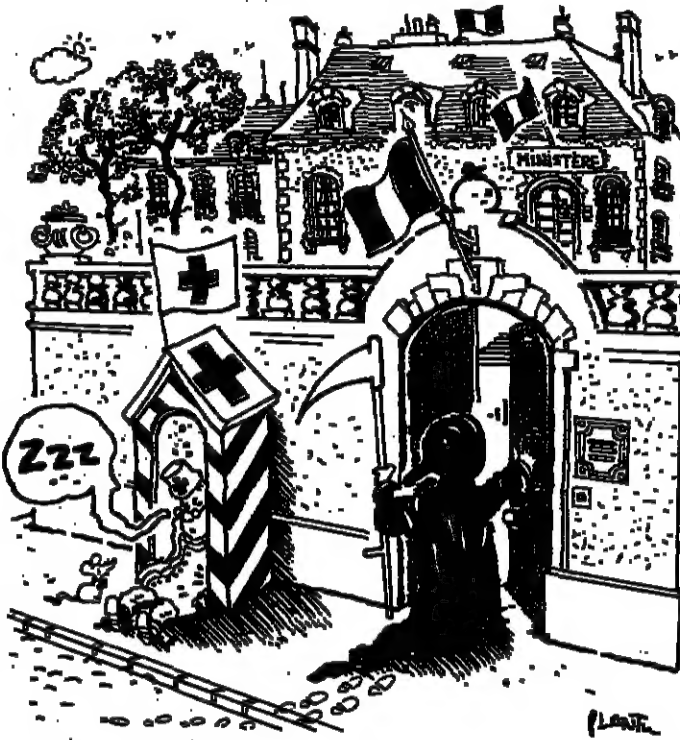
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

Procès du sang : l'inquiétude des politiques

● Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé devant la Cour de justice ● Le Président Le Guehec souligne les particularités « surréalistes » de la procédure ● Les élus redoutent que ce procès accentue la fracture avec l'opinion ● Beaucoup regrettent d'avoir mis en place cette procédure

LE PROCÈS de Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé a commencé, mardi 9 février, devant la Cour de justice de la République. En ouvrant les débats, le président Christian Le Guehec a déclaré : « Je dois signaler que nous sommes tous conscients que la procédure prévue par la Constitution et par la loi organique présente certaines particularités et curiosités, qu'elle est à certains égards impressionnante, voire surréaliste. » La première journée de cette audience, qui a lieu au Centre de conférences internationales de l'avenue Kléber, à Paris, sera consacrée à la lecture de l'arrêt de renvoi, aux premières interventions des anciens ministres et à l'audition des familles des victimes, entendues comme témoins car elles ne peuvent se constituer parties civiles.

Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé comparaissent pour « homicides involontaires » et « atteintes involontaires à l'intégrité physique ». La justice leur reproche d'avoir mis en place avec retard une sélection des donneurs de sang,



d'avoir privilégié, pour des raisons économiques, le test de dépistage de Diagnostic Pasteur aux dépens du test américain Abbott, et d'avoir laissé distribuer, en 1985, des produits contaminés par le virus du sida aux hémophiles.

La droite, qui avait violemment dénoncé, dans les années 1991-1993, l'attitude des trois anciens ministres socialistes, se montre aujourd'hui nettement plus circospecte. L'ancien ministre RPR Eric Raoult s'est ainsi excusé publiquement d'avoir « dit personnellement un certain nombre de bêtises ».

Beaucoup d'élus s'inquiètent des conséquences de ce procès et redoutent qu'il aggrave la fracture entre l'opinion publique et le monde politique. Certains regrettent même d'avoir mis en place la procédure de jugement des anciens ministres en votant, en 1993, la loi constitutionnelle sur la Cour de justice de la République.

Lire pages 6 et 7

Nucléaire : le PDG de la Cogema appelle les Allemands à tenir parole

LE PROJET du gouvernement allemand d'abandonner l'énergie nucléaire ne devrait pas avoir d'incidence immédiate sur la Cogema, estime son PDG, Jean Syrota, dans un entretien au Monde. Il affirme que les Allemands n'ont aucun droit à remettre en cause leurs engagements. Les contrats de retraitement conclus en 1990 entre la firme française et les électriciens allemands devaient être honorés. D'ici à 2010, les revenus du retraitement des déchets allemands seraient de 30 milliards de francs. Se défendant du manque de transparence dont est accusée la filière nucléaire, le PDG du groupe public se déclare prêt à faire de nouveaux efforts d'information. La Cogema devrait jouer un rôle dans la réorganisation des actifs miniers de la France, qui doit également associer le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) et le spécialiste du nickel Bramet.

Lire page 17

« Motus et bouche cousue » pour les agents du ministère de l'emploi

LES FONCTIONNAIRES et agents publics de l'administration du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, sont fermement invités à éviter les oreilles indiscrettes et même à ne plus ouvrir la bouche. Ils devront, au moins, faire preuve « d'une vigilance redoublée » dans leurs relations avec les organes de presse. Dans une circulaire datée du 5 janvier et « relative aux droits et obligations » des agents du ministère de l'emploi et de la solidarité « dans leurs relations avec les médias », la directrice de l'administration générale, agissant au nom de Martine Aubry, leur adresse un pressant rappel à l'ordre.

Il s'agit d'apporter « les adaptations et compléments nécessaires » aux règles en vigueur en raison des missions particulières du ministère et du « retentissement » que les interventions de ses agents « peuvent susciter dans l'opinion publique ». En clair, parce que l'emploi et le droit du travail sont des sujets sensibles, les « obligations » des agents sont « renforcées ». Ainsi, s'agissant

des demandes d'information émanant de la presse, plus question de répondre directement.

En ce qui concerne les articles d'actualité, souligne la circulaire, « il appartient au fonctionnaire contacté de saisir le directeur départemental, lequel en informe le préfet. En accord avec celui-ci, le directeur départemental saisit le directeur régional ». Par ailleurs, « lorsque la demande d'information porte sur des données économiques ou statistiques », le fonctionnaire doit « apprécier la suite à donner, après avoir saisi, si nécessaire, le directeur ou chef de service compétent ».

Les choses se compliquent encore en cas de demande d'entretien. « L'agent sollicité doit d'abord s'informer avec précision de la nature des questions qui lui seront posées, puis il doit saisir sa hiérarchie », le directeur départemental, qui en avise à nouveau le préfet et, le cas échéant, le directeur régional « pour décision préalable ». Lorsque ces différents échelons « estiment que les sujets prévus par l'entretien risquent de mettre en

cause les intérêts publics supérieurs ou la politique générale du gouvernement », ils « peuvent » prendre contact avec le cabinet de la ministre. « Par conséquent, souligne la circulaire, un fonctionnaire ne peut se prêter librement à une interview portant sur le fonctionnement du service auquel il appartient ou sur des problèmes dont il a la charge. » Quant aux agents investis d'un mandat syndical, « même s'ils sont autorisés à une plus grande liberté de parole », ils « ne peuvent, dans l'exercice de leurs droits syndicaux et, à plus forte raison, en dehors de cet exercice, faire état de faits et d'informations dont ils auraient eu connaissance dans l'exercice, ou à l'occasion de l'exercice, de leurs fonctions ». Il leur faudra donc tourner la langue sept fois dans la bouche avant d'oser un mot. Nous dirions même plus : « Motus et bouche cousue », comme diraient les Dupont (d).

Caroline Mornot

Lire page 23

Football anglais coupé du peuple

UN RAPPORT, commandé par le gouvernement de Tony Blair, dénonce les effets de la domination par l'argent des clubs de football anglais. Le document établit que « le travail social a été marginalisé à mesure que les considérations commerciales devenaient prioritaires ». Les grands du championnat et certains de leurs joueurs ne répondent plus à leurs obligations sociales, visites d'écoles ou d'hôpitaux, parrainages... Le football anglais risque ainsi de se couper de ses racines populaires. Dans ce climat, l'équipe nationale doit affronter, mercredi 10 février, à Wembley, les champions du monde français.

Paris-Alger : parcours d'expulsé

De la gare ferroviaire de Roissy II, déserte, au centre de rétention administrative d'Aranc (Bouches-du-Rhône) puis au Tareq-Ziyed, le bateau algérien qui relie Marseille à Alger, le parcours mouvementé d'un sans-papiers expulsé.

p. 12 et 13

M. Schröder recule

Après son échec électoral en Hesse, le gouvernement allemand a annoncé qu'il devrait modifier le projet de réforme du code de la nationalité. D'autres réformes sont compromises.

p. 4 et notre éditorial p. 14



L'adieu aux camarades

A l'occasion de la sortie du film Disparus, où Gilles Bourdos évoque la saga des premiers âges du trotskisme, Francis Marmande a rencontré Vlado Kitchich, fils du révolutionnaire Victor Serge. Entretien.

p. 28

Jordanie : l'épreuve du pouvoir

Aux obsèques d'Hussein de Jordanie, Américains et Européens ont promis des aides financières au roi Abdallah.

p. 2

2010, la France ferroviaire

Jean-Claude Gayssot a présenté, lundi, son plan de développement du réseau ferroviaire français pour les dix ans à venir. Un investissement de 120 milliards de francs.

p. 10

La mort d'Iris Murdoch

En vingt-sept livres, elle était devenue « une des romancières préférées de la Grande-Bretagne ». Iris Murdoch est décédée lundi 8 février à Oxford.

p. 29

A la table d'un naufrage

Robinson Crusoe fait son marché. La chronique de Jean-Pierre Quélén.

p. 25

Allemagne, 3 DM ; Arabie-Saoudite, 5 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,55 \$ CAN ; Chine-Taiwan, 350 F TWD ; Danemark, 16 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 500 DR ; Irlande, 140 E ; Italie, 2000 L ; Luxembourg, 40 FL ; France, 10 FF ; Norvège, 140 NOK ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 PTE ; République, 9 F ; Suède, 100 F SFA ; Suisse, 10 KRS ; Suisse, 2,50 FF ; Tunisie, 12 Din ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

M 0147-210-7,50 F



World Online
Internet

Fonctionnaires : M. Jospin sur un terrain miné

L'AFFAIRE est entendue, les ronds-de-cuir vont devenir des salariés performants. Oubliés, l'emploi à vie et la grille des salaires, les corps et les échelons. Bannis, la pléthore réglementaire, l'irrésistible progression des dépenses de l'Etat et le monopole exercé sur des pans entiers de l'économie. Pour rendre les services publics plus efficaces et réduire le fossé qui se creuse entre fonctionnaires protégés et salariés soumis à la mondialisation, le gouvernement et le Parlement ont décidé d'abolir progressivement le statut de la fonction publique et de mettre les agents de l'Etat en concurrence avec les employés du privé : dans quelques années, le fonctionnaire aura vécu.

Que les fonctionnaires se rassurent : ce projet inspiré du new public management en vogue dans certains pays anglo-saxons n'a pas été concocté dans le huis clos d'un séminaire animé par Lionel Jospin. Il ne figure pas non plus au programme du Parlement. Et si Alain Madelin en a rêvé, le président de Démocratie libérale n'a jamais osé proposer une telle révolution. Cette réforme radicale, quoique progressive, sera introduite en Suisse, et plusieurs cantons ont déjà pris les devants. Au moment où des dis-

cussions vont s'ouvrir en France sur la baisse du temps de travail dans la fonction publique, voilà donc qu'apparaît... l'horreur helvétique, dernier avatar de l'horreur économique dénoncée par les penseurs antilibéraux. Malgré la prudence de M. Jospin, les conflits risquent de se multiplier entre les fonctionnaires et le gouvernement, qui doit publier, mercredi 10 février, le rapport sur le temps de travail dans la fonction publique commandé, il y a un an, à Jacques Roché. Certes, la gauche n'a pas eu de mal à capitaliser les erreurs – pour ne pas dire la brutalité – de la droite vis-à-vis de cette catégorie, et sa philosophie « anti-fonctionnaires ».

Les 4,5 millions d'agents de l'Etat, des collectivités locales et des hôpitaux n'ont pas oublié les propos de M. Madelin, éphémère ministre de l'économie et des finances, sur les « privilèges » dont ils bénéficient ; ni la volonté d'Alain Juppé de débarrasser la fonction publique de sa « mauvaise graisse » – entendez les sureffectifs ; et encore moins le gel de leurs traitements en 1996.

Jean-Michel Bezat

Lire la suite page 14

L'amour baroque



WILLIAM CHRISTIE

LES ARTS FLORISSANTS, l'une des plus célèbres formations de musique baroque, fête ses vingt ans. Son fondateur, William Christie, rappelle, dans un entretien au Monde, ses débuts quand il vivait « d'amour et d'air pur », son désir de « ressusciter des partitions du grand patrimoine français », ses difficultés à « séduire les maisons de disques et les critiques », avant la conquête d'un public fervent.

Lire page 27

International	2	Tableau de bord	20
France-Société	4	Aujourd'hui	25
Régions	10	Météorologie-Jean	26
Horizons	12	Culture	27
Carrel	16	Guide culturel	29
Entreprises	17	Kiosque	30
Emplois/annonces	18	Abonnements	30
Communication	19	Radio-Télévision	31

INTERNATIONAL

LE MONDE / MERCREDI 10 FÉVRIER 1999

PROCHE-ORIENT Hussein de Jordanie a été inhumé, lundi 8 février à Amman, lors de funérailles qui ont uni dans le deuil les Jordaniens et des dirigeants du monde

entier et permis un rassemblement sans précédent de personnalités du Proche-Orient. La présence la plus remarquée aura sans doute été celle du président syrien, Hafez El Assad,

dont les liens avec le roi Hussein ont constamment été sous tension. ● LE MONARQUE a été enterré dans le cimetière familial hachémite, sur une colline du centre d'Amman. ● LES

ÉTATS-UNIS, qui étaient représentés par le président Bill Clinton, et trois de ses prédécesseurs (George Bush, Jimmy Carter et Gerald Ford), et pour qui la Jordanie est un part-

naire-clé dans la région, se sont engagés à soutenir le roi Abdallah, qui a fait bonne impression à l'ensemble des personnalités étrangères réunies à Amman.

Le roi Abdallah de Jordanie confronté à l'épreuve du pouvoir

Le pays est étranglé par sa dette, le chômage touche près de 30 % de la population active, la croissance est pratiquement nulle et l'aide financière promise par Bill Clinton et les Européens ne paraît pas suffisante pour régler les problèmes qui s'amoncellent

AMMAN

de notre envoyé spécial
S'il a pu contempler la longue procession des chefs d'Etat et de gouvernement qui ont suivi son cercueil, le roi Hussein a dû avoir du mal à réprimer un sourire ironique, ou peut-être même un petit sentiment d'orgueil. Il y avait là, côtoyant ses alliés américains et britanniques de toujours, des adversaires peu tendres pour une dynastie à leurs yeux trop inféodée à l'Occident et même d'anciens ennemis qui tentèrent à plusieurs reprises de le renverser, voire de l'assassiner. Il y avait là aussi – surprise du jour – le président syrien Hafez El Assad, sorti de son bunker pour présenter les condoléances d'un pays souvent accusé d'ingérence et de tentatives de déstabilisation de la Jordanie. Il y avait là, enfin, une forte délégation israélienne, comprenant un premier ministre, Benyamin Netanyahou, dont les efforts pour freiner le processus n'ont pas renforcé la position d'une monarchie que ses opposants accusent d'avoir signé un marché de dupes en faisant la paix avec son voisin.

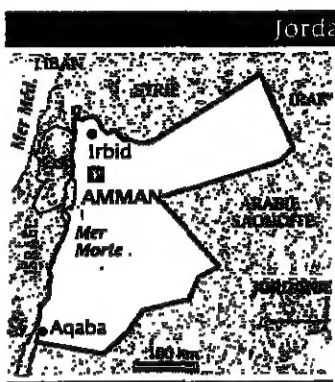
Tous ces gens – plusieurs centaines de personnes au coude-à-coude durant des heures – ont profité de ces funérailles mondiales pour parfois aussi faire avancer les dossiers en cours. Apparemment ils reviennent d'Amman rassurés : le régime hachémite ne devait pas souffrir du changement qu'il vient de subir et la région ne devait pas en être bouleversée. Le nouveau

monarque, pensent-ils, est bien en place et la politique du pays ne devrait pas brutalement changer de cap. C'est ce que, globalement, le roi Abdallah leur a à nouveau assuré lorsqu'ils sont allés lui présenter leurs condoléances, après la mise en terre du défunt.

ROI DE CONSENSUS

Dans une courte déclaration à la presse française, après les obsèques, Jacques Chirac s'est ainsi félicité de « l'excellente façon » dont les institutions jordaniennes avaient continué à fonctionner. Le nouveau souverain, a-t-il ajouté, est « un roi sur lequel on peut mettre sa confiance et son soutien. Il a les époules larges, il assumera le pouvoir dans la continuité, au mieux des intérêts de la Jordanie et de la région ». Autrement dit, la Jordanie poursuivra ses douze années réformes économiques et politiques et, surtout, ne remettra pas en cause sa bienveillance à l'égard de son voisin israélien.

Propos de circonstance ? Un peu sans doute. Mais aussi soulagement visible. Ce nouveau roi, que personne ne connaissait bien, n'a, pour le moment, pas commis de faute. A l'évidence, la réunion de dizaines de chefs d'Etat, avec toutes les contraintes d'emploi du temps et de sécurité qu'elle implique, a été organisée par un appareil administratif que la mort du roi Hussein n'a pas paralysé. Les centaines de journalistes attirés par l'événement ont pu opérer dans des conditions fort hono-



CARACTÉRISTIQUES	
CHIEF DE L'ÉTAT 1999	le roi Abdallah
NATURE DU RÉGIME	monarchie parlementaire
SUPERFICIE	95 000 km ²
POPULATION	5,6 millions
CAPITALE	AMMAN
MONNAIE	dinar jordanien (1 dinar = 100 fils)
LANGUES	arabe, anglais

ÉCONOMIE - 1997	
PIB/HAB.	1 500 \$
TAUX D'INFLATION	4 %
TAUX DE CHÔMAGE	27 %

rables. Bref, avant comme après la mort du roi Hussein, la Jordanie semble fonctionner plutôt mieux que ses voisins arabes.

Mieux, son nouveau souverain intronisé sans heurt, dans le respect des règles constitutionnelles, a su calmer les appréhensions nées des circonstances de sa récente nomination comme prince héritier. Il a su assumer ses nouvelles fonctions en donnant l'image d'un roi de consensus, réunificateur d'une famille royale secouée par une brutale redistribution des cartes, deux semaines à peine avant la mort du roi Hussein. Les chefs d'Etat de passage ont ainsi remarqué le rôle privilégié joué auprès du roi Abdallah par son oncle le

prince Hassan, l'ex-futur roi. A leur yeux, c'est là une garantie de continuité, l'indication que les accords et les compétences du plus vieux serviraient à la formation du plus jeune.

« Pour gouverner ce pays il faut quelque chose de fort, quelque chose de stable », confiait, il y a deux semaines, un ancien premier ministre, alors inquiet du limogeage du prince Hassan. Selon lui, Abdallah, qui n'était alors que le nouveau prince héritier, ne faisait pas le poids. Il devrait être aujourd'hui rassuré, comme le sont tous ceux qui, à l'étranger, avaient noué des contacts privilégiés avec le prince Hassan, qui fut si longtemps l'héritier désigné de la couronne.

L'avenir de la Jordanie ne dépend pourtant pas des jeux de pouvoir à l'intérieur du palais. Etranglé par sa dette et son plan de réajustement structurel, alourdi par un chômage qui touche 25 % à 30 % de la population active, le pays, dont la croissance aujourd'hui ne dépasse pas 0,1 %, devra faire rapidement des choix, alors que l'argent que lui envoient ses émigrés, source de revenus essentielle, commence à faire défaut. La Jordanie, qui ne produit pas une goutte de pétrole, a fondé tout son développement sur l'or noir, grâce à la main-d'œuvre qu'elle exporte dans les Etats du Golfe. La longue chute du baril du pétrole met en péril ses revenus et le modèle de développement qu'il y est attaché, sans que la Jordanie, pour le moment, ait trouvé un modèle alternatif. Quant à l'aide financière promise par Bill Clinton et les Européens, son importance ne paraît pas devoir être suffisante pour rapidement régler les difficultés qui s'amoncellent.

PROBLÈMES INTERNATIONAUX

L'autre grand problème jordanien touche ses deux voisins irakien et israélien. L'intensification des échanges avec ces deux pays aurait pu fonder une nouvelle politique de développement et assurer l'enracinement économique de nouvelles couches sociales. Les marchés irakien et syrien ont été dévastés par l'embargo consécutif à la guerre du Golfe et les relations commerciales avec Israël n'ont jamais réel-

lement décollé. Le port jordanien d'Aqaba, sur la mer Rouge, qui constituait le poumon maritime de Bagdad durant la guerre contre l'Iran, assurait à la Jordanie de substantielles retombées, fonctionnant aujourd'hui au ralenti. Quant aux échanges avec Israël, ils demeurent largement inférieurs aux échanges entre le royaume et la Cisjordanie sous administration palestinienne.

En dépit d'une paix spectaculairement signée en 1994, Israël, pensent de nombreux Jordaniens, n'a pas changé sa façon de voir, continuant de tourner prioritairement son regard vers l'ouest plutôt que vers l'est. Ils constatent qu'Israël pleure le roi disparu, à qui il doit une certaine tranquillité d'esprit, mais que rien n'est fait pour redéployer les relations économiques entre les deux pays. L'enlèvement du processus de paix israélo-palestinien, largement attribué au camp israélien, ne fait, du coup, que conforter le désenchantement ambiant, donnant du crédit à ceux qui n'y ont jamais été favorables.

C'est là tout le problème de la Jordanie : ses difficultés dépendent dans une large mesure de facteurs internationaux, sur lesquels le gouvernement d'Amman a moins de prise que le président Clinton. Le même qui proclame tous les jours combien une Jordanie prospère et en paix est essentielle pour la stabilité de la région.

Georges Marlon

Tourné vers La Mecque, allongé sur le côté droit, Hussein a été enterré au cimetière royal de Raghdan

AMMAN

de notre envoyé spécial
Amman a vécu, lundi 8 février, deux cérémonies : l'officielle et la populaire. La première fut im-

REPORTAGE

De nombreux soldats versèrent discrètement une larme

pressionnante par le nombre de chefs d'Etat et de gouvernement venus honorer l'un des leurs, hissé au rang de champion de la paix, dans une région où, plus que partout ailleurs, le mot possède une exceptionnelle valeur d'évocation. La seconde fut plus angoissée, parfois brouillonne et souvent émouvante, réunissant des milliers de Jordaniens – essentiellement des hommes –, rassemblés pour pleurer un monarque respectueusement désigné sous l'appellation désuète de « notre » roi. Jamais ces deux cérémonies ne se sont croisées, sans doute de par la volonté des autorités d'Amman, qui éprouvaient quelques inquiétudes quant à la protection des dizaines d'invités de marque venus rendre un dernier hommage à Hussein de Jordanie. Ce

souci constant explique le spectaculaire déploiement de milliers de soldats et de policiers, sinon plus, tout au long des quelque 20 kilomètres de parcours qu'emprunta le cortège funèbre. Au point que l'on pouvait parfois croire que c'était l'armée qui rendait hommage à son roi et premier général. Lundi matin, lorsque le jour se leva, la pluie avait cessé, mais un froid piquant balayait les avenues. Sur des kilomètres, on ne voyait que les bécots rouges, verts, pourpres ou noirs des soldats, alignés face à une foule clairsemée, fusils croisés sur la poitrine. Loin du centre, aux environs du palais de Bab el Salam d'où devait partir le convoi funèbre, la foule était largement moins dense que les militaires censés la contenir. Au rond-point dit du Huitième Cercle, à l'ouest de la capitale, la concentration se faisait déjà plus forte. Les hommes arboraient le traditionnel keffiyeh à damiers rouges et blancs.

« DIEU AIME HUSSEIN ! »

L'atmosphère était disciplinée, quasi silencieuse. Parfois un homme scandait une invocation, reprise aussitôt en chœur par ses voisins, et amplifiée encore si une caméra de télévision montrait le bout de son objectif. « Hussein aime Dieu et Dieu aime Hussein ! », criait un jeune homme ju-ché, poing levé, sur les épaules d'un camarade. Ses voisins reprenaient. De l'autre côté de la rue, quelques femmes en foulard pratiquaient le même rite. La foule se raidit lorsque s'approcha le cortège : onze véhicules rouges, découverts, chargés de soldats figés, entourant un douzième véhicule transportant le cercueil du roi Hussein recouvert d'un drapeau. Trois hélicoptères survolaient le convoi.

Le passage des véhicules ne durait que quelques secondes, ponctués de cris et de sanglots. De nombreux soldats versèrent discrètement une larme, puis se dirigèrent vers un autre point de la ville. La foule fit de même, cou-

rant pour croiser à nouveau le cortège, quelques centaines de mètres plus loin. Les mêmes scènes se répétèrent sur les principales avenues de la ville. Lorsque le cortège, parti depuis près de deux heures du palais de Bab el Salam parvint enfin, de l'autre côté de la ville, aux portes du palais royal de Raghdan, où l'attendaient les dignitaires étran-

Boris Eltsine, titubant, rate une partie des cérémonies

Le président Boris Eltsine est rentré, lundi soir 8 février, à Moscou, après avoir fait un rapide aller-retour dans la journée à Amman pour assister à une partie des funérailles du roi Hussein de Jordanie. Après un vol de quatre heures, il est reparti directement à la maison de repos de Barvikha, près de Moscou, où il poursuit sa convalescence, après un séjour de deux semaines à l'hôpital pour un ulcère saignant en janvier. Apparu titubant et soutenu par ses gardes sur certaines images de télévision, il a quitté la Jordanie avant la fin des cérémonies de funérailles. La présidence russe a démenti des informations en provenance d'Amman selon lesquelles M. Eltsine aurait reçu une aide médicale d'urgence avant de quitter la capitale jordanienne. D'après le ministre russe des affaires étrangères, Igor Ivanov, il a eu des échanges « actifs et intensifs » avec les présidents américain et français, Bill Clinton et Jacques Chirac, ainsi qu'avec le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat.

gers, des dizaines de milliers de Jordaniens étaient cette fois rassemblés, face à des milliers de soldats visiblement débordés. Ce furent là les seuls moments de désordre, rapidement surmontés par une troupe qui dégagea sans ménagement l'artère conduisant à l'entrée nord du palais.

A l'intérieur du palais, l'atmosphère était nettement plus courtoise. Tour à tour, les chefs d'Etat défilèrent devant le cercueil posé sur une table : le président Clinton accompagné de trois anciens présidents américains, Benyamin Netanyahou flanqué d'Ariel Sharon, Jacques Chirac et Bernard Kouchner, Tony Blair, Gerhard Schröder, et le plus surprenant de tous, le Syrien Hafez El Assad, que personne n'attendait aux obsèques d'un homme qu'il ne portait pas dans son cœur. Hormis celles qui étaient chef d'Etat, les femmes, dont les épouses des invités, n'avaient pas été autorisées à assister à la cérémonie.

« Un homme de paix, qui travaillait pour la paix au Moyen-Orient », aurait dit le premier au second, à en croire un collaborateur du président Weizman. Rien de tel ne s'est produit entre le président américain et le modeste (et quasi inconnu) représentant irakien, le vice-président Taha Mohiedine Maarouf, ou le président du Soudan, Omar El Béchir. Le président turc, Suleyman Demirel, n'a apparemment pas salué non plus le président chypriote, Glafcos Clérifides, dont une partie du pays est occupée par les troupes d'Ankara.

Tourné vers La Mecque, allongé sur le côté droit, le roi Hussein a été enterré dans le cimetière royal du palais de Raghdan, à côté de son père et de son grand-père, Abdallah, fondateur d'un royaume né, en 1946 seulement, sur les ruines de l'Empire ottoman.

G. M.

Un partenaire-clé des Etats-Unis pour les négociations au Proche-Orient

WASHINGTON

de notre correspondant
Les liens personnels qui unissent Bill Clinton à Hussein de Jordanie n'expliquent pas à eux seuls le vibrant hommage rendu au souverain défunt par le président américain et les efforts déployés pour aider le nouveau roi Abdallah à endosser la difficile succession de son père. Les Etats-Unis accordent une place importante à la Jordanie dans le processus de paix au Proche-Orient et n'ont aucune raison de ne pas assister leur allié le plus fidèle dans le monde arabe. Armin Meyer, ancien chargé d'affaires américain à Bagdad en 1947, a rappelé, dans le Washington Post, qu'Abdallah, le grand-père de Hussein, lui avait demandé de transmettre à Washington le message suivant : vous pouvez compter sur moi pour vous aider à résoudre la question palestinienne.

Un président en exercice et trois anciens présidents se sont penchés sur le trône du nouveau roi Abdallah. Ronald Reagan, le quatrième encore en vie – qui n'avait jamais vraiment apprécié Hussein – souffrant de la maladie d'Alzheimer, n'a pu se déplacer. Bill Clinton a évoqué, en des termes émoionnants, une amitié au demeurant sincère. Il a également rappelé le montant de l'aide américaine, 220 millions de dollars (dont un tiers d'assistance militaire) pour 1999, 225 millions pour l'an 2000 : de 1952 à 1995, elle a dépassé 1,5 milliard. Washington compte aussi débloquer les crédits prévus par le Memorandum de Wye River et qui sont actuellement gelés en raison de l'impasse du processus de paix, soit 300 millions, échelonnés sur plusieurs années.

ASSURER LA TRANSITION

En outre, Washington a demandé aux institutions internationales – le président de la Banque mondiale voyageait dans le 747 présidentiel – et aux autres pays occidentaux une contribution plus grande pour les difficultés économiques de la Jordanie. Cette requête s'adressait aussi aux « frères » des monarchies pétrolières arabes, riches certes mais dont certaines, comme le Ko-

weïl, ont eu du mal à oublier que le « petit roi » avait choisi le mauvais camp, celui de Saddam Hussein pendant la guerre du Golfe. La mort de Hussein devrait faciliter les choses, son successeur n'étant pas associé aux affaires à l'époque.

Il s'agit pour les Etats-Unis de tout faire pour assurer la transition et garantir la stabilité d'un allié solide, même s'il n'a pas toujours été fidèle. Dès la nomination du prince Abdallah comme successeur désigné, la secrétaire d'Etat, Madeleine Albright était venue lui apporter l'option américaine. D'autant que le prince Hassan, frère de l'ancien roi et dauphin pendant trente-quatre ans, semble avoir été jugé par trop indépendant par l'administration américaine. D'après l'éditorialiste du Washington Post, Jim Hoagland, en général bien informé, le représentant de la CIA à Amman supporterait mal le prince Hassan et les Etats-Unis n'auraient pas été étrangers à la dernière décision du roi Hussein.

La CIA a souvent été citée au cours du long règne de Hussein. Jusqu'à la fin des années 70, la CIA a accordé une assistance discrète au royaume, partenaire-clé dans la région, et qui avait besoin d'une importante aide étrangère pour survivre sur des plans économique et militaire à des adversaires autrement plus puissants.

En 1990-1991, Hussein fit faux-bond à l'alliance anti-irakienne organisée par le président George Bush. La déroute de Saddam Hussein et les sanctions draconiennes décrétées contre Bagdad ont eu un impact catastrophique sur la Jordanie, mal compensé par la reprise, plus tard, de l'aide américaine. Mais son habileté coutumière a permis à Hussein de se rattraper, après une courte brouille avec Washington. Il a su se rendre indispensable à Bill Clinton, en jetant son poids dans la balance à Wye, à l'automne 1998. Cet ultime coup de main n'a pas été oublié. Reste à savoir de quel poids pèse la Jordanie face au partenaire incontournable des Etats-Unis dans la région, Israël.

Patrice de Beer

L'ONU exhorte l'Ethiopie à mettre fin aux

OISE
L'anglais à Oxford
L'anglais à Bristol
L'anglais à Heidelberg
L'anglais à Cambridge
L'anglais aux USA
OISE est l'organisme de formation fondé à Oxford spécialisé dans les stages intensifs de langues. Selon l'école, les stages s'adressent aux adultes, étudiants, lycéens ou collégiens. Avec logement en famille, voyage et loisirs.
Bordeaux 05 57 92 34 12 Lille 03 20 40 28 38
Lyon 04 78 24 08 74 Paris 01 44 19 66 66
Reims 02 99 79 78 44 Strasbourg 03 88 48 38 00

L'ONU exhorte l'Éthiopie et l'Érythrée à mettre fin aux hostilités

La dégradation du climat politique et les différends territoriaux ont provoqué un conflit armé

Entre l'Érythrée et l'Éthiopie, les combats ont repris. Mardi matin 9 février, l'aviation d'Addis Abeba aurait bombardé Laïla Deda, un village

qui abrite quelques centaines d'Érythréens expulsés l'an dernier d'Éthiopie, faisant plusieurs morts. Les Nations unies et l'Organisation de

l'unité africaine s'efforcent de favoriser une issue diplomatique au conflit entre les deux anciens alliés.



La confrontation entre l'Éthiopie et l'Érythrée oppose deux armées qui se sont largement approvisionnées dans les pays est-européens. Au début de 1998, l'Éthiopie, dont l'armée forte de 120 000 hommes et secondée par 200 000 miliciens, était alors désorganisée, a pu acheter pour 200 millions de dollars d'équipements, notamment à la Bulgarie et à la Chine. Elle a reçu des conseils de spécialistes russes, ukrainiens et lettons. L'Érythrée, de son côté, a massé le long de la frontière quelque 200 000 hommes de ses armées régulières et de sa réserve, des conseils pour la plupart

combats est totalement inacceptable pour la communauté internationale », a fait valoir M. Amman qui a dépeché dans les deux capitales le diplomate Mohamed Sahnoun. L'Organisation de l'unité africaine (OUA), par la voix de son président en exercice, le chef de l'Etat burkinabé, Blaise Compaoré, et celle de son secrétaire général, Salim Ahmed Salim, ont également appelé l'Éthiopie et l'Érythrée à « mettre fin

immédiatement aux hostilités » et à accepter le plan de paix proposé par l'OUA.

Celui-ci prévoit le retrait des troupes érythréennes des zones contestées dans le nord-ouest de l'Éthiopie, le déploiement d'une force d'observation et la mise en place d'une commission neutre pour délimiter la frontière. Soutenu par le Conseil de sécurité des Nations unies et l'Union européenne

nationaliste, alors que ceux du Tigre se sont révoltés à leur tour. C'est une situation paradoxale. Rien ne les sépare, mais leur « vécu collectif » est complètement différent.

2 Le conflit peut-il durer ? Oui, car les deux pays sont armés. Les Érythréens, qui dominent militairement, se sont offert des Mig-29, le nez plus ultra des chasseurs, pilotés par des Ukrainiens, tandis que les Éthiopiens ont acheté des avions un peu moins modernes. Les deux pays sont pourtant très pauvres. Tout ça pour un conflit qui n'a ni objectif stratégique ni finalité économique. Que les Tigriens, au pouvoir en Éthiopie, veuillent reprendre le port d'Assab et ne plus dépendre de Djibouti pour leur accès à la mer, c'est possible. Cela peut être un but de

guerre, mais ce n'est pas à la racine du conflit.

3 Coincé entre les deux belligérants, Djibouti peut-il rester à l'écart ?

La guerre peut s'étendre à Djibouti, dont le président, Hassan Gouled, vient d'annoncer son départ ; ce qui signifie que son successeur, Ismaïl Omar Guelleh, très contesté mais proche des Éthiopiens dans cette période de transition, va chercher à se propulser à la présidence. Or des accords de quasi-protection ont été conclus à l'Éthiopie - qui y est présente militairement. C'est une situation dangereuse. La France a envoyé des émissaires à Asmara pour expliquer aux Érythréens qu'il ne fallait pas toucher à Djibouti. Sera-ce suffisant ?

Propos recueillis par Jean-Pierre Tuquoy

La presse officielle de Pékin fait état d'incidents et d'arrestations dans le Xinjiang

LA LOINTAINE province musulmane du Xinjiang, dans l'ouest de la Chine, de tout temps rétive à l'autorité de Pékin, semble de nouveau agitée de spasmes protestataires, selon des informations partiellement recoupées dans les médias officiels eux-mêmes. Le ministère des affaires étrangères de Pékin a rejeté, la semaine dernière, comme « infondé et irresponsable » un rapport d'Amnesty International faisant état de nombreuses arrestations arbitraires de résidents de l'ethnie majoritaire, les Ouïgours, au cours des derniers mois, et d'un recours régulier à la torture au cours des interrogatoires subis par les personnes placées en détention.

Selon l'organisation londonienne, qui citait des cas précis, la police vise particulièrement l'entourage des militants indépendantistes. Des enfants auraient même été détenus. Au cours des derniers jours, plusieurs indications de la presse officielle sont venues laisser entendre que les informations d'Amnesty International n'étaient pas si « infondées » que cela. Selon l'AFP, le Quotidien de la justice du Xinjiang a rapporté que plusieurs centaines de « terroristes » - terme désignant, entre autres, les séparatistes musulmans - avaient été arrêtés durant une campagne de répression qui semble avoir eu lieu

dans les six derniers mois de 1997, après une vague d'incidents ayant opposé des civils aux forces de l'ordre chinoises dans la première moitié de l'année.

Le journal ne fournit pas de précisions sur les lieux où se sont déroulés ces incidents. Mais, le 4 février, il a indiqué que près de 9 000 membres de la police armée - une gendarmerie anti-émeutes - ont été postés, sur ordre du gouvernement central, à Yining, ville de 300 000 habitants à la frontière du Kazakhstan où la situation est souvent explosive. Dans les derniers mois, les médias officiels chinois ont fait état d'au moins quinze condamnations à mort pour actions décrites comme des « agressions, pillages et déprédations » mais généralement liées au sentiment séparatiste.

TOUR DE VIS RÉPRESSIF

Il ne faut peut-être pas conclure des dernières informations provenant de cette région - difficile d'accès pour la presse étrangère - qu'elle est à feu et à sang. Le tour de vis répressif est mis en exergue par les médias à la veille du deuxième anniversaire d'émeutes qui s'étaient déroulées précisément à Yining les 5 et 6 février 1997, et qui avaient fait au moins 10 morts et 130 blessés selon Pékin. Alors que le régime veut donner

l'image d'une Chine parfaitement sous contrôle en cette année de cinquantième pour la République populaire, il ne peut vouloir signifier par là qu'il ne ménage pas ses efforts pour faire régner l'ordre jusqu'au plus profond de l'empire. En outre, à plusieurs reprises dans le passé, les autorités locales ont eu tendance à diffuser des informations alarmistes pour mettre en valeur l'efficacité de leurs forces de l'ordre et dans l'intention implicite de convaincre Pékin d'accroître son assistance au développement de ce vaste espace désertique.

Cependant, l'agitation au Xinjiang, où les colons de souche chinoise Han représentent désormais au moins un tiers de la population, est un problème endémique pour Pékin, comme en témoignent d'autres informations, également officielles, faisant carrément état du démantèlement, l'an dernier, d'un « camp d'entraînement de terroristes » à proximité de Yecheng, dans la partie méridionale du Xinjiang. A la même époque, à Urumqi, chef-lieu de cette province qui est officiellement une « région autonome », la police a saisi des stocks d'armes, de bombes à retardement et des détonateurs, lors de l'interpellation de plus de cent cinquante suspects.

Francis Deron

La Banque centrale russe confiait ses réserves à une société basée à Jersey

Des malversations ont été mises au jour

MOSCOU

de notre correspondant

De 1993 à 1998, la Banque centrale de Russie a confié la gestion de tout ou partie de ses réserves monétaires à une obscure société off-shore, au capital de 1 000 dollars, basée dans le paradis fiscal de Jersey, une des îles anglo-normandes. Telle est la principale découverte du parquet général de Russie, qui a enquêté pendant plusieurs semaines sur les activités de la Banque centrale, tentant d'éclaircir son rôle lors de la crise financière d'août 1998.

Le 1^{er} février, Iouri Skouratov, procureur général, transmettait à la Douma (Chambre basse du Parlement) une note de sept pages, résumé de son enquête. Le lendemain, M. Skouratov démissionnait « pour raisons de santé ». Alors que les négociations avec le Fonds monétaire international (FMI) se poursuivent, Viktor Guerschchenko, actuel président de la Banque centrale, a estimé que les conclusions de M. Skouratov n'auraient pas « dû être rendues publiques » et que cette affaire « mériterait d'être abordée plus calmement ».

Selon la note du parquet général, « le 15 juillet 1993, la Banque centrale a signé un contrat avec la Financial Management Company (Fimaco), domiciliée à Jersey, pour une gestion par procuration des réserves en devises du pays, des crédits du FMI et des bons du Trésor du ministère des finances ». De 1993 à 1998, précise la note, la société off-shore aurait géré, « moyennant le versement de commissions », environ 50 milliards de dollars.

« MAXIMISER » LES PROFITS

Le parquet général, qui affirme que « des poursuites judiciaires sont à l'étude », rappelle que ces transferts ont été faits « en violation de la loi » et que les réserves exprimées par plusieurs sociétés d'audit ayant eu à étudier l'activité de la Banque centrale « n'ont pas été prises en compte ». Enfin, le montant des « commissions en devises » versées à Fimaco et leurs destinations finales n'ont pu être établies.

M. Guerschchenko, qui avait été le président de la Banque centrale jusqu'en 1994, a livré quelques explications à la Douma, le 5 février. Fimaco a été créée par la Banque centrale, a-t-il reconnu. Sa domiciliation dans le paradis fiscal de Jersey a permis de « maximiser » les profits tirés de placements sur les marchés financiers mondiaux. Mais cette création d'une société off-

shore avait un autre but : protéger une partie des réserves monétaires russes d'éventuelles mesures de rétorsion de créanciers étrangers.

En 1993-94, a précisé M. Guerschchenko, « la Russie était engagée dans de difficiles négociations avec le Club de Londres et le Club de Paris, et il y avait une probabilité que les avoirs du pays à l'étranger soient saisis ». Depuis trois mois, la Russie fait défaut sur le remboursement de sa dette extérieure et mène de délicates négociations avec ses créanciers internationaux. Le président de la Banque centrale a néanmoins démenti le montant des sommes confiées à Fimaco, précisant qu'en 1994 seulement « 1,4 milliard de dollars » lui avait été transféré. Le total de 50 milliards de dollars décompté par les enquêteurs peut apparaître surestimé, le maximum des réserves de la Banque centrale n'ayant atteint, en juin 1997, que 24 milliards de dollars. Mais de multiples aller-retour de fonds entre l'établissement central et la société off-shore pourraient expliquer ce chiffre global cumulé.

L'embarras du gouvernement russe est d'autant plus grand que l'investigation du parquet devait initialement se concentrer sur la seule gestion de l'ancien président de la Banque centrale, Sergueï Doublinine, démis en septembre 1998. M. Skouratov avait déjà fait état de « nombreuses malversations » et de « délits d'initié ». De son côté, une « Cour des comptes » dépendant du Parlement avait, dès octobre, dans un réquisitoire très politique, dénoncé la « mauvaise utilisation de milliards de dollars ». Accusations régulièrement réfutées par M. Doublinine, devenu depuis vice-président du géant gazier Gazprom, principal contributeur au budget de l'Etat russe.

François Bonnet

■ La banque russe Uneximbank a reconnu, lundi 8 février, qu'elle n'avait pas pu, à deux reprises, honorer le paiement des intérêts sur ses euro-obligations au cours des deux dernières semaines, ses avoirs ayant été érodés par la crise financière. La banque a indiqué à ses créanciers qu'elle allait devoir restructurer sa dette, qui s'élève à 250 millions de dollars (220 millions d'euros). La défaillance d'Uneximbank est la première d'une banque russe sur des euro-obligations. - (AFP)

Le Portugal et l'Indonésie toujours en désaccord sur le futur statut du Timor-Orient

NEW YORK (Nations unies)

de notre correspondant

Ils étaient tous venus à New York : le ministre indonésien des affaires étrangères, Ali Alatas ; son homologue portugais, Jaime Gama, médiateur de l'ONU ; le diplomate pakistanais Jamshed Marker et le leader du mouvement séparatiste du Timor-Orient, Prix Nobel de la paix, José Ramos Horta. Pour autant, deux jours de négociations « intenses » sur le futur statut du Timor-Orient, ancienne colonie portugaise annexée par l'Indonésie, n'ont pas suffi à lever l'incertitude.

Malgré l'optimisme affiché par les deux ministres ainsi que par le médiateur de l'ONU à la fin des négociations, lundi 8 février, lors d'une conférence de presse, il était évident que la question essentielle, à savoir le référendum sur l'avenir de l'île, divise toujours l'Indonésie et le Portugal. Pourtant à la fin de la première journée des pourparlers, dimanche 7 février, la délégation portugaise avait annoncé à la presse que les deux parties étaient parvenues à un « accord de principe » sur une procédure qui inclurait un scrutin. Interrogé, le ministre indonésien a de nouveau réaffirmé la position de son gouvernement : « Mon gouvernement demeure convaincu qu'un référendum n'est pas le meilleur moyen de

parvenir à une solution politique. » Il faut donc, estime l'Indonésie, trouver « une nouvelle méthodologie (pour) sonder la population timoraise ». A quoi son homologue portugais rétorquait : « Je ne vois vraiment pas quelle autre méthode démocratique on pourrait trouver qui ne soit pas un référendum ».

En dépit de ce désaccord public, des sources informées expliquent que les négociations sont « sur la bonne voie ». Selon elles, les deux

Les conditions des séparatistes

Un des leaders en exil de la résistance est-timoraise, José Ramos Horta, prix Nobel de la paix, a également rencontré M. Marker lundi, dans le cadre des consultations régulières avec des représentants est-timorais s'inscrivant dans le processus parrainé par l'ONU. Il a déclaré qu'un vote sur l'autonomie ne pourrait avoir lieu que lorsque les troupes indonésiennes se seront retirées, que les civils auront déposé les armes, et que des observateurs militaires de l'ONU auront été installés sur place. « Sans ces conditions, nous ne pourrions pas faire partie de ce projet », a dit M. Ramos Horta.

ministres sont parvenus à un accord informel sur plusieurs points. « Qu'on le nomme référendum ou non », un moyen sera trouvé pour demander aux habitants du territoire leur avis sur un projet d'autonomie élargie. En cas de rejet de l'autonomie, l'Indonésie saisirait son nouveau Parlement, qui siégera à partir du mois d'août, d'un projet « d'abrogation de l'incorporation » du Timor-Orient à l'archipel. Commencerait alors une période de plusieurs mois pendant laquelle les autorités indonésiennes se retireraient au profit du Portugal, aidé par une mission et une force de police de l'ONU. La population timoraise pourrait alors voter sur le statut du territoire, et si la voie de l'indépendance est retenue, élire une Assemblée constituante et adopter une Constitution.

Par ailleurs, optimiste lui aussi à propos des « négociations » menées à New York, un diplomate se dit en revanche « assez inquiet » sur le résultat des élections du 7 juin à Djakarta. « C'est très bien de négocier avec Ali Alatas, dit-il, mais le gouvernement actuel sera obligé de faire une coalition et il y a beaucoup de gens influents qui s'opposent à l'avis d'Alatas sur Timor (...) ». Ce qui n'inquiète, c'est l'instabilité politique en Indonésie.

Afsané Bassir Pour

Robin Cook et Hubert Védrine encouragent les négociateurs de la conférence sur le Kosovo

RAMBOUILLET. Le secrétaire britannique au Foreign Office, Robin Cook, devait revenir, mardi 9 février, à Rambouillet, où se déroulent les négociations sur le Kosovo, pour rencontrer les deux délégations serbe et albanaise, avec le ministre français des affaires étrangères, Hubert Védrine. « Il n'y a pas de crise (MM. Cook et Védrine veulent peser sur les négociations), a commenté un porte-parole du Foreign Office. Hubert Védrine s'est déjà rendu, lundi, à Rambouillet. « C'est dur, mais les négociations ont réellement commencé », a-t-il dit. Le Groupe de contact (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, Allemagne, Italie, Russie) pourrait se réunir le week-end prochain pour évaluer l'avancée des négociations et décider ou non de les prolonger d'une semaine. - (AFP, Reuters.)

OCDE : les pays riches ont réduit leur aide au développement en 1997

L'AIDE PUBLIQUE consentie par les pays membres de l'OCDE aux pays en développement a fléchi en 1997 pour la première fois depuis le début de la décennie, selon un rapport publié lundi 8 février par le Comité d'aide au développement de l'OCDE. Cette aide est tombée en 1997 à son niveau le plus faible depuis le début des années 90, à 49,8 milliards de dollars (44 milliards d'euros), contre 57,9 milliards de dollars (51,2 milliards d'euros) en 1996. Depuis 1992, l'aide publique des pays de l'OCDE a chuté de plus de 20 % en dollars constants. Elle a chuté à 0,22 % de leur produit intérieur brut contre 0,33 % en 1992. Les Etats-Unis fournissent l'effort le plus faible avec seulement 0,09 % du PIB. L'aide publique française, de 6,035 milliards de dollars (5,42 milliards d'euros), a baissé à 0,45 % du PIB, contre 0,48 % en 1996. - (AFP)

Irrégularités dans l'attribution de l'aide européenne au nucléaire de l'ex-URSS

BRUXELLES. Des irrégularités ont été commises par la Commission européenne dans l'octroi d'aides à des pays de l'ex-URSS pour un montant de 610 millions d'euros, affirme dimanche le quotidien espagnol *El País*. Pres d'un tiers de cette somme (186 millions d'euros) a été attribuée sans mise en concurrence des entreprises, rapporte *El País* en citant un rapport de la Cour des comptes européenne devant être publié mardi. Selon ce rapport, des quatorze contrats signés par la Commission en 1994 dans le cadre du plan Tacis d'aide aux Etats de l'ex-URSS, seuls deux ont été attribués après la procédure normale de sélection. Huit autres ont fait l'objet d'une mise en concurrence partielle et quatre ont été attribués arbitrairement. La Commission européenne s'est défendue en expliquant que les services dans certains secteurs sophistiqués ne pouvaient être fournis que par une seule entreprise. - (AFP)

DÉPÊCHES

■ **SUISSE :** plus de 300 cas de parlementaires victimes d'abus ont été recensés dans 31 pays par le Comité des droits de l'homme de l'Union interparlementaire (UIP), qui s'est réuni début février à Genève. Plus de la moitié des 311 plaintes examinées proviennent de Birmanie. Selon l'UIP, 29 députés élus en 1990 se trouvent toujours en détention et 127 en résidence surveillée. Parmi d'autres cas portés à la connaissance du Comité, quinze concernent la Turquie et six la Colombie. - (Corresp.)

■ **POLOGNE :** le constructeur aéronautique allemand DASA va mettre 22 avions de combat polonais MIG-29 aux normes de l'OTAN, en vue de l'adhésion de Varsovie, en avril 1999, à l'Alliance atlantique. DASA a modernisé la flotte de MIG-29 de l'ex-Allemagne de l'Est et a proposé un concept commun de logistique et d'entretien aux pays d'Europe centrale et orientale qui utilisent des MIG-29. - (AFP)

■ **RUSSIE :** les avocats d'Alexandre Nikitine, ancien officier et militant écologiste jugé pour espionnage, ont décidé d'engager un recours auprès de la Cour européenne des droits de l'homme, a rapporté lundi l'itar-Tass. Cette décision a été prise après que la Cour suprême russe a demandé au FSB (ex-KGB) de compléter son dossier d'accusation, dans un procès qui dure depuis plus de trois ans. La défense d'Alexandre Nikitine motivait notamment sa requête par le droit de l'accusé à être jugé « dans des délais raisonnables », et par le non-respect par la justice russe de « la présomption d'innocence ». - (AFP)

■ **GRÈCE :** la décision d'Athènes d'implanter en Crète (sud) les missiles russes S300 sol-air que Chypre a renoncé à installer sur son territoire est « définitive », a déclaré lundi 8 février le porte-parole du gouvernement grec. La Turquie s'oppose à cette implantation. Chypre avait commandé ces missiles à la Russie, mais a renoncé fin décembre à les installer sur son territoire. - (AFP)

■ **INDE :** deux chrétiens ont été assassinés, dimanche 7 février, dans l'Etat oriental de l'Orissa. L'une des deux victimes était une adolescente. Elle a été violée et assassinée par des assaillants non identifiés près du village de Mandasur, dont la population est en majorité chrétienne. Un villageois qui s'était porté à son secours a également été tué, selon les journaux. - (AFP)

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Office Spécial de Publicité

47, rue Louis Blanc
92084 LA DEFENSE Cedex
Tél : 01.43.44.11.34 - Fax : 01.43.33.51.36

Extrait des Minutes du Secrétaire
Greffier de la Cour d'Appel de Versailles.

Par arrêt en date du 29.03.1996 la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Versailles a condamné :
M. LEMEIGNEN André, dirigeant de Société, demeurant à Versailles, 55, rue Berthier, à la peine de 12 mois d'emprisonnement avec sursis ainsi qu'à des mesures d'affichage et de publication, pour fraude fiscale, commis en 1989 et 1990 à Versailles.
P/ Le Procureur Général,
P/ Le Greffier en Chef.

CESSION DE PARTS D'UNE SOCIÉTÉ DE NÉGOCE À MAYOTTE

Actionnaire Principal (99 % des actions) cède totalité de ses parts d'une société de Négoce à Mayotte

Contacts :
SIM - BP 91
97600 MAMOUZOU
Tél : 02 69 61 11 13
demander la Direction Générale ou le Secrétaire Général
Fax : 02 69 61 14 95

La défaite électorale en Hesse force M. Schröder à amender ses projets de réformes

Le chancelier allemand devra rechercher des compromis avec l'opposition de droite

La défaite électorale subie en Hesse a fait perdre à la coalition gouvernementale de gauche (SPD-Verts) la majorité absolue au Bundesrat, la

chambre des Länder. Le président du Parti social-démocrate, Oskar Lafontaine, a annoncé qu'il allait devoir modifier le projet de réforme du code

de la nationalité et trouver une solution « soutenue par tous ». D'autres réformes nécessitent des compromis.

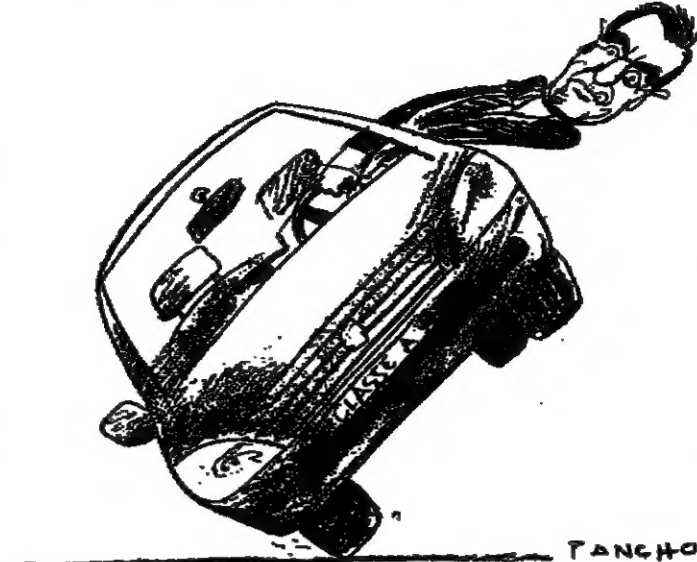
BONN

de notre correspondant

La réforme du code de la nationalité projetée par le gouvernement Schröder ne sera pas adoptée telle quelle après le camouflet essuyé, dimanche 7 février, par la gauche aux élections régionales de Hesse (région de Francfort). Ce scrutin, transformé par l'Union chrétienne-démocrate (CDU) en référendum contre l'octroi de la double nationalité aux étrangers, a fait perdre au Parti social-démocrate (SPD) et aux Verts la majorité absolue au Bundesrat, la Chambre représentant les Länder. « A cause de la nouvelle répartition des pouvoirs au Bundesrat, il faut trouver une autre solution pour le code de la nationalité », a annoncé Oskar Lafontaine, président du SPD, précisant que le parti, dont la direction devait se réunir mardi 9 février en présence du chancelier, devrait « tirer les conséquences » de cette défaite. M. Lafontaine s'est prononcé en faveur d'une solution qui « sera soutenue par tous ».

SUJET BRÛLANT

Le SPD a appelé la droite à cesser de jouer avec un sujet aussi brûlant que l'intégration des étrangers. « Nous demandons l'arrêt de la pétition à caractère xénophobe et qu'ils nous expliquent ce qu'ils veulent », a demandé Ottmar Schreiner, secrétaire général du parti. Ce dernier a déploré que des électeurs traditionnels du SPD, travailleurs et chômeurs, aient voté pour la CDU, « car dans ces milieux, beaucoup voient les étrangers comme des concurrents ». Dans les rangs du SPD, de plus en plus d'hommes politiques font part de leurs réserves sur l'octroi systématique de la double nationalité. Pour l'heure, le ministre de l'Intérieur Otto Schily (SPD) et les Verts s'en tiennent au projet actuel mais, en privé, les écologistes



reconnaissent que le projet n'est pas adoptable en l'état. Les Verts, qui viennent de subir un revers dans le dossier du nucléaire, refusent toutefois de l'amender, ce qui donnerait le sentiment d'une capitulation devant la pétition de la CDU. Officiellement, le projet doit suivre son cours. Il doit être envoyé aux ministres de l'Intérieur des Länder dans les prochains jours puis être adopté en conseil des ministres courant mars, avant de commencer à être débattu au Parlement. Ces différentes étapes pourraient permettre à la gauche de faire des ouvertures à l'opposition. Le porte-parole de Wolfgang Schäuble, président de la CDU, a

annoncé que la pétition se poursuivrait tant que le gouvernement ne renoncerait pas à son projet de double nationalité. Le SPD devrait pouvoir trouver un terrain d'entente avec le petit Parti libéral (FDP) et l'aile gauche de la CDU, mais il risque alors de provoquer une crise avec ses alliés Verts, crise d'autant plus grave que la réforme du code de la nationalité est décrite très en détails dans le contrat de coalition signé à l'automne 1998 entre les Verts et le SPD.

REBOINDISSEMENTS

La perte de la majorité au Bundesrat compromet les autres réformes du gouvernement Schröder. La réforme fiscale, qui doit avoir un effet rétroactif au premier janvier 1999, et celle des petits emplois payés 630 marks (320 euros) par mois, doivent être adoptées le 19 mars au Bundesrat. Le gouvernement sortant de Hesse y siègera encore, mais son ministre-président battu, Hans Eichel, a laissé entendre qu'il pourrait s'abstenir dans le cas où c'est son vote qui ferait basculer la décision. Si M. Eichel persiste dans cette attitude, le SPD devra trouver en six semaines un accord avec un Land dirigé par une grande coalition SPD-CDU ou avec la Rhénanie-Palatinat, gouvernée par une coalition SPD-libéraux.

Déjà, tous les regards se tournent vers la ville hanséatique de Brême, actuellement dirigée par une « grande coalition » SPD-CDU. Des élections sont prévues le 6 juin, et la gauche espère, à cette occasion, retrouver la majorité absolue au Bundesrat. D'autres rebondissements sont attendus à l'automne : les élections de Berlin, de Saxe, de Thuringe, du Brandebourg et de Sarre seront appelées à élire de nouveaux parlements.

A. Le.

Les Verts orphelins de l'atome et du code de la nationalité

BONN

de notre correspondant
La population allemande est peut-être conservatrice, sans doute au centre mais certainement pas de

ANALYSE

Les deux projets-phares du parti écologiste ont été condamnés par les électeurs

gauche. C'est la vérité rappelée par les élections régionales de Hesse qui se sont tenues dimanche 7 février. La coalition social-démocrate (SPD)-Verts, au pouvoir depuis 1991, a été défaits par les libéraux-démocrates (FDP) et les chrétiens-démocrates (CDU), qui avaient axé toute leur campagne contre la réforme du code de la nationalité projetée par le gouvernement Schröder. Ce scrutin dans la région de Francfort aide à dissiper quelques malentendus nés au soir de la défaite de Helmut Kohl, le 27 septembre 1998.

Les écologistes étaient apparus comme les grands vainqueurs du scrutin, participant pour la première fois à un gouvernement fédéral. L'euphorie de la victoire de la gauche a pu faire oublier les chiffres : les Verts avaient perdu du terrain par rapport à 1994, passant de 7,3 % à 6,7 % des suffrages. Toutes les élections régionales de 1998, en Basse-Saxe, en Saxe-Anhalt et en Bavière, avaient marqué un recul des écologistes. Ainsi, dimanche en Hesse, ils ont obtenu 7,2 % des suffrages contre 11,2 % en 1995. Il faut remonter à l'été 1997, à Hambourg, pour retrouver une progression du parti écologiste, à une époque où le SPD était particulièrement faible.

Les Verts ne sont pas entrés au gouvernement grâce à un regain de soutien populaire, mais parce que le SPD a fait un score extraordinaire le 27 septembre, devançant de 5,5 points Helmut Kohl, dont les Allemands étaient las. Paradoxalement,

le succès de la campagne au centre menée par Gerhard Schröder l'a conduit à prendre la tête d'un gouvernement de gauche. Il a écarté la « grande coalition » du centre, avec l'Union chrétienne-démocrate, attendue par la population allemande. Cette configuration inédite SPD-Verts l'a forcé à tenir ses promesses électorales, ce qui aurait été impossible s'il avait fallu s'entendre avec la droite. Cette attitude explique l'incompréhension d'une partie des observateurs bonois, persuadés, à tort, que M. Schröder ne tiendrait pas ses promesses et imposerait au contraire les réformes qu'Helmut Kohl n'avait pas su faire passer.

Au début, les Verts, par leur présence, ont donné le sentiment que l'Allemagne était devenue audacieuse et progressiste. Ils ont imposé deux projets clés au SPD : la sortie du nucléaire et la réforme du code de la nationalité. Avec l'éternelle réforme fiscale allemande, ce sont ces projets qui vont défrayer la chronique pendant les premiers mois du gouvernement Schröder. Ces projets sont aussi les premiers à être abandonnés, ou au moins sérieusement amendés. Suite au tollé du lobby des électriciens, Gerhard Schröder a dû renoncer à l'interdiction du traitement des déchets nucléaires à compter du 1^{er} janvier 2000, excluant une sortie accélérée de l'atome. Le scrutin de Hesse s'est transformé en vote populaire contre la réforme du code de la nationalité telle qu'elle est projetée par le gouvernement, dans un pays où l'intégration des étrangers reste un sujet brûlant.

Quatre mois après les élections, les Verts ont donc essuyé, sur leurs deux projets-phares, une défaite cuisante. S'y ajoute la réforme écologique-fiscale, censée taxer l'énergie pour financer la protection sociale, qui est pour l'heure restée au stade symbolique : Gerhard Schröder, l'ami des automobilistes, a refusé d'augmenter le prix de l'essence de plus de 20 centimes. Et nul n'ose prédire l'avenir que réservera la droite au projet de contrat pour homosexuels, le PACS allemand, qui doit être présenté dans les prochaines semaines.

Suite à ces déconvenues, les Verts risquent de se couper de leur base électorale. De nombreux Verts « fondamentalistes » ne sont pas allés aux urnes lors du scrutin de Hesse. Les « soixante-huitards », comme le ministre des affaires étrangères, Joschka Fischer, sont certes jeunes, mais ils ont plus de cinquante ans. Le vote Verts ne « va pas de soi » pour les jeunes, a déploré, lundi 8 février, Gunter Röstel, porte-parole du parti Verts. Ce dernier a réduit de moitié son score en Hesse auprès des moins de vingt-cinq ans, n'attirant que 9 % d'entre eux : ils ont préféré voter à 43 % pour le jeune chrétien-démocrate (quarante ans), Roland Koch.

UN PARTENAIRE DE RECHANGE

L'autre possibilité pour les Verts est de pencher vers le « réalisme », en se contentant de donner quelques impulsions peu spectaculaires, mais décisives sur le long terme. La sortie du nucléaire, à long terme, est possible. Une réforme du code de la nationalité, certes plus modeste, peut contribuer à faire évoluer, plus lentement mais plus sûrement, la société allemande. En suivant cette voie des petits pas, le parti écologiste chasserait sur les terres du Parti libéral-démocrate, avec lequel il a, en dépit des dénégations des deux états-majors concernés, de nombreux points communs.

L'expert économique des Verts au Bundestag, Oswald Metzger, a de quoi séduire les yuppies libéraux allemands. Joschka Fischer, le ministre des affaires étrangères qui accepte l'intervention de l'OTAN au Kosovo sans mandat explicite des Nations unies, marche dans les dignes traces du libéral Hans-Dietrich Genscher. Seul le combat anti-nucléaire, constitutif de l'identité verte, permet d'opposer radicalement les deux petits partis.

Le Parti libéral-démocrate (FDP), présent sans interruption au gouvernement allemand de 1972 à 1998, se bat pour sa survie et entend revenir sur la scène politique. Déjà le FDP - qui n'avait pas pu convaincre Helmut Kohl de reformer le code de la nationalité en raison de l'opposition de l'Union chrétienne-sociale (CSU) de Bavière - fait des propositions à la gauche : il suggère d'accorder la double nationalité aux enfants d'étrangers nés en Allemagne et de leur demander de choisir entre les deux. Le FDP qui gouverne la Rhénanie-Palatinat avec le SPD, pourrait servir de force d'appoint au Bundesrat, la chambre des Länder dans laquelle la gauche a perdu la majorité absolue avec le scrutin de Hesse.

Le FDP pourrait même servir de partenaire de rechange au niveau fédéral si les Verts devaient se montrer défaillants. Gerhard Schröder dispose d'une majorité suffisante au Bundestag pour former un gouvernement avec les libéraux. Certains observateurs notent que, pressé sur sa droite, M. Schröder pourrait justifier auprès de son parti la nécessité de réformer l'Etat social allemand. Mais le débat est encore largement prématuré. Les rapports entre le SPD et le FDP sont excrécables, tandis que Gerhard Schröder n'est chancelier que depuis cent jours.

Arnaud Leparmentier

DETAILLANT GROSSISTE
VEND AUX PARTICULIERS
Rue de la République 100 - 93000 Le Blanc-Mesnil
MATÉLAS & SOMMIERS
Toutes dimensions - Prix au détail
SWISSFLEX - TRÉCA - EPEDA - SIMONS
DUNLOPILLO - BULTEX - PIRELLI - ETC.
CANAPES, SALONS, CLIC-CLAC
Cuir - Tissus - Alcantara
Séjour - Coulis - Divan - Sofa - Etc.
Vente par téléphone possible
Livraison gratuite sur toute la France
MOBECO
247 rue de la République 93000 Le Blanc-Mesnil
Tél : 01.42.08.71.00 - Fax : 01.42.08.71.01

force M. Schröder
de réformes

Les Quinze calent sur la réforme des finances européennes

L'agriculture est au centre des débats

A deux semaines de l'ouverture du marathon agricole, les ministres des finances des Quinze se sont séparés sur un constat d'échec. Les mi-

nistres de l'agriculture doivent se rencontrer les 24 et 25 février. Au cours de la réunion de l'Euro 11, qui a précédé celle de l'Ecofin, les ministres

ont acté le ralentissement de la croissance de la zone euro, tout en soulignant qu'il ne s'agissait pas d'une panne.

A L'ISSUE de leurs discussions, lundi 8 février, à Bruxelles, les ministres des finances des Quinze n'ont pu que constater leurs divergences à propos du financement de l'Union européenne et de la réforme des politiques communautaires les plus coûteuses (l'agenda 2000), en particulier son volet agricole. Si la majorité des Etats membres souhaite une stabilisation des dépenses agricoles (l'Espagne, le Portugal et la Grèce y restent opposés) à hauteur d'environ 40,5 milliards d'euros en 2006, les moyens pour atteindre un tel objectif font l'objet d'approches

devenues nettement conflictuelles. Ce blocage est préoccupant puisqu'il signifie que les ministres de l'agriculture, qui doivent se retrouver les 24 et 25 février pour un marathon censé boucler la réforme de la politique agricole commune (PAC), ne disposeront pas d'un cadre financier clair pour mener à bien leurs négociations. Il n'est désormais plus exclu que leur éventuel compromis soit rejeté par les

chefs d'Etat et de gouvernement, lors du « conseil européen informel » du 26 février.

Ce dernier rendez-vous est destiné à préparer le « conseil européen spécial » de Berlin, les 24 et 25 mars, au cours duquel l'ensemble de l'agenda 2000 (c'est-à-dire, outre le volet agricole, les réformes des finances communautaires et des aides régionales) doit être entériné. Or, faute d'accord, c'est toute la marche en avant de l'Union européenne, en particulier son élargissement vers l'Est, qui serait remise en cause.

La France estime qu'elle a fait sa part de concessions en proposant une « dégressivité » des aides directes, et elle attend de ses partenaires qu'ils fassent de même. Ce blocage à propos des dépenses agricoles n'est pas compensé par des progrès notables dans d'autres domaines, en particulier la réforme du fonds de cohésion, la baisse de la « contribution nette » de l'Allemagne au budget européen, ou la question du maintien du « rabais »

britannique (obtenu par Margaret Thatcher). Pour Dominique Strauss-Kahn, l'Union européenne (UE) ne peut pas accepter indéfiniment que des pays grands bénéficiaires du fonds de cohésion – comme l'Irlande – en profitent pour proposer une fiscalité très avantageuse de nature à favoriser « des délocalisations en leur faveur ».

« RALENTISSEMENT TEMPORAIRE »

Si le blocage est patent sur les réformes budgétaires de l'Europe, l'humeur s'est en revanche révélée plus consensuelle au sein de l'Euro 11, dont la réunion s'est tenue juste avant celle de l'Ecofin. Le rendez-vous revêtait une importance particulière puisqu'il s'agissait de la dernière occasion pour les pays membres de la zone euro de se consulter avant le G 7 du 20 février à Bonn, les Onze ayant l'ambition de ne parler que d'une seule voix dans les instances internationales. Premier sommet des pays industrialisés de l'année, le

G 7 sera dominé par la réforme du système financier international avec comme point d'orgue le rapport du président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, sur les moyens de mieux contrôler les acteurs financiers mondiaux. Dominique Strauss-Kahn a plaidé pour une coopération renforcée mondiale. « C'est en adoptant au sein du G 7 une attitude plus préventive » que le G 7 pourra garantir un niveau suffisant de stabilité des changes entre le dollar, le yen et l'euro.

Si les membres de l'Euro 11 se sont ralliés aux propositions françaises pour améliorer le fonctionnement financier international, les débats ont en revanche été animés sur la conjoncture, les Allemands se montrant nettement plus pessimistes que leurs partenaires sur le ralentissement de la croissance européenne. La question de laisser filer les déficits a pourtant été rapidement évacuée, les ministres laissant à la Banque centrale européenne (BCE) « le soin de jouer son rôle », selon l'expression d'un participant, c'est-à-dire en clair de baisser ses taux si besoin était. Le vice-président de la BCE, Christian Noyer, a réaffirmé que la BCE était prête à réagir si le déficit allait à l'augmentation de la politique monétaire était pour le moment appropriée. L'affolement n'est pourtant pas de mise. Yves-Thibault de Silguy, commissaire européen chargé des affaires économiques et financières, l'a affirmé haut et fort : « Le ralentissement est limité et temporaire. Il n'y a pas de panne de la croissance en Europe ».

Babette Stern avec Laurent Zechin à Bruxelles

Brcko à l'origine d'un nouvel accès de fièvre nationaliste en Bosnie

Le sort de la ville n'avait pas été réglé à Dayton

L'ACCORD de paix sur la Bosnie conclu en novembre 1995 à Dayton avait laissé en suspens l'un des points de conflit entre Serbes, d'une part, Croates et Musulmans, d'autre. C'était le problème de Brcko, que les deux parties se disputaient et qui redevenait ces jours-ci un abîme de fixation. Brcko est une petite ville du nord-est de la Bosnie dont la population, aux trois quarts musulmane et croate, a été chassée en 1992 par l'offensive des forces serbes, qui s'étaient accompagnées de tueries, de tortures, de l'installation de camps de concentration. En 1995, lorsque le rapport sur le terrain s'inversa au profit des forces croato-musulmanes, ces dernières tentèrent de reconquérir ce qui pouvait être de Brcko et de ses alentours. Le cessez-le-feu en Bosnie intervint en octobre, mais le sort de Brcko ne fut pas réglé à Dayton. Les Serbes ne voulaient pas lâcher leur contrôle sur la ville et la bande de territoire qui l'entoure, un couloir de 5 km de large, stratégique pour eux puisqu'il relie les deux parties, est et ouest, de la République serbe de Bosnie.

Aujourd'hui, les Serbes administrent le petit port fluvial sur la Save, sous le contrôle d'un superviseur international. Réputée zone dure du nationalisme serbe, largement repeuplée de Serbes réfugiés de Sarajevo ou d'autres territoires musulmans, la ville elle-même est de facto interdite à ses anciens habitants. Dans les banlieues, dont certaines ont été complètement détruites lors des combats, environ 5 000 réfugiés musulmans attendent dans des maisons en ruine, espérant la levée du joug serbe, la reconstruction et la reprise d'une vie normale.

Le traité de paix de Dayton avait laissé de côté le sort de Brcko, se déchargeant de la tâche sur un arbitre international, le magistrat américain Robert Owen. M. Owen, qui a déjà reporté deux fois son arbitrage en 1997 et 1998, entend de nouveau les deux parties depuis lundi 8 février à Vienne pour tenter de trancher. Le ton monte de part et d'autre. Le président musulman, Alija Izetbegovic, a répliqué le week-end dernier aux menaces serbes : « Déjà en 1995 nous étions prêts à continuer la guerre à cause de Brcko et à refuser l'accord de paix qui nous était proposé. Aujourd'hui, nous serions prêts à en prendre le risque si Brcko est donné à la République srpska », a-t-il dit dans une interview télévisée.

Les Musulmans réclament la solution dite du « district neutre », administré directement par l'Etat fédéral, sous supervision internationale, en attendant un référendum. Les Serbes la refusent, y compris le premier ministre de la République serbe de Bosnie, Milorad Dodik, un modéré sur lequel le juge Owen avait compté pour faire prévaloir une solution multi-ethnique à Brcko. Mais les nationalistes ont remporté la présidence de la République serbe de Bosnie aux élections de septembre 1998 et tentent de déloger Milorad Dodik du gouvernement. Ce dernier a perdu, du coup, toute marge de manœuvre sur l'affaire de Brcko : « Si Brcko était ôté de la zone de contrôle serbe, cela se traduirait par un renforcement considérable des forces ultra-nationalistes de tout bord, et par une déstabilisation de la région », a dit M. Dodik lundi au cours d'une conférence de presse. (AFP)

M. Moscovici encourage la Suède à rejoindre l'euro

STOCKHOLM

de notre correspondant

En se rendant à Stockholm le dimanche 7 et lundi 8 février, le ministre français des affaires européennes, Pierre Moscovici, savait qu'il lui faudrait conjuguer prudence et persuasion. Des quinze membres de l'Union européenne (UE), la Suède, qui n'y adhère que de justesse en 1995, fait preuve du plus grand scepticisme. Stockholm décide, pour cause de soutien populaire insuffisant, de ne pas participer au lancement de la monnaie unique en janvier, en dépit des résultats économiques enregistrés. Dans ce contexte, M. Moscovici s'est prêté à l'exercice délicat consistant à inciter les Suédois à rejoindre l'euroland le plus tôt possible, « sans s'immiscer dans les affaires intérieures » du pays ni froisser les susceptibilités.

Si Stockholm n'a pas pour « obligation » d'entrer dans l'Union économique et monétaire (UEM), « je ne vois pas quels avantages elle a à rester en dehors », a souligné d'emblée le ministre français lors d'une conférence de presse, lundi. Il a insisté sur la notion de « stabilité » qu'implique, à ses yeux, la monnaie unique. « Pendant la crise russe, les devises des futurs pays de l'euroland sont restées stables, tandis que la couronne suédoise a perdu 10 % environ », a-t-il noté. Cet accès de faiblesse de l'automne 1998 a contribué à atténuer l'hostilité de l'opinion publique suédoise à l'égard de l'euro.

Pour la première fois, ses partisans ont même dépassé ses adversaires, d'après les derniers sondages. Les sociaux-démocrates au pouvoir, jusqu'alors très incertains, ont d'ailleurs récemment lancé les premiers signaux vraiment favorables à l'euro. Le premier ministre Göran Persson a annoncé que son parti tien-

draît un congrès extraordinaire en mars 2000. Objectif : décider d'un calendrier en vue d'une adhésion à l'UEM, qui sera soumise à l'approbation préalable de la population.

Cela ne signifie pas que le gouvernement, minoritaire, mènera d'ici là une campagne effrénée en faveur de l'euro. Les élections européennes de juin l'obligent à une certaine prudence tactique. M. Persson se doit aussi de ménager l'aile antieuropéenne de son parti, ainsi que ses alliés ex-communistes et Verts au Parlement, qui prônent une sortie du pays de l'Union. Par ailleurs, le premier ministre a émis des réserves quant aux retombées futures de l'euro sur la « stabilité », qu'il souhaite garder dans le champ de la compétence nationale. Sur ce point-là, M. Moscovici a précisé que Paris souhaitait une « harmonisation » au niveau de l'UE, « mais pas une uniformisation ». « Je ne vois pas trop la différence », a répliqué le secrétaire d'Etat suédois aux affaires européennes, Gunnar Lund.

M. Lund s'est toutefois félicité d'un « changement d'attitude de la France » en ce qui concerne l'élargissement de l'Union. La Suède a toujours milité en faveur d'une ouverture des négociations d'adhésion avec ses trois protégés baltes, et non avec la seule Estonie comme cela a prévalu. Or, à Stockholm, M. Moscovici s'est dit « favorable » au lancement de négociations avec la Lettonie et la Lituanie « d'ici la fin de l'année, si leurs progrès sont confirmés ». Dans ce cas-là, a-t-il néanmoins ajouté, il conviendrait d'intégrer au processus les autres candidats laissés jusqu'à présent à l'écart (Roumanie, Bulgarie et Slovaquie).

Antoine Jacob

Le Vatican classe l'affaire du double meurtre et d'un suicide dans la garde suisse

ROME

de notre correspondant

Le plus grave fait divers jamais survenu au Vatican à l'époque moderne est désormais une affaire classée. Le juge instructeur unique du tribunal du Vatican, Gianluigi Marone, a en effet décidé de ne pas donner de suites judiciaires aux trois morts violentes survenues, le 4 mai 1998, dans l'enceinte de l'Etat pontifical. Les conclusions de l'enquête ont été rendues publiques, lundi 8 février, par le porte-parole, Joaquín Navarro-Valls. Pour lui, cette affaire est close, puisque « la parole définitive a été donnée, non pas par le Saint-Siège, mais par un juge indépendant qui, en tenant compte de tous les éléments, a estimé que la seule décision à prendre était le classement du dossier ».

Telles ont été, en effet, les conclusions de Nicola Picardi, représentant du ministère public du Vatican, lequel, après neuf mois d'enquête, dix expertises, cinq rapports de police judiciaire et trente-huit auditions, a acquis la certitude que le vice-caporal Cédric Tornay, jeune recrue de la garde suisse, a assassiné le commandant Alois Estermann et son épouse, Gladys Meza Romero, avant de retourner l'arme contre lui.

Ces trois cadavres découverts dans un appartement du Vatican avaient tout de suite donné lieu à des pistes plus ou moins fantai-

sistes sur les origines du drame, notamment celle selon laquelle Alois Estermann aurait été un membre de la Stasi, les services secrets de l'ex-Allemagne de l'Est. Les interrogations restent d'autant plus surgées que le Saint-Siège avait immédiatement conclu à un acte de folie de Cédric Tornay. Sa mère avait, peu après, émis des doutes sur l'authenticité de la lettre qu'elle avait reçue de son fils, dans laquelle celui-ci annonçait, en termes à peine voilés, ce qu'il allait commettre.

Neuf mois plus tard, la version officielle est confirmée. A savoir que Cédric Tornay a voulu se venger des vexations subies de la part de son supérieur, notamment du fait qu'il avait été exclu d'une décoration à laquelle il estimait avoir droit. Le facteur déclenchant aurait été la nomination d'Alois Estermann au poste de commandant de la garde suisse – vacant depuis six mois – quelques heures seulement avant son assassinat. Selon l'enquête, l'hypothèse selon laquelle une quatrième personne était présente sur les lieux du drame, en raison de la découverte d'un quatrième corps, a été écartée.

Le rapport décrit Cédric Tornay comme une personne « fortement perturbée », qui fumait du cannabis, souffrait, au moment des faits, d'une broncho-pneumonie et avait au cerveau un kyste de la taille d'un œuf de pigeon, qui « compri-

maît et déformait la partie antérieure du lobe frontal gauche et avait partiellement érodé la boîte crânienne ». Autant d'éléments qui, ajoutés à « une situation de stress » et à une rancœur contre son chef, ont fait qu'il soit passé à l'acte pour, comme il l'avait écrit à sa mère, « rendre ce service à la garde suisse et à l'Eglise ».

Des explications qui ne satisfont pas la mère du jeune homme, Muguette Baudat, pour laquelle son fils a été assassiné. De son village de Volldingen, en Suisse, elle a déclaré, dès dimanche 7 février, au quotidien romain *Il Messaggero*, qu'il s'agit « d'une mise en scène dans le but d'éliminer Estermann et de mettre la faute sur un assassin fou et mort ». Selon elle, le drame du 4 mai est une « machination » et « la version officielle est pleine de contradictions, de dissimulations et de mensonges, dans le but de taire une vérité probablement incontestable ».

La mère de Cédric Tornay affirme disposer de deux documents et d'une contre-expertise qui « contraindront le Vatican » à reconnaître la vérité. Ces allégations ont été repoussées par Joaquín Navarro-Valls, pour qui désormais « il est difficile, voire impossible, qu'un élément nouveau puisse changer le cadre d'une instruction longue, faite de manière scrupuleuse ».

Michel Bôlle-Richard

LES TRAVERSÉES CALAIS/DOUVRES

CET HIVER FAITES COMME TOUT LE MONDE. PARTEZ AU SKI.



Vacances de février

A/R 5 JOURS
1 véhicule - 2 passagers
tarif standard valable
jusqu'au 30/09/99
N° Azur 0801 63 63 01

à partir de
900 f

SEA FRANCE SEALINK DES TRAVERSÉES QUI VALENT LE VOYAGE

صوتنا من العمل

FRANCE-SOCIÉTÉ

LE MONDE / MERCREDI 10 FÉVRIER 1999

JUSTICE Le procès de Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé s'est ouvert, mardi 9 février, devant la Cour de justice de la République, dans l'affaire du sang conta-

miné. La première journée devrait être consacrée à la lecture de l'arrêt de renvoi, aux premières interventions des anciens ministres et à l'audition des victimes.

MENT À CETTE PROCÉDURE PÉNALE. Les plaintes devant les juridictions civiles et administratives ont permis d'élargir le champ des responsabilités de l'État, des hôpitaux publics et des

centres de transfusion sanguine. ● **AGNÈS COCHIN**, l'une des victimes dont la plainte a été jugée recevable, dit sa révolte après la mort, à six ans, de son fils contaminé. ● **DANS LE**

MONDE POLITIQUE, les polémiques des années 1991-1993 se sont apaisées. Face à la multiplication des mises en examen, les élus craignent une judiciarisation de la vie publique.

Sang contaminé : les trois anciens ministres devant leurs juges

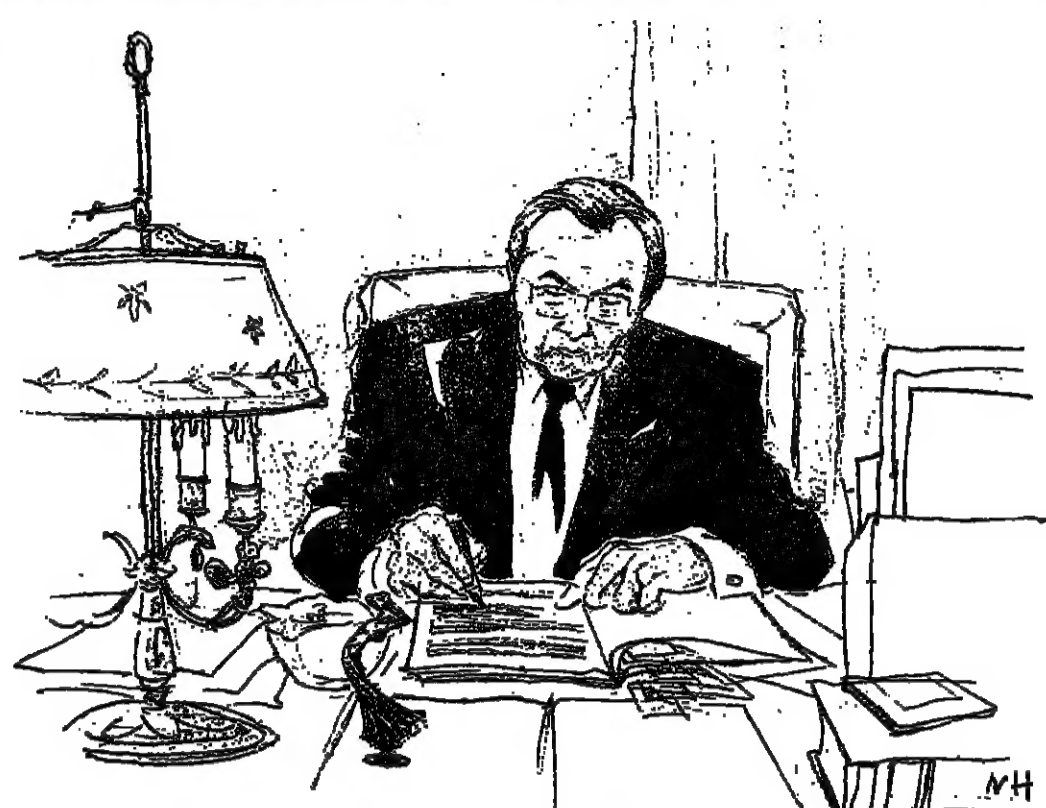
Le procès de Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé s'est ouvert, mardi 9 février, devant la Cour de justice de la République. La première journée devrait être consacrée à la lecture de l'arrêt de renvoi, aux premières interventions des anciens ministres et à l'audition des victimes

LES TROIS ANCIENS ministres sont arrivés ensemble, peu après 10 h 30, à pas lents, l'air grave. Ils ont pris place dans la salle d'audience de la Cour de justice de la République, au centre de conférences internationales de l'avenue Kleber (Paris XVI). Ils se sont soudain retrouvés face à leurs juges. Laurent Fabius s'est installé à gauche, Georgina Dufoix au centre, Edmond Hervé à droite. Derrière eux, se trouvaient leurs avocats respectifs, chacun des anciens ministres disposant d'une table équipée d'un micro.

En tout début d'audience, le président Christian Le Guehrec procède à l'appel des témoins. Dès la mention du deuxième nom, le docteur Jean-Pierre Allain, son conseil fait savoir : « Il ne viendra pas ». Le président Le Guehrec prend à son tour la parole : « Je dois signaler que nous sommes tous conscients que la procédure prévue par la Constitution et par la loi organique présente certaines particularités et curiosités, qu'elle est à certains égards impressionnante, voire surréaliste ».

Oubliés les débats juridiques sur cette nouvelle juridiction, créée en 1993, afin de juger tout ministre, ou ancien ministre, accusé d'avoir commis un crime ou un délit dans le cadre de ses fonctions. Oubliés, aussi, les polémiques et les campagnes de soutien en faveur de tel ou tel prévenu. En cette matinée du mardi 9 février, l'heure était venue de juger. Et les anciens ministres étaient là, et bien là, le regard fixé sur cette Cour inhabituelle. Trois magistrats professionnels et douze parlementaires (six députés, six sénateurs) vêtus, pour l'occasion, de robes noires.

Il régnait dans la salle un silence de Cour d'assises, comme si chacun voulait s'imprégner du lieu, lui aussi



Christian Le Guehrec dans son bureau le 1^{er} février 1999.

peu commun ; quelques minutes plus tôt, les photographes et les journalistes de télévision avaient été autorisés à travailler, mais ils avaient dû sortir dès l'arrivée des trois prévenus qui ne souhaitaient pas être filmés, photographiés en pareil endroit.

UN DÉCOR DE TÉLÉVISION

En découvrant cette salle, les acteurs du procès allaient vite comprendre que le superflu ne serait pas de mise dans ce nouveau

lieu de justice. Procès ou pas, la salle garderait son allure sobre. Un rien préfabriqué, même, avec ses cloisons blanches et ses rampes d'éclairage en aluminium. Ainsi agencée, on dirait un décor de télévision prêt pour le montage. Si tôt entrés, les trois prévenus se sont donc retrouvés face à la Cour. A la gauche du secteur réservé au public, les quinze juges - tous des hommes - étaient alignés en arc de cercle de part et d'autre du président Christian Le Guehrec. En ar-

rière-plan, les suppléants des parlementaires s'appelaient également à assister aux débats, prêts à remplacer tout titulaire défaillant. Seul Christian Cabal, député (RPR) de la Loire, n'avait pas de suppléant puisqu'il était lui-même monté en première ligne après la défection de Xavier Deniau (RPR) pour raison de santé.

Une autre salle, équipée d'écrans de télévision, a été aménagée pour une partie de la presse. Quant à la salle de délibérés, située dans une

autre partie du bâtiment, elle ne servira que le dernier jour ; à moins que la Cour ne s'y réunisse en cas de suspension d'audience. Dès mardi, en tout cas, tout était en place pour accueillir éventuellement les juges. Les tables étaient regroupées en grands rectangles, les micros et les blocs de papier prêts à l'usage. En révant un peu, le plafond décoré de nuages pouvait presque faire penser aux ciels de Tlepolo. C'est là, sur les portemanteaux de cette salle annexe, que les robes noires attendaient les juges avant le début de l'audience. En fait, rien n'avait été vraiment modifié par rapport au décor habituel du Centre. Simplement, les cabinets des traducteurs devaient rester vides, « à moins que les juges ne se comprennent pas entre eux », ironisait une responsable de l'organisation du procès.

DÉSÉQUILIBRE ÉMOTIONNEL

A l'intérieur de la salle d'audience, le ton était donc donné, solennel et grave. Une fois soulevées les éventuelles questions de procédure, le président Le Guehrec devait donner lecture des faits reprochés aux prévenus, poursuivis pour avoir commis des « imprudences », des « fautes d'inattention et de négligence » ainsi que des « manquements aux obligations de prudence et de sécurité ». Etait ensuite prévue, au cours de cette première journée, une présentation de chacun d'eux, « l'examen de personnalité » comme l'on dit devant d'autres tribunaux : Laurent Fabius et son image de premier de la classe politique ; la dévouée Georgina Dufoix « responsable mais pas coupable » ; et Edmond Hervé, le Breton blessé, qui promet depuis si longtemps de se « battre bec et ongles pour la vérité ».

En ces premières heures d'un procès appelé à durer au moins trois semaines, il restait à savoir quelle serait l'attitude des victimes et/ou de leur famille. Y aurait-il, dans les coulisses, une sorte de contre-procès, avec les caméras pour seuls juges ? De nombreux avocats, jusque dans les rangs de la défense, regrettaient que cette procédure devant la Cour de justice de la République ne permette pas aux victimes de se constituer partie civile et de prendre ainsi part au procès autrement qu'en tant que témoins. « C'est une immense comédie », expliquait l'un de ces avocats, en craignant l'inévitable déséquilibre émotionnel entre des débats par nature très pointus, voire arides, et des témoignages nécessairement poignants.

Mardi matin, ce « contre-procès » tardait à démarrer. Avenue Kléber les journalistes étaient plus nombreux que les victimes ou leurs proches. La foule attendue n'était pas au rendez-vous, peut-être découragée par le froid. Le petit groupe qui avait commencé à se former dès 7 heures n'avait guère épaissi deux heures plus tard. Les représentants de l'association Act Up que l'on avait si souvent vus brandissant des portraits ensanglantés de ministres ne semblaient pas mobilisés.

On notait surtout la présence de quelques curieux, parmi lesquels des étudiants en droit. L'entourage des prévenus paraissait davantage mobilisé. L'épouse de Laurent Fabius, Françoise Castro, allait bientôt pénétrer dans la salle, de même que quelques membres de l'association Justice et vérité avec Edmond Hervé.

Philippe Broussard et Marion van Renterghem

Le bonheur perdu d'Agnes

« MON FILS EST MORT, il croyait encore au Père Noël. » Agnès Cochin a perdu ses dernières illusions. Quand tout « va mal dans sa tête », elle s'abstrait de travail.

PORTRAIT
« Je lui parle, il est là. Il m'attend. C'est moi qui tarde à venir »

Seize heures d'affilée dans sa pharmacie parisienne. Et, parfois, des émissions de télévision pour sombrer dans le sommeil. « J'aurais préféré qu'ils me tuent moi. Qu'est-ce que je fais de ma vie, maintenant ? » Son unique enfant, Charles-Edouard, est décédé il y a huit ans. Il en avait presque six. Transfusé quelques jours après sa naissance, en mai 1985, pour atténuer les effets d'une jaunisse, il avait contracté le sida. « Les médecins se doutaient tellement que les transfusions étaient contaminantes qu'ils m'ont convoquée trois mois après pour une visite de contrôle, et ont testé sans me le dire Charles-Edouard au VIH. » Le résultat, positif, ne laisse pas le moindre doute. « J'étais dans l'industrie pharmaceutique... Il allait mourir, je le savais. Mon angoisse de tous les jours, après, c'était : "S'il souffre, comment est-ce que je vais le tuer ?" ».

Si franche, si brutale, presque,

qu'elle en est dérangeante, Agnès porte sur la vie le regard brûlé de ceux qui ont tout eu, puis tout perdu. Le bonheur, au passé, s'extrait délicatement du portefeuille. Deux photos de Charles-Edouard, dans un jardin. « J'ai eu un ange », sourit-elle. « Il a été hypergâté. Mais attention, c'était un gosse bien élevé ! Tout ce que je pouvais lui offrir, je lui ai offert. » Des objets, un chien, un chat, des voyages, et surtout sa présence. Elle a quitté un emploi très prenant, pris une pharmacie pour lui consacrer davantage de son temps, « pour compenser ». « Je ne le quittais pas. On dormait dans le même lit. » D'ailleurs, ajoute-t-elle après une hésitation, ils ne se sont jamais quittés. « Quand il était fatigué, je le portais beaucoup. Aujourd'hui, je sens toujours son poids sur moi, enveloppant ses durs d'un mouvement de bras. Je lui parle, il est là. Il m'attend. C'est moi qui tarde à venir. »

Derrière son apparence sage, Agnès n'est que colère. Qui entend qu'à deux ans son fils prenait de l'AZT toutes les six heures, qu'il fallait le réveiller au milieu de la nuit pour lui faire ingérer son traitement ? Qui se souviendra qu'il est « mort squelettique, avec de grands yeux creusés, ne pouvant plus marcher » ? Qui comprendra qu'elle considère comme un « don du ciel » le coma dans lequel il a sombré, un beau jour de départ déraisonnable aux sports d'hiver ? Et

sa gratitude pour l'équipe soignante de l'hôpital Necker, qui ne s'est pas acharnée ? Et son dégoût pour ces quelques amis de toujours qui la peur de la maladie a fait fuir ?

« Pardonnez-moi, je deviens vulgaire... », se reprend-elle parfois. Puis, elle s'empare encore. « Mon fils est mort pour 20 balles ! La France est le seul pays européen qui ait bloqué le test américain. A l'époque, je travaillais dans l'industrie pharmaceutique. Le dossier d'enregistrement du test Abbott était prêt en février 1985, estime-t-elle. De février à juillet 1985, date de l'arrivée du test Pasteur, ils ont bloqué le test américain tout en sachant qu'ils contaminaient deux cents personnes par semaine. Ceux qui nient avoir été en 1985 ou courant de la gravité du sida sont comme ceux qui, en 1945, niaient avoir eu connaissance des camps de concentration. C'est de la mauvaise foi totale ! C'est pour ça qu'il faut faire un procès à Fabius, à Dufoix, à Hervé. Ils ont sciemment laissé la mort s'installer. »

De ce procès devant la Cour de justice de la République, Agnès se garde bien d'attendre quoi que ce soit. « Ils sont jugés par leurs copains de classe ! » Elle les voudrait devant une cour d'assises, jure que son combat ne s'arrêtera pas dans trois semaines. Il y a l'Europe, comme ultime espoir. « Ce sont des hommes, ils doivent être jugés comme tout le monde. Je ne vis que pour ça. Vous vous rendez compte du mal qu'ils nous ont fait. » Sa plainte est l'un des sept dossiers individuels jugés recevables par la Cour de justice de la République. Mais l'Etat français a-t-il, une seconde, sondé la profondeur de cette douleur en proposant une indemnisation aux victimes, interroge Agnès, qui a refusé l'offre. « Comme si cela pouvait compenser la vie de mon fils, ses câlins, ses baisers, toutes ces images merveilleuses que j'ai dans la tête. »

Pascale Krémer

Un flot de procédures civiles et administratives

A QUI RÉCLAMER justice ? Focalisée sur les dossiers pénaux impliquant des responsabilités individuelles, l'attention médiatique, ces dix dernières années, a souvent méconnu le flot de procédures civiles et surtout administratives par lesquelles les victimes du sang contaminé ont cherché à obtenir la réparation - et non la punition - des préjudices qui leur ont été causés. Ces démarches ont souvent permis de cerner des responsabilités collectives, ou qui relevaient de personnes morales, allant jusqu'à modifier en profondeur, en matière de santé publique, les notions de faute et de responsabilité.

Ainsi, en 1988, alors qu'étaient déposées, auprès de la justice pénale, les premières plaintes d'hémophiles qui allaient déboucher, quatre ans plus tard, sur le procès des dirigeants du Centre national de transfusion sanguine, la justice civile examinait le premier cas de contamination par voie de transfusion. Victime d'un accident de la circulation en janvier 1985, contaminée lors de l'opération qui suivit par une transfusion de sang collecté en prison, Emilienne Courtellemont, soixante-deux ans, obtint 2 353 412 francs par décision du Tribunal de grande instance de Fontainebleau « en réparation de ses préjudices personnels ».

Il s'agissait déjà de ce qui deviendrait un jour « l'affaire du sang contaminé », mais la somme, confirmée en appel en juillet 1989, devait, selon les juges, être payée par... le camionneur belge à l'origine de l'accident, dont la faute demeurait « la cause essentielle et directe du dommage de la victime ». Et solidairement, son employeur et sa société d'assurance. Pour écarter la responsabilité des organismes ayant participé aux diverses opérations, de la collecte de sang à la transfusion, les juges avaient alors fait valoir que le dépistage systématique n'avait été imposé que plusieurs mois après l'accident...

Engagées par la suite, plusieurs centaines de plaintes furent déposées, soit auprès des tribunaux administratifs lorsqu'elles mettaient en cause des organismes publics - des hôpitaux, par exemple -, soit auprès de la justice civile lorsqu'il s'agissait de structures privées comme des cliniques. Liées à d'autres cas de contamination, elles élargirent le champ des responsabilités éventuelles et mirent en cause tant l'Etat, qui aurait failli dans l'exercice de son pouvoir réglementaire, que les hôpitaux ayant pratiqué les transfusions ou les centres de transfusion ayant collecté le sang. Les plaignants obtinrent jusqu'à 2 millions de francs au titre de la réparation de leurs préjudices.

DÉCISION ACCABLANTE

S'agissant de l'Etat, le Conseil d'Etat a estimé, le 9 avril 1993, qu'il avait été responsable sur le terrain de la faute, sans la qualifier, au titre de son rôle dans l'organisation, le contrôle et la réglementation de la transfusion sanguine. Cette décision, accablante pour l'administration française de la santé, confortait une approche jurisprudentielle nouvelle, reconnaissant à l'Etat des devoirs impérieux de santé publique envers les citoyens.

La haute juridiction administrative validait, en somme, l'idée d'un principe de précaution applicable à l'Etat, qui n'avait pas su, dans l'affaire du sang contaminé, prendre les mesures adaptées pour prévenir des risques non pas certains, mais qui atteignaient un niveau de probabilité élevé, mettant en péril la sécurité des administrés. En outre, elle fixait précisément, pour cette affaire, la période de responsabilité incombant à l'administration : elle s'étendait du 20 novembre 1984 - date à laquelle, selon le Conseil d'Etat, les pouvoirs publics auraient dû déclencher des mesures réglementaires eu égard aux informations qui

avaient été transmises ce jour à la Commission consultative de transfusion sanguine - au 20 octobre 1985 - date à laquelle la réglementation assurait, selon lui, une sécurité des produits sanguins adéquate.

Concernant les hôpitaux publics, l'affaire du sang contaminé précipita l'arrivée d'un nouveau type de responsabilité hospitalière, sans faute, fondée sur un acte médical nécessaire et un risque exceptionnel ayant engendré des conséquences d'une extrême gravité. Certains plaignants estimant qu'il appartenait aux hôpitaux de vérifier la qualité des produits sanguins, le Conseil d'Etat a ensuite affirmé, le 26 mai 1995, les conditions de cette responsabilité, estimant que ne pouvait être mise en cause un hôpital public qui n'était pas son propre opérateur transfusionnel.

En définitive, bousculant tant les jurisprudences judiciaires qu'administratives, les plaintes des hémophiles et des transfusés ont permis de combler les éventuels vides juridiques qui entouraient jusqu'alors la responsabilité des centres de transfusion sanguine. Une harmonisation des positions de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat a fait peser sur ces établissements, qu'ils relèvent du droit public ou privé, les conséquences d'une stricte obligation de résultat, même en cas de vice indétectable. Tout patient, en ce début des années sida, était donc en droit d'attendre d'eux qu'ils fournissent un sang ou un dérivé sanguin exempt de tout vice.

Ainsi que le rappelait le procureur général près la Cour de justice, Jean-François Burgelin, dans son réquisitoire de mars 1997, « pour la Cour de cassation, le responsable premier de la qualité d'un sang transfusé et des conséquences éventuelles de la transfusion est le centre de transfusion ».

Jean-Michel Dumay

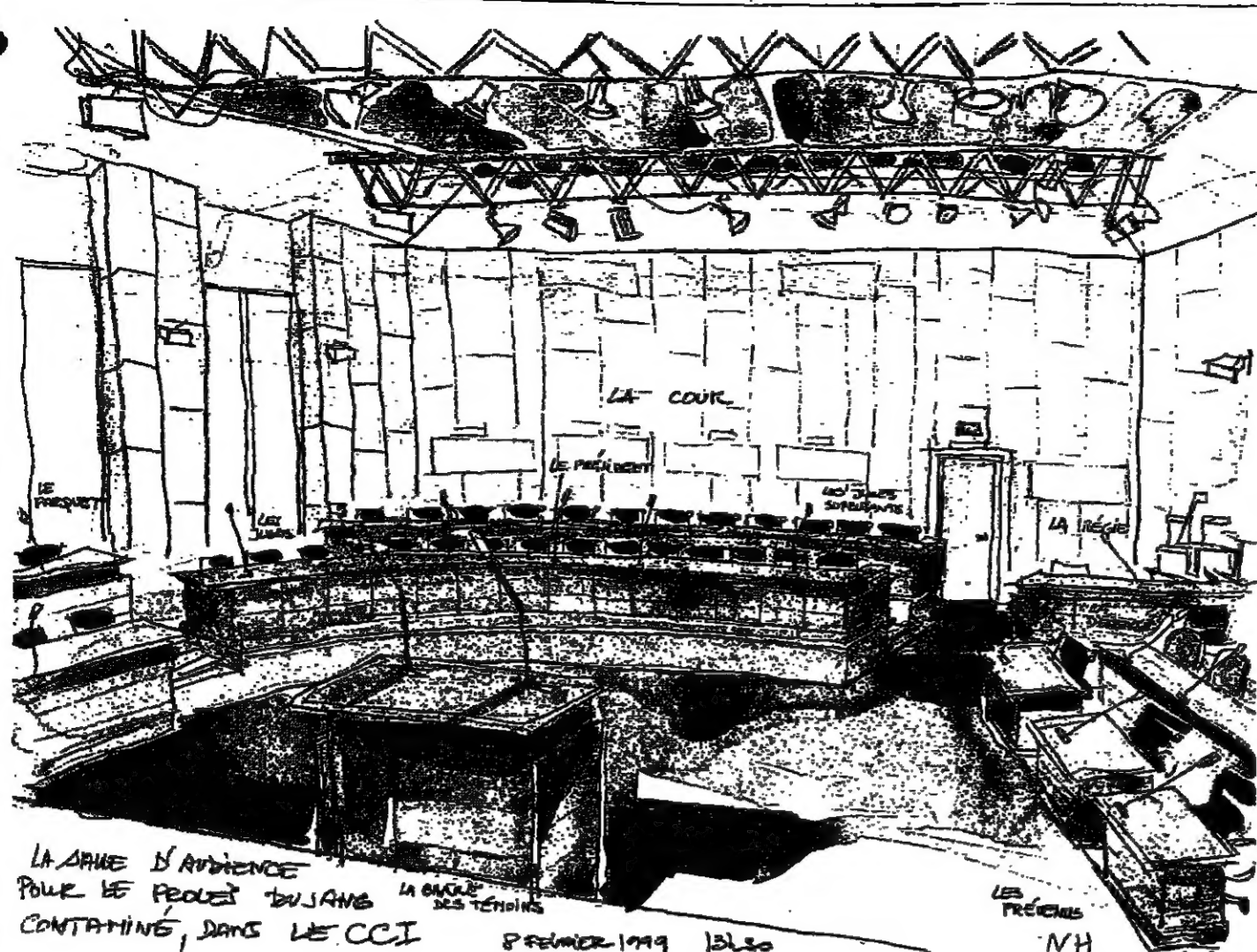
Le jour des victimes

Dérogeant à un principe fondamental de la justice pénale, dans laquelle les plaignants sont des acteurs à part entière des audiences, les textes fondateurs de la Cour de justice de la République (CJR) interdisent aux victimes de se porter partie civile pendant la procédure. Afin de pallier les inconvénients de cette situation exceptionnelle, les familles des sept victimes dont les plaintes ont été jugées recevables (après étude des vingt-deux requêtes initialement retenues) seront entendues à titre de témoins. Leurs auditions devaient intervenir au tout début du procès, dès le mardi 9 février. Le règlement de problèmes de procédure soulevés en première partie d'audience pourrait cependant conduire la Cour à reporter ces auditions au lendemain.

qui bouleverse le

Les leu

ant leurs juges



LA SALLE D'AUDIENCE POUR LE PROCÈS DU SANG CONTAMINÉ, DANS LE CCI

La « sale affaire » qui bouleverse le monde politique

PENDANT DES MOIS, personne n'a osé en parler. Bien sûr, quelques mots de soutien ont circulé. Dans les couloirs du Palais-Bourbon, Laurent Fabius et Edmond Hervé ont noté des poignées de main plus appuyées, des regards parfois compatissants, quelques signes d'amitié. Devaient-ils que, dans leur dos, on évoquait gravement une « carrière politique en suspens », une « sale affaire, vraiment » ? De Georgina Dufour, on n'a presque rien dit. Il y a trop longtemps qu'elle a quitté le milieu politique pour que celui-ci la considère encore de son monde. Seule sa fameuse phrase, « Responsable, mais pas coupable », a survécu dans les esprits. Au fond, la plupart des élus ont toujours considéré qu'elle avait résumé au mieux la situation des ministres : responsables politiquement, non coupables pénalement.

Puis, à mesure que la date d'ouverture du procès s'est approchée, le milieu politique a pris conscience que cette affaire pourrait le bouleverser à son tour. Dans les réunions des groupes politiques de l'Assemblée, le débat est pourtant longtemps resté confiné à deux ou trois allusions. « Que voulez-vous, il y a des responsabilités politiques directes ». En octobre 1992, ce fut le président du groupe RPR, Bernard Pons, qui demanda, au nom du RPR et de l'UDF, la saisine de la Haute Cour, ancêtre de la Cour de justice de la République d'aujourd'hui. A l'époque, Charles Pasqua, au Sénat, ne se gênait pas non plus pour fustiger les trois ministres. Et si un Pierre Mazeaud ou un Philippe Séguin s'étaient désolidarisés de ces attaques, la campagne électorale pour les législatives de 1993 a montré que la droite avait bien compris tout le bénéfice politique qu'elle pouvait tirer de l'affaire du sang contaminé.

Officiellement, les partis n'ont donné aucune consigne. Localement, pourtant, c'est le déchaînement. Claude Bartolone, fidèle lieutenant de l'ancien premier ministre, voit fleurir en lettres saugrenues sur ses affiches : « Bartolone = Fabius = sang contaminé ». Edmond Hervé est battu en Ile-et-Vilaïne. Aujourd'hui, pourtant, aucun de ceux qui participèrent à cette campagne n'oserait plus tenir le même rôle. Mardi matin, Charles Pasqua a déploré qu'« il y ait plusieurs procès extérieurs au procès ». « Il faut faire preuve de sérénité », a-t-il observé. Laissons les magistrats et les juges de

la Cour de justice en leur âme et conscience décider, et gardons-nous de porter tout autre jugement. » L'ancien ministre RPR Eric Raoult ne résume-t-il pas ce nouveau comportement lorsqu'il s'excuse publiquement, le 5 février, d'avoir « dit personnellement un certain nombre de bêtises » et d'avoir sans doute « blessé » M. Fabius et ses enfants. Car, entre le déchaînement de 1993 et l'ouverture du procès, le monde politique a assisté à un autre phénomène : sa propre mise en accusation. Selon une étude citant des chiffres du ministère de la Justice, trois cent quatre-vingt-cinq élus ont été mis en examen ou condamnés en 1998. Sur plus de 50 000 responsables politiques, le chiffre est très faible. Mais l'effet sur l'opinion a été désastreux.

Pis, les parlementaires, qui négligent, lors de la discussion du projet de loi, le fonctionnement pratique de la Cour de justice, n'ont plus de mot assez dur pour la qualifier. « Un vrai piège à cons », disent-ils aujourd'hui dans les couloirs du Palais-Bourbon. Inquiets du pouvoir des juges, qui, selon eux, ne souhaitent que leur affaiblissement, les élus s'aperçoivent que cette institution, qui mêle responsabilités pénale et politique, juges parlementaires et magistrats professionnels, ne les sauvera pas de la suspicion. « Si les ministres sont condamnés, résume ainsi le libéral Claude Gosselin, on dira que ce sont les juges de droite, majoritaires à la Cour, qui ont voulu les accabler. S'ils sont relaxés, on dira que les politiques se protègent tous entre eux. Il n'y a pas moyen de sortir de là. »

Raphaële Bacqué

Mme Guigou : « Ne pas interférer »

LA CHANCELLERIE ne souhaite pas faire engager de poursuites contre les auteurs de trois articles de presse qui critiquaient sévèrement le travail de la commission d'Instruction de la Cour de justice de la République (CJR). Le cabinet de la ministre de la Justice, Elisabeth Guigou, a mis en avant, dans un communiqué diffusé lundi 8 février, le souci de « ne pas interférer » dans le procès du sang contaminé pour expliquer son refus de saisir le parquet, ainsi que le lui avaient demandé les trois magistrats de la commission d'Instruction.

Dans un courrier daté du 27 janvier, Martine Anzani, Hervé Blondet et Guy Joly avaient réclamé des poursuites contre l'essayiste Alain Minc, le directeur des rédactions du Figaro, Franz-Olivier Giesbert, et la journaliste de Libération Judith Perrignon (Le Monde daté 31 janvier-1^{er} février). Les trois magistrats protestaient contre les accusations de falsification, de mensonge et de vengeance exprimées par les auteurs

Les lenteurs du parquet de Paris

LES AVOCATS de Claude Weisberg, ancien conseiller d'Edmond Hervé au secrétariat d'Etat à la Santé, mis en examen dans le volet non ministériel de l'affaire du sang contaminé, ont envoyé dimanche 7 février une lettre ouverte au procureur de la République de Paris, Jean-Pierre Dintilhac pour lui demander « solennellement » de prendre ses réquisitions dans ce dossier. M^{me} Françoise Toubol-Fischer et M^{me} Gérard Bismuth s'étonnent du silence du parquet, qui n'a pas fait connaître ses réquisitions dans l'affaire instruite par la juge parisienne Marie-Odile Bertel-Geffroy.

La magistrature, qui instruit pour « empoisonnement » et « complicité d'empoisonnement », a clos son dossier le 21 octobre 1998 et l'a transmis au parquet de Paris afin qu'il prenne ses réquisitions dans les trois mois. Ce délai étant écoulé, la magistrature peut décider du renvoi devant une juridiction des trente-deux personnes qu'elle a mises en examen, sans attendre les réquisitions du parquet. Cette possibilité légale in-

quite les avocats de M. Weisberg, qui redoutent que leur client soit renvoyé aux assises alors que les trois anciens ministres sont jugés, « pour des faits identiques », pour le délit d'homicide involontaire. « Comment pouvez-vous laisser un juge d'instruction décider du règlement de sa procédure sans que le parquet ait préalablement fait connaître son appréciation ? », demandent M^{me} Toubol-Fischer et Bismuth, qui s'interrogent sur « un tel renoncement du parquet à prendre ses responsabilités institutionnelles ». « La France entière aurait une opinion sur cette affaire, juristes, médecins, sociologues, journalistes, sauf le parquet de Paris, pourtant partie à la procédure ? » Plus généralement, les avocats dénoncent « l'absence » du parquet pendant les quatre années d'instruction et estiment que leur client n'a pas bénéficié, autrement que « de manière purement formelle des garanties auxquelles a droit un mis en examen ».

C. P.

Claude Got, expert en santé publique « La culpabilité politique commence avec le refus de savoir »

LE PROFESSEUR Claude Got, ancien chef d'un service d'anatomopathologie (hôpital Raymond-Poincaré, Garches, dans les Hauts-de-Seine), spécialiste de santé publique, a participé à la prise de décisions de politique sanitaire. Il est notamment l'auteur de *La Santé* (éditions Flammarion, 1992).

« Quelles conséquences l'affaire du sang contaminé » a-t-elle eu sur la politique de santé publique ? Elle a eu un double impact, sur les mentalités et sur l'évolution de la notion de responsabilité. Une forme de séisme culturel a, d'une part, secoué des experts qui plaçaient dans l'euphorie du progrès. Ils ont compris que la confiance dans leurs connaissances et leurs pratiques devait être utilisée avec modération. Les décideurs politiques ont perçu l'ampleur de leur responsabilité, et surtout de leur fragilité, dans des domaines où les connaissances sont incertaines.

Pour le second volet, il faudra attendre les résultats de l'ensemble des procès pour connaître les nouvelles règles de responsabilité des experts, de l'administration et des décideurs politiques. Si les directeurs d'administration peuvent être condamnés pour des décisions ou des insuffisances liées au cadre de leurs fonctions, les responsables politiques sont, eux aussi, concernés par ces procédures. Une dissociation de la responsabilité des uns et des autres est théorique. Si le fait qu'une décision politique, tardive ou inadaptée, responsable de décès, est suffisante pour se retrouver devant la Cour de justice de la République (CJR), des dizaines de procès semblables à celui du sang contaminé sont possibles. Homologuer des véhicules dont la vitesse est en contradiction avec la limite de vitesse maximale autorisée est un facteur de mort documenté depuis des décennies ; dans ce domaine, une telle passivité ne relève donc pas du principe de précaution, puisqu'il n'y a pas de place pour le doute. Quelle que soit l'appréciation juridique que l'on porte sur l'affaire du sang contaminé, elle a de facto placé la santé publique dans les activités politiques à haut risque.

La réforme des structures de sécurité sanitaire vous paraît-elle répondre aux carences mises en lumière par cette affaire ? Il y a eu des progrès indiscutables, mais ils sont partiels. Le développement de mécanismes de diffusion du meilleur savoir disponible a été important, grâce, d'une part, à la définition des « bonnes pratiques » médicales, dans le cadre des conférences de consensus de l'Agence nationale d'accréditation et d'évaluation en santé et, d'autre part, aux expertises collectives de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale. Ces procédures sont longues et mal adaptées à la décision urgente.

En aval, des progrès sont à faire dans l'amélioration de la gestion du risque. Ce sera, en partie, le rôle de l'Institut de veille sanitaire et des deux nouvelles agences qui ont en charge la gestion des médicaments, des produits humains et de l'alimentation. Le décideur politique a besoin de structures intermédiaires orientées vers l'épidémiologie, l'identification des risques, leur quantification, le contrôle de l'application des règles. Une fois l'outil créé, les difficultés porteront sur les équilibres de pouvoir et les capacités réelles de gestion.

« Le pouvoir a des difficultés à devenir le gestionnaire des décisions prises »

« J'ai des doutes sérieux sur nos capacités dans ce domaine. Le pouvoir très centralisé de notre pays fonctionne comme un producteur de décisions, prenant la forme de lois, de décrets, d'arrêtés, de circulaires. Il a des difficultés à devenir le gestionnaire des décisions prises. La première phase judiciaire des conséquences de la contamination des dérivés du sang a bien mis en évidence ce problème. La direction générale de la santé avait produit une bonne circulaire sur la sélection des donneurs, mais sans se donner les moyens de vérifier sa mise en œuvre. Je pourrais prendre l'exemple de l'amiante ou du plomb, qui imposent une gestion de leur présence dans les immeubles et un réel suivi, notamment sous la forme d'un annuaire informatisé. Les moyens de ces actions sont insuffisants, au niveau central et au niveau des départements. »

Pourquoi certaines décisions de santé publique sont-elles aussi peu suivies d'effets ? A cause de leur coût et de la peur d'entrer dans une politique de gestion et d'évaluation des risques sanitaires. Alors que les systèmes vivants fonctionnent avec des logiques « circulaires » sanctionnant les erreurs décisionnelles ou de gestion, l'Etat aime les procédures « linéaires », qui empêchent d'évaluer l'application de ses décisions et ne renvoient jamais l'expérience à la source. Elles garantissent le confort au quotidien du décideur, mais elles peuvent le conduire devant une cour de justice.

« Les médecins ont eu des difficultés à se soumettre à des évaluations, à la fois source de progrès et de nécessité éthique. Les politiques et les administratifs doivent entrer dans cette procédure efficace et protectrice. La culpabilité politique commence avec le refus de savoir, permettant de supporter l'absence de décision. Quand le risque est établi, l'absence de rigueur dans la gestion rend le système, efficace en théorie, déficient dans la pratique. »

Propos recueillis par Laurence Folléa
Dessins : Noëlle Herrens-Schmidt

Lionel Jospin veut faire de la France le « ferment » de l'Union européenne

Le premier ministre invite la majorité à affirmer « son pluralisme sans céder à la division »

Devant les militants parisiens du PS, réunis, lundi 8 février, au Cirque d'hiver, Lionel Jospin a souligné que « l'Europe ne se substitue pas aux nations », mais qu'elle « leur ouvre un espace supplémentaire de démocratie et de citoyenneté » et que la France doit être le « ferment » de l'Union européenne.

« Nous voulons faire marcher l'Europe plus vite pour plus de prospérité et de solidarité », a affirmé François Hollande, premier secrétaire du PS.

LE TROUBLE n'a duré qu'un bref instant. Au moment même où le premier ministre prenait la parole, dans la soirée du lundi 8 février, au Cirque d'hiver, à Paris, devant mille cinq cents militants prompts à s'enthousiasmer, une poignée d'enseignants anti-Allègre a jeté, des travées du haut, une pluie de petits morceaux de papier : « Jospin trahison ! Tu casses l'école de la nation ! ». Les sauveurs sont à Bruxelles plus qu'à Sarcelles. Soutenu par les participants de ce meeting de la fédération de Paris du Parti socialiste, sur le thème « Faisons l'Europe, fête de l'Europe », Lionel Jospin ne s'est pas laissé déstabiliser. « Ne vous trompez pas de cible ! », a-t-il lancé, en rappelant que, ministre de l'éducation à partir de 1988, il avait fait passer ce budget devant celui de la défense nationale.

Est-il inquiet, M. Jospin, à l'approche du scrutin européen du 13 juin ? Ou simplement prudent, à la veille d'une échéance qui suscite, comme pour la droite, une certaine division à gauche ? Lundi soir, le premier ministre a souhaité baliser le terrain du futur combat électoral. « Nous aurons, y compris à gauche, un nombre élevé de listes », a-t-il assuré, sous l'œil attentif du premier secrétaire, François Hollande, tête de liste annoncée des socialistes. Un tel éclatement, poursuit M. Jospin, « ne résulte pas du fait européen, mais est lié au mode de scrutin, qui favorise cette dispersion ». Tout en jugeant la démarche « légitime », il prévient : « Le souhait que la gauche plurielle affirme son pluralisme sans céder à la division (...) qu'elle valorise son message et évite de se laisser aller à la polémique ».

Ce thème revient souvent, ces jours-ci, dans la bouche du premier ministre. Il en a entretenu ses ministres le 30 janvier, lors du sémi-



naire gouvernemental de Champs-sur-Marne, puis, de nouveau, le 4 février, lors de leur réunion bi-mensuelle à Matignon. « Chacun d'entre vous soutiendra une liste de son choix lors des élections européennes, a-t-il dit à cette occasion, mais qu'aucun n'oublie son devoir de solidarité vis-à-vis du gouvernement ! » Lundi soir, M. Jospin a livré quelques pistes pour éviter que l'affrontement électoral ne tourne

Un geste de réconciliation avec la Gauche socialiste

Julien Dray, député de l'Essonne, vice-président du conseil régional d'Ile-de-France, a été chargé, au nom du groupe PS de l'Assemblée nationale, de surveiller l'application des décisions prises par le conseil de sécurité intérieure le 27 janvier. animateur de la Gauche socialiste, courant minoritaire du PS, M. Dray n'exerce aucune responsabilité depuis la victoire de la gauche en juin 1997. De cette mission sur la sécurité, « deuxième priorité du gouvernement » après l'emploi, il dit : « C'est François Hollande qui l'a voulu ainsi. Il veut faire la paix à l'intérieur du PS, pour pouvoir mener sa campagne européenne ».

naires européens. « Nous avons notre modèle, nos projets, nous ne les imposons pas, mais ils inspirent leurs démarches (...). La France, a-t-il ajouté, doit jouer ce rôle de ferment au sein de l'Union européenne. Au passage, et alors que le PS prépare sa convention des 27 et 28 mars sur le thème « Nation-Europe », M. Jospin a redit la nécessité de « trouver une juste articulation entre la nation et l'Europe ». « Nous avons fait le choix de l'Europe profondément mais d'une Europe qui soit respectueuse des nations qui la composent ». Comme s'il déclinait déjà les slogans de la campagne socialiste, M. Jospin a martelé : « Je veux une France forte dans une Europe puissante, une France juste dans une Europe solidaire, une France moderne dans une Europe ouverte sur le monde ».

PIQUES ANTI-AMÉRICAINES Très applaudi et volontiers lyrique, M. Hollande s'est référé à Léon Blum, mais aussi à François Mitterrand - « En servant l'Europe, nous servons la France », pour expliquer que « faire l'Europe, c'est le prolongement de ce que fait Lionel Jospin pour la France ». Le premier secrétaire du PS s'est appuyé sur le manifeste du Parti des socialistes européens (PSE), présenté comme « un programme commun qui engagera tous les socialistes européens », pour plaider pour une « Europe de la volonté ». Intervenant après Jean-Claude, le maître socialiste de Barcelone, Michel Rocard s'est taillé un beau succès en jugeant que la voie est dégagée pour « un discours vigoureux, clair et réaliste » sur l'Europe. Comme M. Hollande et M. Jospin, il a pris soin d'agréger son discours de quelques petites piques contre les États-Unis.

Jean-Michel Aphatie et Michel Noblecourt

Bercy envisage une diminution de la TVA pour les PME du bâtiment

Bruxelles autoriserait de nouvelles baisses « ciblées »

UNE FOIS n'est pas coutume, Bruxelles devrait rendre service à Bercy : le ministère de l'économie, des finances et de l'industrie rétro-cède à une diminution ou à une simplification des prélèvements sur les ménages pour l'an 2000 et, plus précisément, à des baisses « ciblées » de TVA. La législation européenne, qui limite fortement les possibilités dans ce domaine, devrait être assouplie dans un futur proche : la Commission européenne doit adopter le 17 février un projet de directive qui permettrait aux pays de l'Union européenne de réduire leurs taux de TVA sur les activités de services qui utilisent beaucoup de main-d'œuvre. Selon La Tribune du 8 février, ce dispositif entrerait en vigueur le 1^{er} janvier 2000, pour trois ans.

Aujourd'hui, la sixième directive européenne prévoit deux taux minimaux de TVA : l'un de 5 % pour les produits qui peuvent être taxés à taux réduit et qui sont énumérés en annexe B de la directive ; l'autre de 15 % pour les autres biens. En France, où le taux normal de TVA est de 20,6 %, le ministère estime qu'on a à peu près épuisé les possibilités de l'annexe B. Ainsi, plusieurs activités bénéficient d'un taux réduit à 5,5 %, comme les travaux de réhabilitation sur les logements locatifs sociaux ou, encore, les appareillages destinés aux diabétiques et à certains handicapés. Au total, depuis juin 1997, les baisses ciblées de TVA décidées par le gouvernement ont représenté 8,83 milliards de francs (1,34 milliard d'euros), auxquels il faut ajouter le crédit d'impôt pour dépenses d'entretien de l'habitation principale, baisse de TVA déguisée qui a représenté 3,7 milliards de francs.

A Bercy, on pense sérieusement profiter de la nouvelle autorisation européenne pour abaisser la TVA sur l'artisanat du bâtiment. Les experts du ministère considèrent qu'en matière de TVA, les possibilités sont limitées. Une baisse généralisée de son taux, de 20,6 % à 18,6 % par exemple, coûterait très cher (70 milliards de francs) et aurait des effets limités : il est loin d'être évident qu'elle serait intégrée

lement répercutée au consommateur final. De la même manière, une baisse de 5,5 % à 5 % du taux de TVA réduit coûterait 5 milliards de francs et serait totalement invisible pour les consommateurs. Dans ces conditions, seule une baisse de 20,6 % à 5,5 % paraît aujourd'hui rentable à Bercy : la forte amplitude de la baisse oblige une répercussion dans le prix de vente final et doit donc stimuler la consommation et l'emploi.

Au ministère, on précise que la réflexion sur ce sujet ne pourra être menée sérieusement qu'une fois connue la marge de manœuvre budgétaire pour l'an 2000, c'est-à-dire pas avant le mois d'avril. On s'attend à ce que cette marge soit beaucoup moins importante qu'en 1999, compte tenu de l'effet retard du « trou d'air » que traverse l'industrie.

FAVORISER L'EMPLOI Bruxelles semble aujourd'hui convaincu par le point de vue français sur la TVA, même si l'allègement des charges lui semble toujours le meilleur moyen de stimuler l'emploi et la consommation. Sa démarche s'inscrit dans la continuité de la réunion du Conseil européen, à Vienne, en décembre 1998, au cours de laquelle la Commission s'était engagée, à la suite d'une demande française, à rechercher des instruments fiscaux favorisant l'emploi. Sa nouvelle directive ne devrait pas éliminer les services susceptibles de bénéficier du taux réduit de TVA, mais édicter des règles générales : forte utilisation de main-d'œuvre et, donc, intérêt pour l'emploi ; fourniture directe aux consommateurs finaux, pour que ceux-ci bénéficient de la baisse de TVA ; absence de distorsion de concurrence entre pays.

Chaque pays devra informer Bruxelles, avant le 1^{er} septembre, de ses intentions, compte tenu de ce cahier des charges. Il reviendra ensuite au conseil des ministres des Quinze de se prononcer, à l'unanimité, sur ces divers programmes nationaux.

Virginie Mallin

Foire aux voix européennes à la fête de SOS-Racisme

À CHACUN sa fête, ses amis, ses socialistes. Lundi 8 février, pendant que le PS parisien et jospinien tient meeting au Cirque d'hiver, SOS-Racisme réunit ses invités pour son traditionnel dîner annuel. Fodé Sylia est un maître de cérémonie un peu ému : après sept ans de bons et loyaux services à la tête de l'association antiraciste, il s'apprete à passer la main à Malek Boutih, le président de la Fédération de la maison des potes. A l'Élysée-Biarritz, on se presse pour un baiser, une poignée de main d'amitié. Depuis celle qui avait précédé l'élection présidentielle de 1995, la fête de SOS-Racisme n'avait pas connu une telle affluence.

Famille, amis, toute la « mitterrandie » est là. Mazarine Pinget et Jack Lang sont arrivés parmi les premiers. Pierre Bergé a tenu à être là. Michel Charasse a réussi à se libérer. « On est toujours un peu orphelin des années 80 », résume Fodé Sylia, en hommage au président de la République, vrai parrain de SOS-Racisme. A la table d'honneur, on a rarement vu autant de ministres : Elisabeth Guigou, Jean Glavany, mais aussi quelques pièces rapportées, comme Dominique Voynet et même...

Philippe Douste-Blazy, qui ne rate jamais une fête antiraciste.

Ce soir, d'ailleurs, l'assemblée est plus politique que show business. Bernard Bertolucci a accepté de jouer la guest star, mais Obélix (Gérard Depardieu) et Carole Bouquet ont déclaré forfait le matin même. A peine si on aperçoit Jean-Pierre Bacri derrière Marc Jolivet, compagnon de campagne de « Dany ». « Ça sent les élections », ose tout bas Jean-Luc Bennaïmas, secrétaire national des Verts. Ce soir, il y a aussi beaucoup, beaucoup de communistes. Marie-George Buffet est à la table d'honneur. La sénatrice Nicole Borvo, responsable de l'immigration place du Colonel-Fabien, en préside une autre. A côté de Didier Daeninckx, Marie-Pierre Vieu, chargée de recruter jeunes, associatifs et personnalités civiles pour la liste d'ouverture du PCF, est en perspective.

Quand Fodé Sylia, à l'heure de l'apéritif, regrette que « 63 000 sans-papiers, qui ont fait la preuve de leur attachement à la France en déposant un dossier dans les préfectures, ne soient toujours pas régularisés », tout le monde ap-

plaudit. Table Toussaint-Louverture, table Nelson Mandela, table Hannah Arendt, table Tienanmen, on sait pourquoi on est venu. Quand il explique qu'il souhaite s'engager pour l'Europe, en « présidant la fédération internationale de SOS-Racisme », l'enthousiasme déborde. On l'entoure, on le félicite. Bravo, Fodé ! L'Europe, vraiment, quel beau challenge !

Au dessert, les langues se délient. « Si Harlem a une place sur la liste PS, si, moi, j'en ai une ailleurs, la Gauche socialiste serait bien représentée », souffle Fodé Sylia. Harlem Désir, qui guigne un strapontin européen, ne trouve pas forcément le calcul très à son goût. « Mais après tout, si les autres lui proposent une place... », lâche-t-il. François Hollande arrive en urgence du Cirque d'hiver : « On m'invite, je viens, je paie ». Les communistes affichent une mine tranquille. Eux seuls, ou presque, savent que Fodé Sylia va accepter la cinquième place que Robert Hue lui a proposée sur sa liste.

Alain Beuve-Méry et Ariane Chemin

Les lobbies se bousculent contre le projet de loi sur la sécurité routière

LA SÉCURITÉ routière, tout le monde est pour, sauf lorsqu'il s'agit de prendre des dispositions contraignantes pour l'assurer. Le projet de loi qui doit traduire en actes les priorités déclinées sur ce sujet par le ministre des transports, Jean-Claude Gaysset, avec l'appui de Lionel Jospin, et qui doit être examiné en deuxième lecture par le Sénat, mercredi 10 février, suscite un intense lobbying. Motards, automobilistes, constructeurs ou élus locaux se sont succédés auprès des rapporteurs, Lucien Lanier (RPR) au Sénat et René Dosières (PS) à l'Assemblée nationale, pour faire valoir leurs points de vue.

Christian Gerondeau, président de la Fédération française des automobiles-clubs, qui représente les usagers de la route, se félicite d'avoir obtenu l'adoption, par l'Assemblée, d'un amendement défendu par M. Dosières, prévoyant que « la sécurité des infrastructures routières » fera désormais « l'objet d'un contrôle ». M. Gerondeau trouve anormal que les carrefours soient

équipés, selon les cas, de sens giratoires, de feux tricolores ou de peintures au sol. « Il devrait y avoir des normes, comme dans tous les domaines où la sécurité est en jeu », proteste-t-il.

Or la commission des lois du Sénat a voté, le 3 février, la suppression de cet article, à la demande de M. Lanier, qui s'est fait l'écho des protestations de l'Association des maires de France et de l'Assemblée des présidents de conseils généraux. Ces élus locaux, représentés en force au Sénat, ne veulent pas que « des techniciens de la route » leur imposent, sans concertation, de nouvelles dépenses pour l'entretien des voies départementales. Ils craignent, en outre, que l'établissement de normes ne mette en cause leur responsabilité pénale en cas de manquement.

Les constructeurs de « voitures » sans permis ont eux aussi réussi à se faire entendre des sénateurs, alors que l'Assemblée avait voté un amendement, d'origine socialiste, prévoyant que la conduite

de ces véhicules serait subordonnée à une formation au code de la route. L'Association des fabricants de quadricycles légers à moteur a expliqué à M. Lanier que ces véhicules sont surtout utilisés par des personnes âgées vivant en milieu rural, qu'ils ne causent pas d'accidents, leur vitesse étant limitée à 45 km/h, et que toute modification de leurs conditions de vente menacerait ce marché. En commission, M. Lanier a déclaré que l'article, de nature réglementaire, n'a rien à faire dans un projet de loi.

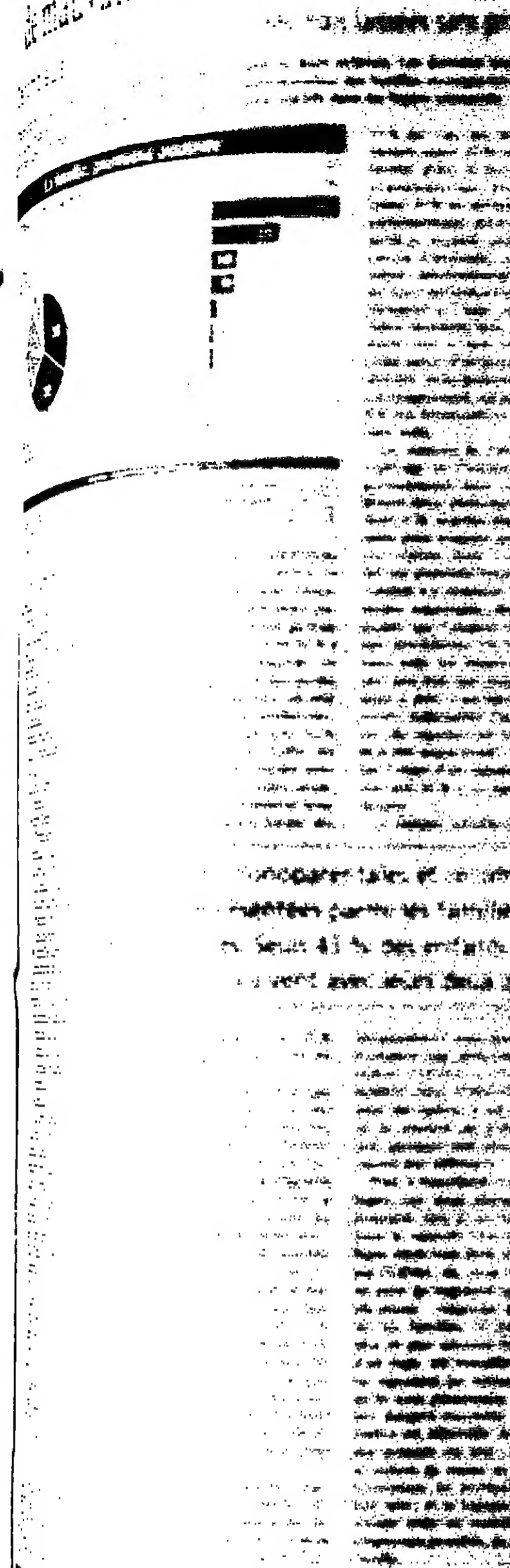
Lors de la discussion du texte par l'Assemblée, un lobbyiste de PSA-Peugeot-Citroën avait vivement réagi à un amendement socialiste proposant de brider les moteurs des véhicules neufs pour empêcher les dépassements de vitesse. Cet expert avait aussitôt fait le siège de M. Dosières et de plusieurs députés ayant des usines d'automobiles dans leur circonscription, afin de leur expliquer les « effets pervers » de l'amendement : le bridage des moteurs serait dangereux pour le conducteur,

qui a parfois besoin d'accélérer afin d'éviter un accident ; il interdirait toute exportation dans les pays de l'Union européenne ; il serait inutile, puisque « la vitesse ne constitue pas un argument de vente pour les constructeurs français ». Finalement, l'amendement n'a pas été adopté, car la mesure relève de la législation communautaire.

La Fédération française des motards en colère a elle aussi fait une discrète campagne de lobbying, avant de manifester dans Paris le 6 février. Elle proteste contre l'élargissement de la responsabilité pénale du propriétaire du véhicule aux excès de vitesse ou au non-respect des feux rouges. Les motards, coiffés de casques, ne sont pas reconnaissables lorsqu'ils sont « flashés » par un radar et échappent donc aux sanctions. Ils n'ont obtenu des députés que la suppression d'une disposition qui incitait le propriétaire à dénoncer l'auteur de l'infraction.

Rafaële Rivals

étude précise le profil des ant...
des traitements à enf...



accusé Pierre C...

Le Monde

Bercy envisage
diminution de la T.
des PME du bâtiment

Une étude précise le profil des auteurs de mauvais traitements à enfants

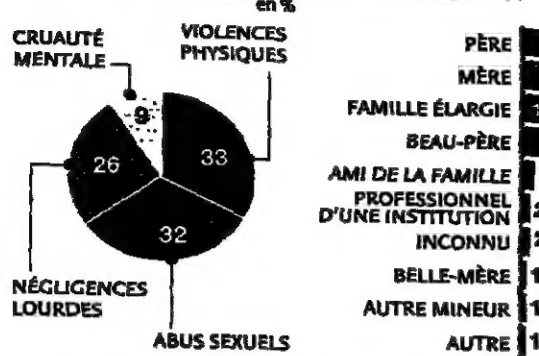
De nombreuses victimes cas sont repérées mais laissées sans protection

L'Observatoire national de l'action sociale décentralisée (ODAS) publie, mardi 9 février, une étude sur le profil des auteurs de mauvais traitements sur des en-

fants et leurs victimes. Ces données soulignent la sous-représentation des familles monoparentales et des parents inactifs dans les foyers concernés.

La famille, première accusée

LES MAUVAIS TRAITEMENTS ET LEURS AUTEURS



Les violences physiques constituent la première forme de maltraitance. Parents et beaux-parents sont les auteurs de cas nouveaux ou récurrents dans 81 % des cas.

QUI MALTRAITE ? Qui est maltraité ? Pour la première fois, l'Observatoire national de l'action sociale décentralisée (Odas) publie, mardi 9 février, une étude sur le profil des auteurs et des victimes réalisées à partir d'informations en provenance du Service national d'accueil téléphonique de l'enfance maltraitée (Snaem) et de dix départements (Ariège, Ille-et-Vilaine, Indre-et-Loire, Isère, Loire, Maine-et-Loire, Moselle, Somme, Pas-de-Calais et Seine-Saint-Denis).

Première constatation d'importance : « La maltraitance est bel et bien une affaire de famille. » Dans la quasi-totalité des cas, les auteurs de maltraitances sont des parents : père (46 %), mère (25 %), beau-père (9 %), belle-mère (1 %), famille élargie (10 %). Ces parents maltraitants agissent même lorsqu'ils n'ont pas la garde de l'enfant. Seules exceptions à cette maltraitance familiale sur la maltraitance, les abus sexuels provoqués dans 20 % des cas par des personnes totalement extérieures à la famille. « Malgré cela, souligne l'étude, rien ne justifie l'idée trop souvent répandue, en raison de l'attention portée par l'opinion aux abus sexuels, que les enfants seraient principalement menacés par des inconnus. »

Dans 30 % des cas, les enfants maltraités ont moins de 5 ans. 36 % ont entre 6 et 11 ans, 34 % de 12 à 17 ans. Ce sont pour 42 % des garçons, pour 58 % des filles. « Le nombre d'abus sexuels, qui dès quatre ans deviennent le principal type de maltraitance chez les filles, expliquant à lui seul la part plus importante des filles parmi les enfants maltraités. » Même si toutes les populations d'enfants sont touchées, l'étude note « une différence très marquée entre la structure des familles d'enfants en danger et le profil des familles françaises en général. »

Les familles monoparentales et recomposées sont surreprésentées parmi les familles maltraitantes. 43 % des enfants « en danger » (qui sont effectivement maltraités

ou connaissent des conditions d'existence pouvant mettre en danger leur santé ou leur éducation) vivent avec leurs deux parents. Dans la population globale des moins de 18 ans, ils sont 81 % à vivre avec leurs deux parents. En revanche, alors que 11 % des moins de 18 ans ne vivent qu'avec un seul parent, ces enfants de familles monoparentales représentent 36 % des enfants en danger. Enfin, les enfants et adolescents vivant avec leur père seul ou leur mère seule, et un beau-parent, comptent pour 6 % dans la population totale des

Les familles monoparentales et recomposées sont surreprésentées parmi les familles maltraitantes. Seuls 43 % des enfants « en danger » vivent avec leurs deux parents

moins de 18 ans mais pour 15 % dans le contingent d'enfants en danger.

Aux « difficultés matérielles qui sont très souvent associées à la monoparentalité s'ajoutent l'isolement, le désarroi, l'absence de contre-poids, qui rendent la fonction parentale plus complexe », soulignent les auteurs de l'étude. Outre la structure familiale, l'inactivité du ou des parents semble peser lourdement. Huit mètres maltraitants sur dix sont inoccupés. « Une des représentations classiques de la monoparentalité repose sur l'idée que, lorsqu'une mère travaille, elle a du mal à assumer tout à la fois ses activités professionnelles et sa fonction parentale. Mais on voit bien ici que le fait d'être au foyer, qui s'accompagne souvent d'un isolement social - immaturité, absence de repères -, induit un risque plus grand. »

Le repérage de ces enfants maltraités est, indique l'enquête, effectué pour moitié grâce à des informations provenant directement de la population (la famille et l'enfant lui-même dans 19 % des cas, l'entourage extra-familial dans

15 % des cas, des personnes anonymes dans 17 % des cas), pour moitié grâce à des informations provenant des professionnels (pour 20 % les services sociaux départementaux, pour 6 % les autres services sociaux, pour 11 % l'éducation nationale, pour 12 % les autres professionnels). La moitié de ces informations qui parviennent à l'Aide sociale à l'enfance donnent lieu à un signalement ou à une transmission judiciaire d'urgence. Un tiers aboutit principalement à un accompagnement social. Et quelque 9 % des informations sont classées sans suite.

Les auteurs de l'étude jugent le repérage de l'enfance en danger globalement bien fait, mais relèvent deux phénomènes « inquiétants » : le nombre important d'enfants pour lesquels un signalement est réalisé dans l'année, alors qu'une première information avait conduit à y renoncer. Et celui, non moins important, des enfants signalés qui l'avaient déjà été l'année précédente. Un dossier classé sans suite est rouvert dans l'année une fois sur cinq, et conduit alors à près d'un tiers de signalements judiciaires. Quatre enfants sur dix signalés en 1997 l'avaient déjà été auparavant : 25 % avaient fait l'objet d'un signalement administratif, 30 % d'un signalement judiciaire.

Le danger, semble-t-il, est donc

fréquemment sous-estimé, ou son évolution mal anticipée. On peut, relève l'ODAS, « s'inquiéter du nombre élevé d'enfants qui, après avoir été repérés, n'ont pas fait l'objet de mesures de protection alors que, quelques mois plus tard, on découvre leur détresse. »

Pour « inquiétants » qu'ils soient jugés, ces deux phénomènes ne donnent lieu à aucune analyse dans le rapport. Une étude spécifique vient tout juste d'être lancée par l'ODAS, où, pour l'instant, on ne peut qu'esquisser quelques explications : craignant de stigmatiser les familles, et requérant de plus en plus souvent l'intervention d'un juge, les travailleurs sociaux ne signalent un enfant que lorsqu'ils sont pleinement convaincus des dangers encourus ; comme la justice est débordée, le traitement des dossiers est lent ; les familles acceptent de moins en moins l'intervention de professionnels en leur sein ; et la logique de l'action sociale reste au maintien, le plus longtemps possible, du lien avec la famille.

Pascal Krémer

De nouvelles expertises génétiques accusent Pierre Chanal

LE FAISCEAU de présomptions pesant sur l'ex-adjutant-chef Pierre Chanal, mis en examen en 1993 pour les disparitions, de 1980 à 1987, de sept jeunes gens près du camp militaire de Mourmelon (Marne) et pour le meurtre, en 1994, d'un jeune Irlandais, s'est alourdi lundi 8 février, après le versement au dossier d'analyses d'échantillons prélevés dans son véhicule.

Selon Pascal Chauv, procureur de la République à Châlons-en-Champagne, les résultats des expertises génétiques effectuées par le Centre hospitalier universitaire de Nantes sur des « éléments pilés » trouvés dans le camping-car de l'ancien militaire indiquent, avec « de très fortes probabilités », la présence de Patrice Denis et de Patrick Gache, deux jeunes gens dont la trace fut perdue à Mourmelon le 23 août 1985 et le 30 avril 1987. D'autre part, l'analyse du laboratoire de police scientifique de Toulouse effectuée sur de la terre

prélevée sur une pelle appartenant à Pierre Chanal indique que le prélèvement est « voisin » de la terre trouvée sur le cadavre de Trevor O'Keefe, un jeune auto-stoppeur irlandais dont le cadavre fut découvert dans l'Aisne en août 1997.

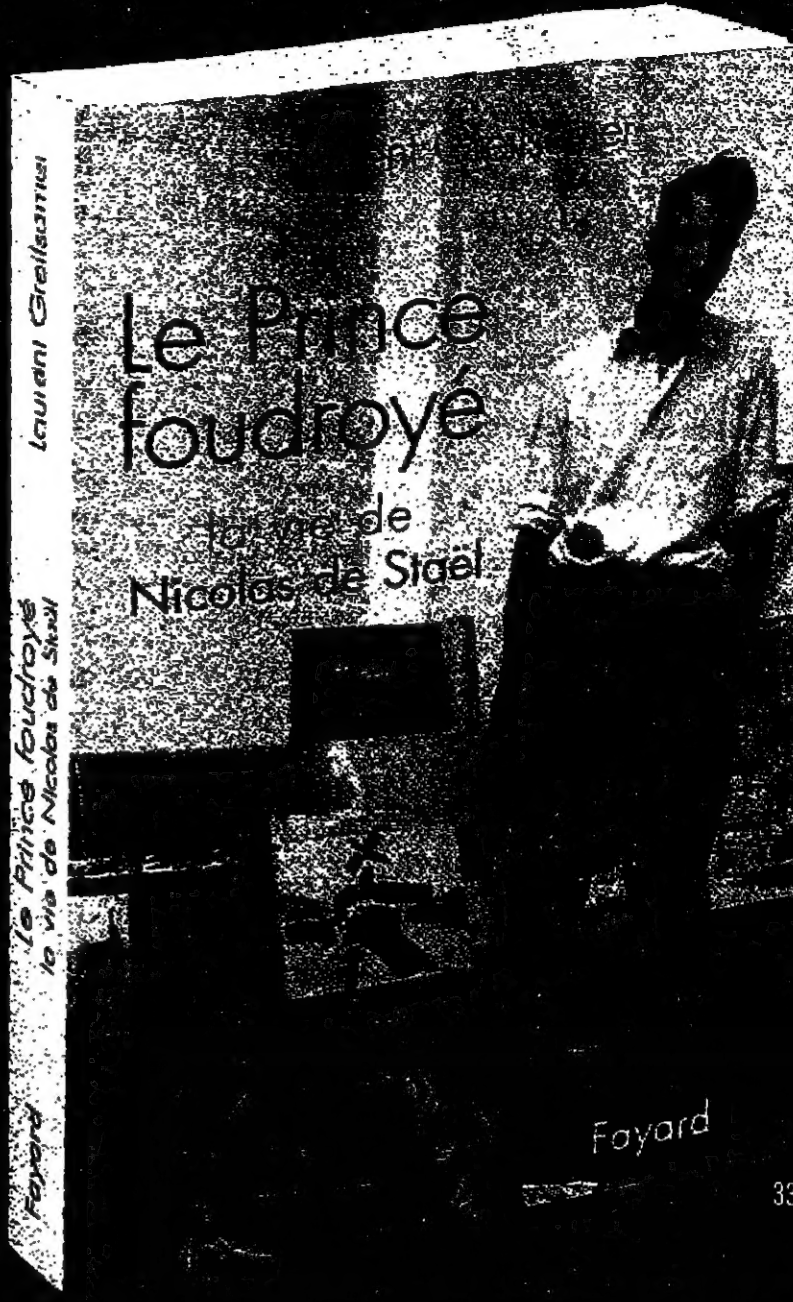
« RENFORCEMENT DU CONTRÔLE »

Pour Vincent Duret, l'avocat des familles des disparus, ces analyses « renforcent » un faisceau déjà très lourd de présomptions. M. Duret a déposé lundi 8 février « une demande de renforcement du contrôle judiciaire » imposé à Pierre Chanal depuis sa mise en liberté en juin 1995 « pour éviter un risque de fuite ». Après une probable audition de Pierre Chanal par le juge d'instruction Pascal Chopard, dans les prochaines semaines, les avocats des parties civiles s'apprêtent à demander la clôture de l'instruction et le renvoi « rapide » de l'affaire devant la cour d'assises. André Buffard, dé-

fenseur de Pierre Chanal, estime en revanche « très vraisemblable » qu'il fera des demandes de contre-expertises sur les analyses d'ADN « qui ne sont pas sûres à 100 %, d'autant qu'aucun prélèvement direct de comparaison n'a pu être fait sur les disparus », les échantillons de comparaison venant des familles.

Le procureur a également demandé lundi 8 février au juge Chopard un renforcement du contrôle judiciaire de Pierre Chanal afin de limiter les déplacements de l'ex-adjutant-chef, âgé de cinquante-deux ans. Résidant chez sa sœur, dans la région lyonnaise, il doit actuellement se présenter à la gendarmerie une fois par mois. Pierre Chanal avait été condamné, en octobre 1990, à dix ans de réclusion criminelle - une peine qu'il a purgée - pour l'enlèvement et le viol d'un jeune Hongrois retrouvé ligoté dans son camping-car en août 1988, lors d'un contrôle de gendarmerie près de Mâcon.

Nicolas de Staël



336 pages
140 F

Un grand peintre, de quoi est-ce fait ? ... On a envie de dire "D'où ça vient ?" Laurent Greilsamer a entrepris de répondre à cette question à propos de Nicolas de Staël dans un livre où il mêle avec bonheur l'histoire et l'anecdote, l'information et l'analyse, l'analyse d'un milieu - celui des peintres et des marchands à Paris dans les années 40-50.

Françoise Giroud, Le Monde

Biographie pionnière, Le Prince foudroyé n'est pas seulement riche de ses révélations et de ses intuitions. Elle manifeste une qualité des plus rares dans ce genre d'exercice : le tact.

Pierre Assouline, Lire

La biographie documentée et flamboyante d'un peintre hors normes...

Annie Coppermann, Les Echos

Le travail biographique de Laurent Greilsamer réussit à mettre en relief, à camper de façon intelligente et sensible le personnage hors mesures, fabuleux, séduisant et ténébreux, fraternel et à jamais lointain qu'aura été Nicolas de Staël, l'un des plus grands et graves peintres de ce siècle.

Jorge Semprun, Le Journal du Dimanche

Une vie foudroyée et une œuvre foudroyante... Laurent Greilsamer retrace l'une et l'autre avec une passion contagieuse.

Stéphane Hoffmann, Le Figaro magazine

FAYARD

صوتنا من الداخل

RÉGIONS

LE MONDE / MERCREDI 10 FÉVRIER 1999

Dix ans pour régénérer le réseau ferroviaire français

En investissant 120 milliards de francs (18,3 milliards d'euros) d'ici à 2010, le ministre des transports, Jean-Claude Gayssot, entend remédier à la saturation de certaines lignes. Si l'option « tout-TGV » est abandonnée, la grande vitesse pourrait se déployer sur de nouveaux tronçons

UN CHIFFRE à faire rêver : 120 milliards de francs (18,3 milliards d'euros). Dans l'absolu, pourtant, le volume des investissements ferroviaires projetés d'ici à 2010 n'excède pas celui de la décennie passée. C'est dans le choix des investissements que les perspectives présentées, lundi 8 février, par Jean-Claude Gayssot, ministre de l'équipement, des transports et du logement, devraient marquer un tournant. Et consacrer le retour en grâce d'un mode de transport « économe en énergie, respectueux de l'environnement et d'une grande sécurité ».

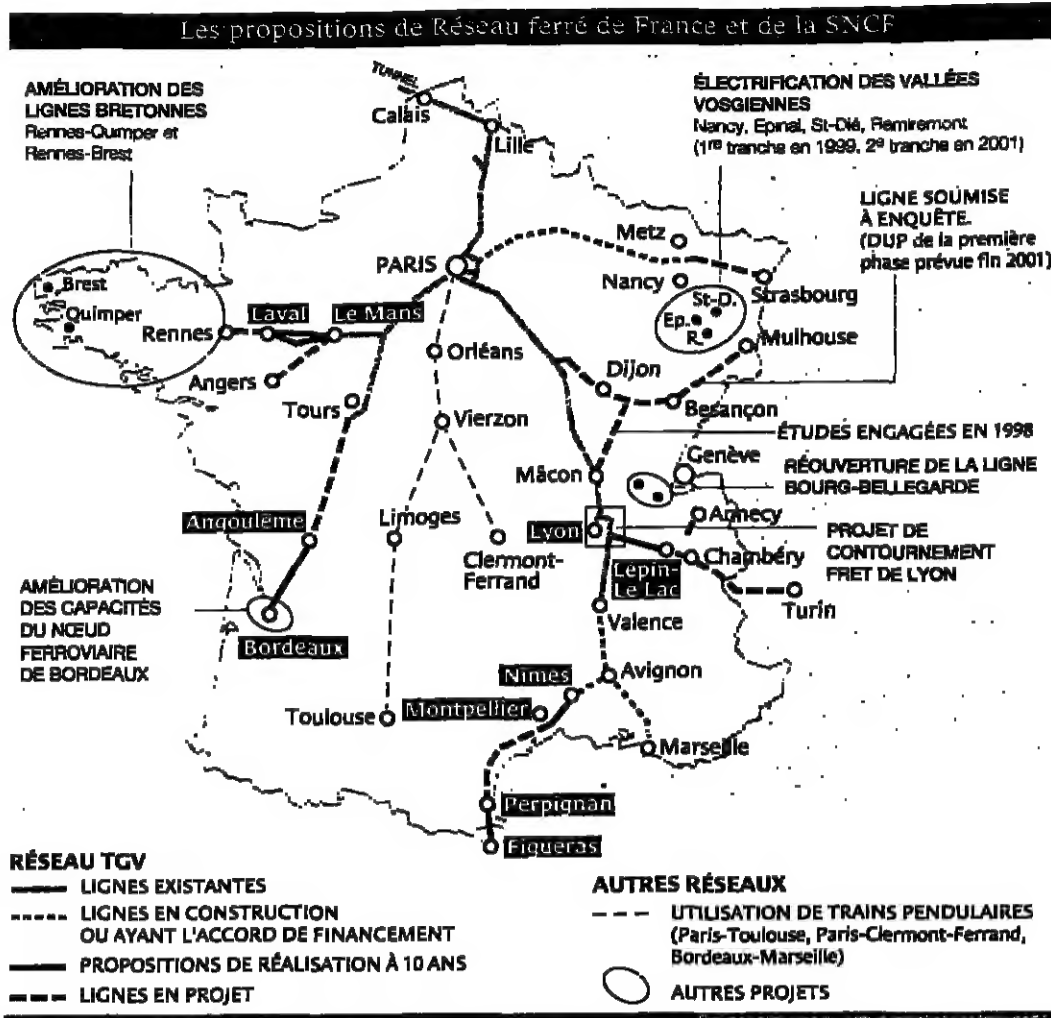
Observant que « les évolutions de ces dix dernières années se sont faites, d'une part, par l'accroissement massif de l'endettement et, d'autre part, en mobilisant l'essentiel des moyens pour le développement en négligeant l'entretien et la bonne conservation du réseau existant », M. Gayssot entend changer de cap. Et, d'abord, repartir sur des « bases financières plus saines » pour mettre en œuvre un mode de financement durable.

Le Conseil supérieur du service ferroviaire, dont le décret de création est « en cours de parution », devrait garantir l'unicité du système ferroviaire - après la réforme de 1997, amendée par M. Gayssot en juin 1998, qui a abouti à la création de Réseau ferré de France (RFF). Pour stabiliser la dette de RFF, sa dotation en capital par le gouvernement a été portée à 10 milliards de francs (1,53 mil-

liards d'euros) en 1998 et atteindra 37 milliards de francs (5,65 milliards d'euros) pour la période 1999-2001. Parallèlement, une nouvelle grille de péage pour l'usage des infrastructures a été présentée aux conseils d'administration de la SNCF et de RFF : celle-ci prévoit un effort supplémentaire de la SNCF de 400 millions de francs (60,98 millions d'euros) par an sur trois ans.

MONTAGES EN PARTENARIAT
C'est ainsi que la capacité à investir pourrait atteindre 12 milliards de francs (1,83 milliard d'euros) en moyenne annuelle pour la période 2000-2010 : 7 milliards de francs (1,07 milliard d'euros) provenant d'un autofinancement de RFF et 5 milliards de francs (0,76 milliard d'euros) de contributions de l'Etat, des collectivités territoriales, de l'Union européenne et de certains pays limitrophes. Le gouvernement portera son effort en faveur du fonds d'investissements des transports terrestres et des voies navigables (FTTVN) à 2,3 milliards de francs (350,6 millions d'euros) d'ici à 2006.

Le récent bouclage du plan de financement du TGV Est-européen, qui fait largement appel aux contributions des collectivités territoriales (lire ci-dessous), préfigure les montages en partenariat à venir sur certains grands projets et, singulièrement, dans les futurs contrats de plan Etat-régions. Sur les grandes masses de ces 12 milliards de francs, M. Gayssot a déjà



tranché : 4 à 4,5 milliards de francs (609,75 à 685,97 millions d'euros) seront consacrés à assurer la pérennité et la « régénération » du réseau existant ; un deuxième poste - dont l'enveloppe, de l'ordre de 3 à 3,5 milliards de francs (457,32 à 533,53 millions d'euros), sera en partie déterminée par la négociation qui s'engage autour des contrats de plan - concernera les investissements de modernisation sur des lignes classiques ; enfin, 45 à 55 milliards de francs (6,86 à 8,38 milliards d'euros), sur dix ans, seront absorbés par la création de lignes à grande vitesse - y compris les 20,5 milliards de francs (3,12 milliards d'euros) de la première phase du TGV Est-européen.

M. Gayssot entend privilégier les projets qui « contribuent à la désaturation du réseau [en libérant des sillons pour le fret et les trains express régionaux] et qui sont susceptibles de phaser les projets en cours », autrement dit de réaliser des tronçons sur les lignes TGV figurant au schéma directeur de 1992. Mais les critères de rentabilité socio-économique, de rentabilité globale pour les entreprises ferroviaires - mis en lumière par le rapport de M. Rouvillois, inspecteur général des finances, à l'automne 1996 -, de cohérence et de synergie avec le réseau existant et de respect des engagements internationaux doivent également être pris en compte.

Robert Belleret

Les grands chantiers estimés prioritaires

OUTRE le TGV est-européen, dont le financement est bouclé, les propositions de mises en œuvre avancées par la SNCF et Réseau ferré de France (RFF) à la demande du ministre - qui ne valent évidemment pas décisions gouvernementales, mais doivent « alimenter le débat en termes de planification (schémas de service) et de programmation (contrats de plan) » - donnent une idée assez précise des grands chantiers qui pourraient être lancés d'ici à 2010.

● **TGV sud-européen (première phase).** Réalisation du tronçon français Perpignan-Le Perthus (25 kilomètres) de la section internationale Perpignan-Figueras. Coût : 3,3 milliards de francs (503,05 millions d'euros). Contournement de Nîmes et de Montpellier, en prolongement du TGV Méditerranée, en construction, qui approchera Nîmes en 2001. Coût : 4 milliards de francs (609,75 millions d'euros).

● **TGV Lyon-Turin.** Réalisation de la première phase de la partie française (Lyon-Montmélian) entre Satolas, à l'est de Lyon, et Lépin-le-Lac, à l'ouest de Chambéry. Coût : 7 à 9 milliards de francs (1,06 à 1,37 milliard d'euros).

● **TGV Rhin-Rhône.** Réalisation d'une première tranche de la première phase Mulhouse-Dijon. Coût : 9 à 11 milliards de francs (1,37 à 1,67 milliard d'euros).

● **TGV Aquitaine.** Première phase entre Angoulême et Bordeaux, avec modernisation de la gare Saint-Jean. Cette ligne est aujourd'hui à grande vitesse entre Paris et Tours. Coût : 6 à 8 milliards de francs (914,6 millions à 1,22 milliard d'euros).

● **TGV Bretagne et Pays de la Loire.** Première phase depuis le contournement du Mans jusqu'à Laval. Actuellement, la ligne à grande vitesse du TGV Atlantique s'arrête au Mans. Coût : 3 à 5 milliards de francs (457,5 à 762,2 millions d'euros).

● **Train pendulaire.** Cette technologie, qui permet de gagner de la vitesse sur des voies ordinaires, est envisagée sur les lignes Paris-Orléans-Limoges-Toulouse ; Paris-Clermont-Ferrand ; Bordeaux-Marseille ; Lyon-Clermont-Ferrand. Un prolongement pendulaire du TGV Atlantique est envisagé vers la Bretagne.

● **Modernisation et adaptation des lignes classiques.** Les projets considérés comme prioritaires sont le contournement fret de Lyon, avec la création d'un axe à l'est de l'agglomération afin de fluidifier un trafic Nord-Sud, en voie de saturation ; l'électrification des vallées vosgiennes pour desservir par le futur TGV les villes d'Epinal, Saint-Dié et Remiremont ; l'amélioration des lignes Rennes-Quimper et Rennes-Brest ; la réouverture de la ligne Bourg-en-Bresse-Bellegarde, dite « ligne des Carpathes », qui mettrait Paris à trois heures de Genève.

Par-delà ces prévisions hexagonales, le ministre, qui constate une « belle unanimité des quinze Etats de l'Union européenne pour afficher leur volonté de développement ferroviaire », appelle de ses vœux un grand emprunt européen destiné à aider au développement des réseaux européens de transport, notamment en matière de fret et de transports combinés.

R. B.

Paris-Strasbourg : comment un ministre communiste réussit à vaincre les réticences alsaciennes

LA MISE sur les rails du TGV Est-européen - dont l'intérêt stratégique ne justifie guère de longues démonstrations, même si sa rentabilité socio-économique

RÉCIT
Pour rétablir un climat de confiance, le ministre devait lâcher du lest

reste discutable -, relève d'une subtilité tactique politico-financière (Le Monde du 28 janvier). Malgré l'effort consenti par le gouvernement, qui avait décidé de porter sa contribution de 3,5 à 8 milliards de francs (533,53 millions à 1,22 milliard d'euros), le financement de ce projet restait problématique.

Aussi, lorsque Jean-Claude Gayssot décida de convoquer, vendredi 29 janvier, une table ronde décisive réunissant toutes les parties intéressées et potentiellement

contributrices, rien n'était tout à fait joué. Pour boucler un budget de quelque 20,8 milliards de francs (3,17 milliards d'euros), une partie non négligeable des fonds nécessaires faisait défaut : environ 2 milliards de francs (304,88 millions d'euros). Même en prenant pour argent comptant les promesses d'engagement de certains partenaires (Réseau ferré de France, SNCF, Union européenne, Grand Duché de Luxembourg), et la bonne volonté manifestée par d'autres, le compte n'y était pas.

La Champagne-Ardenne s'était fait tirer l'oreille pour accepter une rallonge et l'intransigeante frilosité de l'île-de-France paraissait inflexible. Dès lors, à côté de la Lorraine, dont le président (DL) de région, Gérard Longuet, promettait de tirer, tel une locomotive, le train nommé désenclavement, il fallait impérativement avoir l'Alsace, où les réticences et les crispations s'exprimaient avec un bel unanimisme : les élus alsaciens avaient promis de mettre au pot 1,5 milliard de francs (228,65 millions d'euros) sur la base d'un TGV-Paris-Strasbourg cent pour cent grande vitesse, et voilà qu'on leur « suggérait » une rallonge de plus de 500 millions de francs (76,22 millions d'euros)...

« DERNIÈRE CHANCE »
Adrien Zeller, président (UDF) du conseil régional, stigmatisait le « chantage indécent » et envoyait au ministre un memorandum comportant pas moins de quinze conditions. Roland Ries, maire (PS) de Strasbourg, n'était guère en retrait. « 2 milliards, jamais ! » était devenu un cri de ralliement dans la plaine d'Alsace. La « réunion de la dernière chance » pour sortir de tant d'années d'atermoiements, de déclarations fracassantes et de promesses lénifiantes s'annonçait délicate.

Le vendredi dit, dès 8 h 30, M. Gayssot, recevant M. Zeller pour un petit déjeuner de travail en son ministère du boulevard Saint-Germain, l'accueillit par un jovial « bonjour Adrien ! », bientôt suivi d'un tutoiement de bon aloi, dont le vénérable président mit quelques minutes à se remettre, mais qui décripa l'atmosphère. La bonhomie matutinale du ministre n'était que la cerise sur les viennoiseries. Pour rétablir un « climat de confiance », M. Gayssot avait

un peu de lest à lâcher : une économie de 300 millions de francs. En serrant mieux les boulons sur les traverses, on avait pu miraculeusement ramener la note de 20,8 à 20,5 milliards de francs, et l'Alsace pouvait « bénéficier » d'un rabais de 200 millions de francs sur la hausse. Quant à la clause d'intéressement, réclamée par certaines collectivités, dont l'Alsace, elle était considérée comme « légitime ». Dès le milieu de la matinée, les jeux paraissent faits. A midi, dans un pluralisme savoureusement convivial et à un train de sénateur, la « délégation » alsacienne, rassérénée, pouvait aller dîner au restaurant de l'Assemblée nationale.

A l'ouverture de la table ronde, on ne recensait que des « numéros un ». Comme s'il eût été agi de signer un traité capital, c'est en présence d'un rare aréopage - un président du Sénat, quatre ministres en exercice, sans compter plusieurs anciens, trois présidents de conseils régionaux (d'opposition), une copieuse brochette de présidents de conseils généraux et de maires de grandes villes - que s'ouvrit la séance.

Mais, prenant tout le monde à contre-pied, la Champagne-Ardenne manifestait d'ultimes réserves. Pour faire bonne mesure, le président (UDF) du conseil général de la Marne, Albert Vecten, se déclarait trop mal informé pour s'engager. Tout était bloqué. On suspendit la séance. Christian Poncelet, président (RPR) du Sénat, tenta de désamorcer la petite crise en s'entretenant. En vain. Un nouveau tête-à-tête entre le ministre et le rétif président marais se révéla décisif. Dix minutes suffirent. En se déclarant prêt à signer le « relevé de décisions », qui vaut protocole d'accord, M. Vecten précisa qu'il agissait « par solidarité », ajoutant, d'un air impénétrable : « C'est la première fois que je me laisse convaincre par un communiste ».

Puis on s'abîma le champagne pour célébrer ce bon compromis. Dans l'entourage du ministre, on se félicite aujourd'hui des mérites conjugués de la transparence et de la franche explication « entre quatre yeux ». En Alsace, on ne rit pas encore du bon tour de table qu'on s'est offert en haussant le ton.

R. B.

LE MONDE diplomatique

FÉVRIER 1999

Enjeux et risques d'une Union européenne élargie
par Jean-Yves Potel
L'opinion polonaise hésite
par Robert Sołtyk
Trafic de femmes en provenance de l'Est
par Yves Gery
L'amère victoire des mineurs roumains
par Damien Roaust

■ **FONDS DE PENSION** : Jouer sa retraite en bourse ? par Michel Husson - Un triple échec aux Etats-Unis, par Jacques Niko-noff. - Au nom des entreprises ? par Dominique Pithon.

■ **MÉDIAS** : Journalistes à tout faire de la presse américaine, par Eric Klineberg. - Il y a quinze ans : « Vive la crise ! », par Pierre Rimbert.

■ **MALAISIE** : Un nationalisme perverti, par David Camroux.

■ **AFGHANISTAN** : Un double piège, par Chantal Aubry.

■ **TECHNOLOGIES** : Une station spatiale ruineuse et inutile, par Robert Bell. - Les termes incertains des échanges électroniques, par Philippe Quéau.

■ **PROCHE-ORIENT** : En Irak, des sanctions qui tuent, par Denis Halliday. - Israël assume « sa » bombe, par Amnon Kapelouk.

■ **CULTURE** : La musique techno a dix ans, par Sylvain Des-mille. - Le cabinet des illusions photographiques, par Edgar Roskis.

En vente chez votre marchand de journaux - 24 F - 3,66 €

Tensions autour du dossier du barrage de Chambonchard

LES VERTS de la région Centre dénoncent le « chantage » exercé selon eux par l'établissement public d'aménagement de la Loire et de ses affluents (Epala) dans le dossier du barrage de Chambonchard, sur le Cher, « projet pharaonique sous-évalué à 600 millions de francs » (91,46 millions d'euros) et, selon eux, « parfaitement inutile ».

Les Verts ont rappelé, dans un communiqué diffusé lundi 8 février, l'« avis défavorable de Dominique Voynet », ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement. Chambonchard est devenu « un combat politique », regrettent-ils. Ils réagissent aux déclarations du président de l'Epala, Eric Dolige, député (RPR) du Loiret, qui avait fait part de son impatience, rappelant que la décision de construction du barrage était prévue dans le plan « Loire grandeur nature » approuvé en 1994. L'Epala a menacé d'engager un recours contentieux contre l'Etat si « le premier ministre retenait la proposition de M. Voynet ».

DÉPÊCHES
■ **TRANSPORTS** : des mouvements de grève, liés à des agressions, affectent la circulation des bus dans plusieurs villes. A Lyon, ce sont les conducteurs des lignes de la banlieue qui ont prolongé, mardi 9 février, un arrêt de travail entamé la veille. Aucun bus ne circulait, ce mardi, à Mulhouse (Haut-Rhin), à la suite de l'agression d'une conductrice. A Grenoble, l'ensemble du réseau a été paralysé, lundi 8 février, après l'incendie volontaire, dimanche soir, d'un bus.

■ **RECOURS** : le groupement Arys, candidat malheureux à la concession du bouclage de la rocade à l'ouest de Paris (A 86), a déposé, lundi 8 février, un recours en référé auprès du tribunal administratif de Paris. Ce groupement, dont la société Bouygues est le principal actionnaire, estime qu'il y a eu « inégalité de traitement » vis-à-vis de son concurrent, Cofiroute, dans la procédure d'attribution du marché (Le Monde du 30 janvier).

صكرا من الاموال

(Publicité)

LE MONDE / MERCREDI 10 FÉVRIER 1999 / 11

e français

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Le Code de la Santé Publique

Jour après jour, dans le secret de sa consultation, le médecin est garant de *la santé de chacun.*



Le projet
de SmithKline Beecham:
rendre au médecin
la place qui est la sienne.

En avons-nous suffisamment conscience ?

Chaque acte du médecin, accompli dans le secret de sa consultation, est le meilleur garant de la santé de chacun d'entre nous. C'est bien le médecin qui en conscience, fort de son savoir et de son expérience, dispense diagnostics et prescriptions avec le talent et l'indépendance que nous attendons de lui et qui justifient notre confiance en lui.

Aussi mérite-t-il une place centrale au sein du système de santé. Voilà pourquoi SB a pris le parti de contribuer à rendre au médecin le rôle qui est le sien.

SB

SmithKline Beecham

Laboratoires Pharmaceutiques

0189 144114 - © Image Bank SBO 118

صوتنا من الداخل

XII / LE MONDE / MARDI 9 FÉVRIER 1999

REPRODUCTION INTERDITE

INITIATIVE LOCALES

12 / LE MONDE / MERCREDI 10 FÉVRIER 1999

HORIZONS

TÉMOIGNAGE

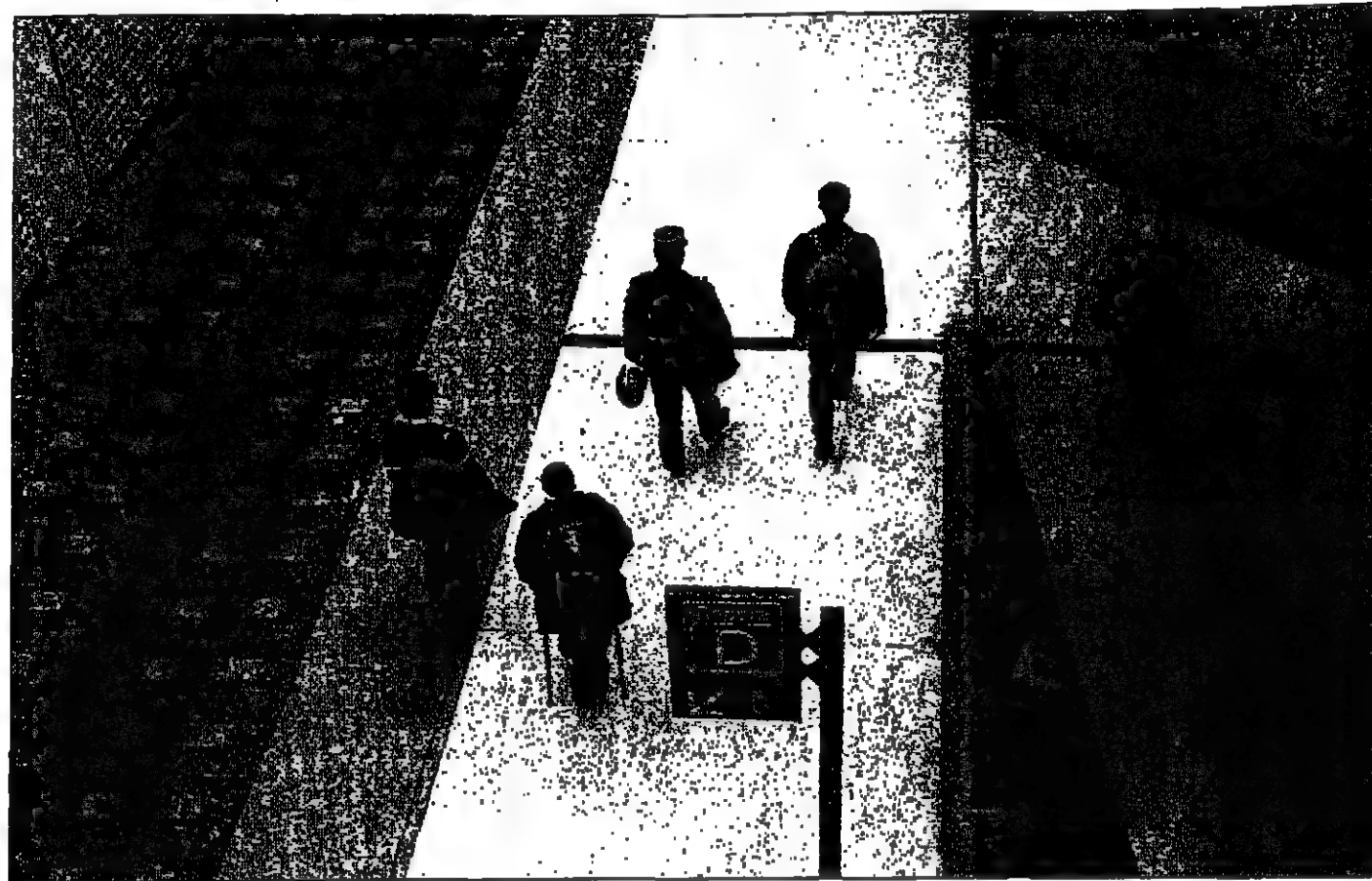
Un aller simple pour Alger

BANDEROLES pliées, tracts en main, une petite centaine de manifestants patientent sur le quai de Roissy II, la gare ferroviaire qui dessert l'aéroport parisien. Non loin d'eux, quatre gendarmes escortent un jeune homme appuyé sur des béquilles. « C'est un sans-papiers, dit Frédéric Michel, militant de SUD-Rail, un syndicat de la SNCF. Il va prendre le train des expulsés. » Il veut parler du TGV de 10 h 04, qui assure une liaison quotidienne entre Lille et Marseille. Ce jour-là, l'association Droits devant !, qui milite aux côtés des sans-papiers, et tous les syndicats SUD (SUD-Rail, Aérien, PTT, magistrats) engagés dans la lutte contre les renvois en Algérie, se sont mobilisés. Ils sont venus pour empêcher le transfert du sans-papiers vers le centre de rétention administrative d'Arenc, sur le port de Marseille. Dès le lendemain, il sera embarqué de force sur le *Tareq-Zhyad*, un bateau qui effectue la navette entre Marseille et Alger.

A 10 heures pile, le nez de la locomotive pointe dans l'obscurité du tunnel. Soudain, un militant se détache du groupe, décapule un long bâton fumigène et saute sur la voie. La cohue est immédiate. Certains tentent de monter dans les wagons pour distribuer des tracts aux passagers, d'autres s'assoient sur les rails en scandant : « Non aux expulsions ! » En quelques minutes, la gare se remplit de CRS, de policiers en civil et de gendarmes mobiles, leur casque de moto encore vissé sur la tête. Des courses poursuites et des altercations vigoureuses ont lieu pendant presque une heure sous les regards étonnés des passagers. Des renforts arrivent continuellement, et les forces de l'ordre finissent par être plus nombreuses que les manifestants. A 11 heures, le train est prêt à repartir. « Ce genre d'action a peu d'impact sur le public », se plaint Pierre Contesenne, de SUD-Aérien. Regardez, il n'y a jamais personne dans cette gare ! Le ministère de l'Intérieur le sait bien. Jusqu'au printemps dernier, la plupart des transferts s'effectuaient le soir au départ de la gare de Lyon. Evidemment, à Roissy, la discrétion est assurée !

Dans le train, seuls deux gendarmes sont restés pour encadrer le jeune Algérien. Ils traversent le wagon pour gagner leurs places, toujours les mêmes, un carré près de la porte automatique. L'un des passagers se penche vers eux pour se renseigner. « Ce monsieur est expulsé ? » La réponse est immédiate : « C'est juste un transfert de prisonnier. Pourquoi, ça vous intéresse ? »

Petit à petit, le calme revient. Parfois, quelques regards furtifs trahissent la curiosité des voyageurs. Certains habitués de la ligne Lille-Marseille semblent trouver la scène complètement banale. « C'est comme ça plusieurs fois par semaine, confirme un contrôleur. Pour nous, ce sont des clients comme les autres. » A l'heure du déjeuner, l'ambiance se détend. Les deux gendarmes sortent leurs sandwiches et les partagent avec l'Algérien. « Il n'a pas d'argent pour payer sa nourriture. Il faut quand même dire humeur... » La discussion s'engage autour du café. Un blouson en toile, un jean délavé, une basket et un bandage de fortune autour du pied gauche, Hassan a vingt-huit ans. Arrivé clandestinement en France à l'âge de dix ans, il a vécu de petits boulots en petits boulots dans le quartier de Barbès, à Paris. « Dans mon bled, il n'y avait pas de travail. Pour nous, la France, c'est un peu comme un eldorado... » Il se fait arrêter une première fois lors d'un contrôle de routine à la sortie



Deux journalistes ont suivi pour « Le Monde » le parcours d'un de ces sans-papiers expulsés qui sont souvent embarqués de force vers l'Algérie. De la gare ferroviaire de Roissy II au centre de rétention d'Arenc, sur le port de commerce de Marseille, témoignages et photos volées...

gines ? Trois mois de prison alors que j'ai jamais rien fait de mal. » Entre deux phrases, Hassan tire quelques bouffées sur sa cigarette et replonge bien vite ses mains sous la table. « Pas facile de fumer avec ça, hein ? » Visiblement, il tente de dissimuler les menottes qui lui entravent les poignets. « En plus, ils veulent m'envoyer en Algérie, mais moi, je suis marocain ! » Surpris, les gendarmes tournent la tête vers lui. « Tout à l'heure, je dois voir le consul d'Algérie. Il reconnaîtra mon accent... Il saura que je suis marocain. » Arrivé à la gare Saint-Charles, en plein centre de Marseille, Hassan est emmené dans une fourgonnette qui doit le conduire au centre de rétention administrative. Quelques heures plus tard, au téléphone, il nous apprend que le consul d'Algérie lui a délivré un laissez-passer. En clair, il sera expulsé dès le lendemain vers Alger. Sa seule chance reste de rencontrer un représentant marocain. Pour le moment, il voudrait nous faire connaître un certain Akim, un Algérien retenu depuis cinq jours. Il nous fera passer pour des membres de sa famille afin que nous puissions entrer.

Il prétend pouvoir photographier la vie à l'intérieur du centre, « pour que les gens voient Arenc ». Isolé au fond du port de commerce, le môle d'Arenc n'a rien de commun avec les centres de rétention flamboyants, comme il en existe au Mesnil-Amelot, près de Roissy. Il accueille chaque année près de deux mille sans-papiers, dont la moitié sont algériens. Les Marseillais l'appellent la prison pour étrangers. A partir des années 70, le gouvernement l'a utilisé pour retenir, en toute illégalité, les sans-papiers. En 1980, les centres de rétention administrative ont été légalisés, mais aucun texte ne prévoit les conditions de ces séjours. D'ailleurs, Arenc ressemble plus à un entrepôt désaffecté qu'à un bâtiment administratif. Les fenêtres défoncées laissent apparaître de grandes pièces en ruines, encombrées de gravats et de poutres en bois qui dégringolent du plafond. En fait, seul le toit du bâtiment est occupé. En bas, aux pieds des escaliers qui mènent à l'entrée du centre, des panneaux rouillés avertissent les visiteurs : « Attention aux corniches. Chute de béton. » Après avoir décliné son identité dans un interphone, une

ceinture... En face de l'entrée, s'ouvre une grande pièce nue, carrelée, avec au plafond un puits de lumière qui permet de voir un peu la couleur du jour. D'habitude, des familles entières s'entassent ici, le temps d'embrasser un mari, un père ou un fils, parfois une femme. Aujourd'hui, le parloir est presque vide. Seule une Tunisienne, accompagnée de ses deux enfants, est venue visiter un parent.

« Quelques chaises, une table, c'est tout. On n'a même pas la lumière du jour. Alors on s'ennuie et on pense. Et quand on pense, on a peur »

Akim nous rejoint par le long couloir qui mène aux chambres. Il a trente-neuf ans et vit en France avec sa femme depuis vingt ans. A la suite d'une condamnation pour un délit mineur, il s'est vu frappé d'une deuxième peine, l'interdiction de séjour. De l'Algérie, où il ne connaît personne, il n'a plus qu'un souvenir vague : « Je ne parle même pas arabe ! » Son dossier est entre les mains de la Cimade (Comité intermouvment auprès des évacués), l'unique association humanitaire habilitée à tenir des permanences dans les centres de rétention.

Pour l'heure, toutes ses journées se ressemblent. Comme les autres détenus, souvent originaires de différents pays du Maghreb, il se lève à 8 heures, nettoie les chambres communes et va prendre son petit déjeuner. A midi, déjeuner froid avec des couverts en plastique : le soir, extinction des feux à 22 h 30. Entre-temps, il fume des cigarettes dans une des trois salles communes à peine chauffées ou regarde l'unique télévision. Pendant la journée, l'accès aux chambres est interdit pour des raisons de sécurité. Ce sont les seules pièces avec fenêtres. Les policiers craignent les évasions. Toutes ces mesures n'ont pourtant pas empêché, cette année, cinq retenus de s'échapper. Selon la Cimade, Arenc peut officiellement recevoir soixante-quatorze personnes, mais l'état avancé de vétusté de certaines chambres oblige les gardiens à réduire sans cesse la surface habitable en condamnant des pièces. Aujourd'hui, le centre pourrait difficilement recevoir plus d'une vingtaine d'expulsés. « Il n'y a rien à faire, rien à voir. Quelques chaises, une table, c'est tout... On n'a même pas la lumière du jour. Alors on s'ennuie et on pense. Et quand on pense, on a peur. »

Akim prend les appareils photo que nous lui tendons. « Au moins, ça va nous occuper, affirme-t-il en souriant. Et puis, il faut montrer comment ça se passe pour nous. » Sur ces deux appareils jetables, l'un partira en Algérie avec Akim. Il ne prévoyait pas d'être expulsé aussi vite.

Le lendemain matin, nous téléphonons de bonne heure à Hassan. Son bateau part dans quel-

ques heures. Il crie, paniqué, au bord des larmes : « Je n'ai pas vu le consul de mon pays ! Je vais être expulsé vers l'Algérie ! C'est pas possible, je suis marocain ! On m'a dit que, là-bas, on allait me faire des misères ! Ça veut dire quoi ? Venez vite, je vais faire une connerie ! »

Le centre d'Arenc est en pleine effervescence. Des fourgons et des voitures banalisées attendent au pied du bâtiment. Les premiers expulsés, menottés et escortés, descendent les marches pour se rendre aux bateaux qui partent aujourd'hui à destination de Tunis et d'Alger. Les gardiens nous prennent pour des policiers. Ils nous saluent et nous laissent entrer dans le bâtiment. Trop tard. Les pompiers sont déjà là. Hassan a avalé une petite cuillère et une lame de rasoir. Il est évacué d'urgence vers l'hôpital Nord de Marseille. En passant sur sa civière, il sourit douloureusement. Il sait qu'il ne partira pas aujourd'hui pour l'Algérie.

« Malheureusement, ces cas sont très fréquents », souligne Lionel Raymond, de la Cimade. Certains Marocains vivent dans des bleds où il n'y a pas de recensement, donc l'administration ne leur délivre jamais de pièce d'identité. Selon l'association, près de trois cents Marocains sont expulsés chaque année vers Alger, où ils sont placés en garde à vue dans les sous-sols du commissariat central.

D'après des témoins revenus en France, les conditions de détention seraient particulièrement pénibles et peuvent se prolonger pendant plusieurs mois. « Les autorités algériennes justifient cette garde à vue par la nécessité de vérifier les identités sur place », raconte Hervé Benoist Gouyer, un des membres de l'association qui travaille au centre d'Arenc.

Le cas de Karim Bourmail est digne de Kafka ! Expulsé trois fois en Algérie, refoulé à chaque fois par les autorités locales après un séjour au commissariat, ce jeune qui se dit marocain, purge, en France, une peine de dix-huit mois de prison pour « entrave à une mesure d'éloignement ». A sa sortie, il sera de nouveau expulsé. « Quand la Cimade demande une vérification de nationalité, conclut Hervé Benoist Gouyer, il arrive que les préfetures nous la refusent. Les étrangers séjournent de moins en moins longtemps à Arenc. Cela rend difficile notre travail de défense des droits des étrangers. Ainsi, l'administration n'a pas voulu reporter le départ d'Hassan, ce qui aurait permis de vérifier sa nationalité. »

Aujourd'hui, Hassan purge une peine de six mois à la prison des Baumettes pour avoir refusé d'embarquer. La dernière fois que nous l'avons contacté au téléphone, il semblait toujours inquiet sur son sort : « J'en ai marre d'avoir peur. J'ai envie d'être dans le désert, tout seul. Et pouvoir respirer en me disant que je suis un homme libre. »

Bertrand Houard



سكناء المهاجرين

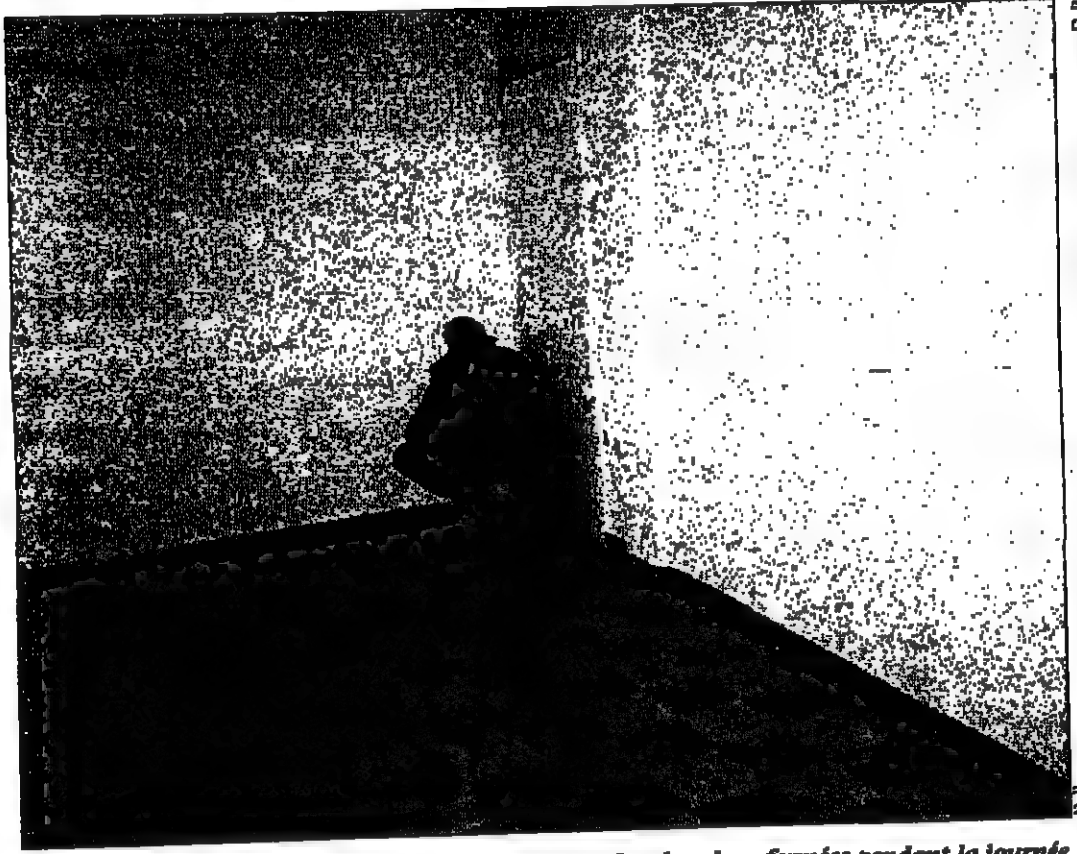
Alger



Page de gauche et ci-contre : un vendredi de novembre, sur le quai de la gare ferroviaire de Roissy II, près de l'aéroport parisien, deux gendarmes escortent un sans-papiers qui doit être expulsé vers Alger dès le surlendemain.

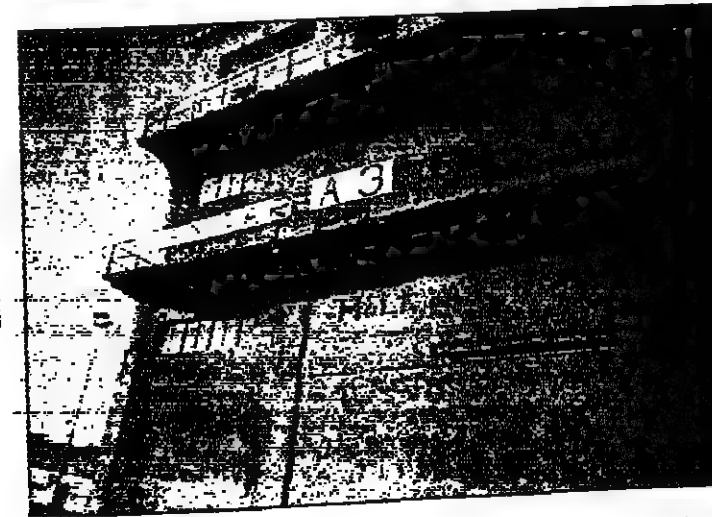
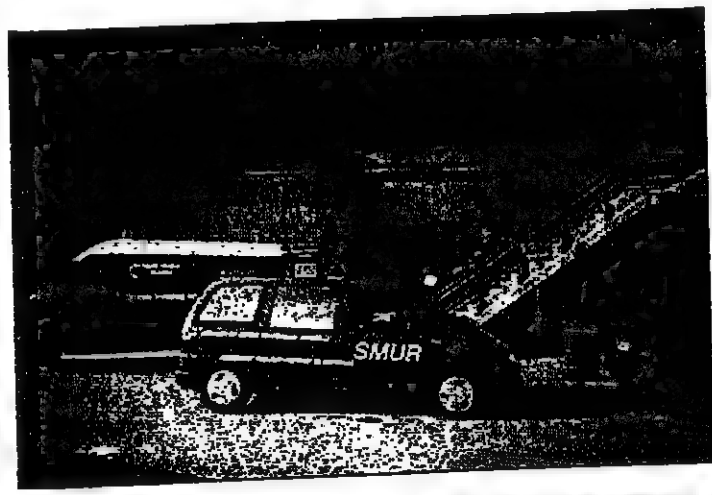
Lorsque le TGV de 10 h 04 en direction de Marseille entre en gare, une centaine de manifestants appartenant aux syndicats SUD (Sud-Rail, Aérien, PTT et Magistrats) sautent sur les voies pour bloquer le train. Après une heure d'intervention musclée, les forces de l'ordre maîtrisent les militants et embarquent l'expulsé de force.

Dans le train, les gendarmes tentent de saisir l'appareil photo.



Ci-dessus : trois salles communes à pierre chauffées, des chambres fermées pendant la journée et une salle de douche : le centre de rétention administrative d'Aranc, dans les Bouches-du-Rhône, ressemble à un vaste entrepôt en ruine. Pour dénoncer leurs conditions de séjour, ces retenus ont accepté de se prendre en photo.

Ci-dessous : dimanche matin, 11 heures. Le « Tareq-Ziyad », un bateau algérien qui effectue la navette entre Marseille et Alger, s'apprête à quitter le port. Hassan, un jeune sans-papiers, tente de se suicider. Il est évacué d'urgence vers l'hôpital nord de Marseille. Cette fois, il n'embarquera pas pour l'Algérie.



Le Monde

21 bis, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télec. : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : <http://www.lemonde.fr>

ÉDITORIAL

Allemagne : première épreuve

CENT JOURS après avoir conduit à la victoire sa coalition SPD-Verts, le chancelier Gerhard Schröder vient d'essayer une humiliante défaite électorale. Déjà la presse allemande avait rivalisé de critiques, plus méchantes les unes que les autres, pour « célébrer » les premiers cent jours d'une coalition qui, le 27 septembre dernier, avait mis fin à seize ans de gouvernement chrétien-démocrate. Les chefs d'accusation se bousculaient : ambigüité au sommet sur la politique économique à suivre, et notamment sur les projets de réforme fiscale ; confusion sur l'avenir de l'énergie nucléaire ; présentation hâtive du projet de réforme du code de la nationalité, etc. Ce à quoi le chancelier, homme de grand pragmatisme, pouvait rétorquer que les sondages le créditaient toujours d'une solide popularité.

Las, cette fois, c'est l'électorat qui vient de sanctionner durement la coalition SPD-Verts. Dans le Land de Hesse, elle a perdu, dimanche 7 février, la majorité qu'elle détenait depuis 1991. Elle est battue par la CDU et les libéraux, en somme la majorité sortante du chancelier Helmut Kohl. Ce ne sont pas les sociaux-démocrates qui perdent du terrain, mais les Verts locaux, notamment à Francfort - la ville de Joschka Fischer, ministre des affaires étrangères, et celle dont Daniel Cohn-Bendit a été l'un des élus. Mais en perdant la Hesse M. Schröder perd la majorité à la Chambre haute du Parlement. Le coup est dur.

Les pessimistes - ou les réalistes, c'est selon - en tireront des

conclusions définitives sur la vraie nature de l'électorat allemand : profondément conservateur. En remerçant M. Kohl et en choisissant M. Schröder, l'édit électoral n'aurait aspiré qu'à un changement de tête. C'est toujours la vieille dialectique du programme et du bulletin de vote, celle de la plate-forme qui gagne et des intentions réelles des électeurs. La gauche, un peu partout en Europe, et notamment en France, connaît cela.

A vrai dire, la campagne de Hesse a été, à l'instigation de la CDU locale, transformée en référendum sur un sujet : le projet de réforme de la nationalité. M. Schröder a proposé que les étrangers vivant en Allemagne depuis huit ans puissent en acquérir la nationalité, tout en gardant la leur. Pourrait ainsi bénéficier d'un double passeport quelque 4 millions de personnes, pour beaucoup des Turcs, sur les plus de 7 millions de résidents étrangers que compte le pays. Cette réforme est un gros bouleversement. Mais elle est conforme à un pays qui abrite une société largement multiculturelle ; elle devrait atténuer les drames qui, ici ou là, ont surgi à propos de l'immigration. L'Allemagne, en la matière, a montré qu'elle savait être généreuse : quel pays d'Europe de l'Ouest a autant qu'elle ouvert ses portes aux rescapés des drames de l'ex-Yougoslavie ?

Le chancelier doit assurer une direction plus ferme de la coalition. Il ne doit pas renoncer à la réforme de la nationalité. Il n'y a pas de fatalité dans cette grande et forte démocratie qui, à maintes reprises, a montré son aptitude au changement.

L'écart

par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

LES FRANÇAIS n'ont jamais été aussi confiants, et ils ne se sont jamais autant suicidés ! La révélation, fin janvier, de ces deux sondages contraires n'a étonné personne. Il est vrai que la contradiction n'est qu'apparente, et nullement nouvelle : « Ça va mieux » pour ceux qui allaient bien, et plus mal pour les autres. Comme l'argent et le droit à la parole, le moral va à ceux qui l'ont déjà.

Nos observateurs de la vie sociale n'ont jamais su - ou voulu - mesurer cet effet humain recouvert de l'accumulation capitaliste, baptisé « fracture » le temps de promesses électorales, et qu'on pourrait nommer plus généralement « l'écart » entre la Bourse et l'ANPE, entre les cabinets de « consulting » et les RMistes, entre la compétence technocratique et le saumâtre quotidien, ce fameux « terrain », d'autant plus invoqué par les experts qu'ils s'en éloignent résolument.

Les mêmes écartent, pour cause de populisme, les doutes émis sur leur aptitude à traiter les déchets de leurs thèses. Les dégâts sociaux du chômage programmé et de la flexibilité, chez nous comme dans le tiers-monde, n'ébranlent rien leurs certitudes - j'en ai fait l'expérience lors d'un séminaire récent sur les chances d'une « coopération compétitive » (sic). Concurrence et rivalité d'abord ; la main tendue aux écopés, laissons cela à l'abbé

Pierre ou à Geneviève de Gaulle ! La sainteté au secours du profit : ainsi a toujours fonctionné la bonne conscience « entrepreneuriale ». Elle voudrait désormais faire adopter ses alibis à l'échelle de la planète : on a entendu un conseiller de la Banque de France soulever l'extension de la « mondialisation » à...

« la pensée de l'humanité sur elle-même ».

Nos banlieues, Calcutta, Bogota et le Sahel ne jurant plus que par l'esprit de Davos : ver-tu-on ce miracle au « troisième millénaire », comme disent les banquiers, pour faire visionnaire ?

Parmi les endroits d'où se dévoile le mieux « l'écart », et que devraient fréquenter davantage nos décideurs, il y a les divers organismes voués à orienter les appels au secours médical, sous lesquels se cache la détresse économique, sociale et culturelle. Il faut avoir vu les médecins de garde du SAMU parisien répondre patiemment, dans la pénombre des veilles et des écrans informatiques, aux terreurs nocturnes des citadins plongés dans la solitude ou la gêne, pour mesurer ce qui sépare la réalité vécue des propos tenus sur les plateaux de télévision, en blouse blanche ou non.

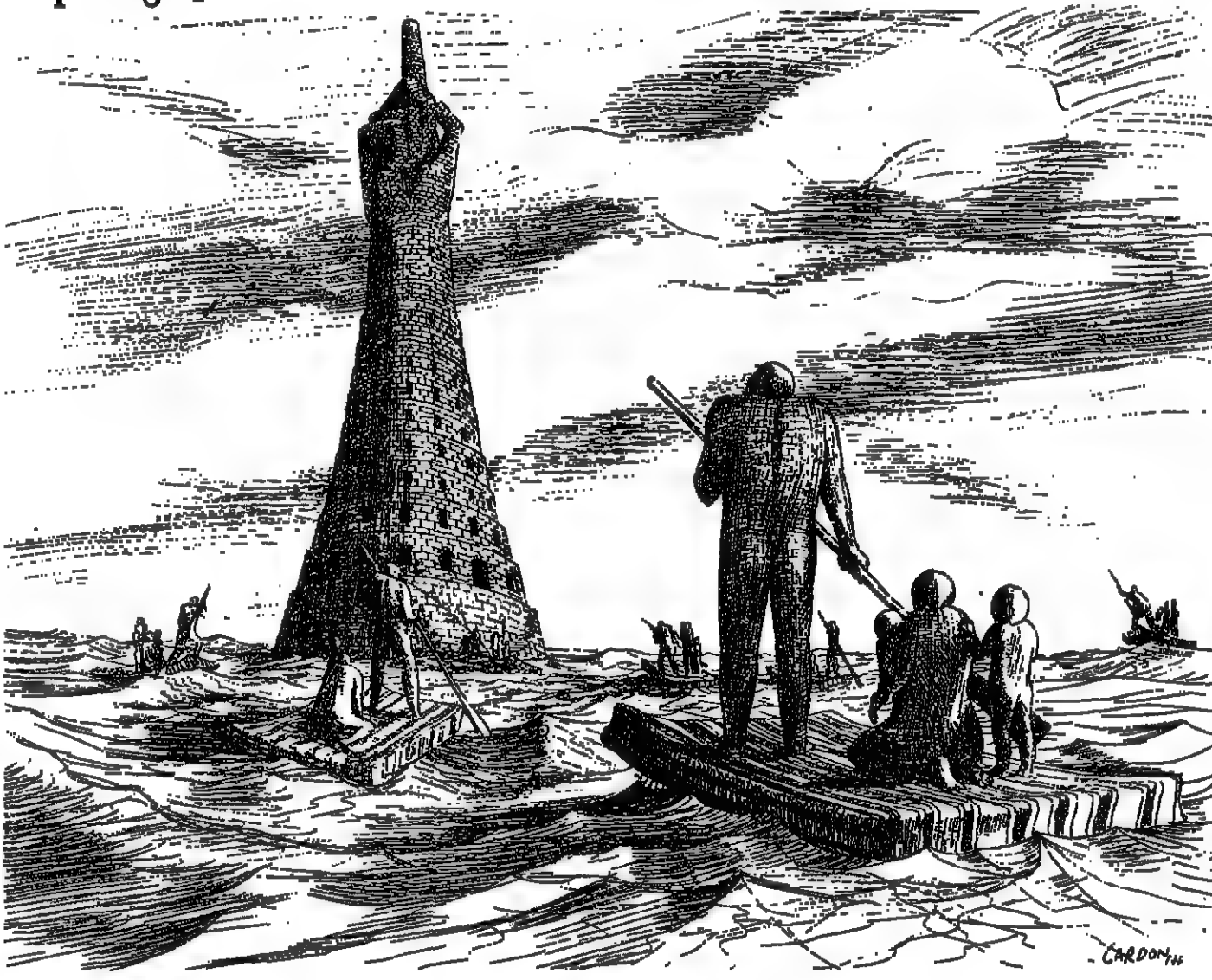
Où trouver une « petite place » dans des hôpitaux surchargés pour telle vieille asthmatique que sa voisine ne sait comment soulager ? « A quelle hauteur, monsieur, cette douleur

thoracique ? » Combien de Lexomil avalés contre la déprime du dimanche soir ? Un appel sur quatre relève de la prépsychiatrie. Quand les diffusions de matches ou de feuilletons s'achèvent, le standard clignote. Le droit théorique aux soins et la médiatisation de l'information médicale ont éveillé des vocations à l'automédication, tandis que la dislocation des liens familiaux et de voisinage créait un besoin de confession qui rassure et console.

A raison de quatre cents consultations téléphoniques par jour pour deux millions et demi d'habitants intra muros, neurologues, anesthésistes et cardiologues, souvent changés en « bobologues », dispensent des diagnostics, aides morales et appels au bon sens, tout en veillant à ne pas laisser passer la « vraie » urgence et en gérant à distance leurs confrères des ambulances envoyées sur place. « Alors, grand-père, que se passe-t-il ? » ; « Pas de quoi payer le médecin ? On arrive ! »

Suprême « écart » : pendant que, sous le feu des projecteurs, le gratin des colloques se flatte de faire avaler l'idéal du gestionnaire à un peuple bêtement retardé par des scrupules chrétiens d'un autre âge, une poignée de spécialistes payés au SMIC ou presque ramassent les blessés du champ de bataille libéral ; discrètement, à la nuit tombée.

Le passage par Cardon



Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Directeur adjoint : Jean-Marie Colombani
Directeur de la rédaction : Edwy Finkel
Directeurs adjoints de la rédaction : Thomas Ferec, Pierre Georges, Jean-Yves Lhonnau
Directeur adjoint : Dominique Koryntse
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourquet
Rédacteurs en chef :
Alain Finkielkraut, Erik Izraelévitch (Éditoriaux et analyses) ;
Lionel Jospin (Supplément et cahiers spéciaux) ; Michel Kohnen (Débat) ;
Eric Le Breton (International) ; Patrick Lemaire (France) ; Francis Nothel (Région) ;
Jacques Bouché (Asie/Pacifique) ; Jacques Savignac (Culture) ; Christian Monod (Secrétariat de rédaction) ;
Rédacteur en chef technique : Eric Alam
Métiers : Robert Solé
Directeur adjoint : Eric Paillet ; Directeur délégué : Anne Chausson
Conseillers de la rédaction : Alain Rodas ; Directeur des relations internationales : Daniel Vermet ;
Parvenir aux abonnés : Bernard Le Gendre
Comité de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Mollat, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1949) ; Jacques Fauve (1949-1982) ;
André Laurens (1982-1983) ; André Fontaine (1983-1991) ; Jacques Lacroix (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 980 000 F. Actionnaires : Société civile Les Héritiers du Monde,
Fonds commun de placement des personnels du Monde,
Association Hubert-Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du Monde,
Le Monde Éditions, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Les Presses, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Pierres errantes

DANS toutes nos villes dévastées, les urbanistes se heurtent au même problème : comment, sur une topographie nouvelle, utiliser les monuments dignes de survivre, ou ce qui en reste ? Paris leur offre plusieurs solutions. La pratique la plus simple est celle de la translation. Plus astucieuse est le « remploi », qui greffe sur le corps d'un monument le visage d'un autre.

Le cas le plus typique de « vagabondage » est celui que nous offre le sort des ruines des Tuileries, incendiées par la Commune le 24 mai 1871. Le culte du souvenir et le prestige de leur valeur artistique leur ont assuré une dispersion comparable à celle que connaissent les vestiges de la Rome antique. Le couturier Worth, qui devait sa fortune à l'Empire, a fait transporter les colonnes dans son parc de Suresnes ; elles sont classées à l'inventaire supplémentaire des mo-

Albert Mousset
(10 février 1949.)

Le Monde SUR TOUS LES SUPPORTS

Télégramme : 3615 code LEMONDE
Documentation sur Minitel : 3617 code LMDOC
ou 08-36-29-04-56

Le Monde sur CD-ROM : 01-44-08-78-30
Index et microfilms du Monde : 01-42-17-29-33

Le Monde sur CompuServe : GO LEMONDE
Adresse Internet : <http://www.lemonde.fr>

Films à Paris et en province : 08-36-68-03-78

Fonctionnaires : Lionel Jospin sur un terrain miné

Suite de la première page

Revenue au pouvoir, la gauche s'est employée à déminer le terrain, sans toutefois perdre de vue les grands équilibres. Lionel Jospin a renoncé à la réduction des effectifs, et le ministre chargé du dossier de la fonction publique, Emile Zuccarelli, a signé un accord salarial pour deux ans (1998-1999) avec cinq fédérations syndicales, notamment FO, renouant ainsi avec une politique contractuelle oubliée par son prédécesseur. De son côté, le ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry, a dessiné le carcan budgétaire des hôpitaux, soumis en 1997 à une rigueur sans précédent. Enfin, le premier ministre a nommé un nouveau directeur général de l'administration et de la fonction publique, un temps militant à la CGT, comme un gage d'apaisement et de volonté de dialogue.

Mais, très vite, sont apparus les premiers trillelements dans certains secteurs comme l'éducation nationale, où se concentrent près de la moitié des 2,5 millions de

fonctionnaires de l'Etat. La volonté de Claude Allègre, le ministre de l'éducation nationale, de « dégraisser le mammoth », autrement dit de réduire les effectifs de son administration centrale, a été interprétée comme un signe de défiance par ce secteur, amplifié par le projet de réforme du système de mutation des enseignants. Aujourd'hui, ce sont les agents des finances qui menacent leur ministre, Dominique Strauss-Kahn, d'un conflit majeur, notamment aux impôts et au trésor public. Ces luttes plus ou moins larvées entretiennent un climat tendu, qui compromet la réussite de négociations plus larges.

Lionel Jospin, qui avait su calmer les enseignants en 1989 en revalorisant leurs carrières au prix d'un effort budgétaire considérable, est aujourd'hui confronté à un problème d'une tout autre ampleur. Il va devoir ouvrir au moins deux chantiers qui, à eux seuls, peuvent mettre le feu à l'administration : la baisse du temps de travail et les retraites. Instruit par l'échec de la méthode « à la hussarde » d'Alain Juppé, qui avait débouché sur le mouvement social de novembre-décembre 1995, il s'est montré d'une grande prudence. Le premier ministre a affirmé son souci de la concertation et, sur les retraites, il a prévenu qu'« il faudra tenir compte des spécificités liées au statut », clin d'oeil aux agents de la fonction publique.

La partie n'est pas perdue, mais

les fonctionnaires restent rétifs au changement. Certains éléments du débat à peine mis sur la place publique, ils ont été contestés par la CGT, FO et la FSU (éducation), qui ont vu dans leur publication le signe avant-coureur d'une remise en cause du statut des fonctionnaires. Ainsi, les premières conclusions du Commissariat au plan, chargé par M. Jospin d'une concertation avec les partenaires sociaux sur l'avenir des retraites, ont-elles été jugées « catastrophistes », et interprétées comme un moyen à la fois de monter les salariés du public contre ceux du privé et de préparer l'opinion aux réformes. La réplique de ces trois syndicats a été immédiate : « Nous ne sommes pas prêts à accepter de Juppé en 1995. »

ÉQUILIBRISME

La réaction a été tout aussi virulente sur la question du temps de travail. La « fuite », dans la presse, d'une note de l'inspection générale des finances dénonçant les libertés que certaines administrations prendraient avec les horaires légaux (Le Monde du 3 février), a, là encore, accrédité l'idée que la gauche souhaite, comme la droite, revenir sur certains « acquis ». Si le gouvernement a l'intention d'accorder une baisse de la durée du travail en contrepartie d'une amélioration des services rendus aux citoyens (horaires d'ouverture plus étendus, etc.), il faudra que les fonctionnaires ac-

ceptent plus de flexibilité dans leurs horaires.

Ce discours peut-il être entendu par des fonctionnaires qui restent dans l'ensemble plus critiques vis-à-vis des gouvernements et plus prompts à se mobiliser que les salariés du privé ? Depuis le début des années 90, la CGT, FO et la FEN (éducation) ont été débordés sur leur gauche par SUD (La Poste, France Télécom) et la FSU (éducation, recherche). C'est le secteur dit « protégé » qui était aux avant-postes du mouvement social de 1995. Comme sur d'autres dossiers, le premier ministre est obligé de jouer les équilibristes. Il rappelle volontiers que si un Etat fort est nécessaire pour réguler l'économie de marché, il doit aussi se moderniser pour être plus proche des citoyens.

Il affirme également vouloir « faire l'Europe sans défaire la France », mais il sait que la construction européenne l'oblige à ouvrir à la concurrence des services jusqu'à présent de la compétence de l'Etat. Enfin, il ne peut ignorer que dans un pays où 15 millions de salariés sont exposés aux risques du chômage, les fonctionnaires doivent accepter certains changements en échange d'un statut protecteur. Ce sont ces messages et ces réformes que M. Jospin doit faire passer. Sans désespérer les fonctionnaires, cœur battant du « peuple de gauche ».

Jean-Michel Bezat

L'irrésistible cycle de la famine en Somalie

par Jean-Jacques Graisse et Ken Menkhaus

DANS diverses régions du sud de la Somalie, la famine a refait son apparition, menaçant plus d'un million de personnes. Les causes de cette famine, pour familières qu'elles soient, sont alarmantes : mauvaises récoltes successives jointes à des conflits armés incessants, au banditisme, à l'effondrement du pouvoir. Tous symptômes de ce que l'on désigne désormais sous l'appellation d'« urgences complexes ».

Les crises humanitaires dans la Corne de l'Afrique et les scènes de misère atroce qu'elles engendrent presque tous les ans depuis les années 70 ont montré les limites de l'aide humanitaire dans des situations de ce type. Au moment où les organisations des Nations unies et les organismes de secours non gouvernementaux mobilisent les ressources et préparent les stratégies destinées à faire face à l'urgence en Somalie, une discussion franche s'impose sur ce qu'il est possible de réaliser dans les régions touchées.

Ce qui fait la complexité de ces situations d'urgence, c'est qu'elles sont issues de crises politiques et non de catastrophes naturelles. En Somalie, sécheresses et inondations ont aggravé l'insécurité alimentaire. Mais la transformation de la faim en famine est, elle, due aux milices qui pillent les réserves familiales, brûlent les villages, contraignent les populations à se déplacer, perturbent les mécanismes traditionnels de survie et bloquent les ports. Les milices et leurs chefs ne sont en aucun cas solidaires de notre engagement en faveur des victimes de ces crises, même s'ils prétendent

s'inquiéter de leur sort auprès des médias.

Pis encore : le sud de la Somalie est, pour l'essentiel, dans un état de délabrement politique tangible. Les progrès réalisés ces dernières années par des coalitions de chefs de communauté, d'hommes d'affaires et de notables pour mettre en place une administration locale ont récemment connu un coup d'arrêt dans tout le sud du pays, en général à cause des miliciens, peu désireux de se soumettre à un régime de droit.

A mesure que la guerre s'intensifie, les communautés sont de plus en plus réticentes à discipliner des bandes armées dont elles risquent d'avoir besoin pour se défendre contre d'autres clans. Au sein des milices mêmes, les disputes entre les miliciens non payés et leurs chefs sont courantes. Au bout du compte, la région se trouve prise dans un engrenage de destruction qui la ramène à la situation d'anarchie qu'elle a connue en 1992 et qui crée pour les organismes de secours un environnement où ils éprouvent les plus grandes difficultés à opérer.

Bien que la communauté internationale reconnaisse la nature politique de crises comme celle de la Somalie, elle continue de réclamer des solutions humanitaires à des problèmes politiques. Lorsqu'une intervention humanitaire devient un substitut à une stratégie politique, il en résulte une série de dilemmes et de choix pénibles pour les organismes de secours et pour le monde entier.

Car le problème se pose en ces termes : l'aide alimentaire et les autres formes de secours fournies

dans le cadre d'opérations d'urgence complexe sont considérées par les acteurs locaux comme un bien crucial pour lequel il faut se battre et une ressource dont il faut priver l'ennemi. Le plus souvent, une petite partie des secours est détournée par les milices (la presse exagère parfois l'ampleur de ces détournements). Dans le pire des cas, les critiques prétendent que l'aide alimentaire tend même à exacerber les combats et à prolonger les guerres.

cées et les pays voisins auraient eux aussi à en supporter les conséquences.

Ces vingt dernières années, les Nations unies, le Comité international de la Croix-Rouge et les organismes privés de secours ont eu recours à diverses techniques pour remédier partiellement à ce problème. Le Programme alimentaire mondial, par exemple, sous-traite la responsabilité des livraisons d'aide alimentaire aux hommes d'affaires locaux en échange d'une « caution

mentaires suffisamment à l'avance : cela donne aux organismes d'aide davantage de temps pour mobiliser l'appui des donateurs et préparer des interventions d'aide. La distribution de l'aide alimentaire a été décentralisée afin de prévenir ou de minimiser les mouvements de population. On préfère les produits de moindre valeur, comme le sorgho, qui présentent moins d'intérêt pour les pilliers. La responsabilité de la distribution des vivres est de plus en plus souvent confiée aux « anciens », aux sages et aux groupements féminins, qui sont parfois en mesure de mobiliser la communauté pour tenir les bandits à distance. Enfin, les opérations de secours sont désormais plus efficacement associées à des activités d'aide au relèvement pour permettre aux communautés de se reprendre rapidement, une fois l'urgence passée.

Ces mesures – et d'autres encore – ont fait diminuer les détournements d'aide du fait des milices, mis un frein aux guerres dont l'aide fait l'objet et accru le rôle des acteurs locaux dans les interventions d'urgence.

Il ne faut pourtant pas perdre de vue que ces mesures ne sont capables de compenser qu'en partie les dilemmes des opérations de secours mises en œuvre dans le cadre de crises d'urgence complexes. Les organisations d'aide – locales ou in-

ternationales – qui prétendent être à l'abri des problèmes de livraison d'aide dans des crises de ce type trompent le public. Et les stratégies en chambre qui pensent que la solution aux livraisons d'aide humanitaire dans des crises d'urgence complexes est une simple question de technique se fourvoient.

Dans des régions comme le sud de la Somalie, les organismes de secours n'ont d'autre choix que de faire preuve de créativité dans un contexte d'anarchie et de pillages. De même que l'on ne saurait s'excuser d'avoir pour mission de sauver des existences, l'on ne saurait se faire trop d'illusions sur les opérations de secours : pour créer qu'elles soient, elles ne pourront pas remplacer une action diplomatique sérieuse et soutenue visant à traiter les causes politiques de ces crises.

Jean-Jacques Graisse est sous-directeur exécutif au Programme alimentaire mondial, l'organisme des Nations unies chargé de l'aide alimentaire.

Ken Menkhaus est professeur adjoint de science politique au Davidson College (Caroline du Nord), actuellement consultant au Bureau des Nations unies pour le développement de la Somalie.

L'exciseuse est-elle une criminelle ?

par Geneviève Calame-Griaule

LE procès de l'exciseuse malienne Hawa Gréou (Le Monde du 4 février) pose – une fois de plus – le problème de l'attitude de la justice française devant une coutume considérée comme une mutilation sexuelle barbare, dont le but serait, selon certains, d'empêcher le plaisir sexuel chez la femme, et qui est traitée comme un crime de droit commun passible de longues années de prison.

Il ne s'agit pas de se poser ici en ethnologue passiste défenseur à tout prix du maintien des coutumes ancestrales ni de nier les conséquences graves que peut avoir cette opération, d'autant plus qu'elle est pratiquée dans des conditions souvent dangereuses. Qu'il soit bien clair que, pour ma part, je souhaite la voir disparaître et remplacée, par exemple, par une marque corporelle qui aurait une valeur symbolique, ce qui est parfaitement concevable dans le système de pensée africain.

Je voudrais simplement suggérer qu'avant de condamner il faut essayer de comprendre les raisons des comportements traditionnels, même si ces raisons ne sont pas toujours senties ni expliquées très clairement par les femmes elles-mêmes, surtout lorsqu'elles sont musulmanes, donc souvent coupées de la tradition animiste.

Il faut en effet se reporter à des croyances anciennes, mais toujours vivantes dans une grande partie de la population, et qui, de toute façon, continuent d'influencer les comportements et la psychologie populaires.

Les institutions de la circoncision et de l'excision sont en rapport avec la notion de personne, souvent d'une grande complexité dans les cultures africaines. Selon les mythes d'origine, la règle des naissances établie par le dieu créateur pour les êtres humains était la gemellité, c'est-à-dire qu'il ne devait naître que des jumeaux de sexe opposé. Cette règle ayant été perturbée par des désordres, les naissances uniques sont devenues les plus fréquentes, mais il est demeuré une sorte d'ambivalence dans l'être humain, ambivalence que la nouvelle règle des naissances uniques aurait dû éliminer complètement. Mais comme il est difficile, même

pour Dieu, d'annuler le désordre une fois qu'il s'est installé, une trace s'est réfugiée dans les organes sexuels des humains. Le principe de sexe opposé a pour support le prépuce chez l'homme et le clitoris chez la femme (notions qui ne sont pas sans intérêt pour la psychanalyse). Débarrasser l'individu de ces organes, donc du principe gênant, est conçu comme une opération indispensable pour qu'il assume sa pleine sexualité masculine ou féminine (selon le sexe dominant) et donc sa fécondité adulte, essentielle pour la survie du groupe dans la pensée traditionnelle.

Les institutions de la circoncision et de l'excision sont en rapport avec la notion de personne, souvent d'une grande complexité dans les cultures africaines

L'excision est censée être la condition qui permet à la femme de concevoir des enfants, d'où la remarque de M^{me} Gréou que, dans son pays, « si la fille n'est pas excisée, elle ne peut pas se marier ». Quant au droit au plaisir sexuel pour la femme, de nombreux témoignages d'ethnologues prouvent qu'il est parfaitement reconnu, y compris dans les ethnies où l'excision est pratiquée.

Cette « forgeronne » soninké, qui, selon le témoignage du Monde, s'est expliquée avec une grande dignité, doit-elle vraiment être considérée comme une criminelle et encourir quinze ans de prison ? Doit-elle être mise sur le même plan que les « droits communs » ou même les pervers sexuels ?

Geneviève Calame-Griaule est ethnologue, directrice de recherche honoraire au CNRS.

Actualité, économie, loisirs,
sport, tout ce que vous
aimez dans ce journal est dans
la nouvelle BMW 316i.



La nouvelle BMW 316i sort cette semaine.
Son prix aussi sort de l'ordinaire. 148 500 F*.

*Prix maximum conseillé au 4/01/99, AM 99. Hors delivraison métallique



سكنا من الامل

DISPARITIONS

Lars Molin

Un cinéaste très prisé des téléspectateurs suédois

LE RÉALISATEUR, écrivain et dramaturge suédois Lars Molin est mort d'un arrêt cardiaque, dimanche 7 février, à l'âge de cinquante-six ans.

Ses films ont rassemblé devant le petit écran plusieurs générations de Suédois, qui appréciaient son sens de la narration et son art de la mise en scène. C'est pour atteindre le plus grand nombre qu'il avait choisi la télévision, de préférence au théâtre et au cinéma, en dépit de réussites dans ces disciplines. « Sa force résidait dans le contact qu'il parvenait à établir avec le public, comme s'il racontait des histoires à chacun d'entre nous », se souvient Lars Löfgren, l'ex-directeur du Théâtre dramatique royal (Dramaten).

Bon vivant, grand travailleur et brasseur d'idées, ce barbu toujours hirsute ne ménageait pas son organisme. Sans perdre l'humour qui le caractérisait, il n'hésitait pas à brocarder toute forme d'autorité excessive. Moraliste, Lars Molin s'employait contre l'effritement de la société de bien-être scandinave et le manque de « vision » de la social-démocratie

suédoise. Fier de ses origines rurales, il s'en faisait volontiers le porte-parole dans un monde toujours plus porté sur la technologie.

« Mais bon sang, comment trouverons-nous de nouveaux contours, alors que les paysans d'aujourd'hui travaillent seuls dans leurs tracteurs avec Madonna dans les haut-parleurs ? », s'inquiétait-il.

Cet ingénieur de formation se fit connaître par un roman, en 1970, avant de devenir le réalisateur le plus prisé de la télévision publique suédoise, SVT. Dans *The Karlekar* (Trois amours), il décrivait la Suède neutre dans l'ombre de la seconde guerre mondiale. Son avant-dernière réalisation, *Den Tattvade Ankan* (La Veuve tatouée), lui valut plusieurs prix internationaux, dont un prestigieux Emmy en novembre 1998. Lars Molin occupait encore les écrans suédois à Noël dernier, en retraçant avec élégance la vie d'Ivar Kreuger, un riche industriel suédois qui se suicida à Paris en 1932 après la faillite de son empire.

Antoine Jacob

Jean-Claude Grenier

Un comédien énergique

L'ACTEUR Jean-Claude Grenier est mort à Paris dans la nuit du jeudi 4 au vendredi 5 février à l'âge de quarante-deux ans.

Né le 10 octobre 1956, Jean-Claude Grenier était atteint d'ostéogénèse imparfaite, dite maladie de cristal, la même que celle dont souffrait le pianiste Michel Petrucci.

Après avoir été animateur, il a mené une carrière de comédien, en commençant par le théâtre de rue, qu'il a beaucoup pratiqué dans les années 80. En 1988, Geneviève de Kermabon lui donne son premier rôle au théâtre, celui d'un bonhomme, dans une adaptation de *Freud* qui tourne dans toute l'Europe. En 1990, il participe à une création du cirque Archais, *Boulnois*. En 1995, il est Nagu, dans *Fin de partie*, de Samuel Beckett, mis en scène par Joël Jouanneau.

Dans ce beau spectacle, sa tête, miraculeuse, émerge d'une poubelle. Il aime cela. Il dit alors souvent à Joël Jouanneau, qui le porte jusqu'à la scène : « Emmène-moi dans mon landau ». Jean-Claude Grenier était un boute-en-train, rieur, énergique. Pendant la tournée allemande de la pièce, qui dure plusieurs mois, ses os fragiles cassent plusieurs fois. Il continue. Après *Fin de partie*, Jean-Claude Grenier retrouve Geneviève de

Kermabon pour *Morturi*, puis se lance dans la danse avec *Polypode*, chorégraphié par Anne-Laure Rouxel. En 1998, Joël Jouanneau l'invite à jouer *La Main bleue*, spectacle pour enfants dont la tournée s'est terminée le 15 décembre 1998.

Depuis, Jean-Claude Grenier s'est attelé aux répétitions de *Richard III*, de Shakespeare, dont il devait jouer le rôle-titre, avec Geneviève de Kermabon, au Théâtre Paris-Villette. Au cinéma, il a été dirigé par Ariane Mnouchkine (*La Nuit miraculeuse*), Patrick Timsit (*Vies*), un court-métrage), Karim Dridi (*Pigalle*). On le verra prochainement dans un film de Rolando Colla au titre testamentaire, *Le Monde à l'envers*.

Brigitte Salino

■ IRIS MURDOCH, romancière irlandaise, auteur d'une trentaine de romans à succès, est morte lundi 8 février à l'âge de soixante-neuf ans, dans une maison de soins d'Oxford, non loin de Londres, où elle avait été admise il y a trois semaines. Elle était atteinte depuis cinq ans de la maladie d'Alzheimer. Née le 15 juillet 1919 à Dublin, diplômée d'Oxford et Cambridge, l'écrivain était aussi docteur en philosophie (lire p. 29).

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

Laurent et Lucie BRESSON ont la joie d'annoncer la naissance de

Félicien Côme Maxime le 18 janvier 1999.

Bresson - Le Ménétreul, 1A, rue d'Alsace, 25000 Besançon.

Décès

Anat Birnbaum a la tristesse de faire part du décès de sa mère.

Irena BIRNBAUM RUBIN, née GUTMAN,

survécu le 6 février 1999.

En souvenir de

Yehouda BIRNBAUM

et de

Yosel GUTMAN.

et de tous ceux qui sont morts sans sépulture.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le conseil d'administration

et les membres de la société Roche-

Bois International ont la tristesse de faire part du décès de

M. Patrick CHOUBAN,

directeur général et cofondateur,

survécu le 6 février 1999.

— Le 5 février 1999, le Seigneur a rappelé à Lui

Jacqueline BROSSOLLET, née TAILLANDIER,

à l'âge de soixante-deux ans, muette des

sacraments de l'Église.

La cérémonie religieuse sera célébrée

le jeudi 11 février 1999, à 9 h 30, en

l'église Saint-Jean-Baptiste-de-la-Salle, à

Paris-15^e.

De la part de

Olivier et Louise Brossollet,

Constance, Solange,

Victoire et Armand,

Sophie Brossollet,

Marthe et Clémentine Pécourt,

Christine et Armand Dillard,

Adrien, Alice et Augustine,

Arnaud et Marie-Stéphanie Brossollet,

Félix, Louis, Arthur et Théodore,

ses enfants et petits-enfants,

et de ses amis.

Ils remercieront les équipes médicales de

l'hôpital Pasteur pour leur dévouement.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être adressés à l'In-

stitut Pasteur.

47, rue Maitruin-Régulier,

75015 Paris.

— Catherine Chabrol,

son épouse,

Marie et Guillaume,

Mathilde et Marc,

Julienne, Eléonore, Alix,

ses enfants,

Jacqueline et Maurice Chabrol,

ses parents,

Odette, Marie-Pascale, Bernard,

ses frères et sœur,

et toute sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Benoît CHABROL,

survécu le 5 février 1999, à l'âge de

cinquante-deux ans.

Ils vous invitent à participer ou à vous

unir par la pensée à la célébration reli-

gieuse qui aura lieu le mercredi 10 février

à 10 h 30, en l'église Saint-Germain-des-

Prés, Paris-6^e.

L'inhumation aura lieu au cimetière de

Sully-la-Tour (Niveau) dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, place du Temple,

59000 Lille.

« Je te reconnais

Aux algues de la mer

Au sel de tes cheveux

Aux herbes de tes mains

Je te reconnais

Au profond des pupilles

Je fermerai les yeux

Tu me prendras la main... »

Claude Roy

Marie, Mathilde, Juliette, Eléonore.

— Le président et les membres du

conseil d'orientation et de surveillance,

Les membres du directeur.

Et l'ensemble du personnel de la Caisse

d'épargne de Flandre,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Jean-Benoît CHABROL,

président du directeur,

survécu le vendredi 5 février dernier.

Ses obsèques seront célébrées le mer-

credi 10 février 1999, à 10 h 30, en l'église

de Saint-Germain-des-Prés à Paris-6^e.

Les fleurs pourront être remplacées par

un don pour la recherche médicale. En-

voyer vos dons à la Caisse d'épargne de

Flandre, libellés à l'ordre de « La Fonda-

tion de France. Prix scientifique Maurice

Perron ».

Caisse d'épargne de Flandre,

Directrice, BP 459,

59005 Roubaix Cedex 1.

— Les associés et les collaborateurs de

Breggs Consultants,

28, boulevard Malesherbes,

75008 Paris.

— Les associés et les collaborateurs de

Breggs Consultants,

28, boulevard Malesherbes,

75008 Paris.

— Les associés et les collaborateurs de

Breggs Consultants,

28, boulevard Malesherbes,

75008 Paris.

— Les associés et les collaborateurs de

Breggs Consultants,

28, boulevard Malesherbes,

75008 Paris.

— Les associés et les collaborateurs de

Breggs Consultants,

28, boulevard Malesherbes,

75008 Paris.

— Les associés et les collaborateurs de

Breggs Consultants,

28, boulevard Malesherbes,

75008 Paris.

— Les associés et les collaborateurs de

Breggs Consultants,

28, boulevard Malesherbes,

75008 Paris.

— Les associés et les collaborateurs de

Breggs Consultants,

28, boulevard Malesherbes,

75008 Paris.

— Les associés et les collaborateurs de

Breggs Consultants,

28, boulevard Malesherbes,

75008 Paris.

— Les associés et les collaborateurs de

Breggs Consultants,

28, boulevard Malesherbes,

75008 Paris.

— Les associés et les collaborateurs de

Breggs Consultants,

28, boulevard Malesherbes,

75008 Paris.

— Les associés et les collaborateurs de

Breggs Consultants,

28, boulevard Malesherbes,

75008 Paris.

— Les associés et les collaborateurs de

Breggs Consultants,

28, boulevard Malesherbes,

75008 Paris.

— Les associés et les collaborateurs de

Breggs Consultants,

28, boulevard Malesherbes,

75008 Paris.

— Les associés et les collaborateurs de

Breggs Consultants,

28, boulevard Malesherbes,

75008 Paris.

— Les associés et les collaborateurs de

Breggs Consultants,

28, boulevard Malesherbes,

75008 Paris.

— Les associés et les collaborateurs de

Breggs Consultants,

28, boulevard Malesherbes,

75008 Paris.

— Les associés et les collaborateurs de

Breggs Consultants,

28, boulevard Malesherbes,

75008 Paris.

— Les associés et les collaborateurs de

Breggs Consultants,

28, boulevard Malesherbes,

75008 Paris.

— Les associés et les collaborateurs de

Breggs Consultants,

28, boulevard Malesherbes,

75008 Paris.

— Les associés et les collaborateurs de

Breggs Consultants,

28, boulevard Malesherbes,

75008 Paris.

— Les associés et les collaborateurs de

Breggs Consultants,

28, boulevard Malesherbes,

75008 Paris.

— Les associés et les collaborateurs de

Breggs Consultants,

28, boulevard Malesherbes,

75008 Paris.

— Les associés et les collaborateurs de

Breggs Consultants,

28, boulevard Malesherbes,

75008 Paris.

— Les associés et les collaborateurs de

Breggs Consultants,

28, boulevard Malesherbes,

75008 Paris.

— Les associés et les collaborateurs de

Breggs Consultants,

28, boulevard Malesherbes,

75008 Paris.

— Les associés et les collaborateurs de

Breggs Consultants,

28, boulevard Malesherbes,

75008 Paris.

— Les associés et les collaborateurs de

Breggs Consultants,

28, boulevard Malesherbes,

75008 Paris.

— Les associés et les collaborateurs de

Breggs Consultants,

28, boulevard Malesherbes,

75008 Paris.

— Les associés et les collaborateurs de

Breggs Consultants,

28, boulevard Malesherbes,

75008 Paris.

— Les associés et les collaborateurs de

Breggs Consultants,

28, boulevard Malesherbes,

75008 Paris.

— Les associés et les collaborateurs de

Breggs Consultants,

28, boulevard Malesherbes,

75008 Paris.

— Les associés et les collaborateurs de

Breggs Consultants,

28, boulevard Malesherbes,

75008 Paris.

— Les associés et les collaborateurs de

Breggs Consultants,

28, boulevard Malesherbes,

75008 Paris.

— Les associés et les collaborateurs de

Breggs Consultants,

28, boulevard Malesherbes,

75008 Paris.

— Les associés et les collaborateurs de

Breggs Consultants,

28, boulevard Malesherbes,

75008 Paris.

ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 10 FÉVRIER 1999

ÉNERGIE Le projet de gouvernement allemand d'abandonner le nucléaire ne devrait pas avoir d'incidence immédiate sur la Cogema, estime dans un entretien au Monde son PDG, Jean Syrota. ● LES CONTRATS signés en 1990 avec les électriciens allemands devraient être exécutés. Pour la dizaine d'années à venir, le chiffre d'affaires attendu est

de l'ordre de 30 milliards de francs. ● L'AVENIR du nucléaire est assuré à moyen ou long terme, estime M. Syrota. Il se défend des accusations de manque de transparence qui lui sont

souvent faites. ● UNE RECOMPOSITION de l'industrie nucléaire mondiale est en cours, après le rachat du fabricant américain de réacteurs nucléaires Westinghouse par le britan-

nique BNFL. ● L'ENTREPRISE publique pourrait jouer un rôle moteur dans la réorganisation des participations minières de l'Etat que le gouvernement souhaite engager.

L'Allemagne ne peut remettre en cause les contrats avec la Cogema

Le PDG de la société publique de retraitement, Jean Syrota, estime, dans un entretien au « Monde », que les engagements internationaux seront tenus, même si le nucléaire est abandonné outre-Rhin. Il se défend du manque de transparence dont l'entreprise est souvent accusée

« L'Allemagne envisage toujours d'abandonner le nucléaire, mais sans fixer de date butoir. Quelles sont les répercussions pour la Cogema ? »
« Si je me réfère aux récentes déclarations du chancelier Schröder, la situation a évolué par rapport à l'engagement électoral SPD-Verts. Le gouvernement a écarté la perspective d'un arrêt du retraitement le 1^{er} janvier 2000 et engagera des négociations avec les électriciens. A ce stade, nous pensons que les contrats signés en 1990, entre les électriciens allemands et la Cogema ou son concurrent britannique BNFL, pourraient être exécutés. Les électriciens d'outre-Rhin sont pour nous des clients très importants. Pour la dizaine d'années à venir, le chiffre d'affaires attendu est de l'ordre de 30 milliards de francs. »
« Quels sont les accords avec les électriciens et les gouvernements ? »
« Deux types de contrats ont été signés en 1990 : d'une part, des contrats commerciaux entre les électriciens allemands et la Cogema pour des opérations de retraitement entre 2000 et 2010 et, d'autre part, un accord entre les gouvernements français et allemand. Ce texte stipule que les gouvernements

ne mettront pas d'obstacle à l'accès des producteurs d'électricité vers La Hague et n'empêcheront pas le retour des déchets vers leur pays d'origine. Ce texte a une signification juridique très forte. Dans la hiérarchie des actes, un accord international est au-dessus des lois et ne peut donc être dénoncé par une loi. Si d'aventure, l'Allemagne violait cet accord par une loi, celle-ci pourrait être contestée et, en tout état de cause, elle ne pourrait pas être invoquée comme un cas de force majeure en ce qui concerne les contrats commerciaux. »
« Comment réagissez-vous aux accusations d'absence de transparence ? »
« Il est de bon ton dans un certain nombre de milieux de dire que la Cogema pêche par un manque de transparence. Il s'agit d'une culture du secret liée aux origines militaires du nucléaire. C'est une situation qui ne nous satisfait absolument pas et nous faisons le maximum pour ne pas mériter cette critique. Nous organisons des visites de sites, expliquons dans le menu détail les impacts sur l'environnement, donnons de l'information sur les moindres dysfonctionnements, fournissons des données économiques. Nous en faisons beaucoup, et nous sommes prêts à

en faire encore davantage. Nos installations sont contrôlées de manière infiniment plus fréquente et plus approfondie que bien d'autres secteurs d'activités. »
« Vous donnez peu d'informations concernant les prix... »
« Il y a une limite à respecter, car si on ne fait pas respecter l'entreprise qui affronte une concurrence très rude sur son marché mondial. Donner de façon détaillée sur la place publique les contrats commerciaux, les coûts et les secrets technologiques est impossible. Il en est ainsi pour n'importe quel industriel. »
« Vous ne savez pas gérer les situations de crise. Pourquoi ? »
« Cette impression vient de ce que, jusqu'à présent, nous n'avons eu à gérer que des crises sans fondement réel. Des informations erronées sont diffusées régulièrement par certaines organisations, dont le but affiché est d'obtenir l'arrêt des activités de La Hague. Prenons un exemple récent remontant à novembre 1998. Depuis longtemps, nous pressions que nous serions critiqués un jour pour nos émissions de krypton 85, un gaz rare qui ne se fixe pas et constitue donc un élément sans danger pour la santé. Nous avons informé les populations locales et diffusé, dans



JEAN SYROTA

différentes brochures, de nombreuses informations sur ce sujet. Cela n'a pas suffi. Le jour où une de ces organisations a tenté de découvrir ce gaz, et a cherché à faire croire qu'il était très dangereux, tout s'est passé comme si nous n'avions rien fait. Les agences de presse, puis les médias ont repris cette « révélation » avant de chercher à la vérifier. Ils lui ont donné un grand écho, avant de reprendre, en trois lignes, deux jours plus tard, les démentis de différentes sources autorisées et compétentes. »
« A La Hague, le 19 janvier, la direction a-t-elle incité les salariés à manifester leur hostilité à la venue de Daniel Cohn-Bendit ? »
« Nous ne vivons pas dans un régime stalinien à La Hague. Nous

n'avons naturellement pas incité les salariés à manifester une quelconque hostilité. M. Cohn-Bendit avait souhaité venir visiter nos installations. Nous avons fait le maximum pour que cela se passe dans des conditions convenables, comme c'est le cas chaque année pour plus de 10 000 personnes. C'est vrai que la visite d'une personnalité politique antinucléaire en campagne a un caractère exceptionnel. M. Cohn-Bendit était aussi, semble-t-il, attendu par d'autres que nos salariés. Que je sache, cela ne s'est pas mieux passé pour lui quelques jours plus tard dans le Nord. »
« Comment voyez-vous l'évolution du nucléaire, qui s'appuie à vivre une période de moindre croissance ? »
« Nous assistons à une recomposition dans l'industrie mondiale. Je ne vois pas pourquoi ce qui est valable pour d'autres secteurs ne le serait pas pour le nucléaire. Notre concurrent BNFL a acheté le fabricant américain de réacteurs nucléaires Westinghouse et cherche à se rapprocher de l'allemand Siemens. Son objectif est d'avoir une base industrielle et de services plus large et une présence plus développée dans le monde. L'équivalent en France correspondrait à un rappro-

chement entre la Cogema et Framatome. Il manquerait alors une dimension internationale que Siemens, allié traditionnel de Framatome, pourrait apporter. »
« Où en sont vos discussions pour créer un pôle minier français ? »
« Cette idée est dans l'air depuis un certain temps. Nous faisons des petits pas dans cette direction. Nous sommes associés avec Eramet dans deux opérations concernant le manganèse, et regardons les activités dans l'or que le BRGM a reprises depuis son divorce avec son partenaire australien. »
« Croyez-vous toujours au développement du nucléaire ? »
« Oui. Actuellement, le nucléaire se développe spécialement en Extrême-Orient, mais aussi à l'Est, alors qu'en Europe de l'Ouest, les possibilités sont plus limitées. A moyen ou long terme, les prix des hydrocarbures ne resteront pas toujours aussi bas qu'aujourd'hui, où la compétitivité du nucléaire par rapport au gaz s'est réduite. D'autre part, la réduction des émissions de gaz à effet de serre est devenue une priorité, ce qui devrait inciter fortement aux économies d'énergie et à la production d'électricité nucléaire. Il faut aussi regarder l'expérience suédoise. En 1980, ce pays a décidé par référendum d'abandonner l'énergie nucléaire de 1997 à 2010. Aujourd'hui, rien n'a été engagé, 45 % de l'électricité vient du nucléaire, l'échéance de 2010 a été abandonnée, et la majorité de la population a changé d'avis. »
« Un sondage IFOP, publié le 28 janvier dans l'hebdomadaire L'ESPION, indique, pour la première fois, que plus de la moitié des Français sont favorables à l'arrêt des centrales. Cela a dû mettre en émoi le lobby nucléaire... »
« J'ai vu ce sondage, je ne sais pas comment la question a été posée. Nous faisons régulièrement des études d'opinion, et elles ne vont pas en ce sens. Il y a d'ailleurs un large consensus exprimé en faveur du nucléaire au niveau politique en France. Quand vous parlez de « lobby », je pense plutôt au lobby antinucléaire, dont la présence est constante dans les médias, tout en soulignant qu'il n'a pas réussi à dégrader le sentiment positif de l'opinion à l'égard de notre industrie. »

Martine Orange

Propos recueillis par Dominique Gallot

Le gouvernement souhaite réorganiser ses participations minières

DEPUIS plusieurs semaines, le gouvernement a engagé d'intenses négociations avec les différents partis néo-calédoniens, la Cogema, Eramet et le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) pour réorganiser ses participations minières (Le Monde du 30 janvier). Tous avancent avec la plus extrême prudence. « Cela peut prendre un jour, des semaines ou même ne jamais aboutir », commente un observateur. Au ministère des finances, le mutisme est complet : « Beaucoup de rumeurs circulent. Nous risquons de vous opposer le démenti le plus formel », déclare un porte-parole. »
Il ne s'agit pas de créer un vaste groupe minier mêlant tous les intérêts de l'Etat, comme le réclament depuis longtemps certains membres actifs du corps des Mines. Dans l'esprit du gouvernement, la volonté est de trouver des solutions à de nombreux problèmes que Matignon ne veut plus voir resurgir : en premier lieu, concilier les intérêts néo-calédoniens et ceux d'Eramet, afin d'éviter le déchaînement de passions comme en 1997, lors des négociations sur le référendum d'autodétermination en Nouvelle-Calédonie ; en second lieu, en finir avec la ges-

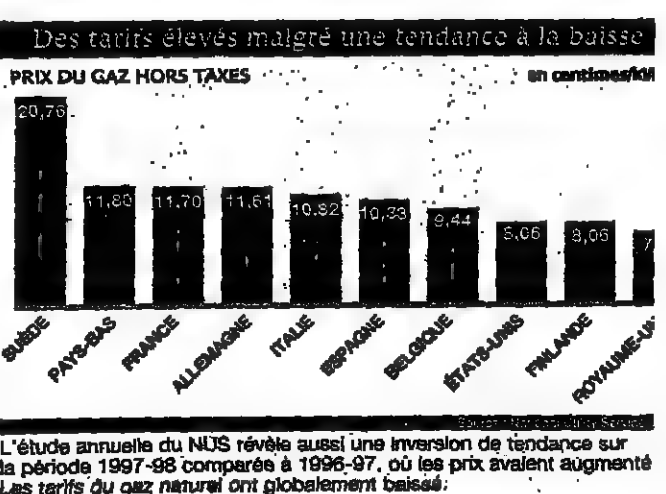
tion erratique des actifs miniers du BRGM et sauver ce qui peut l'être encore. Pour réaliser ce projet, le gouvernement compte s'appuyer sur la Cogema, le groupe disposant d'une importante trésorerie et exerçant, en dehors du nucléaire, des métiers (exploitation de mines d'uranium et d'or) proches de ceux du BRGM et d'Eramet. Les négociations les plus intenses tournent autour d'Eramet. Le gouvernement cherche les moyens pour associer les territoires néo-calédoniens au développement du nickel. Cette mesure de justice permettrait aussi de pérenniser l'activité de la SLN, filiale d'Eramet dans le nickel, présente en Nouvelle-Calédonie. Selon le schéma imaginé, l'Eramet, la holding publique qui détient 54,5 % du capital d'Eramet, transférerait une partie de ses actions contre des titres de la SLN. Ces derniers seraient apportés à un fonds d'investissement néo-calédonien, créé à cette occasion et détenu à parité par les provinces Nord et Sud de l'île. L'Etat serait prêt à leur céder 20 % à 30 % du capital de la SLN. Les discussions portent sur la valorisation de la SLN et, surtout, sur le niveau de la participation des provinces de Nouvelle-Calédonie.

Dans la foulée, le restant des titres détenus par l'Eramet pourrait être racheté par la Cogema. Le groupe nucléaire entretient des relations proches avec Eramet : il est associé au développement de la branche manganèse, autre métier d'Eramet. Si ce schéma est retenu, la Cogema deviendrait le premier actionnaire et le représentant des intérêts publics dans Eramet. Ce dernier serait, de fait, privatisé. »
MÊTRE FIN À UNE GESTION DÉSTABILISÉE
En parallèle, d'autres négociations sont engagées sur l'avenir des actifs miniers du BRGM. Le gouvernement veut mettre un terme à la gestion opaque et désastreuse de ces biens, qui s'est traduite par la perte des mines d'or de Yanacocha, au Pérou, l'un des glorieux succès du BRGM à l'étranger. Fin décembre 1998, le BRGM a divorcé, dans une totale discrétion, avec son partenaire australien Normandy Poldon : leurs relations avaient tourné à l'aigre depuis la perte de l'or du Pérou, seul actif qui intéressait l'australien. Leur société commune, dans laquelle le BRGM avait apporté tous ses titres miniers contre une participation de 35 %, est

en voie de dissolution. Le BRGM devrait récupérer une partie de ses actifs, dont des mines d'or au Soudan, un gisement en Côte d'Ivoire, des permis d'exploration en Afrique de l'Ouest, ainsi qu'une souche de 142 millions de francs (21,6 millions d'euros). L'australien reprendrait des mines d'or en Côte d'Ivoire et au Ghana, autrefois propriétés du BRGM. Les actifs miniers récupérés par le BRGM devraient être transférés à une société qui pourrait prendre le nom de Cominor. Le BRGM a besoin d'un partenaire sûr pour l'aider à valoriser ses actifs miniers : le gouvernement a demandé avec insistance à la Cogema de prendre les choses en main. Celle-ci deviendrait l'actionnaire majoritaire de la société détentrice des actifs miniers. Le BRGM et la Cogema négocieront pour définir le périmètre de la société, arrêter le prix à payer par la Cogema pour entrer dans le capital et déterminer le fonctionnement de la société commune. Les discussions pourraient aboutir d'ici à la fin du premier semestre.

Gaz de France a connu en 1998 une année record

« NOS RÉSULTATS sont particulièrement bons grâce à une forte progression de nos performances commerciales, 3 à 4 % de croissance moyenne sur un marché de l'énergie qui a progressé d'un peu plus de 1 % », Pierre Gadonneix, président de Gaz de France (GDF), affichait sa satisfaction en dressant, mardi 9 février, le bilan de l'année 1998. Celle-ci a vu les ventes directes de gaz augmenter de 7,5 % en volume, l'arrivée de 160 000 clients supplémentaires - ce qui en fait un record historique -, le rattachement de 280 nouvelles communes au réseau, en hausse de 30 %, sans oublier le décollage des commandes de centrales de cogénération, produisant de l'électricité et de la chaleur à partir du gaz, et le démarrage du gaz naturel de ville avec plus d'une centaine d'autobus utilisant ce carburant propre, contre sept en 1997. »
Le chiffre d'affaires a progressé de 6,3 % par rapport à 1997 pour atteindre 58,7 milliards de francs (8,95 milliards d'euros). Le bénéfice, après rémunération de l'Etat, progresse de 67 %, à 2,5 milliards de francs. « La rentabilité d'exploitation se situe entre 11 et 12 %, soit l'équivalent des firmes concurrentes dans notre secteur, note le président de GDF. L'année 1998 restera une étape importante dans la stratégie de Gaz de France pour se



préparer aux nouvelles règles du jeu que fixera la directive européenne et affronter une compétition plus ouverte. »
En août 2000, le marché du gaz s'ouvrira à la concurrence en Europe. Cette ouverture intervient alors que le gaz a le vent en poupe. Présenté comme l'une des énergies les moins chères, ses tarifs baissent régulièrement. Pour les clients industriels, dont la consommation est supérieure à 100 gigawattheure par an, la France, en proposant un prix hors taxes inférieur à 7 centimes par kilowatttheure (kWh), se classe per-

mi les premiers à égalité avec les Pays-Bas, légèrement devancés par la Grande-Bretagne et la Belgique aux alentours de 6 centimes le kWh. « Nous sommes à l'aube de plusieurs décennies gazières », prédit M. Gadonneix. L'une des évolutions marquantes est le développement des installations de cogénération. En 1998, l'ensemble des commandes représente une puissance de 1 300 mégawatts, soit l'équivalent d'une tranche nucléaire et un doublement par rapport au parc existant. « Nous pensons que la part de la cogénération représentera désor-

mais 20 % de notre croissance », estime le patron de GDF. En France, où plus de 80 % de l'électricité est produite par les centrales nucléaires d'EDF, la cogénération « viendra en complément d'une utilisation optimale de ce parc ». GDF s'est fixé trois axes de développement : « S'appuyer sur ses points forts en France comme la distribution et le génie climatique pour continuer à se développer à l'étranger, qui représente 10 % du chiffre d'affaires et devrait passer à 20 % ; renforcer le rôle de la France comme plaque tournante du gaz en Europe ; et assurer une production en propre ». L'entreprise publique a acquis en mer du Nord britannique deux participations dans des champs conformément aux accords signés en 1997 avec Elf et Total. « Nous avons accru significativement notre rôle de producteur. En 2001, cela représentera 3 % de nos approvisionnements, pour monter à 15 % en 2005. » Une autre tâche est d'adapter les contrats à la concurrence : « Nous cherchons avec nos fournisseurs les moyens d'introduire plus de souplesse dans nos contrats d'approvisionnement à long terme : ceux-ci représenteront encore, dans le futur, l'essentiel, même si nous envisageons aussi de traiter à court terme. »

D. G.

France Télécom augmente le prix de l'abonnement de 10 francs par mois

FRANCE TÉLÉCOM a annoncé, mardi 9 février, ses nouveaux tarifs, caractérisés par une hausse de l'abonnement et une baisse de certains tarifs de communication. Au 1^{er} mars, le prix des communications nationales baissera ainsi de 12 %, passant de 1,14 franc la minute à 1 franc TTC, en plein tarif. Parallèlement, le prix des communications internationales enregistrées sera abaissé de 10 % en moyenne sur le prix à la minute. La plage horaire à demi-tarif (valable en semaine de 19 heures à 8 heures) sera étendue à la totalité du samedi, et commencera donc le vendredi à 19 heures pour s'achever le lundi à 8 heures. Autre innovation, la mise en place prochaine d'un abonnement « social », à la demande expresse du gouvernement. Ce dispositif aura pour objectif de proposer une réduction sur le prix de l'abonnement principal aux personnes confrontées à des difficultés économiques ou à certains handicaps. Les modalités seront fixées par décret. Une majorité des abonnés verra toutefois ses factures augmenter. France Télécom s'apprête en effet à appliquer une hausse du prix de l'abonnement de 14,7 %, qui passe-

ra de 66 francs à 78 francs TTC par mois, tandis que le prix des communications locales reste inchangé. Le tarif des renseignements téléphoniques augmentera, lui, de 21 % à 4,50 francs (au lieu de 3,71 francs). Ces diverses mesures ont fait réagir la fédération syndicale SUD, qui regrette que les principaux bénéficiaires de cette réforme tarifaire soient les entreprises, grosses consommatrices de communications longues distances, et non la majorité des utilisateurs. Les communications locales, rappelle le communiqué, représentent 60 % de la dépense moyenne des particuliers. « Avec ce réaménagement, nous terminons le processus de rééquilibrage entamé il y a quatre ans », explique Carole Froucht, directrice de la division marketing grand public de France Télécom. « L'abonnement équilibre en-dessous du coût qu'il représentait », précise-t-elle. En cinq ans, le prix de l'abonnement a augmenté de 70 %. Dans le même temps, celui des communications nationales est passé de 2,30 francs à 1 franc la minute en tarif normal, soit une baisse de plus de 50 %.

Emmanuel Paquette

Le débat entre la Deutsche Bank et les organisations juives est sur la bonne voie

Négociations sur l'indemnisation du travail forcé

LE SECRÉTAIRE général du Congrès juif mondial (CJM), Israel Singer, s'est montré plutôt satisfait à l'issue de sa rencontre, lundi 8 février, à Washington avec Bodo Hombach, ministre à la chancellerie allemande, bras droit de Gerhard Schröder, et Rolf Breuer, président du directoire de la Deutsche Bank.

Cette réunion portait notamment sur l'opposition du CJM au rachat de la banque américaine Bankers Trust par la Deutsche Bank - si cette dernière ne reconnaissait pas sa responsabilité financière envers les survivants de l'Holocauste -, et plus largement sur la constitution d'un fonds d'indemnisation des victimes du travail forcé dans les camps nazis, fonds qui sera financé par les entreprises allemandes qui en ont profité.

« Nous sommes sur la bonne voie (...) pour trouver une réponse morale, matérielle et historique » aux demandes des victimes de l'Holocauste, a commenté M. Singer à l'issue de la réunion, précisant : « Nous avons parcouru un long, long chemin aujourd'hui. Nous nous orientons dans la bonne direction. Si nous continuons de cette façon, il n'y a pas de raison de parler de boycottage de la fusion bancaire ». M. Breuer a déclaré qu'il s'attendait que la fusion respecte le calendrier prévu et se fasse d'ici à la fin du deuxième trimestre. Il a rappelé, dans un entretien diffusé mardi 9 février, que l'acquisition de Bankers Trust n'aurait plus de logique économique si elle tardait trop.

Elian Steinberg, porte-parole du CJM, a confirmé qu'il espérait « pouvoir rendre compte aujourd'hui ou demain à Alan Hevesi [le contrôleur des finances de la ville de New York], de ces discussions constructives et encourageantes ». Il a indiqué que les différentes parties étaient d'accord pour « avancer en coopérant plus qu'en s'affrontant ».

Des groupes de travail auxquels participent les grandes entreprises allemandes seront créés et commenceront à se réunir en

Allemagne dans une dizaine de jours. Ces groupes de travail doivent déterminer le volume de l'indemnisation du travail forcé auquel ont eu recours les entreprises allemandes. Aucun montant n'aurait été évoqué lors de la rencontre de lundi. « Nous n'avons vraiment pas parlé d'argent aujourd'hui, nous avons discuté du processus », a indiqué M. Singer à la presse. Une source proche des négociations a toutefois indiqué qu'un montant de 1,3 milliard de dollars (1,15 milliard d'euros) serait trop faible. Les avocats des victimes rappellent notamment les liens étroits que la Deutsche Bank entretenait avec le régime nazi et estiment, selon le *Financial Times* du 9 février, que l'indemnisation doit atteindre au moins 1 milliard de dollars de la part de la seule Deutsche Bank et beaucoup plus de la part des autres entreprises.

PARTIE ÉMERGÉE DE L'ICEBERG

La Deutsche Bank a reconnu jeudi 4 février qu'elle avait participé au financement de la construction du camp d'extermination d'Auschwitz. Dans un entretien au quotidien allemand *Bild* du 9 février, M. Breuer a indiqué qu'après la réunification allemande, des archives inaccessibles avaient été ouvertes et que l'information récemment découverte sur le financement d'Auschwitz n'était peut-être « que la partie émergée de l'iceberg ». « Il y a encore des archives dans les pays d'Europe centrale qui n'ont pas été étudiées, et aucun pronostic sur ce qu'elles contiennent n'est possible ».

M. Hombach, chargé de mener les négociations de « réconciliation » entre les organisations juives et les grandes entreprises allemandes, a souligné que les discussions sur la question du dédommagement des victimes mais aussi celle de la « protection légale des entreprises allemandes contre de futures plaintes » étaient un « très, très bon début ».

Sophie Fay

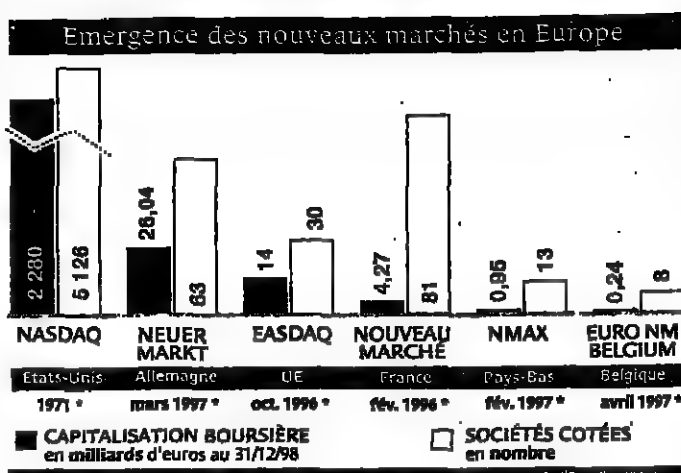
La guerre des nouveaux marchés d'actions fait rage en Europe

Le Neuer Markt allemand est en position de force

Depuis trois ans, les marchés consacrés aux valeurs de croissance se sont multipliés en Europe. Malgré un succès de notoriété, le Neuer Markt

parisien, qui soufflera sa troisième bougie le 14 février, n'a pas réussi à acquérir une dimension européenne et cherche à attirer des sociétés

de plus grande taille. Les tentatives d'harmonisation au sein du réseau EuroNM ne vont pas assez vite au goût des investisseurs institutionnels.



valeurs de croissance du RM sur le Neuer Markt.

La crainte des responsables du marché français est que le Neuer Markt attire un jour s'illier avec l'Easdaq, basé à Bruxelles, dont la taille (14 milliards d'euros) est d'avantage comparable. Cette crainte n'est pas dénuée de fondements, si l'on écoute Erik Hallmann, le vice-président de l'Easdaq en charge du développement, qui affirme que le Neuer Markt allemand a proposé, à l'été 1998, de racheter 51 % du capital du marché bruxellois. Ce que réfute Jan Altmann, porte-parole de la Deutsche Börse (maison mère du Neuer Markt), qui affirme que cette dernière « n'a même pas entamé les discussions ». Selon le porte-parole, « le réseau EuroNM est lancé, et le Neuer Markt fera tout pour le développer ».

STRATÉGIE DIFFÉRENTE

L'Easdaq est un marché privé, créé en octobre 1996 par des institutions financières. Ce marché électronique a, dès le départ, adopté une stratégie résolument différente de celle du réseau EuroNM. Ce dernier rassemble des marchés qui ont encore une forte connotation nationale. En revanche, l'Easdaq a voulu jouer la carte européenne, estimant que les start up doivent s'adresser immédiatement aux marchés et aux

investisseurs internationaux. Il a pris pour modèle le Nasdaq américain, qui regroupe plus de 5 000 sociétés pour une capitalisation boursière de 2 600 milliards de dollars (2 200 milliards d'euros).

Or, après environ trente mois d'existence, l'Easdaq est en quête d'un nouveau souffle. Son concept européen n'a attiré que 30 sociétés. Aujourd'hui, sa situation financière est délicate. Il cherche depuis de longs mois à augmenter son capital de 18 millions d'euros pour financer son développement en Europe (installer des bureaux à Londres, à Paris et à Francfort, et démarcher les investisseurs de ces pays). Devant la réticence de ses actuels actionnaires, il tente d'en séduire d'autres de l'autre côté de l'Atlantique. Les banques d'investissement américaines lui apportent, outre de l'argent frais, un nouveau courant d'affaires (sociétés à introduire et investisseurs pour animer ce marché).

Par ailleurs, l'Easdaq ne cache pas sa volonté de démarcher les valeurs françaises cotées sur le Second Marché afin de leur « offrir une double cotation permettant à ces sociétés de lever des fonds auprès d'investisseurs internationaux », souligne M. Hallmann. En 1996, l'émergence de marchés boursiers dédiés aux valeurs de croissance européennes avait été

saluee comme un événement majeur de la finance européenne. Ces marchés s'insèrent dans le cercle vertueux qui se met en place en Europe sur le modèle des États-Unis : le capital-risque finance les jeunes sociétés de croissance qui viennent ensuite en Bourse pour trouver une nouvelle catégorie d'investisseurs. Cela permet de renouveler et dynamiser le tissu industriel en Europe.

LE RISQUE DE LA MULTIPLICATION

Mais aujourd'hui, les investisseurs se plaignent de la multiplication des marchés : celle-ci divise par autant la liquidité déjà peu élevée sur chacune des places. Les opérateurs qui gèrent des portefeuilles sectoriels de valeurs de technologie et la biotechnologie veulent pouvoir arbitrer ces valeurs entre elles et ne veulent pas être obligés de disperser leurs forces (être membres des différents marchés et passer par différents systèmes de négociation et de règlement génère des coûts).

Or la tendance actuelle serait plutôt à l'accroissement du nombre de nouveaux marchés. Ainsi, le Nuovo Mercato italien a été officiellement admis au sein du réseau EuroNM le 29 janvier. Selon Clampetto Ferrari, le directeur du marketing de la Borsa Italiana, « ce marché ouvrira ses portes en avril », même si, reconnaît M. Ferrari, « le tissu industriel italien ne dispose pas de beaucoup de valeurs de technologie ». Ce lancement devrait être suivi par ceux des nouveaux marchés suédois et suédois, en cours de création.

Inévitablement, le temps viendra où il faudra réconcilier les intérêts contradictoires des investisseurs internationaux et des Bourses nationales. Si les grandes banques d'investissement internationales décident qu'il faut un marché unique de valeurs de croissance en Europe, les responsables de marchés devront se mettre autour d'une table, comme cela a déjà été fait pour la plate-forme pan-européenne des grandes valeurs.

Enguérand Renault

Le franco-russe Starsem lance quatre satellites américains

BAIKONOUR

de notre envoyé spécial
Quatre nouveaux satellites de la constellation de téléphonie mobile Globalstar ont été lancés, mardi 9 février à 04 h 54 (heure française), par une fusée russe de type Soyouz mise en œuvre par la société franco-russe Starsem. Ce lancement est important pour trois raisons.

La première tient au fait que Globalstar n'a pas fait lancer de satellites depuis septembre 1998. A cette époque, cette filiale de Loral Space and Communications, associée côté français à France Télécom et à Alcatel, a perdu douze satellites d'un coup dans l'explosion de la fusée ukrainienne Zenit-2. Coût de ce revers : 240 millions de dollars et une chute de 40 % du titre Globalstar. Cet échec a contraint la firme à différer de plusieurs mois la mise en service de sa constellation, qui devait compter, lorsqu'elle sera opérationnelle, quarante-huit satellites en service plus quatre en réserve. A ce jour, huit satellites ont été mis sur orbite par des fusées américaines. Le succès d'aujourd'hui est donc essentiel pour que Globalstar puisse offrir un service commercial dès le mois de septembre.

La deuxième raison concerne la société franco-russe Starsem. En la créant en 1996, Aérospatiale (35 % des parts), Arianeespace (15 %), l'Agence spatiale russe RKA (25 %) et le Centre de Samara, constructeur des fusées Soyouz (25 %), ont joué un bon coup. Starsem a pu ainsi s'offrir les services de la fusée Soyouz, convoitée par des industriels étrangers soucieux d'ajouter à leur gamme un des lanceurs de satellites bon marché de l'empire soviétique. Parallèlement, Boeing s'est offert les services de la Zenit et Lockheed-Martin ceux de la puissante Proton russe.

A quelque 35-40 millions de dol-

lars le tir, contre 120 millions pour Ariane-5, la fusée Soyouz, déclinée en deux versions (Ikar et Fregat), a de quoi séduire car elle a déjà été tirée à plus de 1 650 exemplaires. Malgré ces références, la société franco-russe n'avait pas droit, mardi 9 février, à la moindre erreur pour son entrée dans le petit monde très concurrentiel des lanceurs de satellites. Selon Jean-Yves Le Gall, PDG de Starsem, ce sont quelque 700 satellites de classe moyenne qui devraient être lancés sur la période 1997-2005, sur des orbites basses et moyennes. Starsem qui a déjà investi 35 millions de dollars à Baïkonour pour offrir aux opérateurs de satellites des conditions « équivalentes à celles qu'ils ont à Kourou (Guyane) et à Cap Kennedy (Floride) » sait qu'il lui faut effectuer « quatre à cinq lancements par an pour vivre ». Depuis 1996, pas un tir n'a été effectué. Celui qui vient d'avoir lieu est donc une aubaine et un sésame pour qu'entrent en jeu les commerciaux.

CALENDRIER AMENDÉ

Six lanceurs sont déjà prêts à l'usine de Samara qui, à terme, pourrait consacrer la moitié de sa capacité de production aux besoins de Starsem. Pour l'instant, la firme franco-russe a vendu deux Soyouz à l'Agence spatiale européenne pour les satellites astronomiques Cluster et six à Globalstar pour le lancement de 24 satellites, avec option pour six autres (*Le Monde* du 7 octobre 1998). Le reste de la constellation Globalstar est confié à la fusée Delta américaine et à la fusée européenne Ariane. Si tout va bien, la filiale de Loral devrait disposer de 32 satellites en bonne marche fin mai.

Ce calendrier a été maintes fois remis en cause. D'abord par l'échec de la Zenit, mais aussi, et c'est le

troisième élément qui redoutait Starsem, par l'embargo du gouvernement Clinton sur le lancement de satellites de technologie américaine par des lanceurs russes ou chinois. L'affaire a traîné. Starsem, qui espérait tirer en novembre 1998, a dû patienter. Le temps que s'aplanissent les tensions entre l'administration américaine et le constructeur de satellites Hughes, mis en cause par le Pentagone dans une affaire de transfert de technologie vers la Chine.

Derrière cet embargo existait aussi la volonté de Washington de peser sur la Russie, à laquelle les États-Unis reprochent d'avoir aidé l'Iran dans l'élaboration de son programme de missiles balistiques. Inquiets, les industriels américains ont plaidé leur cause. Lockheed-Martin a dit son inquiétude de devoir annuler cette année le tir de quelques-uns des Proton qu'il avait prévus. Son vice-président, Robert H. Trice, a fortement souligné « que les relations déjà nouées produisaient de la richesse qui permettaient de maintenir les ingénieurs russes en place ». En particulier ceux que Pratt et Whitney emploie pour la mise au point du moteur russe RD 180, qui équipera la prochaine famille de lanceurs américains EELV (Evolved Expandable Launch Vehicle).

Fort heureusement, le secrétaire d'État américain Madeleine Albright et son homologue russe Igor Ivanov ont signé, le 26 janvier à Moscou, un « Satellite Technology Safety Guards », qui, « s'il ne lève pas le problème des quotas », dissipe une partie des nuages et offre à Starsem l'occasion de se battre enfin sur son créneau et d'utiliser au mieux les treize Soyouz qu'elle a commandés.

Jean-François Augereau

REPRODUCTION INTERDITE

RECHERCHES

Revueur de comptes fournisseurs
Société de services internationale à forte croissance recherche un professionnel de la comptabilité et/ou de l'audit pour ses activités en France.
Nous sommes la société d'audit de comptes fournisseurs la plus importante en Amérique du Nord et avons une opportunité pour un individu à haut niveau d'expertise, universitaires, avec 10 à 15 ans d'expérience, capable de travailler en anglais et en français. Les données personnelles des candidats ont peu d'importance mais notre choix se portera sur une personne qui a une mentalité d'entrepreneur, est à l'aise en informatique courante et est un bon communicateur. Nous offrons une rémunération en rapport avec les efforts fournis, qui deviendra vite au-dessus de la moyenne.

Envoyez vos faxés votre curriculum vitae à :
Loder Drew & Associates
40, rue du Stand
1204 Genève
0041-22-8070439
Attn : M.B. Fontannaz
Lyons français Nîmes (Niger)
rech. résidents
instits et cert. hist-géo, angl., EPS, SES.
Fax : 00227734243

DEMANDES

J.F. sérieux, motivé, 19 ans, parlant néerlandais, bacc. tourisme (étud. à Bruxelles), dt. emploi réceptionniste, hôteesse d'accueil, employée de bureau.
Tél : 06-82-33-32-92

Assistante
Ressources Humaines rech. entreprise pour contrat de qualif. en alternance (formation GRH par la CCI de Paris, durée : 1 an, titre de suite).
Tél : 01-39-98-78-97
Portable : 06-39-65-37

JURISTE D'AFFAIRES
J.F. 25 ans. DESS de droit des affaires et fiscalité au sein du magistrature d'Asses. Plusieurs stages en cabinet d'avocats. Solides connaissances des sociétés, sûreté et fiscalité. Angl. courant. Rigoureux et motivé.
Tél : 01-42-06-38-20

EX-POPIER DE PARIS
15 ans de service et 18 mois d'intendance en école d'ingénieurs. Chef d'équipe d'interventions, gestion des matériels spécialisés : BNPS, initiation aux risques radiologiques et chimiques, spécialiste secours routiers. IGH et CTE-CME, ch. emploi (ouvert à toutes propositions).
Tél. 01-42-43-83-15

AGENCE DE PRESSE MEDICALE (REUTERS COMPANY) RECRUTE

REDACTEUR EN CHEF

- Basé à Paris
- Solide expérience journalistique exigée
- Anglais courant

Merci envoyer candidature à
APM INTERNATIONAL
Service des Ressources Humaines
91, avenue de la République
75540 PARIS Cedex 11.

Société Allemande recrute en CDD pour le monde entier (Turquie, Suède, Arabie saoudite, etc.) SUPERVISEURS en raffinerie - chimie - pharmacie, etc. ... Bilingue anglais indispensable. Envoyer CV avec photo à W.L.S. GmbH, Postfach 650364, D - 66142 Saarbrücken.

Groupe scolaire privé, ht niv. Le Caire, recrute pour son école primaire :
Des instituteurs ou professeurs des écoles : - expérience de 5 ans minimum. - Détachement. - Salaire français.
Envoyer candidatures (CV, lettre de motivation) à M^{me} Esmaï LAMEI, par télécopie au 01 (00202) 346 46 07 ou 516 26 08.

France 3 a diffusé un rep...
par des CRS de mar...

Comment Internet a transformé « Business Week »

Le rédacteur en chef de l'hebdomadaire économique américain évoque l'influence des médias électroniques sur son titre, dont il souhaite développer l'internationalisation - notamment en Europe - et défend la presse pour son traitement du « Monicagate ».

STEPHEN SHEPARD vit dans un monde global. Il rentre de Davos - ses sommets enneigés, son Forum économique, tous les grands de ce monde - et s'arrête quelques jours à Paris, dans l'ambiance feutrée de l'hôtel Raphaël. Il est à la tête d'un hebdomadaire qui diffuse à plus d'un million d'exemplaires, qui fait référence dans les milieux économiques : *Business Week*. Rédacteur en chef du magazine depuis 1984, il veut développer l'internationalisation du titre « pour refléter la globalisation du monde des affaires ». « Cela signifie qu'aux États-Unis, nous consacrons plus de place aux événements internationaux et que nous proposons trois éditions du magazine, aux États-Unis, en Asie et en Europe, qui ont le plus souvent des couvertures différentes, une moitié du magazine est commune, l'autre moitié est spécifique à la région. »

Aux États-Unis, la diffusion de *Business Week* ne progresse plus. Le magazine compte développer son implantation en dehors de ses terres. L'hebdomadaire diffuse 85 000 exemplaires en Europe et 70 000 en Asie.

« Aujourd'hui nous intensifions nos efforts en Europe. Nous visons une diffusion de 100 000 exemplaires en l'an 2000. » Les principaux marchés de *Business Week* sont « là où l'économie est la plus forte » : l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. Stephen Shepard s'arrête et lance en souriant : « Il y a un problème de langage avec le Royaume-Uni ! »

Le problème de langage s'appelle principalement *The Economist* qui règne en maître sur son île. « L'avantage en Angleterre, c'est qu'on y parle anglais, l'inconvénient c'est qu'il y a une forte

concurrence avec *The Economist* et le *Financial Times*. Notre but n'est pas de concurrencer les journaux locaux, mais de nous adresser aux responsables ouverts sur l'international, qui peuvent lire l'anglais. Nous avons notre chance sur le continent, c'est une course. »

« C'est presque une extension naturelle pour nous de couvrir la révolution qu'est Internet »

Business Week a également des partenariats avec plusieurs éditeurs dans le monde, dont *Le Point* en France, qui traduit plusieurs articles dans une édition spéciale diffusée auprès des hommes d'affaires.

Le changement majeur du magazine vient d'Internet, avec *Business Week* on line. Avant de se lancer dans la course, l'hebdomadaire a très tôt accordé de l'importance à l'évolution technologique. « En 1979, nous étions le premier magazine à avoir une rubrique consacrée aux technologies de l'information, explique le rédacteur en chef, c'est presque une extension naturelle pour nous de couvrir la révolution qu'est Internet. C'est une histoire américaine qui s'étend partout dans le monde. Dans certains domaines, les États-Unis ne sont pas leaders, comme dans la téléphonie mobile par exemple où les Euro-

péens sont en tête. » Une vingtaine de journalistes s'occupent du service électronique. « Le défi, c'est comment transformer un hebdomadaire avec sa culture et ses objectifs, explique Stephen Shepard, en une forme de *Business Week* quotidien. Mais nous ne cherchons pas à concurrencer les agences. » L'apparition d'Internet exerce une influence sur le contenu même des journaux. « Le Wall Street Journal, par exemple, s'oriente davantage en direction d'une agence de presse économique. En même temps, il accentue le côté magazine du quotidien, essaie d'interpréter davantage les événements. Nous allons aussi dans ces deux directions. Sur papier, nous devenons un magazine de points de vue. Nous ne

sommes pas idéologiques, mais chaque article a un point de vue, pas seulement une analyse. En même temps, on essaie de faire une version quotidienne sur Internet. »

« Contrairement à une agence, nous ne voulons pas être nécessairement les premiers à donner les informations sur Internet, poursuit-il, mais on veut être les plus analytiques, les plus complets. Nous voulons des articles nouveaux et originaux sur les deux supports. Seulement un tiers du magazine est consacré à ce qui s'est passé dans la semaine. Nous voulons trouver de bons articles et les diffuser, sans attendre la parution dans l'hebdomadaire, mais pas nécessairement des nouvelles du jour ou de l'heure. »

Le magazine est réputé pour la qualité de ses reportages, plutôt que pour les événements qu'il révèle. « Ce n'est pas notre fonction première, mais nous publions des scoops, même si ce n'est pas toutes les semaines », résume Stephen Shepard. Là encore, Internet exerce son influence : « Quand nous avons une information dont on sait qu'elle peut sortir ailleurs avant la publication du magazine, nous la mettons sur Internet. Les informations vieillissent vite aujourd'hui car il y a beaucoup de concurrence. Grâce au web, nous avons un mécanisme pour donner ces informations instantanément. »

Business Week on line a deux entrées. L'accès au magazine est payant, « afin de préserver le cœur

de notre activité », tandis que le journal offre plusieurs services gratuits. Selon M. Shepard, le site compte 85 000 abonnés et 125 000 personnes consultent la partie gratuite. « Nous développons une nouvelle audience de gens qui ne sont pas abonnés au magazine », se réjouit-il. Selon lui, il n'y aura pas d'opposition entre des « services totalement payants et d'autres entièrement gratuits. Il y aura différents contenus éditoriaux. Certains seront gratuits d'autres payants, au sein d'un même site ».

« Nous développons une nouvelle audience de gens qui ne sont pas abonnés au magazine »

« C'est très à la mode de critiquer les médias »

SPECIALISTE des affaires économiques, *Business Week* peut sembler loin des remous du « Monicagate ». « Nous avons consacré deux éditoriaux à l'affaire et nous avons considéré que Clinton ne devait pas être démis de ses fonctions, mais qu'il devait être blâmé », explique son rédacteur en chef, Stephen Shepard.

Il se sent pour autant concerné par le débat sur le rôle des médias dans l'affaire et prend vigoureusement leur défense. La publication du rapport Starr va pour lui de soi : « C'est le réquisitoire contre le président des États-Unis. Comment ne pas le publier ? »

L'obligation d'expliquer

De nombreuses critiques avaient accueilli cette publication, faite notamment par *Le Monde*. Un sondage de la Sofres, réalisé pour *Télérama* et *La Croix*, montrait récemment que 88 % des Français condamnaient cette décision.

« Que doivent faire les médias quand le président a une relation sexuelle à la Maison-Blanche ? Ne pas couvrir ? Et quand le procureur Starr poursuit le pré-

sident jusqu'à une procédure d'empêchement, à cause d'actes sexuels, la presse doit-elle l'ignorer ? »

« Tout est dans le rapport Starr, tous les détails sexuels. La presse avait une obligation d'expliquer ce qui se passait. Il y a eu quelques erreurs, mais la plupart des informations de la presse étaient vraies, y compris la robe bleue de Monica. Le président a commis de nombreuses fautes, le procureur Kenneth Starr, dans son mode d'enquête, aussi et qui doit-on blâmer ? Les médias ? C'est très à la mode de critiquer les médias pour tout ce qui ne tourne pas rond dans la société, c'est une illustration flagrante de l'adage selon lequel il vaut mieux punir le messager. »

Stephen Shepard se méfie des généralisations : « On met tout le monde dans le même sac. De qui parle-t-on : du New York Times, d'un petit quotidien local, d'une télévision locale, d'une chaîne nationale, de Mott Drudge sur Internet ? Aux États-Unis, il y a 1 700 journaux, des centaines de radios et de chaînes de télévision, et maintenant Internet. Et de qui l'on parle ? Des médias. »

A. S.

Alain Salles

Le pacte, conclu pour une durée de cinq ans, entre Vivendi, Canal Plus et Pathé écarte TF1

LE CONSEIL DES MARCHÉS FINANCIERS (CMF), à validé, lundi 8 février, l'accord de préemption réciproque conclu le 2 février entre Canal Plus, Vivendi et Jérôme Seydoux. Selon le CMF, ce pacte d'actionnaires ne constitue pas « une action de concert ». Il n'obligera donc pas les trois partenaires à lancer une offre publique d'achat (OPA) sur le reste du capital de Pathé.

L'aval du CMF met un terme, au moins provisoire, à la bataille boursière autour du groupe dirigé par M. Seydoux. Pris de court par l'entrée surprise de TF1 dans le capital de Pathé, Vivendi, avec l'appui de Canal Plus, a répliqué et déployé un cordon sanitaire autour

du groupe de Jérôme Seydoux. Pathé n'est désormais plus une proie pour un raider. Son PDG précise qu'il n'a « nullement dans ses intentions d'organiser une fusion, quel qu'en soit le sens, entre Pathé et TF1 ou toute autre société liée à TF1 ou ses actionnaires de référence actuels ».

PAS AU-DELÀ DU TIERS

À côté de Jérôme Seydoux, premier actionnaire avec 30,88 % des parts et 46,39 % des droits de vote, Vivendi et Canal Plus contrôlent 28,55 % du capital et 24,26 % des droits de vote. La chaîne cryptée et le groupe de Jean-Marie Messier ont assuré ne pas vouloir aller au-delà du tiers du capital de Pathé.

Guy Duthel

France 3 a diffusé un reportage tourné par des CRS de montagne

DÉPÊCHES

■ PRESSE : les salariés de *L'Humanité*, ont déposé un préavis de grève pour le lundi 15 février. « Outre l'exigence de levée des licenciements déguisés opérés contre plusieurs journalistes et du plan social envisagé dans les autres services, ils exigent d'être pleinement informés et associés à l'élaboration du nouveau journal qui doit sortir le 18 mars », précise un communiqué rédigé, lundi 8 février, par les salariés après une assemblée générale.

■ IMPRIMERIE : la CGC a signé l'accord sur les 35 heures dans l'imprimerie, déjà signé par la CGT (*Le Monde* du 30 janvier). La CFTD a annoncé qu'elle ne le signerait pas, notamment parce que « la modulation et l'annulation, telles que définies [dans l'accord], constituent des données objectives d'aggravation considérable des conditions de travail ». La CFTC et FO n'ont, elles non plus, pas signé cet accord.

■ CABLE : le troisième câble-opérateur américain, MediaOne, a choisi les systèmes de contrôle d'accès Mediaguard et d'interactivité Mediaguard de Canal Plus, a annoncé, lundi 8 février, le groupe français. L'opérateur américain dessert plus de cinq millions d'abonnés.

France 3 s'est fait piéger par les CRS de montagne. Une partie des images sur le sauvetage en montagne, diffusées dans le magazine « Des racines et des ailes », mercredi 3 février, n'ont pas été réalisées par les auteurs du reportage. Ce n'était pas précisé dans l'émission, pas plus qu'il s'agissait d'images d'entraînement et non de situations réelles. Cette anomalie a été révélée par l'émission « Arrêt sur images » sur La Cinquième, dimanche 7 février.

La séquence de l'émission de Patrick de Carolis décrit la journée d'une équipe de CRS de Grenoble, intervenant à l'Alpe d'Huez (Isère). Le reportage montre plusieurs de leurs interventions pour dégager des vacanciers en difficulté. On les voit se diriger vers un skieur qui s'est fracturé les deux jambes contre un rocher, puis soigner un enfant qui s'est blessé en faisant de la luge et enfin hélitreuiller un alpiniste coincé sur une paroi de glace depuis deux heures.

En réalité, deux de ces séquences n'ont pas été tournées par les journalistes. Elles ont été

fournies par un CRS cameraman, qui a prétendu les avoir tournées lors d'opérations de sauvetage.

Il s'agit de films réalisés lors de séances d'entraînement au cours desquelles les CRS jouent à la fois le rôle des sauveteurs et des blessés. Ces cassettes sont normalement destinées à l'usage interne des CRS à des fins pédagogiques.

SUPERCHERIE

Ce reportage a été fourni à France 3 par la société de production de Tony Comitì. Lors du montage et des visionnages qui ont précédé l'émission, personne n'a déploré la supercherie. Fritieux de cette bêtise, qui intervient après les faux dealers de TF1 joués par les gendarmes (*Le Monde* du 28 janvier), Patrick de Carolis devrait s'en expliquer devant les téléspectateurs lors de l'émission « On se dit tout », dimanche 14 février, et surtout de la prochaine édition de « Des racines et des ailes », mercredi 24 février.

Françoise Chiroit

d'h m m e

AVENTURE MODE SAVEURS HIGHTECH



LE PREMIER SALON DES AU MASCULIN

DU 25 AU 28 MARS 1999 ESPACE EIFFEL-BRANLY PARIS

RENSEIGNEMENTS TÉL : 01 40 55 53 55 - FAX : 01 40 55 53 59

Chloé, L'usine, MONTRES MONSIEUR, Archi-Design, FEMME, CABLE

TABLEAU DE BORD

AFFAIRES

MICROSOFT : l'éditeur de logiciels américain Microsoft a annoncé lundi une alliance avec l'opérateur britannique BT (ex-British Telecom) pour développer des services d'accès à Internet à partir d'un téléphone mobile. Microsoft évalue les investissements à 1 milliard de dollars (900 millions d'euros) sur cinq ans.

NETSCAPE : Netscape et Nextel, un spécialiste des télécommunications portables, se sont alliés pour développer un outil d'accès et de navigation sans fil (portable) sur Internet, selon un communiqué commun lundi. Motorola, qui fabrique des téléphones, et Unwired Planet, un fabricant de logiciels de navigation pour cellulaires, sont également associés à cette alliance.

METALLGESELLSCHAFT : le conglomérat allemand a fait part, lundi, de sa volonté de se recentrer sur ses activités chimiques et dans l'ingénierie. Il a annoncé l'acquisition de 74,83 % de GEA, un groupe d'ingénierie appartenant à une banque suisse, Guyerzeller.

PERNOD RICARD : le groupe de spiritueux a confié à la banque d'affaires JP Morgan une mission « portant sur le devenir de sa marque américaine Voo-Hoo (boissons chocolatées) après l'éventuelle cession d'Orangina », selon un communiqué publié lundi 8 février.

PSA : la CGT a décidé de reprendre les débrayages mercredi 10 février sur le site de Peugeot-Sochaux pour protester contre le nouvel accord sur les 35 heures proposé par la direction vendredi 5 février.

UCANSS : évoquant des « tractations » ou une « pseudo-négociation », les fédérations CGT et CFTD de la protection sociale s'inquiètent d'un accord possible entre FO et l'Union des caisses nationales de sécurité sociale (UCANSS) concernant l'application des 35 h pour les quelque 180 000 agents de la Sécurité sociale.

SCETA : la filiale de la SNCF va devenir SNCF Participations, holding regroupant l'ensemble des participations et filiales pour

permettre un « mode de fonctionnement plus simple et efficace ».

COMMERCE ELECTRONIQUE : le groupe américain USA Networks va annoncer mardi la fusion de sa filiale de télévision câblée Home Shopping Network avec Lycos, moteur de recherche sur Internet spécialisé dans le commerce électronique, affirme mardi le Wall Street Journal dans son édition interactive.

AMERICAN AIRLINES : le PDG de la compagnie aérienne a lancé un appel aux pilotes ayant décidé de ne pas se présenter à leur travail lundi, causant l'annulation de quelque 500 vols intérieurs, de reprendre leur poste au plus vite. Ils protestent contre les conditions d'intégration dans la compagnie des 300 pilotes de la compagnie Reno Air, récemment acquise par American, qu'ils jugent contraintes au contrat collectif signé avec les pilotes.

CRÉDIT LYONNAIS : les organisations syndicales de la banque ont demandé à l'Etat de « gérer le processus de privatisation » pour réfléchir à la protection des intérêts des salariés menacés depuis la fusion Société générale avec Paribas.

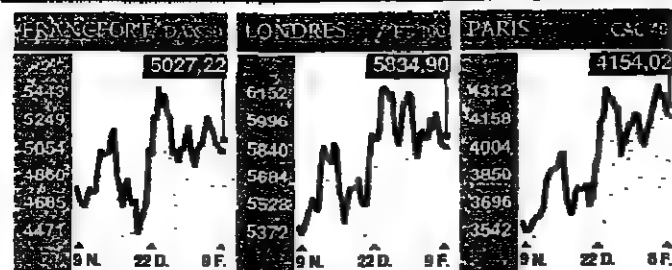
CAISSES D'ÉPARGNE : l'intersyndicale CFTD-CGT-Syndicat unifié a lancé une pétition nationale contre le projet de loi de réforme du statut des Caisse d'épargne, afin d'obtenir son retrait, faute de quoi elle appellera à un « mouvement de grève reconductible » dès la fin février.

RESULTATS

BRITISH AIRWAYS : le transporteur britannique a enregistré pour la première fois depuis près de quatre ans une perte avant impôts au troisième trimestre de son exercice achevé le 31 décembre 1998, à 75 millions de livres (108 millions d'euros), contre un bénéfice de 113,2 millions d'euros pour la même période de 1997. Sur les neuf premiers mois de l'exercice, le résultat avant impôts a chuté de 39,2 %, à 310 millions de livres (446,4 millions d'euros).

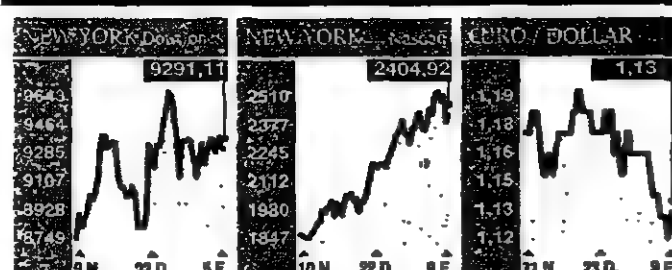
COMMERZBANK : la quatrième banque privée allemande a annoncé, lundi 8 février, un bénéfice net de 1,87 milliard de marks (958 millions d'euros) en 1998, en hausse de 47,4 %, selon des chiffres provisoires.

EUROPE



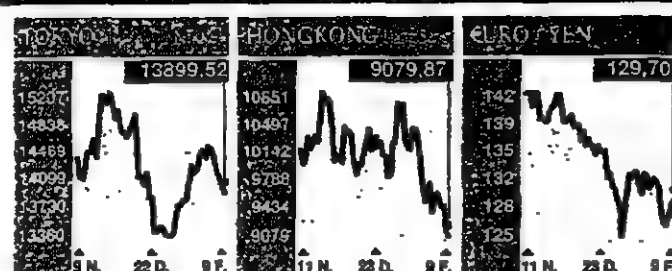
Europe 10h15	Indice	Cours	Var. %	Var. %
EUROPE	EURO STOXX 50	0,00	0,41	2,11
EUROPE	STOXX 50	3089,33	0,41	2,11
EUROPE	EURO STOXX 300	0,00	0,41	2,11
EUROPE	STOXX 300	0,00	0,41	2,11
PARIS	CDI 40	0,00	0,41	2,11
PARIS	SBF 120	0,00	0,41	2,11
PARIS	SBF 250	0,00	0,41	2,11
PARIS	SECOND MARCHÉ	0,00	0,41	2,11
AMSTERDAM	AEX	0,00	0,41	2,11
BRUXELLES	BEL 20	0,00	0,41	2,11
FRANCFORT	DAX 30	0,00	0,41	2,11
LONDRES	FTSE 100	0,00	0,41	2,11
MADRID	STOCK EXCHANGE	0,00	0,41	2,11
MILAN	MBTEL 30	0,00	0,41	2,11
ZURICH	SPI	0,00	0,41	2,11

AMÉRIQUES



Amérique 10h15	Indice	Cours	Var. %	Var. %
ÉTATS-UNIS	DOW JONES	9291,11	-0,14	1,19
ÉTATS-UNIS	S&P 500	1243,77	0,36	1,19
ÉTATS-UNIS	NASDAQ COMPOSITE	2404,92	1,32	0,66
TORONTO	TSE INDEX	8800,77	-0,75	1,91
SAO PAULO	BOVESPA	8884,00	4,81	30,07
MEXICO	BOLSA	232,14	0,64	0,28
BUENOS AIRES	MERVAL	391,25	-0,75	-9
SANTIAGO	IPSA GENERAL	108,15	1,16	36,86
CARACAS	CAPITAL GENERAL	4170,17	0,84	-12,82

ASIE - PACIFIQUE



Zone Asie 10h15	Indice	Cours	Var. %	Var. %
TOKYO	NIKKEI 225	13899,52	-0,86	0,41
HONGKONG	HANG SENG	9079,87	-0,86	0,41
SINGAPOUR	STRATIS TIMES	0,00	-3,91	-8,20
SEOUL	COMPOSITE INDEX	89,00	-0,52	2,76
SYDNEY	ALL ORDINARIES	2890,70	-0,49	3,68
BANGKOK	SET	22,00	-0,41	-10,89
BOMBAY	SENSEX INDEX	2168,01	-0,49	3,68
WELLINGTON	NZSE-40	2168,01	-1,01	4,89

ÉCONOMIE

Les banques américaines moins sévères dans l'octroi de crédits aux entreprises

LES BANQUES américaines se sont faites récemment moins sévères dans l'octroi de prêts aux entreprises, alors qu'elles avaient notablement resserré leurs conditions de crédit de septembre à novembre dans le sillage des turbulences financières, selon une enquête de la Réserve fédérale (Fed) publiée lundi 8 février. D'après une enquête auprès de 55 banques américaines, seulement 7 % de ces institutions ont indiqué avoir durci leurs critères pour les prêts industriels et commerciaux aux moyennes et grandes entreprises. De septembre à novembre, 37 % des banques interrogées avaient rendu leurs conditions de prêts plus sévères.

ÉTATS-UNIS : l'écart entre riches et pauvres ne cesse de s'accroître en Californie, en dépit de l'expansion économique que connaît le plus riche et le plus peuplé des États américains, selon une étude rendue publique mardi par un centre de recherches privé, le Public Policy Institute of California.

JAPON : la consommation des ménages au Japon est retombée en décembre, avec un recul de 0,6 % sur son niveau du même mois de 1997, après sa poussée inattendue de novembre (+1,3 %). Sur l'ensemble de l'année écoulée, la consommation des ménages nippons a reculé de 2,2 %.

Le chef des services économiques du gouvernement japonais Taichi Sakaiya a concédé, mardi 9 février, ne pouvoir exclure la possibilité d'une contraction du produit intérieur brut (PIB) de l'archipel au premier trimestre, mais a estimé peu probable une rechute de l'économie japonaise après la reprise apparue depuis quelques semaines. L'économie devrait continuer à évoluer « de manière incertaine », selon lui.

BRÉSIL : des entreprises américaines prévoient d'injecter au moins 16 milliards de dollars (14,15 milliards d'euros) en investissements directs au Brésil en 1999, mais attendent cependant que la situation économique se stabilise, selon le nouveau président de la Chambre de commerce américaine à Rio de Janeiro, Rubem Branco.

UNION EUROPÉENNE : les ministres européens des finances ont invité, lundi, à Bruxelles, l'Italie à

envisager des « mesures correctives » pour son plan de stabilité budgétaire du fait de prévisions de croissance trop optimistes. Outre l'objectif de ramener le déficit public italien à 1 % du produit intérieur brut, le plan de Rome prévoit de réduire la dette publique à 107 % en 2001 en se fixant la cible des 100 % pour 2003 (lire page 5).

Le ministre italien du Trésor, Carlo Azeglio Ciampi, a exclu, lundi, l'éventualité d'un collectif budgétaire pour contenir le déficit public. « Il n'y a aucun collectif budgétaire en vue », a affirmé M. Ciampi.

Les ministres européens des finances n'ont pas fait, lundi, de progrès notables sur la réforme du financement de l'Union européenne. Ils n'ont en particulier pas obtenu d'accord de principe sur le plafonnement des dépenses agricoles, contrairement aux objectifs affichés de la présidence allemande.

Le gouvernement britannique va présenter « dans quelques jours » son plan national de transition détaillant les mesures concrètes pour préparer un éventuel passage à l'euro, a indiqué lundi à Bruxelles, Gordon Brown, le chancelier de l'Échiquier.

CROISSANCE MONDIALE : le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, a estimé lundi à Bâle que l'économie mondiale avait une « bonne chance » de retrouver une forte croissance cette année. « Il y a bien sûr un certain ralentissement par rapport à l'année dernière, mais nous voyons qu'il y a une bonne chance de retrouver une forte croissance dans le cours de l'année », a-t-il commenté à l'issue d'une réunion des gouverneurs des banques centrales du G 10.

ROYAUME-UNI : la production industrielle du Royaume-Uni a de nouveau reculé en décembre, s'ajoutant en baisse de 0,8 % par rapport à novembre. Cette baisse dépasse de beaucoup les pronostics des marchés, qui s'attendaient dans l'ensemble à un recul de 0,3 %.

ALLEMAGNE : la production industrielle allemande a stagné en décembre comparé à novembre.

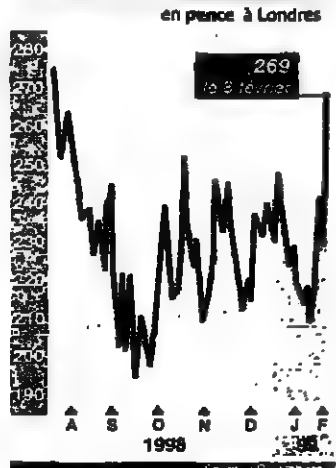
OCDE : l'aide publique et les apports privés consentis par les pays membres de l'OCDE aux pays en développement ont fléchi en 1997 pour la première fois depuis le début de la décennie, selon un rapport du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. L'aide publique au développement est tombée en 1997 à son niveau le plus faible depuis le début de la décennie, à 49,8 milliards de dollars (44 milliards d'euros), contre 57,9 milliards (51,2 milliards d'euros) en 1996. Selon les prévisions du CAD, ce recul s'est poursuivi et même accentué en 1998.

VALEUR DU JOUR

Ladbroke s'offre Stakis

PRENÉ jusqu'à présent dans sa croissance externe, le groupe hôtelier britannique Ladbroke devrait mettre la main sur une cible de choix. Lundi 8 février, l'opérateur de la marque Hilton en dehors des États-Unis a annoncé qu'il avait déposé une offre amicale d'achat sur le groupe britannique d'hôtels et de casinos Stakis. Ladbroke va offrir 144,25 pences par action Stakis (146 pences en incluant le dividende final pour l'année achevée en septembre que recevra chaque actionnaire), ce qui valorise Stakis à quelque 1,16 milliard de livres (1,67 milliard d'euros). Cette opération, payée à hauteur de 57,7 % en cash, le reste étant échangé contre des titres Ladbroke, devrait être bien accueillie par les actionnaires : l'offre représente une prime de 32 % sur le cours du 3 février, dernier jour de cotation de l'action avant l'annonce officielle de l'opération. Peu convaincu par la stratégie de Ladbroke après l'échec du rachat de la chaîne de jeux et de paris Coral l'an dernier, la communauté boursière a salué cette acquisition. Lundi, l'action Stakis a grimpé de 11,35 % à 157 pences, tandis que l'action Ladbroke bondissait de 16,45 % à 269 pences. Même si les analystes s'attendaient plutôt à une opération aux États-Unis, ce qui aurait renforcé la dimension internationale du groupe, cette acquisition devrait permettre au Ladbroke de mieux résister au ralentissement économique et à l'érosion des prix en réalisant des

Action Ladbroke



économies d'échelle estimées à 16 millions de livres (23 millions d'euros) en l'an 2000. Stakis gère 54 hôtels, 22 casinos et 70 clubs de remise en forme au Royaume-Uni. Les hôtels Stakis prendront la marque Hilton, ce qui doublera le nombre de chambres de l'enseigne outre-Manche à 16 147. Ladbroke devenant le troisième groupe hôtelier au Royaume-Uni, le premier groupe de clubs de sport et le deuxième opérateur de casinos. Autre bonne nouvelle, Ladbroke a également indiqué qu'il s'attend à un résultat avant impôts et éléments exceptionnels de 276,9 millions de livres (398 millions d'euros) pour 1998, en hausse de 22,3 % et légèrement supérieur aux prévisions des analystes.

Joël Morio

SUR LES MARCHÉS

PARIS

L'INDICE CAC 40 a gagné 0,85 %, à 4 189,19 points, à l'ouverture des transactions, mardi 9 février. Après avoir hésité entre les propos pessimistes de Ralph Acampora, l'un des gourous de Wall Street, et la progression de la Bourse de Francfort, les investisseurs semblaient finalement opter pour l'optimisme. La veille, l'indice avait progressé de 0,16 %, à 4 154,02 points, soutenu par les valeurs pétrolières qui ont gagné du terrain sur des rumeurs de fusion.

FRANCFORT

L'INDICE DAX 30 a débuté la séance du 9 février sur un gain de 0,18 %, à 5 061,29 points. Les bons chiffres du chômage en Allemagne (réduction du nombre de sans emploi de 59 000 personnes au mois de janvier) et par la spéculation entourant les valeurs automobiles ont permis au marché de redresser la tête après une baisse de 0,88 %, à 5 052,44 points, enregistrée lundi 8 février.

LONDRES

L'INDICE FT 100 a terminé la séance du lundi 8 février sur une baisse de 0,35 %, à 5 833,90 points. Le marché a été pénalisé par la hausse des taux des emprunts d'Etat à long terme et par le recul des valeurs bancaires. Les analystes s'attendent à une nette dégradation des résultats 1999 dans ce secteur.

NEW YORK

L'INDICE DOW JONES a terminé la séance du lundi 8 février par un recul de 0,14 %, à 9 291,11 points. Les investisseurs ont fait preuve de prudence à la suite des propos alarmistes tenus par l'un des analystes les plus écoutés de Wall Street, Ralph Acampora. « Nous sommes inquiets des perspectives à court terme du marché », écrit le gourou de la firme Prudential Securities dans son commentaire hebdomadaire. Les indicateurs suggèrent qu'une correction est en préparation. « Il pronostique une baisse du marché des actions de 5 % à 10 % par rapport aux niveaux actuels.

TAUX

À L'OUVERTURE des cotations, mardi 9 février, le rendement des emprunts d'Etat français à 10 ans est resté stable, à 3,93 %, contre 3,87 % vendredi 5 février. Le contrat Notional négocié sur le Matif était pour sa part inchangé, à 111,45 points. A Francfort, le taux du Bund (emprunt d'Etat allemand) s'est légèrement détendu à 3,83 %, entraînant une hausse du contrat à terme sur le Bund.

MONNAIES

MARDI 9 février dans la matinée, l'euro a regagné du terrain face au dollar. Il s'est négocié à 1,1351 dollar contre 1,1220 dollar au plus bas des cotations la veille. La faiblesse passagère du dollar ne se retrouve pas face au yen. La devise japonaise s'est négociée sur la base de 113,69 yens pour 1 dollar.

Taux de change fixe zone Euro

Euro contre	Taux	contre franc	Taux
FRANC	6,55967	EURO	0,15646
DEUTSCHEMARK	1,93628	DEUTSCHEMARK	3,36588
LIRE ITALIENNE (1000)	1,93628	LIRE ITAL. (1000)	3,36588
PESETA ESPAG. (100)	1,66638	PESETA ESPAG. (100)	3,36588
SCUDO PORT. (100)	2,00481	SCUDO PORT. (100)	3,36588
SCHILLING AUTR. (100)	1,37603	SCHILLING AUTR. (100)	4,76703
PUNT IRLANDAISE	0,78756	PUNT IRLANDAISE	0,32884
FLORIN NÉERLANDAIS	2,03607	FLORIN NÉERLANDAIS	2,03607
FRANC BELGE (10)	4,03399	FRANC BELGE (10)	1,32887
MARCA FINLAND.	0,94578	MARCA FINLAND.	1,10284

Hors zone Euro

Euro contre	Cours	Euro contre	Cours
COURONNE DANOISE	7,46036	COUR. NORVÉGIENNE	8,08000
COUR. SUÉDOISE	8,08000	COURONNE TCHÈQUE	87,710
DOLLAR AUSTRALIEN	1,72880	DOLLAR CANADIEN	1,67258
DOLLAR NEO-ZÉLAND	2,01498	DRACHME GRECQUE	202,485
FLORINT HONGROIS	240,84	ZLOTY POLONAIS	4,1088

Cours de change croisés

Monnaie 10h15	Cours	Monnaie	Cours
DOLLAR	0,87146	FRANC	1,32620
YEN	114,79000	LIBRE	168,01000
EURO	0,84222	FRANC	0,55357
FRANC	5,79110	LIBRE	0,80000
LIBRE	0,61002	FRANC SUISSE	1,60075
FRANC SUISSE	1,41980	LIBRE	0,24455

Taux d'intérêt (%)

France 02/02	Taux	Taux	Taux
FRANCE	5,15	3 mois	3,53
ALLEMAGNE	5,15	3 mois	3,54
GDE-BRETAG.	5,12	3 mois	4,37
ITALIE	5,25	3 mois	4,06
JAPON	5,25	3 mois	4,99
ÉTATS-UNIS	4,84	3 mois	4,92
SUISSE	1,12	3 mois	3,86
PAYS-BAS	3,15	3 mois	3,86

Matif

Cours 10h15	Cours	Matif	Cours
Notional 1,5	1,13260	Notional 1,5	0,70377
Notional 3	1,17268	Notional 3	0,70377
Notional 5	1,18100	Notional 5	0,70377
Notional 10	1,18100	Notional 10	0,70377
Notional 20	1,18100	Notional 20	0,70377
Notional 30	1,18100	Notional 30	0,70377

Pétrole

En dollars	Cours	En dollars	Cours
BRENT (LONDRES)	19,17	BRENT (LONDRES)	-0,21
WTI (NEW YORK)	11,25	WTI (NEW YORK)	-0,17
LIGHT SWEET CRUDE	11,86	LIGHT SWEET CRUDE	-0,09

Or

En euros	Cours	En euros	Cours
OR FIN KILLO BARRE	8250	OR FIN KILLO BARRE	-0,12
ONCE D'OR (LOI)	328,95	ONCE D'OR (LOI)	-0,12
PIECE FRANCE 20 F.	49,20	PIECE FRANCE 20 F.	-0,04
PIECE SUISSE 20 F.	49,20	PIECE SUISSE 20 F.	-0,04
PIECE UNION LAT. 20 F.	49,20	PIECE UNION LAT. 20 F.	-0,04
PIECE 20 DOLLARS US	285	PIECE 20 DOLLARS US	-1,49
PIECE 20 DOLLARS US	488,85	PIECE 20 DOLLARS US	-2,80
PIECE 20 PISOS NED.	397	PIECE 20 PISOS NED.	-

Cotations, graphiques et indices en temps réel sur le Site Web du « Monde » : www.lemonde.fr/bourse

VALEURS FRANÇAISES

● Accor poursuivait sa hausse entamée lundi et gagnait 1,85 % à 208,8 euros mardi 9 février en début de séance. Le groupe hôtelier a pris lundi 65 % dans le capital de Frantour, ce qui va renforcer ses parts de marché en France et élargir son réseau de distribution. ● Alstom a débuté la séance en hausse de 1,63 % à 22,4 euros mardi 9 février. Sa filiale GEC Alstom a remporté un contrat pour la construction d'une centrale électrique à Singapour. ● Altran progressait de 3 % à 260,5 euros mardi matin. Le groupe d'ingénierie a vu son chiffre d'affaires augmenter de 35 % à périmètre comparable en 1998. ● L'action du crédit commercial de France progressait de 1,67 % à 92,35 euros en début de séance mardi. La banque serait en passe de céder sa conservation de titres aux Banques populaires. De nouveaux candidats se seraient en outre manifestés pour reprendre la participation des Mutuelles du Mans dans la banque. ● Infogrames bondissait de 7,87 % à 62 euros mardi à l'ouverture de la séance. L'éditeur de logiciels de loisirs a vu son chiffre d'affaires augmenter de 36 % au premier semestre de l'exercice 1998-1999. Il s'attend à une progression du même ordre des ventes pour l'exercice en cours. Par ailleurs, Infogrames a pris une participation de 50 % dans le capital de Canal + Multimédia, jusqu'à présent filiale à 100 % de la chaîne cryptée.

RÈGLEMENT MENSUEL

MARDI 9 FÉVRIER
Liquidation : 19 février

Table with 5 columns: Valeurs, Cours au 9 fév, Cours au 8 fév, % Var., Montant (M). Rows include BNP, BNP, BNP, etc.

NOUVEAU MARCHÉ

LUNDI 8 FÉVRIER

Table with 5 columns: Valeurs, Cours au 8 fév, Cours au 7 fév, % Var., Montant (M). Rows include ADP, ADP, ADP, etc.

SICAV FCP

Une sélection.

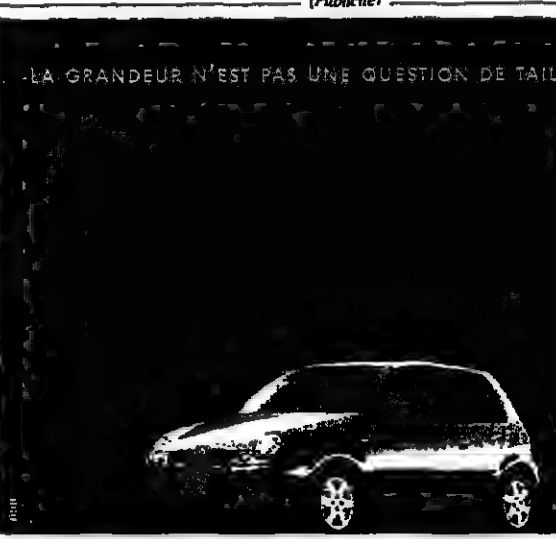
Cours de clôture le 8 février

Table with 5 columns: Émetteurs, Valeurs, Cours au 8 fév, Cours au 7 fév, % Var., Montant (M). Rows include AGIP, AGIP, AGIP, etc.

Table with 5 columns: Valeurs, Cours au 9 fév, Cours au 8 fév, % Var., Montant (M). Rows include BNP, BNP, BNP, etc.

Table with 5 columns: Valeurs, Cours au 9 fév, Cours au 8 fév, % Var., Montant (M). Rows include BNP, BNP, BNP, etc.

Table with 5 columns: Valeurs, Cours au 9 fév, Cours au 8 fév, % Var., Montant (M). Rows include BNP, BNP, BNP, etc.



SECOND MARCHÉ

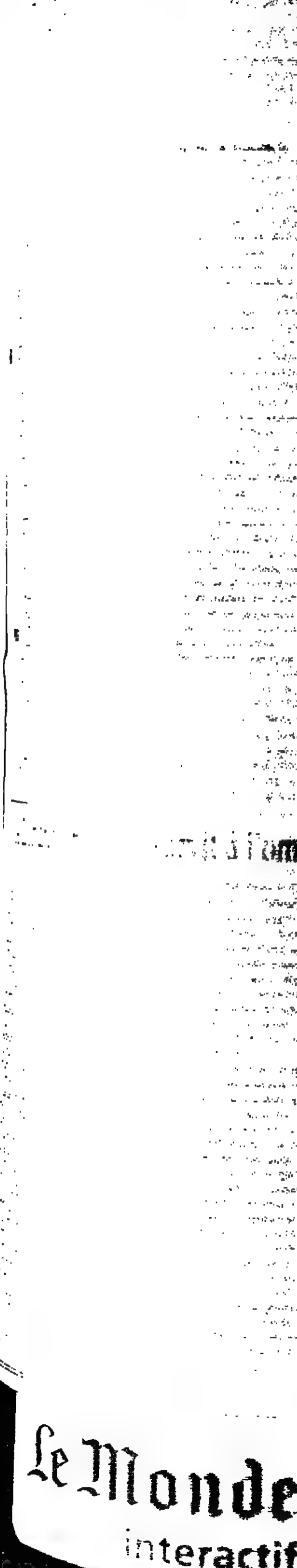
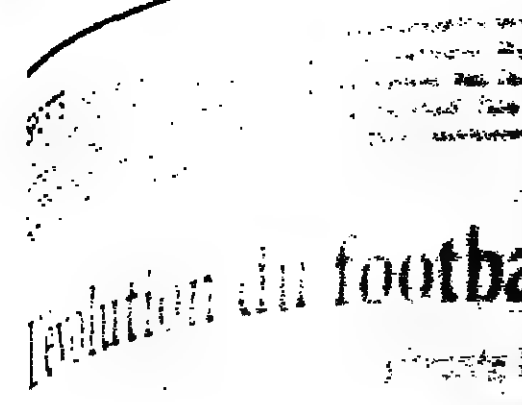
MARDI 9 FÉVRIER

Une sélection. Cours relevés à 10 h 15

Table with 5 columns: Valeurs, Cours au 9 fév, Cours au 8 fév, % Var., Montant (M). Rows include AGIP, AGIP, AGIP, etc.

Table with 5 columns: Valeurs, Cours au 9 fév, Cours au 8 fév, % Var., Montant (M). Rows include AGIP, AGIP, AGIP, etc.

Table with 5 columns: Valeurs, Cours au 9 fév, Cours au 8 fév, % Var., Montant (M). Rows include AGIP, AGIP, AGIP, etc.



SPORTS L'équipe de football d'Angleterre joue, mercredi 10 février, à Wembley, un match amical face aux champions du monde français, au moment où un rapport, commandé par le

gouvernement travailliste, dénonce les effets pervers du développement économique des clubs. ● LE RAPPORT de la Football Task Force, voulue par Tony Blair, démontre que « le travail,

auprès des communautés, a été marginalisé à mesure que les considérations commerciales devenaient prioritaires ». ● CES REPROCHES concernent les grands clubs du championnat an-

glais et certains de leurs joueurs, accusés de ne pas se consacrer aux activités sociales prévues par contrat. ● LES SUPPORTEURS s'élèvent avec de plus en plus de vigueur contre les dérives

du système. ● DES PETITS CLUBS ont cédé à la tentation du « tout profit » et se trouvent en difficulté ; d'autres ont, au contraire, choisi de ne pas se couper de leurs racines populaires.

L'évolution du football est au cœur d'un débat de société en Angleterre

Alors que l'équipe nationale affronte les champions du monde français, mercredi 10 février, à Wembley, un rapport, établi à la demande du gouvernement travailliste, provoque une polémique sur le rôle social des joueurs et l'avenir des clubs professionnels du pays

LONDRES
de notre envoyé spécial
« Le football n'est pas une question de vie ou de mort, c'est bien plus important que cela. » Cette mémorable formule du manager de Liverpool, Bill Shankly, a longtemps servi de précepte à l'Angleterre du football : elle en avait fait sa philosophie de référence. Or, la voilà aujourd'hui saisie d'un doute. Non pas à propos du jeu en lui-même, plus apprécié que jamais, mais de son évolution. A l'heure où les grands clubs suscitent la convoitise de puissants groupes financiers, où les stades de l'élite (la « Premier League ») affichent complet, le pays s'interroge : le football n'est-il pas en train de se couper de ses racines ? D'oublier ses obligations sociales, de sacrifier ses clubs de second plan ?

Le débat ne se limite pas à un quateron de nostalgiques. Dans un pays où le sport est ancré dans la culture populaire, l'affaire concerne les quatre-vingt-douze clubs des quatre divisions professionnelles. Tout se passe comme si le football anglais, enivré par le succès commercial de ses clubs vedettes, était pris de vertiges.

Peu après son arrivée au pouvoir, en 1997, le premier ministre, Tony Blair, avait chargé une nouvelle structure, la Football Task Force, de mener une série d'enquêtes sur l'évolution de ce sport. Après s'être penché sur la question récurrente du racisme (Le Monde du 30 juin 1998), ce groupe d'étude a rendu, le 11 janvier, un autre rapport consacré, cette fois, au rôle social des clubs et des joueurs. Même s'il est moins critique que celui sur le racisme, ce document de cinquante-cinq pages pointe une évidence : « Le développement commercial du football a apporté des bénéfices, mais il a aussi créé un

malaise, dans certains quartiers, quant à la direction prise. Certains estiment que le travail social auprès des communautés a été marginalisé à mesure que les considérations commerciales devenaient prioritaires. »

LUTTE CONTRE LA VIOLENCE

En Angleterre, ce travail social n'est pas une vue de l'esprit : il est prévu noir sur blanc dans les contrats des joueurs. Qu'il évolue en Premier League ou en troisième division (quatrième et dernier échelon professionnel), tout « pro » doit consacrer trois heures de son temps hebdomadaire à des activités extérieures : visites d'écoles ou d'hôpitaux, parrainages d'équipes de jeunes... Le but recherché est tout à la fois de maintenir le lien avec la population et de lutter contre la violence.

Les seules statistiques disponibles sur ces activités datent de 1996. Cette année-là, les joueurs - toutes divisions confondues - ont consacré 4 000 heures à des « prestations » sociales. Les plus célèbres n'ont pas été nécessairement les plus généreux. « L'action des joueurs de l'élite auprès des communautés est en déclin », regrette la Task Force. Bien des joueurs se comportent en effet comme des vedettes du show-business, inaccessibles et hautaines. Le public peut de moins en moins s'identifier à des héros populaires, issus d'un milieu social modeste, comme c'était le cas autrefois.

Ces reproches visent principalement les clubs en vue et certains de leurs joueurs, au comportement de mercenaires. Entre 1994 et 1996, les londoniens de Chelsea ont effectué en tout et pour tout trois visites dans le cadre d'un programme intitulé « le football dans la communauté ». D'autres, en revanche, se sont distingués de ma-



David Beckham, milieu de terrain de Manchester United, avec le maillot de l'équipe d'Angleterre.

nière plutôt positive : Leeds (65 visites), Liverpool (127) ou Wimbledon (178).

STRATÉGIE DIFFÉRENTE

Au-delà des joueurs, l'ensemble du milieu du football est mis en cause. La Task Force rappelle que les clubs ont largement bénéficié des aides publiques à la suite du drame de Sheffield (96 morts, en avril 1989). A cette époque, leurs finances étaient au plus mal, et la collectivité avait dû participer à la rénovation des stades, à hauteur de 750 millions de francs (quelque 114 millions d'euros).

Aujourd'hui, la situation n'est plus la même. Grâce à la télévision, l'argent afflue, et la Premier League place trois de ses représentants dans les dix clubs les plus riches du monde : Manchester United (n°1), Newcastle (n°8) et Liverpool (n°9). Forte de ce constat, la Task Force rappelle ces nouveaux riches à leurs obligations à l'égard de la population : « En investissant en dehors du secteur professionnel, le football montrerait que les activités commerciales sont compatibles avec des actions au bénéfice de la communauté, dans l'intérêt d'un public

plus large. » Ces recommandations seront-elles suivies d'effets ? Bien des observateurs en doutent. L'enjeu est pourtant majeur : l'avenir du football et sa place dans la société sont en jeu. Si la tendance actuelle se confirme, le fossé séparant les nantis et les « sans grade » continuera en effet de s'élargir, et les plus faibles disparaîtront. Or, dans toutes les métropoles du pays, les clubs professionnels - même « pauvres » - sont au cœur de la vie sociale, et toute disparition serait vécue comme un drame local. Dans le centre de l'Angleterre,

région sinistrée où des dizaines de formations professionnelles cohabitent tant bien que mal depuis plus d'un siècle, les symptômes d'une crise sont déjà perceptibles. En troisième division, la moyenne de spectateurs dépasse rarement 5 000 personnes, ce qui est insuffisant pour entretenir des effectifs de vingt à trente professionnels. Ça et là, des fusions sont envisagées, hypothèses inimaginables il y a encore cinq ans. Lassées de vivre dans l'ombre de Manchester United, trois équipes des environs (Bury, Oldham et Rochdale) songent ainsi à s'associer sous un seul maillot : un projet qui provoque la colère de leurs supporters respectifs.

D'autres dirigeants adoptent une stratégie différente. Confirmant l'analyse de la Task Force, ils estiment que la survie passe par un renforcement des liens sociaux. Preston North End (deuxième division) ou Leyton Orient (troisième division) jouent habilement la carte d'un « football de proximité », multipliant les initiatives en faveur des enfants, des familles, des collectivités... De la même manière, Sunderland (Nord-Est) récupère-t-il les jeunes spectateurs qui, faute de places au stade de Newcastle, ne peuvent assister aux matches de cet imposant voisin.

Il reste à savoir si ces démarches seront suffisantes pour sauver les clubs en péril dans les divisions inférieures. Dans son rapport annuel sur le football anglais, publié en août 1998, le cabinet d'audit financier Deloitte et Touche semblait en douter : « Vivre au-dessus de ses moyens est devenue la règle plutôt que l'exception pour la plupart des clubs. Cette situation ne peut durer éternellement. »

Philippe Broussard

A Londres, Orient FC survit à l'ombre des puissants

LEYTON (Est de Londres)

de notre envoyé spécial
Ce Londres-là ne figure pas dans les dépliant touristiques. Les visiteurs l'ignorent, les supporters le snobent. Ils lui préfèrent Arsenal et ses vedettes françaises, ou encore Chelsea, le club des dandies. A Leyton, dans la banlieue est de la capitale britannique, le football n'est pas affaire de business ni de paillettes, c'est une question de tradition. Le club local, Leyton Orient, vit caché, donc plutôt heureux, dans son vieux stade de Brisbane Road (13 000 places).

L'endroit ne paie pourtant pas de mine avec ses projecteurs sur pyramides et ses travées hors d'âge. Ici, pas de parkings privés ni de loges pour privilégiés. Les murs sont peints en rouge et blanc, les couleurs de toujours, et c'est déjà un luxe dans un quartier sans joie.

Le Leyton Orient FC, créé en 1881, est l'archétype du petit club condamné à rester dans l'ombre des puissants. Il évolue en troisième division, au plus bas niveau professionnel ; autant dire à des années-lumière de l'élite, la Premier League. A défaut de palmarsès, il s'accroche à quelques faits d'armes, notamment une demi-finale de « Cup » perdue contre Arsenal, en 1978. Depuis, Orient n'a guère brillé mais ses supporters - en moyenne 4 200 par match - lui sont restés fidèles. La plupart d'entre eux ont pourtant délaissé le quartier, désormais peuplé d'immigrés indiens et pakistanais.

Orient revendique son identité cockney, ce côté volontiers frondeur de l'Est londonien. Est-ce suffisant pour survivre ? « Cela devient de plus en plus difficile, admet Franck Woolf, c'est le pire championnat qui soit. Notre objectif est évidemment d'en sortir. Nous estimons que notre place est en première division (NDLR, l'équivalent de la deuxième division française). »

Avec 28 joueurs, dont le salaire moyen est d'environ

20 000 francs (3 048 €) par mois - sans compter les primes -, Orient est donc à la peine, même s'il compte dans ses rangs un ancien avant-centre du Paris-SC et de Monaco, Amara Simba.

Les recettes au guichet ne suffisent évidemment pas à rémunérer les joueurs - « de plus en plus exigeants », selon Franck Woolf -, les dirigeants sollicitent les sponsors et comptent sur d'hypothétiques retransmissions télévisées. Un match de Coupe d'Angleterre retransmis par la chaîne Sky rapporte ainsi 750 000 francs (114 336 €) au premier tour ; le double lors des tours suivants.

A Leyton comme ailleurs, la survie passe avant tout par un soutien populaire renforcé. En association avec les partenaires sociaux, le club multiplie les initiatives en direction de la population. Les éducateurs essaient de former des jeunes talents. Les dirigeants cherchent également à attirer de nouveaux supporters, en proposant des tarifs avantageux.

Cette stratégie porte ses fruits. Orient séduit en incarnant le football britannique à la mode d'antan. Stephen Rowland, un supporter qui n'a pas manqué un match depuis treize ans, s'en réjouit : « C'est un club familial, où les fans sont proches des joueurs. On organise des fêtes, un arbre de Noël pour les enfants. » Pour ce mécanicien de 42 ans, la dimension sociale est primordiale. « Les grands clubs saturent, explique-t-il, ils ne peuvent accueillir tous leurs fans. Du coup, les gens redécouvrent le plaisir de supporter une équipe comme la nôtre. A la limite, peu importent les performances. L'essentiel est de respecter les valeurs que nous voulons transmettre à nos enfants. Le vrai football, celui que nous aimons, est ici. »

Ph. Br.

Les supporters se mobilisent

LONDRES

de notre envoyé spécial
Les supporters tiennent un rôle crucial dans le débat sur l'avenir du football anglais. Nombre d'entre eux revendiquent en effet un droit de regard sur la vie des clubs ; voire, dans certains cas, sur leur gestion. Il faut dire que l'action des « fans » s'avère parfois déterminante. Dans son rapport, la Task Force, groupe d'étude mis en place par le gouvernement de Tony Blair, cite l'exemple de ceux de Bournemouth et de Northampton dont la mobilisation a permis de sauver, au moins à court terme, ces petits clubs en péril.

Dans un pays encore marqué par la violence des hooligans, ce type d'analyse sur les supporters marque une évolution importante. Les fans non-violents ne sont pas considérés comme des figurants du jeu, mais comme des acteurs à part entière. Des acteurs dont les relations avec les dirigeants en place sont souvent conflictuelles. « Nous avons été surpris, écrivent les auteurs du rapport, par le nombre de conflits entre les dirigeants et les supporters,

conflits qui ont provoqué des crises de confiance entre les clubs et la population. »

Les fanzines - publications artisanales, souvent critiques - donnent le ton en dénonçant les excès des dirigeants. Le plus influent, When Saturday Comes, créé en 1986, ouvre ses colonnes à divers intervenants (fans, universitaires, journalistes...) et tient la chronique des changements en cours dans le monde du football. Ces derniers mois, il a notamment pris position contre le projet de création d'une compétition réunissant les grands clubs européens.

« L'INSULTE FAIT PARTIE DU JEU »
D'autres fanzines adoptent un ton beaucoup plus virulent. C'est le cas d'Offence. Ces rédacteurs critiquent la manière dont les supporters sont traités dans les stades du Royaume : la surveillance - excessive à leurs yeux - des stadiers et de la police, l'interdiction de se lever trop souvent de son siège et, d'une manière plus générale, la transformation du stade en salle de spectacle « guindées ».

Avec un sens aigu de la provocation, les responsables d'Offence dénoncent l'évolution du football. Interrogé par Le Monde, l'un d'eux, Carlon Brick, explique : « Nos détracteurs disent que nous faisons la promotion de la violence mais c'est faux. Nous sommes opposés à la violence. Nous disons simplement que la société criminalise les supporters. Même si cela peut choquer, je pense que l'insulte entre fans fait partie du jeu, du rituel lié du football. Si j'ai envie de vous traiter de « branleur français », je dois pouvoir le faire. La passion et l'émotion sont en train de disparaître. »

Sans aller jusqu'à soutenir ce type de discours, la Task Force incite les clubs à se tourner davantage vers le public populaire. « Les supporters, estime-t-elle, ont montré qu'ils avaient un rôle important à jouer pour le maintien d'une relation forte entre les clubs et la population. Les organisations de fans sont appelées à jouer un rôle de plus en plus important et elles devraient être aidées financièrement. »

Ph. Br.

Le Monde
interactif

<http://www.lemonde.fr>

Les nouvelles technologies : les hommes, les entreprises, les produits pour entrer et vivre dans le XXI^e siècle.

L'histoire extraordinaire d'un médium démocrate, le papier

Inventée il y a deux cents ans par le Français Louis-Nicolas Robert, la machine à papier en continu allait mettre à la portée de tous un matériau jusqu'alors réservé aux riches et à l'Etat

« LAISSEZ parler/ Les p'tits papiers/ A l'occasion/ Papier chiffon/ Puissent-ils un soir/ Papier buvard/ Vous consoler/ Laissez brûler/ Les p'tits papiers/ Papier de riz/ Ou d'Arménie/ Qu'un soir ils puissent/ Papier maïs/ Vous consoler. » Cette chanson de Serge Gainsbourg – qui choqua la France en brûlant, à la télévision, un autre papier, un billet de 500 francs – illustre à merveille les mille facettes de ce matériau protéiforme. Tout comme la lettre volée d'Edgar Poe, exposée au regard de tous et, de ce fait, introuvable, il est devenu « invisible » à force d'être vu, estime Pierre-Marc de Biasi, directeur de recherches à l'Institut des textes et manuscrits modernes (ITEM, CNRS), spécialiste des brouillons et notes de Gustave Flaubert, et auteur de deux livres consacrés à l'omniprésent papier.



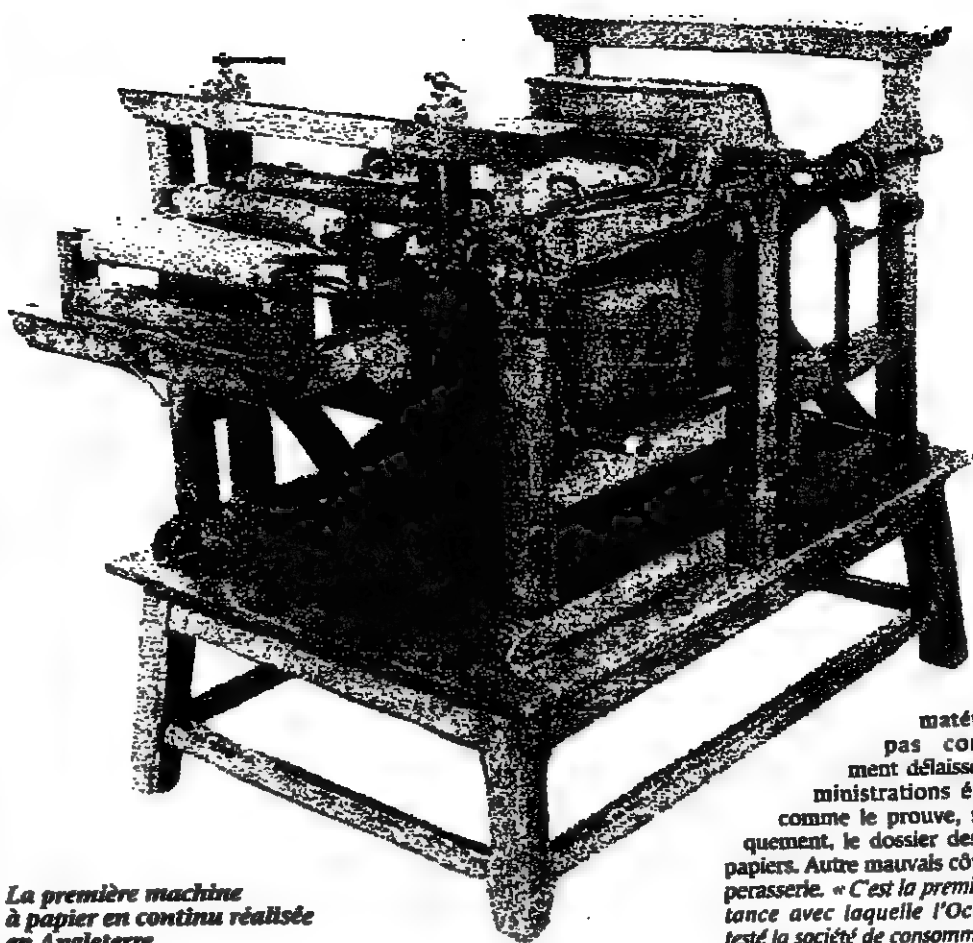
Louis-Nicolas Robert.

calife abbasside Haroun al-Rachid impose l'usage du papier dans son immense administration, pour lutter contre les faux, raconte Pierre-Marc de Biasi. A la différence du parchemin, qui peut abîmer être gratté, et sur lequel un scribe habile peut substituer un nom à un autre, on ne peut effacer l'écriture à l'encre sur du papier sans entamer la feuille... Le papier, outil d'Etat, déjà, mais aussi de religion. Le Coran puis la Bible s'y lisent au Moyen Age. Vers le milieu du XII^e siècle, note

le chercheur de l'ITEM, par une étrange et délicate coïncidence, l'Inquisition se met en place en même temps que les premiers moulins à papier d'Europe. Avec le papier, des cultures entières ont disparu par le feu, que ce soit les codes mayas ou les livres décadents de la physique juive (dit Goebbels) brûlés par les nazis à Berlin en 1933. Par sa fragilité, le papier sert les dictatures.

De fait, longtemps ce matériau a collaboré avec le pouvoir. Assignats, assignations, lettres de cachet ou feuilles de route, le papier fait, littéralement, la loi. Papier pouvoir car papier rare, souligne cependant Pierre-Marc de Biasi. Confectionné, feuille par feuille, à partir d'une matière première limitée en quantité, les chiffons, il reste un objet de luxe au XVIII^e siècle. Ainsi la part du papier dans la fabrication de l'Encyclopédie de Diderot et Diderot s'élève à 67 % du coût total. Sa relative rareté empêche encore le papier d'exprimer sa vocation de rebelle.

Deux révolutions techniques vont le libérer. En décembre 1798, Louis-Nicolas Robert, employé par Didot Saint-Léger comme premier commis de la manufacture papetière d'Essonne, dépose un brevet pour « une machine à faire le pa-



D.R.

La première machine à papier en continu réalisée en Angleterre d'après les plans de Louis-Nicolas Robert.

pier d'une très grande longueur. En butte à des ouvriers très syndiqués, Robert cherche depuis trois ans à reproduire automatiquement les opérations de la fabrication traditionnelle. L'intérêt de son invention, qui permet de produire un « ruban » continu de 12 à 15 mètres, n'échappe pas à Didot, qui la rachète à son employé. « Mais, dans les jours qui suivent, raconte Pierre-Marc de Biasi, le beau-frère de Didot, un Anglais, s'empare des plans et file outre-Manche où de grands papeteriers londoniens lui font faire un prototype. » Cet acte d'espionnage permettra à la papeterie anglaise de réaliser sa révolution industrielle avant tout le monde, tandis que Louis-Nicolas Robert ne pourra jamais financer la construction de sa machine. Il se reconstruira dans l'enseignement, tout en inventant, avant l'heure, une « machine à

écrire » et un procédé de « reproduction sur presse lithographique à partir de clichés » qui ne trouveront aucun débouché. Ce génial précurseur s'éteindra en 1828, après avoir détruit ses « ustensiles ». Sa machine ne permet cependant pas de résoudre le problème de la matière première. Il faudra attendre la fin des années 1860 que le procédé chimique d'extraction de la cellulose du bois soit au point. « On peut alors produire des quantités qui n'étaient pas imaginables avant, explique Pierre-Marc de Biasi. Le papier en abondance devient la substance de la démocratie. Un monde de papier se met en place : journaux, cahiers de classe, affiches, bulletins de vote, etc. C'est aussi la naissance du quatrième pouvoir, la possibilité, à travers le journalisme, de défaire un gouvernement criminel. » Certes, le

matériau n'a pas complètement délaissé les administrations étatiques comme le prouve, symboliquement, le dossier des... sans-papiers. Autre mauvais côté, la papeterie. « C'est la première substance avec laquelle l'Occident a testé la société de consommation : le papier est périssable, on le jette, on le gaspille, il est partout. » Les plus grosses machines à papier d'aujourd'hui, véritables monstres de 350 mètres de long, tournent à 120 km/h et peuvent produire 1 000 tonnes par jour. En 1997, la consommation mondiale de papier (hygiène et conditionnement inclus) s'élevait à 300 millions de tonnes.

On a cru, un temps, que l'ère de l'informatique tiendrait ce support. Pour l'instant, c'est le contraire qui se passe. Photocopieuses, fax, imprimantes en consommation avide. « Il ne peut pas disparaître de notre horizon, assure Pierre-Marc de Biasi, parce qu'il est entre nous et le silicium. » Face à l'écran, il reste la preuve. Face au virtuel, il reste la papier. Et puis, un monde sans papier serait atroce. Imaginez, plus de lettres d'amour et plus de confettis...

Pierre Barthélémy

Rendez-vous

● **Exposition.** A l'occasion du bicentenaire de la machine à papier en continu, le Palais de la Découverte, à Paris, accueille, du 9 février au 10 octobre, l'exposition « Le Papier, c'est la vie », présentant le cycle du papier et ses applications. De mars à octobre, des conférences traitent des enjeux de l'industrie papetière (papier et forêt, recyclage, fabrication et protection de l'environnement, recherche, métiers du papier, etc.). Palais de la Découverte, avenue Franklin-Roosevelt, 75008 Paris. Du mardi au samedi de 9 h 30 à 18 heures, les dimanches et jours fériés de 10 heures à 19 heures. Entrée : 27 F (4,12 €). Tarif réduit : 17 F (2,59 €). Renseignements au 01-40-74-81-73, sur Minitel au 3615 DECOUVERTE ou sur Internet <http://www.palais-decouverte.fr>

● **Livres.** Le *Saga du papier*, de Pierre-Marc de Biasi et Karine Doupitzky, collection Adam Biro/Arte Editions, 250 p., 395 F (60,22 €). *Histoire du papier*, de Pierre-Marc de Biasi, collection Découvertes Gallimard, 128 p., 32 F (12,30 €).

● **A la télévision.** Arte consacrera, mardi 23 février à 21 h 45, une soirée Théma au papier. Elle est composée de trois documentaires (sur l'histoire du papier, son cycle industriel et l'utilisation qu'en font certains artistes) suivis du film du cinéaste iranien Abbas Kiarostami *Où est la maison de mon ami ?* (1987).

● **Le moulin de Fleurac**, propriété du département de la Charente, inscrit au répertoire des Monuments historiques, et le Musée du papier d'Angoulême accueillent les visiteurs et les initiés à l'histoire du papier (tel. : 05-45-91-50-69).

Soixante-dix bobines par jour

A moins de lire cet article sur le site Internet du Monde, vous tenez probablement entre les mains un journal d'une centaine de grammes. Provenant de Suède, de Finlande ou de Belgique, le papier sur lequel il est imprimé ne pèse que 40 grammes au mètre carré (contre 80 à 100 g/m² pour le papier burocratique standard). C'est à la fois peu et beaucoup. Car, à cinq cent mille exemplaires quotidiens en moyenne, ce sont 22 000 tonnes de papier que notre entreprise doit acheter chaque année. Soit à peu près autant de bobines. Pesant un peu plus d'une tonne, ces énormes cylindres de 1,25 mètre de diamètre pour 1,28 mètre de large (soit quatre fois la largeur d'une page) sont constitués d'une feuille unique d'environ 17 kilomètres de long. Chacun des trois cent-douze jours de parution du Monde voit les deux rotatives d'Ivry-sur-Seine ingurgiter soixante-dix bobines... et 450 kilos d'encre noire.

La fabrication des feuilles au fil de l'eau

on déchiquetait et on broyait à bras d'homme pour transformer dans l'eau leur cellulose en une bouillie fibreuse d'un joli blanc un peu crémeux.

La mode a changé et les synthétiques ont conquis le monde. Le moulin de Fleurac s'aproprie donc aux meilleures sources : du lin blanchi produit dans le nord de la France et du coton originaire de Caroline du Nord. L'ensemble, convenablement mélangé, est déchiqueté par les lames d'une machine à cylindre inventée au XVIII^e siècle – la pile hollandaise – alimentée par... un moteur électrique. Jadis, la Charente et la roue du moulin entraînaient d'imposants marteaux à la tête ferrée taillée dans un bois sans tain – le peuplier – pour éviter de colorer la pâte à papier. Ce procédé, imaginé par les Italiens, a été abandonné : il ne produisait que 10 kilos de pâte par jour, alors que la pile hollandaise permet d'en faire 45 kilos en trois heures.

Cette amélioration du rendement est la seule entorse à la tradition. Pour le reste, Henri Doucet ne transige pas et surveille ses mélanges avec le regard jaloux d'une grand-mère qui fait des confitures. Armé d'une longue cuiller de bois, il brasse le contenu d'un immense chaudron de cuivre dans lequel pâte à papier et eau ont été mélangées de manière très précise pour assurer le grammage des futures feuilles. Les fibres de cellulose remontent, le mélange devient plus homogène.

C'est le moment. Henri Doucet saisit une forme. Un cadre en bois bakérisé dont le fond est tendu de dizaines de fils de laiton, les vergesures, tenus par des chaînettes de cuivre. « Encore un héritage des Italiens. Ils ont remplacé les tiges de bambou des Chinois par des fils de laiton, ce qui donne de plus belles feuilles. » Mais le progrès technique a son prix. « Une forme, c'est 20 000 à 30 000 francs. La haute couture, ça a toujours coûté cher », lance le maître papetier en regardant les différentes formes accrochées au mur. Un Jésus, une couronne, une coquille, un raisin.

SAITS POUR DUMIER
Henri Doucet plonge la forme. Avec des gestes de chercheur d'or, il la remonte, la brasse doucement pour tamiser l'eau que laisse passer la grille de laiton. Un fin tapis de fibres de cellulose blanche se dépose. Une feuille de papier est née, fragile et gorgée d'humidité. D'un geste vif, elle est déposée sur un feutre et recouverte aussitôt d'un autre feutre. Puis c'est de nouveau le puisage pour une autre feuille et ainsi de suite jusqu'à ce qu'une centaine ait été faite.

Le tout est alors pressé pour lui faire rendre la moitié de son eau, puis l'ensemble est transporté dans grenier doté de per-

siennes coussantes pour faire sécher l'eau où chaque feuille est mise à sécher, telle un torchon, sur une corde. « Mais sans épingles à linge » pour ne pas la blesser. Le séchage peut prendre entre une heure et dix jours, selon la météo. Sortent de l'épreuve des feuilles cloquées, ondulées, parfaitement impropres à la vente sans un bon « repassage » d'une nuit passée sous presse entre deux cartons.

Au matin, les feuilles sont examinées une par une, débarrassées de leurs impuretés et mises en liasse pour être plongées dans un bain chaud de gélatine : le « collage au trempé ». Une opération délicate qui les rend imperméables et capables de résister aux outrages du temps. Les restaurateurs de vieux ouvrages, les relieurs et même les pouvoirs publics – qui ont parfois utilisé ces feuilles pur lin et coton pour les lettres de créance de leurs ambassadeurs – ne s'y sont pas trompés. Ces papiers-là sont faits pour durer, se réjouit Henri Doucet. « A l'image de ces documents qui, après six siècles, présentent un état de conservation remarquable. Pas comme les papiers journaux, fabriqués à partir de fibres de résineux, et qui, du fait de la présence dans la pâte, aux côtés de la cellulose, de lignine, jaunissent avec le temps. »

Jean-François Augereau

PARIS 7°

LA TERRASSE
L'après-midi, le Millénaire qualité et tradition, un service au restaurant gastronomique. Menu 180 F (vin compris). Menu 210 F (vin compris). Menu 240 F (vin compris). Menu 270 F (vin compris). Menu 300 F (vin compris). Menu 330 F (vin compris). Menu 360 F (vin compris). Menu 390 F (vin compris). Menu 420 F (vin compris). Menu 450 F (vin compris). Menu 480 F (vin compris). Menu 510 F (vin compris). Menu 540 F (vin compris). Menu 570 F (vin compris). Menu 600 F (vin compris). Menu 630 F (vin compris). Menu 660 F (vin compris). Menu 690 F (vin compris). Menu 720 F (vin compris). Menu 750 F (vin compris). Menu 780 F (vin compris). Menu 810 F (vin compris). Menu 840 F (vin compris). Menu 870 F (vin compris). Menu 900 F (vin compris). Menu 930 F (vin compris). Menu 960 F (vin compris). Menu 990 F (vin compris). Menu 1020 F (vin compris). Menu 1050 F (vin compris). Menu 1080 F (vin compris). Menu 1110 F (vin compris). Menu 1140 F (vin compris). Menu 1170 F (vin compris). Menu 1200 F (vin compris). Menu 1230 F (vin compris). Menu 1260 F (vin compris). Menu 1290 F (vin compris). Menu 1320 F (vin compris). Menu 1350 F (vin compris). Menu 1380 F (vin compris). Menu 1410 F (vin compris). Menu 1440 F (vin compris). Menu 1470 F (vin compris). Menu 1500 F (vin compris). Menu 1530 F (vin compris). Menu 1560 F (vin compris). Menu 1590 F (vin compris). Menu 1620 F (vin compris). Menu 1650 F (vin compris). Menu 1680 F (vin compris). Menu 1710 F (vin compris). Menu 1740 F (vin compris). Menu 1770 F (vin compris). Menu 1800 F (vin compris). Menu 1830 F (vin compris). Menu 1860 F (vin compris). Menu 1890 F (vin compris). Menu 1920 F (vin compris). Menu 1950 F (vin compris). Menu 1980 F (vin compris). Menu 2010 F (vin compris). Menu 2040 F (vin compris). Menu 2070 F (vin compris). Menu 2100 F (vin compris). Menu 2130 F (vin compris). Menu 2160 F (vin compris). Menu 2190 F (vin compris). Menu 2220 F (vin compris). Menu 2250 F (vin compris). Menu 2280 F (vin compris). Menu 2310 F (vin compris). Menu 2340 F (vin compris). Menu 2370 F (vin compris). Menu 2400 F (vin compris). Menu 2430 F (vin compris). Menu 2460 F (vin compris). Menu 2490 F (vin compris). Menu 2520 F (vin compris). Menu 2550 F (vin compris). Menu 2580 F (vin compris). Menu 2610 F (vin compris). Menu 2640 F (vin compris). Menu 2670 F (vin compris). Menu 2700 F (vin compris). Menu 2730 F (vin compris). Menu 2760 F (vin compris). Menu 2790 F (vin compris). Menu 2820 F (vin compris). Menu 2850 F (vin compris). Menu 2880 F (vin compris). Menu 2910 F (vin compris). Menu 2940 F (vin compris). Menu 2970 F (vin compris). Menu 3000 F (vin compris). Menu 3030 F (vin compris). Menu 3060 F (vin compris). Menu 3090 F (vin compris). Menu 3120 F (vin compris). Menu 3150 F (vin compris). Menu 3180 F (vin compris). Menu 3210 F (vin compris). Menu 3240 F (vin compris). Menu 3270 F (vin compris). Menu 3300 F (vin compris). Menu 3330 F (vin compris). Menu 3360 F (vin compris). Menu 3390 F (vin compris). Menu 3420 F (vin compris). Menu 3450 F (vin compris). Menu 3480 F (vin compris). Menu 3510 F (vin compris). Menu 3540 F (vin compris). Menu 3570 F (vin compris). Menu 3600 F (vin compris). Menu 3630 F (vin compris). Menu 3660 F (vin compris). Menu 3690 F (vin compris). Menu 3720 F (vin compris). Menu 3750 F (vin compris). Menu 3780 F (vin compris). Menu 3810 F (vin compris). Menu 3840 F (vin compris). Menu 3870 F (vin compris). Menu 3900 F (vin compris). Menu 3930 F (vin compris). Menu 3960 F (vin compris). Menu 3990 F (vin compris). Menu 4020 F (vin compris). Menu 4050 F (vin compris). Menu 4080 F (vin compris). Menu 4110 F (vin compris). Menu 4140 F (vin compris). Menu 4170 F (vin compris). Menu 4200 F (vin compris). Menu 4230 F (vin compris). Menu 4260 F (vin compris). Menu 4290 F (vin compris). Menu 4320 F (vin compris). Menu 4350 F (vin compris). Menu 4380 F (vin compris). Menu 4410 F (vin compris). Menu 4440 F (vin compris). Menu 4470 F (vin compris). Menu 4500 F (vin compris). Menu 4530 F (vin compris). Menu 4560 F (vin compris). Menu 4590 F (vin compris). Menu 4620 F (vin compris). Menu 4650 F (vin compris). Menu 4680 F (vin compris). Menu 4710 F (vin compris). Menu 4740 F (vin compris). Menu 4770 F (vin compris). Menu 4800 F (vin compris). Menu 4830 F (vin compris). Menu 4860 F (vin compris). Menu 4890 F (vin compris). Menu 4920 F (vin compris). Menu 4950 F (vin compris). Menu 4980 F (vin compris). Menu 5010 F (vin compris). Menu 5040 F (vin compris). Menu 5070 F (vin compris). Menu 5100 F (vin compris). Menu 5130 F (vin compris). Menu 5160 F (vin compris). Menu 5190 F (vin compris). Menu 5220 F (vin compris). Menu 5250 F (vin compris). Menu 5280 F (vin compris). Menu 5310 F (vin compris). Menu 5340 F (vin compris). Menu 5370 F (vin compris). Menu 5400 F (vin compris). Menu 5430 F (vin compris). Menu 5460 F (vin compris). Menu 5490 F (vin compris). Menu 5520 F (vin compris). Menu 5550 F (vin compris). Menu 5580 F (vin compris). Menu 5610 F (vin compris). Menu 5640 F (vin compris). Menu 5670 F (vin compris). Menu 5700 F (vin compris). Menu 5730 F (vin compris). Menu 5760 F (vin compris). Menu 5790 F (vin compris). Menu 5820 F (vin compris). Menu 5850 F (vin compris). Menu 5880 F (vin compris). Menu 5910 F (vin compris). Menu 5940 F (vin compris). Menu 5970 F (vin compris). Menu 6000 F (vin compris). Menu 6030 F (vin compris). Menu 6060 F (vin compris). Menu 6090 F (vin compris). Menu 6120 F (vin compris). Menu 6150 F (vin compris). Menu 6180 F (vin compris). Menu 6210 F (vin compris). Menu 6240 F (vin compris). Menu 6270 F (vin compris). Menu 6300 F (vin compris). Menu 6330 F (vin compris). Menu 6360 F (vin compris). Menu 6390 F (vin compris). Menu 6420 F (vin compris). Menu 6450 F (vin compris). Menu 6480 F (vin compris). Menu 6510 F (vin compris). Menu 6540 F (vin compris). Menu 6570 F (vin compris). Menu 6600 F (vin compris). Menu 6630 F (vin compris). Menu 6660 F (vin compris). Menu 6690 F (vin compris). Menu 6720 F (vin compris). Menu 6750 F (vin compris). Menu 6780 F (vin compris). Menu 6810 F (vin compris). Menu 6840 F (vin compris). Menu 6870 F (vin compris). Menu 6900 F (vin compris). Menu 6930 F (vin compris). Menu 6960 F (vin compris). Menu 6990 F (vin compris). Menu 7020 F (vin compris). Menu 7050 F (vin compris). Menu 7080 F (vin compris). Menu 7110 F (vin compris). Menu 7140 F (vin compris). Menu 7170 F (vin compris). Menu 7200 F (vin compris). Menu 7230 F (vin compris). Menu 7260 F (vin compris). Menu 7290 F (vin compris). Menu 7320 F (vin compris). Menu 7350 F (vin compris). Menu 7380 F (vin compris). Menu 7410 F (vin compris). Menu 7440 F (vin compris). Menu 7470 F (vin compris). Menu 7500 F (vin compris). Menu 7530 F (vin compris). Menu 7560 F (vin compris). Menu 7590 F (vin compris). Menu 7620 F (vin compris). Menu 7650 F (vin compris). Menu 7680 F (vin compris). Menu 7710 F (vin compris). Menu 7740 F (vin compris). Menu 7770 F (vin compris). Menu 7800 F (vin compris). Menu 7830 F (vin compris). Menu 7860 F (vin compris). Menu 7890 F (vin compris). Menu 7920 F (vin compris). Menu 7950 F (vin compris). Menu 7980 F (vin compris). Menu 8010 F (vin compris). Menu 8040 F (vin compris). Menu 8070 F (vin compris). Menu 8100 F (vin compris). Menu 8130 F (vin compris). Menu 8160 F (vin compris). Menu 8190 F (vin compris). Menu 8220 F (vin compris). Menu 8250 F (vin compris). Menu 8280 F (vin compris). Menu 8310 F (vin compris). Menu 8340 F (vin compris). Menu 8370 F (vin compris). Menu 8400 F (vin compris). Menu 8430 F (vin compris). Menu 8460 F (vin compris). Menu 8490 F (vin compris). Menu 8520 F (vin compris). Menu 8550 F (vin compris). Menu 8580 F (vin compris). Menu 8610 F (vin compris). Menu 8640 F (vin compris). Menu 8670 F (vin compris). Menu 8700 F (vin compris). Menu 8730 F (vin compris). Menu 8760 F (vin compris). Menu 8790 F (vin compris). Menu 8820 F (vin compris). Menu 8850 F (vin compris). Menu 8880 F (vin compris). Menu 8910 F (vin compris). Menu 8940 F (vin compris). Menu 8970 F (vin compris). Menu 9000 F (vin compris). Menu 9030 F (vin compris). Menu 9060 F (vin compris). Menu 9090 F (vin compris). Menu 9120 F (vin compris). Menu 9150 F (vin compris). Menu 9180 F (vin compris). Menu 9210 F (vin compris). Menu 9240 F (vin compris). Menu 9270 F (vin compris). Menu 9300 F (vin compris). Menu 9330 F (vin compris). Menu 9360 F (vin compris). Menu 9390 F (vin compris). Menu 9420 F (vin compris). Menu 9450 F (vin compris). Menu 9480 F (vin compris). Menu 9510 F (vin compris). Menu 9540 F (vin compris). Menu 9570 F (vin compris). Menu 9600 F (vin compris). Menu 9630 F (vin compris). Menu 9660 F (vin compris). Menu 9690 F (vin compris). Menu 9720 F (vin compris). Menu 9750 F (vin compris). Menu 9780 F (vin compris). Menu 9810 F (vin compris). Menu 9840 F (vin compris). Menu 9870 F (vin compris). Menu 9900 F (vin compris). Menu 9930 F (vin compris). Menu 9960 F (vin compris). Menu 9990 F (vin compris). Menu 10020 F (vin compris). Menu 10050 F (vin compris). Menu 10080 F (vin compris). Menu 10110 F (vin compris). Menu 10140 F (vin compris). Menu 10170 F (vin compris). Menu 10200 F (vin compris). Menu 10230 F (vin compris). Menu 10260 F (vin compris). Menu 10290 F (vin compris). Menu 10320 F (vin compris). Menu 10350 F (vin compris). Menu 10380 F (vin compris). Menu 10410 F (vin compris). Menu 10440 F (vin compris). Menu 10470 F (vin compris). Menu 10500 F (vin compris). Menu 10530 F (vin compris). Menu 10560 F (vin compris). Menu 10590 F (vin compris). Menu 10620 F (vin compris). Menu 10650 F (vin compris). Menu 10680 F (vin compris). Menu 10710 F (vin compris). Menu 10740 F (vin compris). Menu 10770 F (vin compris). Menu 10800 F (vin compris). Menu 10830 F (vin compris). Menu 10860 F (vin compris). Menu 10890 F (vin compris). Menu 10920 F (vin compris). Menu 10950 F (vin compris). Menu 10980 F (vin compris). Menu 11010 F (vin compris). Menu 11040 F (vin compris). Menu 11070 F (vin compris). Menu 11100 F (vin compris). Menu 11130 F (vin compris). Menu 11160 F (vin compris). Menu 11190 F (vin compris). Menu 11220 F (vin compris). Menu 11250 F (vin compris). Menu 11280 F (vin compris). Menu 11310 F (vin compris). Menu 11340 F (vin compris). Menu 11370 F (vin compris). Menu 11400 F (vin compris). Menu 11430 F (vin compris). Menu 11460 F (vin compris). Menu 11490 F (vin compris). Menu 11520 F (vin compris). Menu 11550 F (vin compris). Menu 11580 F (vin compris). Menu 11610 F (vin compris). Menu 11640 F (vin compris). Menu 11670 F (vin compris). Menu 11700 F (vin compris). Menu 11730 F (vin compris). Menu 11760 F (vin compris). Menu 11790 F (vin compris). Menu 11820 F (vin compris). Menu 11850 F (vin compris). Menu 11880 F (vin compris). Menu 11910 F (vin compris). Menu 11940 F (vin compris). Menu 11970 F (vin compris). Menu 12000 F (vin compris). Menu 12030 F (vin compris). Menu 12060 F (vin compris). Menu 12090 F (vin compris). Menu 12120 F (vin compris). Menu 12150 F (vin compris). Menu 12180 F (vin compris). Menu 12210 F (vin compris). Menu 12240 F (vin compris). Menu 12270 F (vin compris). Menu 12300 F (vin compris). Menu 12330 F (vin compris). Menu 12360 F (vin compris). Menu 12390 F (vin compris). Menu 12420 F (vin compris). Menu 12450 F (vin compris). Menu 12480 F (vin compris). Menu 12510 F (vin compris). Menu 12540 F (vin compris). Menu 12570 F (vin compris). Menu 12600 F (vin compris). Menu 12630 F (vin compris). Menu 12660 F (vin compris). Menu 12690 F (vin compris). Menu 12720 F (vin compris). Menu 12750 F (vin compris). Menu 12780 F (vin compris). Menu 12810 F (vin compris). Menu 12840 F (vin compris). Menu 12870 F (vin compris). Menu 12900 F (vin compris). Menu 12930 F (vin compris). Menu 12960 F (vin compris). Menu 12990 F (vin compris). Menu 13020 F (vin compris). Menu 13050 F (vin compris). Menu 13080 F (vin compris). Menu 13110 F (vin compris). Menu 13140 F (vin compris). Menu 13170 F (vin compris). Menu 13200 F (vin compris). Menu 13230 F (vin compris). Menu 13260 F (vin compris). Menu 13290 F (vin compris). Menu 13320 F (vin compris). Menu 13350 F (vin compris). Menu 13380 F (vin compris). Menu 13410 F (vin compris). Menu 13440 F (vin compris). Menu 13470 F (vin compris). Menu 13500 F (vin compris). Menu 13530 F (vin compris). Menu 13560 F (vin compris). Menu 13590 F (vin compris). Menu 13620 F (vin compris). Menu 13650 F (vin compris). Menu 13680 F (vin compris). Menu 13710 F (vin compris). Menu 13740 F (vin compris). Menu 13770 F (vin compris). Menu 13800 F (vin compris). Menu 13830 F (vin compris). Menu 13860 F (vin compris). Menu 13890 F (vin compris). Menu 13920 F (vin compris). Menu 13950 F (vin compris). Menu 13980 F (vin compris). Menu 14010 F (vin compris). Menu 14040 F (vin compris). Menu 14070 F (vin compris). Menu 14100 F (vin compris). Menu 14130 F (vin compris). Menu 14160 F (vin compris). Menu 14190 F (vin compris). Menu 14220 F (vin compris). Menu 14250 F (vin compris). Menu 14280 F (vin compris). Menu 14310 F (vin compris). Menu 14340 F (vin compris). Menu 14370 F (vin compris). Menu 14400 F (vin compris). Menu 14430 F (vin compris). Menu 14460 F (vin compris). Menu 14490 F (vin compris). Menu 14520 F (vin compris). Menu 14550 F (vin compris). Menu 14580 F (vin compris). Menu 14610 F (vin compris). Menu 14640 F (vin compris). Menu 14670 F (vin compris). Menu 14700 F (vin compris). Menu 14730 F (vin compris). Menu 14760 F (vin compris). Menu 14790 F (vin compris). Menu 14820 F (vin compris). Menu 14850 F (vin compris). Menu 14880 F (vin compris). Menu 14910 F (vin compris). Menu 14940 F (vin compris). Menu 14970 F (vin compris). Menu 15000 F (vin compris). Menu 15030 F (vin compris). Menu 15060 F (vin compris). Menu 15090 F (vin compris). Menu 15120 F (vin compris). Menu 15150 F (vin compris). Menu 15180 F (vin compris). Menu 15210 F (vin compris). Menu 15240 F (vin compris). Menu 15270 F (vin compris). Menu 15300 F (vin compris). Menu 15330 F (vin compris). Menu 15360 F (vin compris). Menu 15390 F (vin compris). Menu 15420 F (vin compris). Menu 15450 F (vin compris). Menu 15480 F (vin compris). Menu 15510 F (vin compris). Menu 15540 F (vin compris). Menu 15570 F (vin compris). Menu 15600 F (vin compris). Menu 15630 F (vin compris). Menu 15660 F (vin compris). Menu 15690 F (vin compris). Menu 15720 F (vin compris). Menu 15750 F (vin compris). Menu 15780 F (vin compris). Menu 15810 F (vin compris). Menu 15840 F (vin compris). Menu 15870 F (vin compris). Menu 15900 F (vin compris). Menu 15930 F (vin compris). Menu 15960 F (vin compris). Menu 15990 F (vin compris). Menu 16020 F (vin compris). Menu 16050 F (vin compris). Menu 16080 F (vin compris). Menu 16110 F (vin compris). Menu 16140 F (vin compris). Menu 16170 F (vin compris). Menu 16200 F (vin compris). Menu 16230 F (vin compris). Menu 16260 F (vin compris). Menu 16290 F (vin compris). Menu 16320 F (vin compris). Menu 16350 F (vin compris). Menu 16380 F (vin compris). Menu 16410 F (vin compris). Menu 16440 F (vin compris). Menu 16470 F (vin compris). Menu 16500 F (vin compris). Menu 16530 F (vin compris). Menu 16560 F (vin compris). Menu 16590 F (vin compris). Menu 16620 F (vin compris). Menu 16650 F (vin compris). Menu 16680 F (vin compris). Menu 16710 F (vin compris). Menu 16740 F (vin compris). Menu 16770 F (vin compris). Menu 16800 F (vin compris). Menu 16830 F (vin compris). Menu 16860 F (vin compris). Menu 16890 F (vin compris). Menu 16920 F (vin compris). Menu 16950 F (vin compris). Menu 16980 F (vin compris). Menu 17010 F (vin compris). Menu 17040 F (vin compris). Menu 17070 F (vin compris). Menu 17100 F (vin compris). Menu 17130 F (vin compris). Menu 17160 F (vin compris). Menu 17190 F (vin compris). Menu 17220 F (vin compris). Menu 17250 F (vin compris). Menu 17280 F (vin compris). Menu 17310 F (vin compris). Menu 17340 F (vin compris). Menu 17370 F (vin compris). Menu 17400 F (vin compris). Menu 17430 F (vin compris). Menu 17460 F (vin compris). Menu 17490 F (vin compris). Menu 17520 F (vin compris). Menu 17550 F (vin compris). Menu 17580 F (vin compris). Menu 17610 F (vin compris). Menu 17640 F (vin compris). Menu 17670 F (vin compris). Menu 17700 F (vin compris). Menu 17730 F (vin compris). Menu 17760 F (vin compris). Menu 17790 F (vin compris). Menu 17820 F (vin compris). Menu 17850 F (vin compris). Menu 17880 F (vin compris). Menu 17910 F (vin compris). Menu 17940 F (vin compris). Menu 17970 F (vin compris). Menu 18000 F (vin compris). Menu 18030 F (vin compris). Menu 18060 F (vin compris). Menu 18090 F (vin compris). Menu 18120 F (vin compris). Menu 18150 F (vin compris). Menu 18180 F (vin compris). Menu 18210 F (vin compris). Menu 18240 F (vin compris). Menu 18270 F (vin compris). Menu 18300 F (vin compris). Menu 18330 F (vin compris). Menu 18360 F (vin compris). Menu 18390 F (vin compris). Menu 18420 F (vin compris). Menu 18450 F (vin compris). Menu 18480 F (vin compris). Menu 18510 F (vin compris). Menu 18540 F (vin compris). Menu 18570 F (vin compris). Menu 18600 F (vin compris). Menu 18630 F (vin compris). Menu 18660 F (vin compris). Menu 18690 F (vin compris). Menu 18720 F (vin compris). Menu 18750 F (vin compris). Menu 18780 F (vin compris). Menu 18810 F (vin compris). Menu 18840 F (vin compris). Menu 18870 F (vin compris). Menu 18900 F (vin compris). Menu 18930 F (vin compris). Menu 18960 F (vin compris). Menu 18990 F (vin compris). Menu 19020 F (vin compris). Menu 19050 F (vin compris). Menu 19080 F (vin compris). Menu 19110 F (vin compris). Menu 19140 F (vin compris). Menu 19170 F (vin compris). Menu 19200 F (vin compris). Menu 19230 F (vin compris). Menu 19260 F (vin compris). Menu 19290 F (vin compris). Menu 19320 F (vin compris). Menu 19350 F (vin compris). Menu 19380 F (vin compris). Menu 19410 F (vin compris). Menu 19440 F (vin compris). Menu 19470 F (vin compris). Menu 19500 F (vin compris). Menu 19530 F (vin compris). Menu 19560 F (vin compris). Menu 19590 F (vin compris). Menu 19620 F (vin compris). Menu 19650 F (vin compris). Menu 19680 F (vin compris). Menu 19710 F (vin compris). Menu 19740 F (vin compris). Menu 19770 F (vin compris). Menu 19800 F (vin compris). Menu 19830 F (vin compris). Menu 19860 F (vin compris). Menu 19890 F (vin compris). Menu 19920 F (vin compris). Menu 19950 F (vin compris). Menu 19980 F (vin compris). Menu 20010 F (vin compris). Menu 20040 F (vin compris). Menu 20070 F (vin compris). Menu 20100 F (vin compris). Menu 20130 F (vin compris). Menu 20160 F (vin compris). Menu 20190 F (vin compris). Menu 20220 F (vin compris). Menu 20250 F (vin compris). Menu 20280 F (vin compris). Menu 20310 F (vin compris). Menu 20340 F (vin compris). Menu 20370 F (vin compris). Menu 20400 F (vin compris). Menu 20430 F (vin compris). Menu 20460 F (vin compris). Menu 20490 F (vin compris). Menu 20520 F (vin compris). Menu 20550 F (vin compris). Menu 20580 F (vin compris). Menu 20610 F (vin compris). Menu 20640 F (vin compris). Menu 20670 F (vin compris). Menu 20700 F (vin compris

CULTURE

LE MONDE / MERCREDI 10 FÉVRIER 1999

MUSIQUE Les Arts florissants, l'une des plus célèbres formations de musique baroque, fête ses vingt ans. ● DANS UN ENTRETIEN au Monde, son fondateur, William

Christie, rappelle les origines « folkloriques » de cet ensemble, les réserves des critiques et surtout celles de l'Etat à soutenir un mouvement perçu comme « éphé-

mère ». ● LES FORMATIONS BAROQUES forment un laboratoire libéral à la marge d'un secteur largement subventionné. ● UNE QUARANTAINE d'entre elles ont décidé

de se fédérer afin de se faire entendre du ministère de la culture. La part de la musique baroque dans la programmation des festivals de musique classique est en effet pas-

sée de 10 % en 1991 à 30 % en 1998. Or, d'après le ministère, la totalité de ces ensembles reçoit l'équivalent de la subvention accordée à un seul orchestre de région.

William Christie fête les vingt ans prolifiques des Arts florissants

Dans un entretien au « Monde », le fondateur et chef de la formation raconte son parcours exemplaire au service du répertoire baroque et le manque de soutien du ministère de la culture à un univers pourtant très populaire

« A quoi songiez-vous quand vous avez créé les Arts florissants, il y a vingt ans ?

— Strictement à rien d'autre que vivre le moment présent, le partager avec des collègues de grand talent et voler de mes propres ailes. Il était temps que je fonde un ensemble, que je m'exprime. J'étais à l'oreille de ma trentaine. La dizaine de musiciens, dont Dominique Visse était la figure de proue, qui étaient du voyage avaient de 18 à 25 ans. J'avais le sentiment que je faisais partie d'un petit milieu de gens qui avaient du temps à consacrer à la musique, qui avaient du talent et qui s'aimaient.

— Comment travailliez-vous à cette époque... historique ?

— Nous avions de longues périodes de travail à Paris et à la campagne dans des salles de paroisse désaffectées, des temples protestants, des lieux gratuits. Nous étions un peu des SDF. Un jour, Guillemette Laurens, une de nos chanteuses, a lancé : « Nous avons une maison de famille dans le Sud-Ouest, elle n'est pas trop moche et elle est grande, nous pourrions peut-être y faire retraite ? » Nous nous sommes ainsi retrouvés dans une merveilleuse maison du XVIII^e siècle et avons travaillé sans autre but que cela.

— De quoi viviez-vous ?

— D'amour et d'air pur. J'avais une maison de campagne en Vendée qui avait une grande pièce vide. J'y ai installé des lits de camp. C'était assez drôle. Figurez-vous que des voisins se sont mis à rôder autour de la maison pour savoir ce que cette bande de jeunes « fabriquait ». Comme ils nous ont entendus chanter des cantiques, tard le soir, ils nous ont dénoncés. Deux gendarmes sont venus, peu aimables ces deux-là, vérifier que nous n'étions pas une secte. C'était une époque un peu folklorique : nous étions tellement heureux.

— Vous vouliez travailler, vous viviez d'air et d'amour, mais vous aviez bien un but...

— Ressusciter des partitions du grand patrimoine français, celles des Moutins, Lambert, Lully, Charpentier, et d'autres. Quand je regarde notre bibliothèque, je suis fasciné par le travail effectué. Il faudrait publier tout cela. Bien sûr, nous prêtons des partitions de notre fonds, mais cela ne suffit pas. Il faudrait, par exemple, éditer une « méthode rose » du chant choral pour aider les jeunes ensembles.

— Quel était le contexte de la

vie musicale française lors de vos débuts ?

— Nous étions au début d'un mouvement. Jean-Claude Malgoire, cette grande personnalité, était déjà là. Ainsi qu'une poignée de chœurs, dont Blanche Verlet, la jeune star, et bien sûr Scott Ross. Mais aussi une solide tradition d'organistes, dont Francis Chapelet et Michel Chapuis. Il nous a fallu séduire le public, voyager pour nous faire connaître en France et à l'étranger. Ce que nous avons pu faire, grâce à l'irremplaçable Association française d'action artistique. Il a fallu aussi séduire les maisons de disques et les critiques, qui étaient réservés sur le travail des ensembles spécialisés dans la musique ancienne. Mais nous avons présenté un opéra de chambre de Rameau lors des Proms de Londres, dès 1980, et l'année suivante tout un programme Lambert et Moutins à Amsterdam. Avec beaucoup de succès, je dois dire dans les deux cas : les Britanniques et les Néerlandais ont découvert ces musiques avec curiosité.

— La critique n'a quand même pas été dans sa totalité difficile à convaincre...

— Non, bien sûr ! Il y a eu, il y a toujours, Jacques Merlet, dont les émissions sur France-Musique et le festival qu'il dirigeait alors ont tellement fait pour nous. Et Philippe Beaussant, dont les idées, les écrits, l'action ont été si importants pour notre mouvement et pour la musique ancienne française. Je ne voudrais pas oublier Alain Durel, qui nous a aidés à nos débuts en nous invitant au festival Musique dans la ville à Aix-en-Provence, et Alain Pacquier, qui a fondé le Festival de Saintes. En revanche, un seul fonctionnaire aura été fidèle à ses engagements, c'est Vincent Berthier de Lioncourt (alors directeur régional des affaires culturelles d'Ile-de-France). Les autres !

— N'est-il pas paradoxal de constater que les ensembles français de musique baroque drainent un public nombreux, proposent tant de redécouvertes de notre patrimoine, mais reçoivent si peu de l'Etat ?

— Paradoxe, c'est le bon mot. Nous ne sommes toujours pas acceptés, nous sommes tolérés. Il me semble que l'Etat, influencé par quelque mentor, pense parfois que nous sommes un mouvement éphémère qui peut vivre en dehors du milieu officiel, dans un état sauvage. Jusqu'à une date récente, on



William Christie : « Deux gendarmes sont venus vérifier que nous n'étions pas une secte. »

considérait que la vraie pédagogie était le fait du Conservatoire de Paris, où enseignaient des spécialistes. Pour tous ces gens-là, toujours présents mais moins influents, le mot spécialiste est une malade. Notez que ce n'est pas franchement différent ailleurs, puisque, aux Etats-

Unis et en Grande-Bretagne, la vie musicale officielle nous considère de la même façon. Du temps que j'enseignais dans cette institution, j'ai vu des élèves très tristes venir me voir en disant : « Je ne peux plus assister à votre classe, car mon professeur est en colère. » Un autre me

dit : « Vous voulez que je vous joue quelque chose comme je sais devoir le jouer devant le jury de mon prochain examen ou comme j'ai envie de le jouer ? »

— Vous faites sans doute allusion à Pierre Boulez, qui rejette l'interprétation de la musique

ancienne sur instruments anciens. Mais ne confondez-vous pas un simpleton pas une opinion déjà faite ?

— La France est victime de la centralisation, malgré la décentralisation. Trois ou quatre personnes, au ministère et à la tête d'institutions, décident de tout. On a vécu cela à Radio-France, récemment encore, et à la direction de la musique presque de tout temps. Dans ses récentes déclarations au sujet du spectacle vivant, le ministère se contente d'un vague discours. Quand vous parlez aux responsables de la musique officielle, vous avez l'impression de parler dans une langue qui leur est incompréhensible.

— Comment vivez-vous votre manque de subventions publiques directes ?

— Nos concerts et nos productions d'opéras sont beaucoup trop chères et nous avons un mal fou à les vendre aux scènes nationales, aux opéras, aux festivals. Nombre de nos projets de coproduction sont ainsi annulés, parfois à la dernière minute. Très récemment, l'Opéra national de Lyon a laissé tomber un projet qui nous a fait perdre six semaines de travail. Il aurait fallu que j'abandonne les Arts flo pour diriger l'orchestre salarié par cette maison. Ce n'est pas possible. J'ai des responsabilités à assumer face aux musiciens et aux chanteurs de notre ensemble.

— Que va-t-il se passer dans l'immédiat ?

— L'Etat nous aide un peu, la région Basse-Normandie et la ville de Caen nous sont fidèles, mais Pechiney, notre principal mécène, va cesser de nous soutenir, après dix ans de fidélité. Je vais donc créer l'association des Amis des Arts florissants pour tenter de trouver de l'argent auprès de personnes privées. Mais ce n'est pas une solution viable à long terme. Rien dans le système fiscal français n'incite une personne privée à soutenir l'art.

— D'après le ministère, la totalité des ensembles français de musique baroque reçoit 28 millions de francs de l'Etat et 25 millions des collectivités locales, soit la subvention reçue par un seul orchestre de région comme celui de Bordeaux. Que vous inspire cette disparité ?

— Elle confirme tout ce que je viens de vous dire.

Propos recueillis par Alain Lompech

L'unisson fait la force

Une quarantaine d'ensembles de musique spécialisée veulent se faire entendre du ministère de la culture

LA PART OCCUPÉE par la musique baroque dans la programmation des festivals de musique classique est passée de 10 % en 1991 à 30 % en 1998. Malgré leur succès auprès du public, musiciens et chanteurs professionnels évoluent dans des ensembles fragiles. Peu ou pas subventionnés, ces formations n'emploient pas d'artistes permanents, mais seulement des intermittents. Dix d'entre elles — dont Les Arts florissants, Le Seminario musicale, La Chapelle royale — viennent de former un groupe de travail pour préparer la création d'une fédération des ensembles vocaux et instrumentaux spécialisés (Fevis), dans le but avoué de se faire entendre de l'Etat. Elles rejoignent ici d'autres musiciens indépendants, comme le chœur Accentus, l'ensemble vocal A Sei Voci et les Marseillais de Muscatreze.

« A plusieurs, on peut espérer trouver une oreille plus attentive auprès du ministère de la culture », explique Catherine Desbordes, administratrice de l'Ensemble baroque de Limoges, membre du groupe de travail. Dirigé par le violoncelliste Christophe Coin, l'ensemble mène une vie musicale très intense, à

l'instar de la plupart de ces orchestres indépendants. Logé aux portes de Limoges, dans un petit château vide en instance de rénovation, il donne une cinquantaine de concerts par an, dont une saison en Limousin. Il enregistre deux à trois disques par an — le dernier consacré à la musique de chambre autour de la viole de gambe de Telemann est sorti en octobre (Audiadis). Christophe Coin prépare actuellement les Cantates de Pentecôte, de Bach, et La Flûte enchantée, de Mozart.

Dans le cadre de ses activités de recherche, l'Ensemble baroque de Limoges organise régulièrement des colloques, réunissant une centaine de spécialistes. Son livre *Amour et Sympathie* reproduit les actes des rencontres internationales autour des instruments à cordes sympathiques (Edition Musicales de Limoges, diffusion Pullin).

Subventionnée par l'Etat et les collectivités locales (3,5 millions de francs au total), l'équipe de Christophe Coin peut salarier six permanents. Elle doit aussi s'autofinancer à 55 % et faire appel à des musiciens intermittents. A Paris, la formation plus jeune de Christophe Rousset, Les Talens lyriques, em-

ploie deux cents musiciens et chanteurs intermittents par an. « Nous devons nous autofinancer à 98 %, car nous recevons une aide de la Fondation France Télécom mais aucun argent public », explique Lorraine Villeneuve, administratrice. Alors que l'Agence française d'action artistique, du ministère des affaires étrangères, nous envoie représenter la France à l'étranger, nous recevons des réponses négatives du ministère de la culture à nos demandes de subvention. Christophe Rousset a été fait chevalier des arts et des lettres : c'est jolii mais ça ne donne pas de quoi monter un opéra ! »

CONCERTS A PRIX COÛTANTS

Les Talens lyriques enregistrent chez Decca (*Caribiques spirituels de Racine* ; *Musique de danse de Versailles*...), jouent dans de grandes salles à Boston ou Amsterdam. Sans aide publique, ils sont condamnés à vendre leurs concerts à prix coûteux. « Nous sommes obligés de rester dans les réseaux de diffusion relativement élitistes, car, pour les scènes nationales, qui assurent une meilleure démocratisation culturelle, nos concerts sont deux à trois fois trop chers. Quant aux maisons d'opéra, elles entretiennent un

orchestre permanent qui n'interprète pas les opéras baroques. Elles ne peuvent donc payer en plus des musiciens pour jouer ce répertoire. Ainsi, c'est tout un pan du patrimoine, de Lully à Rameau, qui échappe au public. »

Le chœur Accentus, dirigé par Laurence Equilbey, est à l'origine de ce projet de fédération qui intéresse actuellement une quarantaine d'ensembles spécialisés. « Du baroque au contemporain, nous avons en commun le fait d'employer seulement des artistes intermittents et de rencontrer les mêmes problèmes fiscaux et administratifs », explique Olivier Manté, administrateur d'Accentus.

Pendant que le groupe de travail rédige les statuts de la future Fevis, le ministère de la culture étudie les conclusions de l'enquête menée par ses inspecteurs sur l'ensemble du mouvement baroque en France. Au budget 1999, une faible hausse des crédits pour la musique ancienne a été dégagée (+ 650 000 F.). Et, dans le langage évasif cher à l'administration, le ministère assure que « l'attention à ce secteur va être renouvelée ».

Catherine Bédarida

COMMENTAIRE

UN LABORATOIRE LIBÉRAL

Ridiculisés par les commentaires parfois peu amènes d'une critique musicale qui refusait d'être bousculée dans ses habitudes, têt affublé du sobriquet douteux de « baroqueux », les interprètes philologues de la musique ancienne ont finalement conquis public... et critiques. Mais ils sont toujours moqués par les tenants du progrès en art qui les accusent d'avoir une pratique historicisante de la musique. Un combat d'arrière-garde cependant battu en brèche par quelques musiciens irréductibles. Qu'un chef de la stature de Simon Rattle vienne à Paris travailler son Rameau avec William Christie, avant de le diriger avec l'Orchestre de l'âge des Lumières, est plus qu'un signe. C'est la victoire du pragmatisme et de l'intelligence sur les certitudes et l'inculture musicale.

Tenu par des engagements qui absorbent l'essentiel de son budget et qu'il ne remet pour ainsi dire jamais en cause quelle que soit la qualité objective des institutions subventionnées, le ministère n'a pas pu, pas su et sans doute pas voulu accompagner

de façon significative l'essor des ensembles de musique ancienne. C'est aussi que le mode de fonctionnement particulier de ces orchestres et de ces chœurs est une sorte de laboratoire libéral. Se développant à la marge de la vie musicale officielle, ces « institutions » doivent se vendre sur le marché. Elles ne courent quasiment rien à l'Etat et ne lui causent guère de soucis : pas de grèves, pas de conventions collectives spécifiques, pas de statut pour les musiciens, pas de chefs à nommer, pas de technocrates à caser.

Malgré leur renommée et leur présence privilégiée au catalogue des grandes compagnies de disques — dont les grands orchestres parisiens sont, pour ainsi dire, absents de nos jours —, ces musiciens éprouvent des difficultés à se faire entendre : quel organisateur de concerts accepte de payer à prix quasiment coûtant un concert quand il peut s'offrir une formation subventionnée pour dix fois moins cher ? Seulement ceux qui y tiennent. D'après le ministère de la culture, huit des principaux ensembles baroques n'attirent que 240 000 spectateurs par an. Combien en attireraient-ils s'ils étaient subventionnés dignement ?

A. Lo.

de tous

pas toutes vos lettres

Vlady Kibaltchich, peintre, pas disparu

Rencontre avec le fils de Victor Serge

CUERNAVACA (Mexique)

de notre envoyé spécial

Dans l'atelier - à Cuernavaca - où est mort Mingus, « au-dessous du volcan », Vlady, soixante-dix ans, catogan de cheveux argentés, chapeau de paille, chemise en soie bleu de guède boutonnière comme une chemise de moujik, chapeau de paille, Vlady Serge prend, au milieu d'immenses formats en cours de travail, connaissance du dossier de presse de *Disparus*, le film de Gilles Bourdos qui sort en France le 10 février. Aussitôt, le fils de Victor Serge, révolutionnaire professionnel et voyageur, écrivain, anarchiste avant 1914, rallié aux bolcheviks puis trotskiste, cherche des connaissances, note l'absence d'Etienne, « l'homme de confiance de Sedov qui a trahi tout le monde ». Sedov était le fils de Trotsky, mort mystérieusement dans un hôpital parisien le 15 février 1938.

« Et Reiss ? Le seul à savoir où était opéré Sedov... Faisons... Tant de choses ont été dites, que l'histoire a confirmé... La vérité historique n'est pas l'important : elle est impossible à atteindre. L'important, c'est de traverser les strates de mythes qui se sont empliées. Les trotskistes étaient peu nombreux mais très forts. Ils avaient la raison politique : la raison et l'intelligence de cette raison. Nous n'avons jamais pu, malgré les trahisons, les exécutions, savoir... »

« Vous êtes poursuivi ? »
« Bien sûr, mais cela n'a aucun intérêt. On était tous poursuivis par la Guépéou et les stalinistes de France. On le savait. On vivait. Dans une organisation, chacun fait ce qu'il peut. C'est un mélange d'activités modestes, de rôles, de stencils, de pagaie, d'engueulades. C'est une passion, la recherche de la vérité, une discipline consentie... le martyre : Reiss, Klement, Sedov, tant d'autres, regardés [petite galerie de portraits au crayon, d'un trait expressif] : volci Tarov, un Tatar, un bolchevik, il s'évade de camp de concentration, se retrouve en Perse, est esclavagisé, enchaîné comme une bête, dans un moulin

de bois, à moudre du blé ; une inondation emporte le tout, des Anglais le sauvent à des kilomètres de là et le déportent ; grâce à Sedov il rejoint la France et rallie mon groupe Nouveau Départ [auquel participaient aussi Dina et Sacha Vierny] ; cela ne l'a pas empêché de mener une activité fractionniste, il a voulu me débarquer, il n'aimait pas mon communisme un peu anarchisant.

« Vous étiez marginal vis-à-vis de ce groupe ? »

« J'étais plus proche du POUM, espagnol que de la IV^e Internationale. J'ai dû rejoindre mon père au Mexique en 1941. Et ici, Alfred Rosmer, mort : un ouvrier catalan qui avait connu Tagore, procureur implacable. Là, le maire socialiste de Madrid réfugié en France, que Vichy a livré à Franco qui s'est empressé de l'exécuter. J'étais jeune et sectaire, naturellement.

« Tout reste à recommencer, on ne peut pas faire autrement, on va essayer de ne pas refaire les mêmes conneries, mais, à coup sûr, on en fera d'autres. Contre le



Anouk Grinberg et Grégoire Colin dans « Disparus ».

stalinisme, en tout cas, contre l'alliance du stalinisme et du nazisme, nous avons eu depuis le début raison. A part ça, poursuivis ou pas, la vie continuait, avec ses intrigues, ses petits gestes, sa force. Ici, au Mexique, les stalinistes ont été culturellement dominants. Vous ajoutez la corruption et la misère, cela aboutit à une mémoire brouillée, un syncrétisme crétin, des mots vidés, stupides ; tout est à réinventer :

même Marcos, qui est une personnalité merveilleuse, n'est-ce pas, est conscient qu'il est nourri de ça, de cette mémoire gâchée.

« La peinture, vos grandes fresques, les trois toiles dans la maison de Trotsky, c'est une façon d'éclairer les faits, de lutter ? »

« La peinture, c'est un phare d'où l'on voit les crises, un phare privilégié. Comme elle est une sensibilité sans parole, elle exprime, mais ce n'est pas une

question d'image, avant les mots, ou après. Elle concerne toutes les disciplines. C'est une technique de quatre mille ans, une culture matérielle très complexe, très alchimique, dont on ne parle jamais.

« Je prépare mes couleurs à l'ouest tous les matins. Je travaille comme Titien. Il me semble que je suis le seul depuis Delacroix et Moreau à travailler ainsi. Depuis le geste magnifique de Duchamp, l'art n'offre à la contemplation, n'est-ce pas, on n'a plus fait grand-chose. Les peintres malheureux ont abandonné la peinture. Faute de ce travail vous n'obtenez pas les noirs, les rouges ou les blancs justement lumineux. Les noirs surtout. Regardez.

« Le travail... »

« J'ai soixante-dix-neuf ans, voyez-vous. La révolution, ce n'est pas un terme sociologique : c'est un mot de l'astronomie. Les révolutions font partie des révolutions de la planète, de la matière, de l'organique. Tout est toujours à refaire.

« Je vais vivre encore jusqu'à quatre-vingt-six ans, peut-être quatre-vingt-sept, je ne sais pas encore. J'ai beaucoup de travail jusqu'à là. La vie n'est pas faite pour vivre. Il faut accomplir sa tâche. J'ai beaucoup le sens des responsabilités : cela peut paraître étrange, n'est-ce pas ? Tel est mon marxisme anarchisant. »

Propos recueillis par Francis Marmande

Jean-Michel Frodon

L'adieu aux camarades

Disparus. Une évocation muséale de la geste trotskiste

Film français de Gilles Bourdos. Avec Grégoire Colin, Anouk Grinberg, Xavier Beauvois, Frédéric Pierrot, Redjep Mitrovista, Michel Duchaussoy, Brigitte Catillon. (1 h 50.)

Adaptant - lointainement - *Nous cheminions entourés de fantômes aux fronts troués*, roman de Jean-François Vilar (Seuil) évoquant la saga des premiers âges du trotskisme et la dépression moderne des espions révolutionnaires, Gilles Bourdos s'attaque à une partie difficile. On voit bien, et même trop bien, qu'il s'est posé toutes les bonnes questions : comment rendre lisible une histoire obscure, déjà lointaine et méconnue de presque tout le monde ? Comment relier ce drame des an-

nées 30 au présent ? Comment inscrire une aventure politique dans un cadre à la fois plus large (les aspirations d'une génération) et plus personnel ? Le résultat est une illustration sage, où ne passe pas un souffle de vie, d'un scénario combinant reconstitution appliquée et métaphores insistantes - parfois jusqu'au gag involontaire, comme cette scène de sodomie entre le stalinien et le trotskyste.

MAN RAY ET RAMÓN MERCADER

La figure centrale de *Disparus* est celle d'un jeune ouvrier typographe (Grégoire Colin), militant trotskiste attiré par la poésie des surréalistes, qui épousera une de leurs égarées (Anouk Grinberg), également naitresse d'un machiniste stalinien (Xavier Beauvois). Le film évoque les

silhouettes de plusieurs personnalités réelles : Man Ray, Ignace Reiss, dont l'assassinat par la Guépéou ouvre le film, Klement, le secrétaire de la IV^e Internationale (trotskiste), lui aussi victime de la violence des émissaires stalinien, ou Ramón Mercader, futur meurtrier du « Vieux » réfugié au Mexique.

Des ramifications contemporaines (durant la « Révolution de velours » en Tchécoslovaquie) cherchent à ajouter au drame historique un suspense à rebondissement. Malgré l'intérêt des faits évoqués et la qualité de l'interprétation, ces dispositifs savamment agencés ne parviennent qu'à montrer davantage le caractère artificiel de l'évocation.

Jean-Michel Frodon

Rabih Abou-Khalil, celui qui unifie l'oud et le jazz

LA GUERRE CIVILE a contraint Rabih Abou-Khalil à quitter le Liban en 1978. Ce n'est pas quelque chose dont le compositeur et joueur d'oud - le luth arabe - aime

Portrait

Compositeur libanais vivant en Allemagne, il équilibre des mondes musicaux différents

parler. « Je pensais aller en Europe pour améliorer ma connaissance de la flûte. Ça s'est fait plus vite que prévu. » Rabih Abou-Khalil prend le temps de poser chaque phrase en français ; parfois un mot agglais lui paraît plus précis. Au cosmopolitisme de Beyrouth a succédé la richesse culturelle de Munich, en Allemagne. S'il a vécu le déracinement, c'est avec moins de douleur apparente que les personnages du film *Yara* (« La Cicatrice de mon âme »), de Yilmaz Arslan, production germano-turque dont Rabih Abou-Khalil vient d'enregistrer la musique, qui figure dans son dernier disque.

« Mon grand-père était un joueur de nay, une flûte ; mon père m'a donné l'amour de la musique clas-

sique ; ma mère chantait Frank Sinatra ; et moi je devais être un des rares au Liban à écouter Frank Zappa. A un moment, tout ça s'est mélangé et une partie de ma musique est née. » Il enregistre son premier disque avec quelques économies, le vend à la sortie de ses concerts dans de petites salles. ECM, la compagnie de Manfred Eicher, qui enregistre Keith Jarrett, s'intéresse d'abord à lui ; mais c'est avec Matthias Winckelmann, de la compagnie Enja, que Rabih Abou-Khalil trouvera un interlocuteur.

La réputation d'Abou-Khalil a commencé à toucher le milieu du jazz. L'oud, dont il fait son instrument, intrigue. Bientôt on retrouve sur ses disques et dans ses concerts des membres du groupe Oregon (le contrebassiste Glen Moore) ou le saxophoniste Charlie Mariano qui, depuis les années 60, étudie les musiques du Japon et de l'Inde.

PAS D'ORIENTAL JAZZ

« Il y avait, au début des années 80, une sorte de courant, avec Codona ou Oregon, qu'on appelait aujourd'hui world jazz. Mais c'était surtout fondé sur l'improvisation et l'expérimentation. Je pense être d'abord un compositeur. En tout cas je ne joue pas de l'oriental

jazz ». Ça ne veut rien dire. « Le terme a pourtant été souvent accolé au nom de Rabih Abou-Khalil. Compositeur, il se sent d'abord comme celui par qui passent des mondes musicaux différents, qu'il essaye d'unifier sans les trahir. Cette notion d'équilibre transparait dans nombre de ses enregistrements, toujours présentés dans de superbes pochettes décorées d'innombrables et de calligraphies. Comme Theodor Monk, qui sans cesse est revenu, à chaque fois différemment, sur certaines de ses compositions, Rabih Abou-Khalil aime que chaque disque soit une tentative nouvelle.

Ses ensembles ont compté parfois plutôt des hommes du jazz (le trompettiste Kenny Wheeler, le contrebassiste Steve Swallow...), parfois plutôt des musiciens traditionnels. Il a aussi écrit pour le Balanescu String Quartet.

Il joue aujourd'hui avec le tubiste Michel Godard, le violoncelliste Vincent Courtois (aussi à l'aise avec Rita Mitsouko), le percussionniste et batteur Mark Nauseff et le joueur de tambour Nabil Khaïat. « C'est une formation légère, qui paraît simple. Mais elle doit mettre en jeu la notion de dynamique, fondamentale dans mon écriture et qui me semble un peu absente dans la musique actuelle. J'aime bien aussi ne pas jouer avec des instruments tempérés. C'est plus risqué, il faut en permanence trouver un son général du groupe. De ce point de vue on peut probablement me rapprocher de la pratique du jazz. »

Sylvain Siclier

★ Nouvel album : « Yara », Enja Records ENJ-9360 2, distribué par Harmonia Mundi.

★ Concert au New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10^e. 10^h Château-d'Eau, samedi 13 février, 21 heures. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 à 130 F (16,77 à 19,62 €).

La « descente en enfer » du chef d'orchestre Misha Katz

ORLÉANS de notre correspondant régional

Misha Katz n'a plus envie de sourire. Ce jeune chef d'orchestre, plein de passion, né en 1954 à Rostov-sur-le-Don (Russie), élève de Rostropovitch, puis de Leonard Bernstein, fondateur du Trio Chostakovitch en France où il a choisi de s'installer en 1985, réside à Saint-Jean-de-la-Ruelle (Loiret). En 1996, il a été nommé chef permanent de l'Orchestre national de Biélorussie en 1996. Aujourd'hui, il est écarté de ses fonctions. Il est pourtant loin d'avoir démissionné. L'orchestre, vieux de soixante-dix ans, une des meilleures formations de l'URSS comme le disait Sviatoslav Richter, mais qui avait périéclité, avait retrouvé sous sa baguette en quelques mois sa qualité, au point de remplir à nouveau les salles de concert à Minsk et d'être invité à l'étranger, complément de revenus indispensables pour ses musiciens qui gagnent à peine l'équivalent de 150 francs par mois.

Etat de grâce de courte durée. Misha Katz - qui a acquis la nationalité française en 1991 - a commencé à recevoir sous sa porte, à Minsk, des lettres anonymes antisémites. Puis il s'est vu sommé par l'administration de jouer de la musique nationale.

En septembre 1998, il n'était plus que « chef associé ». On s'est mis à le surveiller et à le fier. Et, en octobre, interdiction lui a été faite de travailler avec l'orchestre qu'il venait de ressusciter. Lettres-pétitions des musiciens, louant son talent, son travail acharné et ses qualités humaines au président biélorusse Loukachenko, grand amateur d'opéra, paraît-il, et au ministre

de la culture Sosnovski : rien n'y a fait. Misha Katz n'est plus qu'un chef sans orchestre. Ses tournées en Occident qu'il avait organisées, notamment à Angoulême, ont dû être annulées, et celles de 1999 sont compromises.

« Les fonctionnaires là-bas vivent encore à l'heure soviétique, se désolent-ils, je suis une victime du durcissement nationaliste et antisémite. » Refroidissement biélorusse, dont les ambassadeurs occidentaux en poste à Minsk ont fait les frais à la même période. Ceux-ci s'étaient vu confisquer leurs résidences pour permettre au président Alexandre Loukachenko d'agrandir son palais. Rappelés par leurs gouvernements après cet incident ubuesque, ils ont regagné le 17 janvier la capitale biélorusse, à l'exception du représentant des Etats-Unis (Le Monde du 16 janvier 1999).

ETRANGER PARTOUT

« C'est un pays pétri de dons musicaux, regrette Misha Katz, j'ai tout donné là-bas au public qui me soutient, aux musiciens qui ont pleuré en me demandant de ne pas les abandonner. Les malheurs du chef d'orchestre n'en finissent pas, y compris... en France.

Créateur du Trio Chostakovitch, un ensemble remarqué, Misha Katz, qui vit dans un modeste HLM de la banlieue orléanaise, voit aujourd'hui sa subvention de la région et de la DRAC fortement amputée. « Je suis un étranger partout, dit-il amer. Dès qu'on étouffe l'art, j'ai l'impression de chuter en enfer ! »

Régis Guyotat



DIMANCHE 14 FÉVRIER 17H

SAFRI DUO percussions

RAVEL - CHOPIN - R. WALLIN - W. SIEGEL - A. PAPE - M. MIKI
2 cors, 4 mains, 16 baguettes - tous à l'unisson !

LUNDI 15 FÉVRIER 20H30

KRONOS QUARTET

ALI-ZADEH - RYLEY - SCHNITKE - GLASS - VON BINGEN...

LOCATION 01 42 74 22 77 • 2 PL. DU CHÂTELET PARIS 4

CHOISIR SA PRÉPA

Les résultats complets des classes préparatoires aux concours 1998 des grandes écoles sur Minitel

118 grandes écoles en fiches sur le site Internet du Monde

Sur Minitel 3615 LEMONDE (2,23 F/mn)

Sur Internet www.lemonde.fr

Rose Ganche

Loi 81 43 35 32 31

Philippe Avron

POUR UN SAUMON

HU

La mort d'Iris Murdoch, écrivain, philosophe et poète

Elle a été saluée comme « l'une des romancières préférées de la Grande-Bretagne »

Atteinte depuis cinq ans de la maladie d'Alzheimer, Iris Murdoch, née à Dublin le 15 juillet 1919, diplômée d'Oxford et de Cambridge, est morte

lundi 8 février dans une maison de soins d'Oxford où elle avait été admise il y a trois semaines. Ses vingt-sept romans ont fait d'Iris

Murdoch, qui disait volontiers « La vie est terrible... et très drôle », l'une des romancières les plus appréciées par les Britanniques.

LES PHOTOS la montraient le plus souvent sans apprêt, les cheveux flous et l'œil clair dans un visage rond. Une figure dessinée à grands traits, où s'attachait quelque chose d'enfantin. L'ombre d'un sourire ou l'ébauche d'une pensée malicieuse, voilà ce qui semblait flotter dans le regard de cet écrivain à l'imposante bibliographie. Iris Murdoch, qui s'est éteinte à l'âge de soixante-dix-neuf ans, laisse derrière elle quelque trente livres dont elle ne se souvenait absolument plus être l'auteur.

Atteinte depuis cinq ans de la maladie d'Alzheimer, la romancière n'avait cependant pas tout à fait disparu de la scène publique. A plusieurs reprises, au cours des deux dernières années, son mari avait accueilli des journalistes dans leur petite maison. Plutôt que de sombrer dans un silence accablant, John Bayley n'a pas hésité à évoquer la progression du mal et ses manifestations sur une intellectuelle dont il partageait la vie depuis plus de quarante ans. Il a publié un livre de Mémoires intitulé *Elegy for Iris*, où il raconte leurs années de vie commune et comment la maladie a transformé une évidence, leur existence, en quelque chose d'autre, « le mariage ayant pris son propre destin en main ». Une démarche inhabituelle et d'autant plus remarquable que la romancière jouissait d'une importante renommée.

CAPHARNAÏM

Ses fictions, qui conjuguèrent habilement talent romanesque et souci de réflexion, avaient fait d'elle l'une des figures marquantes de la vie littéraire outre-Manche. La gentillesse et la gaieté légendaires d'Iris Murdoch n'étaient sans doute pas pour rien dans cette popularité. Née à Dublin, en 1919, elle fut l'enfant unique et choyée de parents qui ne tardèrent pas à s'installer en Angleterre. Petite fille, elle grandit donc dans les

quartiers londoniens de Hammersmith et Chiswick, avant d'aller étudier à Oxford, où elle fut une ardente militante communiste, ce qui ne dura pas. Suivit un bref passage dans l'administration du Trésor, puis deux ans au sein de l'Organisation des Nations unies chargée des réfugiés. Ce fut à Bruxelles, entre deux voyages, qu'elle tomba, par hasard, sur un exemplaire de *L'Étre et le Néant*, de Sartre. « J'avais passé des années sans ouvrir un livre. Le travail avec les réfugiés était très gratifiant et je pensais en faire une activité à vie », devait-elle raconter, en 1992, dans un entretien au journal anglais *The Independent*.

La lecture de Sartre, pourtant, bouleversa ses plans. « Je n'étais pas complètement d'accord avec lui, mais ce livre m'a ramené à la philosophie, que j'avais beaucoup aimée à Oxford, même si je ne me concevais pas comme une philosophe. » Cette découverte la conduisit bientôt à Cambridge, où elle se maria en 1956. Elle et John, inséparables, vivront toute leur vie dans un capharnaüm, où les livres, les manuscrits et une collection de pierres s'empilent en pyramides menaçant toujours de s'écrouler. Iris a repris ses études sous la houlette de disciples de Wittgenstein. Elle-même se réclamait par la

ZONES OSCURES

Son dernier roman, *Jackson's Dilemma*, a été publié en 1995 alors qu'elle commençait sans le savoir à être atteinte de la maladie d'Alzheimer. Elle avait obtenu le James

Bibliographie

La quasi-totalité de l'œuvre d'Iris Murdoch est traduite en français et publiée chez Gallimard depuis 1964. Plusieurs titres sont disponibles aussi en édition de poche (« Folio », Gallimard) : *Les Cloches* (1985), *Les Angéliques* (1988), *La Mer, la mer* (1992), *Le Rêve de Bruno* (1989), *Sous le filet* (1985), *Phébus sanglant* (1989), *Le Châtelet de la Li-corne* paru au Mercure de France en 1965. *La Souveraineté du Bien* a été publiée aux Éditions de l'Éclat en 1994.

Son premier essai – publié en 1953, qui n'est pas disponible en français – s'intitulait *Sartre, Romantisme, Rationalisme*, et le dernier en français, *Existentialism and Mysticism* (1997). Son dernier roman, *Le Dilemme de Jackson*, paru en Angleterre en 1995, est en cours de traduction et va être publié dans quelques semaines par Gallimard.

Tilt Black Memorial Prize en 1973 pour *Le Prince Noir* (Gallimard), puis le Booker Prize en 1978 pour *La Mer, la mer* (Gallimard) et avait été élevée au rang de Dame Commander of the British Empire par la reine Elizabeth, en 1987. Comme Wittgenstein, Iris Murdoch aurait pu dire que, même si « tout ce qui peut être dit peut être dit clairement », il n'en reste pas dit clairement. Il y a assurément de l'ineffable dans ses romans, l'exploration de la nature humaine débouche sur des zones obscures, souvent tortueuses et sur des fonctionnements humains que la raison ne

suffit pas à expliquer. Le texte est mené dans le plus strict respect des règles de la langue, avec une clarté qui met en valeur le mystère de ce qu'il révèle.

Les personnages murdochien sont généralement des bourgeois intellectuels qui cherchent leur chemin dans un labyrinthe. Très souvent, ils changent de vie, ou tentent de le faire, dans l'espoir de trouver une vérité qui leur échappe. Ils s'opposent parfois comme des forces antagonistes, symbolisant le Mal ou le Bien – indissociables, la Rédemption pouvant prendre la forme de l'Ange exterminateur. La religion et ses formes corrompues ou poussées à l'extrême côtoient les interrogations philosophiques et métaphysiques, sans que le roman sombre dans une lourdeur démonstrative, car Iris Murdoch fait toujours preuve d'ironie et d'humour, elle s'amuse et jubile à faire bifurquer ses intrigues romanesques vers la farce, le macabre, la magie, l'inattendu.

Elle regardait avec distance tout ce que l'on pouvait appeler « nouvelles formes narratives », préférant le roman « à l'ancienne manière », qui garde au récit son importance, étant Dostoïevski ou Dickens et la tradition réaliste européenne. Bien que plusieurs fois citée comme possible prix Nobel, elle disait appartenir plutôt « à la seconde division, pas comme les deux autres qui ont pu être Jane Austen, Henry James ou Tolstoï ». Elle expliquait en souriant avoir choisi de s'exprimer par le roman alors qu'elle a enseigné la philosophie à Oxford pendant trente ans, parce que cela lui coûtait moins d'efforts, la philosophie étant une « activité inhumaine » exigeant « un esprit parfaitement clair ». La maladie aura détruit cette humilité.

Raphaële Rérolle et Martine Silber

Purisme français et éclectisme américain au festival de Radio-France

PRÉSENCES 99. Œuvres de Bruno Mantovani, Frédéric Dureux, Bertrand Dubedout, Bruno Giner, Fred Lerdahl, Mario Davidovsky, David Lang, Joshua Farnberg et John Zorn, par Donatienne Michel-Dansac (soprano), Véronique Chesquière (harpe), Jean Geoffroy (percussions), quatuor de percussions Descon IV, Emmanuel Conquer (direction) ; René Jolles (violon), Ensemble Continuum, Joel Sachs (direction). Maison de Radio-France, le 7 février.

De Varèse à Xenakis, la percussion a rythmé la pensée moderniste du XX^e siècle. Les festivals de musique contemporaine ont donc pris l'habitude de réserver un concert exclusif. Celui de Présences 99 s'est apparenté à une revue d'effectifs des compositeurs français.

Bruno Mantovani (né en 1974) est un jeune dont on parle de plus en plus. Son solo de marimba, *Moi Jeau*, trahit toutefois une cruelle absence de personnalité. Alternant un velouté presque inaudible et un martèlement interpellant des lames, cette pièce convulsive ne laisse que le souvenir d'une interprétation de

haut vol réalisée, sans partition, par Jean Geoffroy. Ce dernier met ensuite sa prodigieuse technique au service de Frédéric Dureux (né en 1959), mais on prête moins attention à la performance car la musique produite est, cette fois, de première qualité. Reposant sur une écriture à la fois basique (rythmique régulière) et flamboyante (échappées virtuoses), *Incidences* réussit le tour de force d'introduire une véritable dimension harmonique dans un langage constitué d'événements à hauteurs indéterminées.

A la maîtrise cérébrale et expressive du manéteau par Frédéric Dureux succède le délayage naïf et kitsch de Bertrand Dubedout (né en 1958). *Practitions du silence*, huitième livre coule la poésie très précieuse d'André du Bouchet dans une vocalité excessivement fin de (XX^e) siècle et multiplie les clichés de la suggestion instrumentale, lumineuse (scintillements de vibraphone et de crotales) ou théâtrale (punctuations de wood-blocks comme dans les pièces radiophoniques d'Antan).

Perdue avec Dubedout, la cohérence organique qui rapprochait Mantovani et Dureux réapparaît dans *Images de peaux* de Bruno Giner (né en 1960), une belle pièce pour cinq percussionnistes (un soliste et un quatuor judicieusement

spécialisé) qui procède d'un motisme communicatif. La thématique de Présences 99 s'articule autour de l'axe Paris-New York-Montréal. Une fois la cause du Québec entendue (*Le Monde* du 2 février), il nous fallait donc apprécier la relation franco-américaine. Au purisme des Parisiens (exception faite du Bayonnais Dubedout, qui professe à Toulouse) a succédé l'éclectisme des New-Yorkais (exception faite de Joshua Farnberg, natif de Boston résidant à Paris depuis 1991).

ADOPTEES DE LA DÉVIATION

Dans le cas de Fred Lerdahl (moins connu comme compositeur que comme musicologue associé au linguiste Ray Jackendoff pour une approche cognitive de la musique tonale), on osera même le terme de déviantisme. *Fantasy Etudes* pour six instruments s'appuie, en effet, sur divers phénomènes de libre extension d'un fragment initial en *do* majeur.

Ni nostalgique ni moderniste, cette œuvre habilement écrite se suffit à elle-même. Tout comme – mais à un moindre degré d'autonomie esthétique – *Synchronisms* n° 9 de Mario Davidovsky qui table sur la distance introduite entre un violon en quête d'abstraction lyrique et une bande enregistrée à vo-

cation parasitaire. Lui aussi adepte de la déviation (mais encore un cran en dessous de Davidovsky !), David Lang confie à dix instrumentistes – tous debout, comme pour un concert de rock ? – le soin d'entretenir dans *I bought the law* un hoquet maladroit (selon une technique répétitive qui rappelle plus l'Anglais Michael Nyman que l'Américain Steve Reich) et fruste (sur des arpegges d'accords parfaits truffés d'impuretés tonales).

Extrêmement élaboré, *Recueil de pierre et de sable* présente Joshua Farnberg comme l'antithèse de David Lang. La pièce se perd, hélas !, entre académisme spectral et japonisme de pacotille. Il s'agit néanmoins d'une composition authentique. On n'en dira pas autant du besogneux collage de John Zorn au titre *For your eyes only*, sans doute justifié car rien n'est vraiment fait pour l'oreille dans ce jeu de massacre pour vingt instruments où, par exemple, voisinent sans lien musical un rythme de tango et une citation d'*Arca* d'Edgar Varèse. Pour illustrer la capacité des Américains à déborder de manière créative l'héritage classique, le très polyvalent Ensemble Continuum aurait vraiment dû programmer Splice Jones.

Pierre Gervasoni

SORTIR

PARIS

Catherine Diverres
Corpus, la dernière pièce de la chorégraphe Catherine Diverres, créée au Théâtre national de Bretagne (Le Monde du 20 janvier), parle des États extrêmes du corps, du vide qui succède aux trop fortes tensions. Corps sous mescaline qui puisent leur effroi dans les mots de *L'Infini turbulent* du poète Henri Michaux, corps sous décharge d'adrénaline, notre corps quotidien stressé, disséqué par Jean-Luc Nancy, dans son ouvrage *Corpus* qui donne, ici, son titre à une chorégraphie où des hommes et des femmes livrent de durs combats avec et contre eux-mêmes. Théâtre de la Ville, 2, place du Châtelet, Paris-4. M^e Châtelet. Les 9, 10, 12 et 13, à 20 h 30. Tél. : 01-42-74-22-77. 140 F.

Bernard Levasseur (baryton)
A « Disques en lice », l'émission de critique discographique de François Hudry sur la chaîne culturelle de la radio suisse romande, on était tombé en arrêt devant la fraîcheur d'un baryton canadien alors inconnu ici, Bernard Levasseur. Il chantait *La Bonne chanson*, de

Gabriel Fauré, avec charme et simplicité. Il est à Paris pour un récital de la série Francis Poulenc, accompagné au piano par Louise-Andrée Baril. Bibliothèque nationale de France (salle Tolbiac), quai François-Mauriac, Paris-13^e. M^e Quai-de-la-Gare. Le 9, à 19 heures. Tél. : 01-53-79-59-59. 100 F.

Trío Wanderer
Le pianiste Vincent Coo, le violoncelliste Raphaël Pidoux et le violoniste Jean-Marc Phillips sont les protagonistes de l'un des meilleurs tríos du moment. Ils ont choisi de jouer le *Trio pour piano, violon et violoncelle* op. 70 n°2 de Beethoven. En deuxième partie de programme, l'excellent violoncelliste Henri Demarquette et le pianiste Alexandre Gasparov se joindront à Jean-Marc Phillips pour interpréter des pièces de Tchaïkovski, puis Demarquette et Phillips joueront un duo de Kodaly. Enfin, les six artistes se réuniront pour interpréter le 1^{er} mouvement de l'*Œuvre* de Mendelssohn. Eglise Saint-Marcel, 82, boulevard de l'Hôpital, Paris-13^e. M^e Saint-Marcel. Le 9, à 20 h 30. 100 F.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Affliction de Paul Schrader (Euros-Unité, 1 h 54).
Astérix et Obélix contre César de Claude Zidi (France, 1 h 45).
Bubbia Galea (**) de Cynthia Roberts (Canada, 1 h 30).
Buffalo '66 de Vincent Gallo (Euros-Unité, 2 h).
Children of the Revolution de Peter Duncan (Australie, 1 h 38).
Das Schicksal und das Glück de Rosa Troche (Grande-Bretagne, 1 h 36).
Le Fantôme de l'Opéra (**) de Dario Argento (Italie, 1 h 43).
Le Jour du peintre (**) de Werner Herzog (Allemagne, 1 h 24).
Le Naage de Fernando Solanas (Argentine, 1 h 50).
O Amor natural (**) de Heddy Honigmann (Hollande-Brisel, 1 h 16).
L'Ombrage d'Anderson de Jean-Louis Jarrat Hestrup et Bent Haller (Danemark, 1 h 18).
La Petite Marchande de roses de Victor Gaviria (Colombie, 1 h 45).
Plus qu'un homme qui descend de Laurent Achard (France, 1 h 26).
Preaching to the Perverted (**) de Stuart Urban (Grande-Bretagne, 1 h 39).
Raiders 54 d'Ali Abidi (Tunisie, 1 h 31).
Vénus Beauté (Institut) de Tonie Marshall (France, 1 h 45).
(*) Films interdits aux moins de 12 ans. (**) Films interdits aux moins de 16 ans.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3815 LEMONDE ou tél. : 08-36-66-03-78 (2,23 F/min).

VERNISSAGES

Henri Cusco
Galerie d'exposition du théâtre, place Georges-Pompidou, 78 Montigny-Lez-Tourneux. Tél. : 01-30-95-99-00. De 12 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Du 9 février au 30 avril. Entrée libre.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.

Arto guerrier
d'Antonin Artaud, mise en scène de Régis Hebert. Théâtre L'Eclaireur, 53, avenue du Général-de-Gaulle, 93 Bagneux. Le 9, à 20 h 30. Tél. : 01-43-62-71-20. 35 F et 55 F jusqu'au 20 février.

Le Cid
de Pierre Corneille, mise en scène de Dorian Donnellan. Théâtre 71, 3, place du 11-Novembre, 92 Malakoff. Les 9 et 10, à 20 h 30. Tél. : 01-46-55-43-45. 65 F et 120 F.

L'importance d'être Ernest
de Bertolt Brecht, mise en scène d'Alexis Forestier. Gare au théâtre, 13, rue Pierre-Simard, 75011 Paris.

RÉSERVATIONS

Ce soir on improvise
de Luigi Pirandello, mise en scène de Luca Ronconi. Théâtre national de l'Odéon, 1, place Paul-Claudel, Paris 6^e. Du 4 au 17 mars. Tél. : 01-44-41-36-36. De 30 F à 170 F. Natacha Atlas.

Olympia, 28, boulevard des Capucines, Paris 9^e. Le 17 mars, à 20 heures. Tél. : 01-47-42-25-48. 150 F.

DERNIERS JOURS

33 février :
Saligner de Bernard-Marie Koltès, mise en scène de Michel Didiot. Les Abbesses (Théâtre de la Ville), 31, rue des Abbesses, Paris 18^e. Tél. : 01-42-74-22-77. 95 F et 140 F.

14 février :
Vie de Myriam C. de François Bon, mise en scène de Charles Tordjman. Théâtre national de la Colline, 15, rue Maitre-Brun, Paris 20^e. Tél. : 01-44-62-52-52. De 55 F à 160 F.

La Fuite en Egypte
de Bruno Bayer, mise en scène de l'auteur. Théâtre, 41, avenue des Grésillons, 92 Gennevilliers. Tél. : 01-41-52-26-26. De 80 F à 140 F.

Théâtre Rive Gauche

Loc 01 43 35 32 31

Philippe Avron
Je suis un saumon

du mardi au samedi 21h

du dimanche 19h

du mardi au samedi 21h

du dimanche 19h

du mardi au samedi 21h

du dimanche 19h

du mardi au samedi 21h

du dimanche 19h

du mardi au samedi 21h

du dimanche 19h

du mardi au samedi 21h

du dimanche 19h

du mardi au samedi 21h

du dimanche 19h

LES HUISSIERS

Michel Vinaver Alain Françon

Jusqu'au 28 février

Théâtre National de la Colline 01 44 62 52 52

dernière représentation le 14 février

La Fuite en Egypte

Bruno Bayen

Théâtre de Gennevilliers

Centre Dramatique National

Location 01 41 32 26 26

PROCHE-ORIENT Hussein de Jordanie a été inhumé, lundi 8 février à Amman, lors de funérailles qui ont uni dans le deuil les Jordaniens et des dirigeants du monde

entier et permis un rassemblement sans précédent de personnalités du Proche-Orient. La présence la plus remarquée aura sans doute été celle du président syrien, Hafez El Assad,

dont les liens avec le roi Hussein ont constamment été sous tension. ● LE MONARQUE a été enterré dans le cimetière familial hachémite, sur une colline du centre d'Amman. ● LES

ÉTATS-UNIS, qui étaient représentés par le président Bill Clinton, et trois de ses prédécesseurs (George Bush, Jimmy Carter et Gerald Ford), et pour qui la Jordanie est un part-

naire-clé dans la région, se sont engagés à soutenir le roi Abdallah, qui a fait bonne impression à l'ensemble des personnalités étrangères réunies à Amman.

Le roi Abdallah de Jordanie confronté à l'épreuve du pouvoir

Le pays est étranglé par sa dette, le chômage touche près de 30 % de la population active, la croissance est pratiquement nulle et l'aide financière promise par Bill Clinton et les Européens ne paraît pas suffisante pour régler les problèmes qui s'amoncellent

AMMAN
de notre envoyé spécial
S'il a pu contempler la longue procession des chefs d'Etat et de gouvernement qui ont suivi son cercueil, le roi Hussein a dû avoir du mal à réprimer un sourire ironique, ou peut-être même un petit sentiment d'orgueil. Il y avait là, côtoyant ses alliés américains et britanniques de toujours, des adversaires peu tendres pour une dynastie à leurs yeux trop inféodée à l'Occident et même d'anciens ennemis qui tentèrent à plusieurs reprises de le renverser, voire de l'assassiner. Il y avait là aussi – surprise du jour – le président syrien Hafez El Assad, sorti de son bunker pour présenter les condoléances d'un pays souvent accusé d'ingérence et de tentatives de déstabilisation de la Jordanie. Il y avait là, enfin, une forte délégation israélienne, comprenant un premier ministre, Benjamin Nétanyahou, dont les efforts pour freiner le processus n'ont pas renforcé la position d'une monarchie que ses opposants accusent d'avoir signé un marché de dupes en faisant la paix avec son voisin.

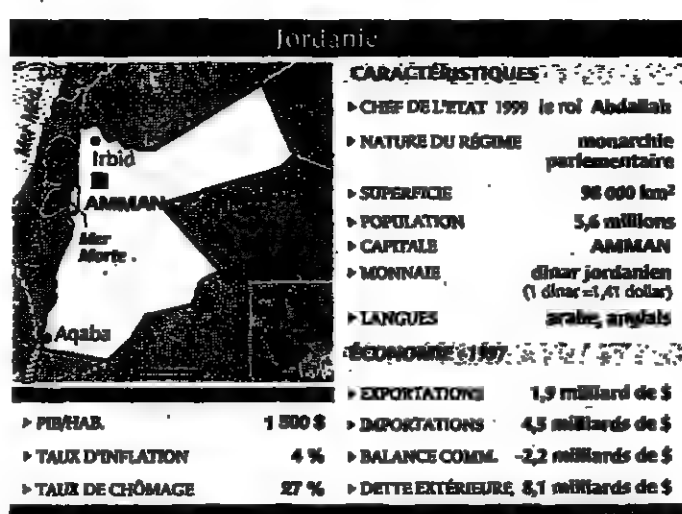
Tous ces gens – plusieurs centaines de personnes au coude-à-coude durant des heures – ont profité de ces funérailles mondiales pour parfois aussi faire avancer les dossiers en cours. Apparemment ils reviennent d'Amman rassurés : le régime hachémite ne devrait pas souffrir du changement qu'il vient de subir et la région ne devrait pas en être bouleversée. Le nouveau

monarque, pensent-ils, est bien en place et la politique du pays ne devrait pas brutalement changer de cap. C'est ce que, globalement, le roi Abdallah leur a à nouveau assuré lorsqu'ils sont allés lui présenter leurs condoléances, après la mise en terre du défunt.

NON DE CONSENSUS

Dans une courte déclaration à la presse française, après les obsèques, Jacques Chirac s'est ainsi félicité de « l'excellente façon » dont les institutions jordaniennes avaient continué à fonctionner. Le nouveau souverain, a-t-il ajouté, est « un roi sur lequel on peut mettre sa confiance et son soutien. Il a les épaules larges. Il assumera le pouvoir dans la continuité, au mieux des intérêts de la Jordanie et de la région ». Autrement dit, la Jordanie poursuivra ses douloureuses réformes économiques et politiques et, surtout, ne remettra pas en cause sa bienveillance à l'égard de son voisin israélien.

Propos de circonstance ? Un peu sans doute. Mais aussi soulagement visible. Ce nouveau roi, que personne ne connaissait bien, n'a, pour le moment, pas commis de faute. A l'évidence, la réunion de dizaines de chefs d'Etat, avec toutes les contraintes d'emploi du temps et de sécurité qu'elle implique, a été organisée par un appareil administratif que la mort du roi Hussein n'a pas paralysé. Les centaines de journalistes attirés par l'événement ont pu opérer dans des conditions fort hono-



rables. Bref, avant comme après la mort du roi Hussein, la Jordanie semble fonctionner plutôt mieux que ses voisins arabes.

Mieux, son nouveau souverain intronisé sans heurt, dans le respect des règles constitutionnelles, a su calmer les appréhensions nées des circonstances de sa récente nomination comme prince héritier. Il a su assumer ses nouvelles fonctions en donnant l'image d'un roi de consensus, réconciliateur d'une famille royale secouée par une brutale redistribution des cartes, deux semaines à peine avant la mort du roi Hussein. Les chefs d'Etat de passage ont ainsi remarqué le rôle privilégié joué auprès du roi Abdallah par son oncle, le

prince Hassan, l'ex-futur roi. A leur yeux, c'est là une garantie de continuité, l'indication que les acquis et les compétences du plus vieux servaient à la formation du plus jeune.

« Pour gouverner ce pays il faut quelque chose de fort, quelque chose de stable », confiait, il y a deux semaines, un ancien premier ministre, alors inquiet du linéage du prince Hassan. Selon lui, Abdallah, qui n'était alors que le nouveau prince héritier, ne faisait pas le poids. Il devrait être aujourd'hui rassuré, comme le sont tous ceux qui, à l'étranger, avaient noué des contacts privilégiés avec le prince Hassan, qui fut si longtemps l'héritier désigné de la couronne.

L'avenir de la Jordanie ne dépend pourtant pas que des jeux de pouvoir à l'intérieur du palais. Etranglé par sa dette et son plan de réajustement structurel, alourdi par un chômage qui touche 25 % à 30 % de la population active, le pays, dont la croissance aujourd'hui ne dépasse pas 0,1 %, devra faire rapidement des choix, alors que l'argent que lui envoient ses émigrés, source de revenus essentielle, commence à faire défaut. La Jordanie, qui ne produit pas une goutte de pétrole, a fondé tout son développement sur l'or noir, grâce à la main-d'œuvre qu'elle exporte dans les Etats du Golfe. La longue chute du baril du pétrole met en péril ses revenus et le modèle de développement qui y est attaché, sans que la Jordanie, pour le moment, ait trouvé un modèle alternatif. Quant à l'aide financière promise par Bill Clinton et les Européens, son importance ne paraît pas devoir être suffisante pour rapidement régler les difficultés qui s'amoncellent.

PROBLEMES INTERNATIONAUX

L'autre grand problème jordanien touche ses deux voisins irakien et israélien. L'intensification des échanges avec ces deux pays aurait pu fonder une nouvelle politique de développement et assurer l'enracinement économique de nouvelles couches sociales. Les marchés irakien et israélien, dévastés par l'embargo consécutif à la guerre du Golfe et les relations commerciales avec Israël, n'ont jamais réel-

lement décollé. Le port jordanien d'Aqaba, sur la mer Rouge, qui construisait le poumon maritime de Bagdad durant la guerre contre l'Iran, assurant à la Jordanie de substantielles retombées, fonctionne aujourd'hui au ralenti. Quant aux échanges avec Israël, ils demeurent largement inférieurs aux échanges entre le royaume et la Cisjordanie sous administration palestinienne.

En dépit d'une paix spectaculairement signée en 1994, Israël, pense de nombreux Jordaniens, n'a pas changé sa façon de voir, continuant de tourner prioritairement son regard vers l'ouest plutôt que vers l'est. Ils constatent qu'Israël pousse le roi disparu, à qui il doit une certaine tranquillité d'esprit, mais que rien n'est fait pour redéployer les relations économiques entre les deux pays. L'ensemble du processus de paix israélo-palestinien, largement attribué au camp israélien, ne fait, du coup, que conforter le désenchantement ambiant, dominant du crédit à ceux qui n'y ont jamais été favorables.

C'est là tout le problème de la Jordanie : ses difficultés dépendent dans une large mesure de facteurs internationaux, sur lesquels le gouvernement d'Amman a moins de prise que le président Clinton. Le même qui proclame tous les jours combien une Jordanie prospère et en paix est essentielle pour la stabilité de la région.

Georges Marion

Tourné vers La Mecque, allongé sur le côté droit, Hussein a été enterré au cimetière royal de Raghdan

AMMAN
de notre envoyé spécial
Amman a vécu, lundi 8 février, deux cérémonies : l'officielle et la populaire. La première fut im-

REPORTAGE

De nombreux soldats versèrent discrètement une larme

pressionnante par le nombre de chefs d'Etat et de gouvernement venus honorer l'un des leurs, hissés au rang de champion de la paix, dans une région où, plus que partout ailleurs, le mot possède une exceptionnelle valeur d'évocation. La seconde fut plus angossée, parfois bruyante et souvent émue, réunissant des milliers de Jordaniens – essentiellement des hommes –, rassemblés pour pleurer un monarque respectueusement désigné sous l'appellation désuète de « notre » roi. Jamais ces deux cérémonies ne se sont croisées, sans doute de par la volonté des autorités d'Amman, qui éprouvaient quelques inquiétudes quant à la protection des dizaines d'invités de marque venus rendre un dernier hommage à Hussein de Jordanie. Ce

souci constant explique le spectacle défilant de milliers de soldats et de policiers, sinon plus, tout au long des quelque 20 kilomètres de parcours qu'emprunta le cortège funèbre. Au point que l'on pouvait parfois croire que c'était l'armée qui rendait hommage à son roi et premier général. Lundi matin, lorsque le jour se leva, la pluie avait cessé, mais un froid piquant balayait les avenues. Sur des kilomètres, on ne voyait que les bords rouges, verts, pourpres ou noirs des soldats, alignés face à une foule clouée, fusée croisée sur la poitrine. Loin du centre, aux environs du palais de Bab el Salem d'où devait partir le convoi funèbre, la foule était largement moins dense que les militaires censés la contenir. Au rond-point dit du Huitième Cercle, à l'ouest de la capitale, la concentration se faisait déjà plus forte. Les hommes arboraient le traditionnel keffiyeh à damiers rouges et blancs.

« DIEU AIME HUSSEIN ! »

L'atmosphère était disciplinée, quasi silencieuse. Parfois un homme scandait une invocation, reprise aussitôt en chœur par ses voisins, et amplifiée encore si une caméra de télévision montrait le bout de son objectif. « Hussein aime Dieu et Dieu aime Hussein ! », criait un jeune homme juvénile, poing levé, sur les épaules d'un camarade. Ses voisins reprenaient. De l'autre côté de la rue, quelques femmes en foulard pratiquaient le même rite. La foule se raidit lorsque s'approcha le cortège : onze véhicules rouges, décapotés, chargés de soldats figés, entourant un douzième véhicule transportant le cercueil du roi Hussein recouvert d'un drapeau. Trois hélicoptères survolaient le convoi.

Le passage des véhicules ne durait que quelques secondes, ponctué de cris et de sanglots. De nombreux soldats versèrent discrètement une larme, puis se dirigèrent vers un autre point de la ville. La foule fit de même, cou-

rant pour croiser à nouveau le cortège, quelques centaines de mètres plus loin. Les mêmes scènes se répétèrent sur les principales avenues de la ville. Lorsque le cortège, parti depuis près de deux heures du palais de Bab el Salem parvint enfin, de l'autre côté de la ville, aux portes du palais royal de Raghdan, où l'attendaient les dignitaires étran-

gers, A l'extérieur du bâtiment, on discutait, on cherchait à éviter ou, au contraire, à accepter de surprenantes rencontres. Nayef Hawatme, chef du Front démocratique pour la libération de la Palestine (FDLP), organisation installée à Damas et radicalement hostile à la politique de Yasser Arafat, sera la main du président israélien, Ezer Weizman. « Vous

Boris Eltsine, titubant, rate une partie des cérémonies

Le président Boris Eltsine est rentré, lundi soir 8 février, à Moscou, après avoir fait un rapide aller-retour dans la journée à Amman pour assister à une partie des funérailles du roi Hussein de Jordanie. Après un vol de quatre heures, il est reparti directement à la maison de repos de Borzhoma, près de Moscou, où il poursuit sa convalescence, après un séjour de deux semaines à l'hôpital pour un ulcère saignant en janvier. Apparaissant titubant et soutenu par ses gardes sur certaines images de télévision, il a quitté la Jordanie avant la fin des cérémonies de funérailles. La présidence russe a démenti des informations en provenance d'Amman selon lesquelles M. Eltsine aurait reçu une aide médicale d'urgence avant de quitter la capitale jordanienne. D'après le ministre russe des affaires étrangères, Igor Ivanov, il a en des échanges « actifs et intenses » avec les présidents américain et français, Bill Clinton et Jacques Chirac, ainsi qu'avec le président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat.

gers, des dizaines de milliers de Jordaniens étaient cette fois rassemblés, face à des milliers de soldats visiblement débordés. Ce furent là les seuls moments de désordre, rapidement surmontés par une troupe qui dégagea sans ménagement l'arrière conduisant à l'entrée nord du palais.

A l'intérieur du palais, l'atmosphère était nettement plus courtoise. Tout à tour, les chefs d'Etat défilèrent devant le cercueil posé sur une table : le président Clinton accompagné de trois anciens présidents américains, Benjamin Nétanyahou flanqué d'Ariel Sharon, Jacques Chirac et Bernard Kouchner, Tony Blair, Gerhard Schröder, et le plus surprenant de tous, le Syrien Hafez El Assad, que personne n'attendait aux obsèques d'un homme qu'il ne portait pas dans son cœur. Hormis celles qui étaient chef d'Etat, les femmes, dont les épouses des invités, n'avaient pas été autorisées à assister à la cérémonie.

« Un homme de paix, qui travaillait pour la paix au Moyen-Orient », aurait dit le premier au second, à en croire un collaborateur du président Weizman. Rien de tel ne s'est produit entre le président américain et le modeste (et quasi inconnu) représentant irakien, le vice-président Taha Mohiedine Maarouf, ou le président du Soudan, Omar El Béchir. Le président turc, Süleyman Demirel, n'a apparemment pas salué non plus le président chypriote, Glafcos Clérides, dont une partie du pays est occupée par les troupes d'Ankara.

Tourné vers La Mecque, allongé sur le côté droit, le roi Hussein a été enterré dans le cimetière royal du palais de Raghdan, à côté de son père et de son grand-père, Abdallah, fondateur d'un royaume né, en 1946 seulement, sur les ruines de l'Empire ottoman.

G. M.

Un partenaire-clé des Etats-Unis pour les négociations au Proche-Orient

WASHINGTON

de notre correspondant

Les liens personnels qui unissent Bill Clinton à Hussein de Jordanie n'expliquent pas à eux seuls le vibrant hommage rendu au souverain défunt par le président américain et les efforts déployés pour aider le nouveau roi Abdallah à endosser la difficile succession de son père. Les Etats-Unis accordent une place importante à la Jordanie dans le processus de paix au Proche-Orient et n'ont aucune raison de ne pas assister leur allié le plus fidèle dans le monde arabe. Armin Meyer, ancien chargé d'affaires américain à Bagdad en 1947, a rappelé, dans le Washington Post, qu'Abdallah, le grand-père de Hussein, lui avait demandé de transmettre à Washington le message suivant : vous pouvez compter sur moi pour vous aider à résoudre la question palestinienne.

Un président en exercice et trois anciens présidents se sont penchés sur le trône du nouveau roi Abdallah. Ronald Reagan, le quatrième encore en vie – qui n'avait jamais vraiment apprécié Hussein – souffrant de la maladie d'Alzheimer, n'a pu se déplacer. Bill Clinton a évoqué, en des termes ému, une amitié au demeurant sincère. Il a également rappelé le montant de l'aide américaine, 220 millions de dollars (dont un tiers d'assistance militaire) pour 1999, 225 millions pour l'an 2000 ; de 1952 à 1995, elle a dépassé 1,5 milliard. Washington compte aussi débloquer les crédits prévus par le Memorandum de Wye River et qui sont actuellement gelés en raison de l'impasse du processus de paix, soit 300 millions, échelonnés sur plusieurs années.

ASSURER LA TRANSITION

En outre, Washington a demandé aux institutions internationales – le président de la Banque mondiale voyageait dans le 747 présidentiel – et aux autres pays occidentaux une compréhension plus grande pour les difficultés économiques de la Jordanie. Cette requête s'adressait aussi aux « frères » des monarchies pétrolières arabes, riches certes mais dont certaines, comme le Ko-

weït, ont eu du mal à oublier que le « petit roi » avait choisi le mauvais camp, celui de Saddam Hussein pendant la guerre du Golfe. La mort de Hussein devrait faciliter les choses. Son successeur n'étant pas associé aux affaires à l'époque.

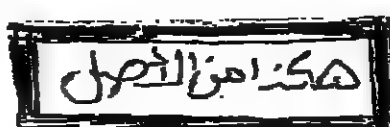
Il s'agit pour les Etats-Unis de tout faire pour assurer la transition et garantir la stabilité d'un allié solide, même s'il n'a pas toujours été fidèle. Dès la nomination du prince Abdallah comme successeur désigné, le secrétaire d'Etat, Madeleine Albright était venue lui apporter l'assurance américaine. D'autant que le prince Hassan, frère de l'ancien roi et dauphin pendant trente-quatre ans, semble avoir été jugé par trop indépendant par l'administration américaine. D'après l'édition du Washington Post, Jim Hoagland, en général bien informé, le représentant de la CIA à Amman supportait mal le prince Hassan et les Etats-Unis n'auraient pas été étrangers à la dernière décision du roi Hussein.

La CIA a souvent été citée au cours du long règne de Hussein. Jusqu'à la fin des années 70, la CIA a accordé une assistance discrète au royaume, partenaire-clé dans la région, et qui avait besoin d'une importante aide étrangère pour survivre sur les plans économique et militaire à des adversaires autrement plus puissants.

En 1990-1991, Hussein fit faux-bond à l'alliance anti-irakienne organisée par le président George Bush. La défaite de Saddam Hussein et les sanctions draconiques décrétées contre Bagdad ont eu un impact catastrophique sur la Jordanie, mal compensé par la reprise, plus tard, de l'aide américaine. Mais son habileté coutumière a permis à Hussein de se rattraper, après une courte brouille avec Washington. Il a su se rendre indispensable à Bill Clinton, en jetant son poids dans la balance à Wye, à l'automne 1998. Cet ultime coup de main n'a pas été oublié. Reste à savoir de quel poids pèse la Jordanie face au partenaire incontournable des Etats-Unis dans la région, Israël.

Patrice de Beer

OISE
L'anglais à Oxford
L'anglais à Bristol
L'anglais à Heidelberg
L'anglais à Cambridge
L'anglais aux USA
OISE est l'organisme de formation fondé à Oxford spécialisé dans les stages intensifs de langues. Selon l'école, les stages s'adressent aux adultes, étudiants, lycéens ou collégiens. Avec logement en famille, voyage et loisirs.
Moyennes 05 57 93 24 12 Ligne 05 28 48 28 36
Lyon 04 78 24 60 74 Paris 01 44 19 46 46
Berlin 03 99 79 78 44 Strasbourg 03 86 45 28 00



KIOSQUE

LE MONDE / MERCREDI 10 FÉVRIER 1999

EN VUE

■ « Hussein est crevé ! », ont titré, lundi 8 février, *Jomhuri islami* et *Qods*, quotidiens de Téhéran.

■ Les Savtchouk, qui collaient des affichettes dans les rues de Lvov, en Ukraine, pour vendre Ivan, leur petit garçon de trois ans, au prix de 150 dollars, ont confié aux policiers : « Nous avions besoin d'argent. »

■ Mais, je ne dépense que 5 dollars par jour pour nourrir ma fille ! », s'est indigné, devant un tribunal de New York, Ron Perelman, PDG des cosmétiques Revlon. Le milliardaire, à qui son ex-femme réclamait une pension alimentaire de 50 000 dollars par mois.

■ Selon Elisa Pozza Tasca, chargée par le Conseil de l'Europe d'un rapport sur les trafics d'organes, un cœur d'enfant albanais se vend 300 millions de lires (150 000 euros) en Italie.

■ Les carabinieri qui s'étaient vainement lancés à la poursuite d'un cambrioleur sur le Ponte Vecchio, à Florence, ont arrêté pour « acte obscène », au même endroit, six jours plus tard, deux amoureux qui se volaient des baisers.

■ Le « roi » Godin de Saint-Quentin-sur-Saône, petite commune du Puy-de-Dôme, fondateur d'une académie de sculpture, régnait sur son « royaume », ses « princes », ses « comtes » et ses « barons ». Dénoncé par ses « pages », il comparait pour vols et agressions sexuelles, devant la cour d'assises de Riom.

■ « Ce ne sont pas des fêtes du samedi soir », assure le docteur Howard Stoute, député travailliste, qui a prescrit à ses collègues de la chambre des communes du Viagra, remboursé en Grande-Bretagne pour les cas d'impotence grave uniquement.

■ Pour évaluer leur degré de dépendance, les usagers trouveront sur le site web du magazine américain *Newsweek* (<http://www.newsweek.com>), un test mis au point par Maressa Hecht Orzack, psychologue de l'École de médecine de l'université Harvard, spécialisée dans le traitement des internautes intoxiqués.

■ Avant d'entrer dans la salle, n'oubliez pas d'éteindre vos téléphones portables », précise une notice distribuée aux sénateurs qui ont à se prononcer sur l'impeachment de Bill Clinton.

■ « J'ai eu le mal de mer, je devais faire attention à ne pas me faire couler par les cargos. J'ai failli m'écraser sur des falaises en arrivant, mais c'est fantastique ! », a raconté, le 1^{er} février, à l'escalade de Ténériffe, Didier Bovard, de Vacheresse, en Savoie, qui traverse l'Atlantique en pédalo.

Christian Colombani

« LA NATION TCHÈQUE a-t-elle vraiment la télévision (privée) qu'elle mérite ? » Le titre du dossier consacré par le quotidien pragois *Dnes* au cinquième anniversaire de la télévision privée Nova, qui a débuté ses émissions le 4 février 1994, est révélateur. Depuis le premier jour, la chaîne dirigée par l'ambitieux Vladimir Zeleny, cinquante-quatre ans, ancien porte-parole du Forum civique de Vaclav Havel après la « révolution de velours de 1989 », irrite les intellectuels et les journalistes. Aucun d'entre eux, persuadés que le Tchèque est cultivé et intelligent, n'imaginait la réussite de

Nova, dont le profil est « bassement » commercial. Moins honteux, le quotidien *Pravo* estime que « ces cinq années ont montré à la société tchèque ce qu'elle est ». Largement inspirée par le numéro un allemand RTL, les télévisions italiennes de Silvio Berlusconi ou ses concurrents d'outre-Atlantique, Nova diffuse de nombreuses séries, de préférence américaines, des jeux et des émissions de divertissement. Le journal télévisé, où les faits divers et les images du président sur son lit d'hôpital filmé par la fenêtre de l'immeuble d'en face ont la place d'honneur, mélange informations et



plaisanteries au goût douteux. Les films, presque uniquement hollywoodiens et tchèques, sont saucissonnés sans pitié par la publicité. « Non seulement Nova domine le marché télévisuel mais elle influence aussi le style de vie et la langue », constate avec amertume *Dnes*. Des

personnages, des expressions et des manières sont passés dans la vie quotidienne et surtout devenus une référence ou un repoussoir. Car Nova a divisé le pays en deux camps retranchés : 40 % de téléspectateurs ne regardent jamais une autre chaîne, et quelque 20 % ne zapperaient pour rien au monde sur Nova.

Lors du lancement de sa télévision, Vladimir Zeleny avait dressé le portrait « idéal » du téléspectateur de Nova : « M. Novak [le Durrand tchèque] et sa famille, ordinaire, moyen, majoritaire ». Les enquêtes sociologiques le

confirment : « Le téléspectateur de Nova correspond à l'image du Tchèque moyen », que le président Havel appelle le « petit Tchèque » frileux, chauvin et renfermé sur soi. Les inconditionnels de Nova ont majoritairement un bas niveau d'éducation, sont jeunes ou des personnes de plus de quarante-cinq ans, vivent en province, ce qui, du point de vue des annonceurs, ne constitue pas les meilleures cibles.

OCCIDENTALISATION FREINÉE
La tentative de Nova d'attirer davantage les 13-35 ans – dont les comportements s'apparentent à ceux des classes moyennes occidentales – s'est soldée par un échec. La chaîne a dû mettre un frein à son occidentalisation. Elle s'est heurtée au « goût rétro et conservateur » de sa clientèle fidèle, très demandeuse de jeux, de divertissements et de vieux films tchèques, en particulier de l'entre-deux-guerres et des années de la normalisation, après l'effacement du « printemps de Prague » en 1968.

Mais les Tchèques aiment-ils vraiment leur télévision privée ? Le psychologue Bohuslav Blazek, spécialiste des médias, interrogé par *Dnes* n'en est pas certain : « Tout simple ment il la consomme ». D'ailleurs après avoir dominé l'Audimat avec 70 % d'audience dans les premières années, Nova a connu une certaine désaffection. « Une trop grande monotonie guette Nova, dont le monde est sans surprise », met en garde Bohuslav Blazek.

Martin Plichta

DANS LA PRESSE
LA CROIX
Bruno Prupnot
■ De tous les idéaux humains, la justice est peut-être le plus inaccessible. (...) Réparation partielle limitée à la symbolique, toute condamnation faite sur l'impossibilité de rétablir la victime dans la totalité de ses droits, dans la vie d'avant les visages. (...) Le nouveau procès du sang contaminé ne s'agit pas d'innocenter l'ensemble de la société. La condamnation de l'Etat qui entrera dans l'ère du soupçon systématique, de la paralysie pour cause d'obsession du zéro défaut. L'acquiescement, et la plainte des vic-

times se sera perdue dans le grand tout des mécanismes sans visage et de l'impossible « vérité ». La Cour tranchera entre deux périls et deux injustices.
FRANCE-SOIR
Yves Thirard
■ Un procès exceptionnel par sa nature assurément. Mais justifiait-il, pour cela, autant d'exception dans son déroulement. (...) Ni la gravité des faits, ni la qualité des accusés, ni la douleur des victimes ne peuvent expliquer cette mise en scène. (...) Les appels à la sérénité, lancés ces derniers jours par certains élus et commentateurs, pour que passe une justice équilibrée dans cette affaire du sang contaminé, paraissent étranges, déplacés même. Dans sa forme, et quel que soit le verdict, ce procès reste un montage judiciaire, une parodie d'équité, une dérive en dé-

mocratie. Une exception condamnable dans un grand pays de droit.

LE FIGARO
Franc-Olivier Giesbert
■ D'abord on se dit (...) que ce procès est utile et nécessaire. Des accusations graves avaient été lancées depuis longtemps : il fallait bien un jour que justice passe. (...) Comment ne pas se réjouir que les hommes politiques aient à répondre de leurs actes ? (...) Les victimes avaient droit à ce procès. Nous avons besoin d'entendre la vérité. Ensuite, après ce premier mouvement, on ressent une gêne devant la logique perverse qui sous-tend le procès. Le droit français est en train d'inventer une nouvelle notion : on est coupable dès lors qu'on est responsable. Moyennant quoi, il faut le savoir, nous entrons dans l'ère de la crimi-

nalisation de toutes les décisions, politiques ou pas. (...) Tous ceux qui, dans ce pays, détiennent une once de pouvoir, politique ou économique, sont aujourd'hui menacés. La responsabilité devient illimitée.

LIBÉRATION
Serge July
■ Ce procès est devenu indispensable. Comme un pis-aller. Comme une résultante de la culture envahissante de l'irresponsabilité. Comme une occasion de parler enfin le langage de la responsabilité, de définir les devoirs d'un ministre. Comme un ultime rappel à l'ordre. En démocratie, il n'y a pas de politique sans une éthique de la responsabilité, pas de politique sans contrôle. A charge pour les politiques de prouver, jour après jour, leur vertu. Sinon, ce sera, faute de mieux, la justice qui s'en chargera.

perso.infonie.fr/arthur73

Une campagne d'information contre le dopage



breux athlètes utilisent le réseau pour passer commande de produits dopants auprès de sociétés étrangères, le plus souvent américaines : « Il suffit d'un numéro de Carte bleue pour se procurer des anabolisants ou des hormones de croissance. » Certains sportifs viennent sur le

ment, Martial a dû ruser : il a référencé son site dans les grands moteurs de recherche en citant les noms des principales substances dopantes. Ainsi, chaque semaine, il reçoit plusieurs messages d'internautes cherchant à se procurer des produits illicites : « Lors du dernier Tour de France, la demande a grimpé à dix par jour !... Je ne me pose pas en censeur, je les mets simplement en garde : certains vont jusqu'à prendre des cocktails d'anabolisants, de testostérone et de diurétiques. Si vraiment ils ne peuvent pas décrocher, je leur donne des conseils pour limiter la casse. »

Peu à peu, la gestion de « Salut les athlètes » est devenue pour Martial une mission, qui accapare ses soirées. Il découvre aussi que le problème du recours aux substances illicites pour changer son corps ne concerne pas seulement les sportifs : « Je trouve quelques messages de filles qui sollicitent des conseils pour maigrir. »

Christophe Labbé et Olivia Recasens

SUR LA TOILE

PIRATAGE
■ Un pirate informatique finlandais a réussi à pénétrer le serveur de l'université de Berkeley (Californie) et à effacer les archives du journal électronique des étudiants, le *Daili Californian*, ainsi que son carnet d'adresses. - (AR)

COMMERCE EN LIGNE
■ Le département américain du commerce a fait savoir qu'à partir de cette année, il allait établir des statistiques nationales sur toutes les opérations commerciales réalisées via Internet. Les premiers chiffres précis seront disponibles vers le milieu de 2000. Selon des instituts de recherche privés, les Américains ont dépensé sur Internet en 1998 environ 9 milliards de dollars (7,9 milliards d'euros). - (AR)

CHINE
■ Les autorités de Pékin ont ordonné la fermeture d'un forum de discussion très fréquenté, accessible via un site Web intitulé « Nouvelle Vague », hébergé par une société informatique chinoise. Les messages étaient rédigés sur un ton très libre et abordaient de nombreux sujets politiques, y compris le dixième anniversaire du massacre de la place Tiananmen, en juin. - (AR)

Une cérémonie d'allégeance

par Alain Rollat

LES FUNÉRAILLES des grands de ce monde confèrent à la télévision un pouvoir émotionnel à nul autre pareil. Elle s'en déflecte en direct, en jouit en superproduction. De tous les rituels collectifs, les obsèques d'un grand homme constituent, en effet, le summum de la communication à l'échelle planétaire. L'existence de l'opinion publique mondialisée s'y atteste, à l'écran, dans un format que n'atteignent jamais ni les mariages princiers ni les jeux olympiques. Seules les cérémonies funéraires de ce type rassemblent sans exception les grands de ce monde et les petits peuples dans une égale larmoyance. Soudain, le temps s'arrête et l'histoire défile devant un catafalque. Le rite est immuable. C'est le plus archaïque des moments sacrificiels, mais c'est toujours la même émotion qui nourrit l'imaginaire collectif. Parce que c'est l'instant magique de la pa-

renthèse miraculeuse où cessent les guerres, où les ennemis se réconcilient, où l'inconscient de la fraternité universelle s'exprime dans un panégyrique unanime qui voit communier ensemble les puissants et les anonymes. Dans l'ordre de ces événements interrompus qui suspendent le cours de toutes les autres actualités, les funérailles du roi Hussein de Jordanie auront donc été dignes de celles de John Kennedy, d'Anouar El Sadate et d'Itzhak Rabin. A un détail technique près, qui revêtira une importance majeure aux yeux des anthropologues du troisième millénaire : ces images fortes, dont l'album de la mémoire universelle gardera le souvenir éternel, nous les avons reçues sous la forme d'un choc frontal par l'entremise d'une seule caméra. Une seule caméra que l'ordre protocolaire des choses royales avait mise en scène à la seule place digne de

son propre rang : derrière le catafalque, mais légèrement au-dessus. Au-dessus des mortels. En position de prééminence absolue. De sorte qu'en rendant hommage au défunt les grands de ce monde s'inclinaient aussi, et surtout, devant la télévision, maîtresse de leurs destinées. Et tous, ils le savaient. C'est à elle qu'Assad le Syrien a demandé pardon. C'est à elle qu'Arafat le Palestinien a adressé son salut militaire. C'est devant elle que s'est figé Nétanyahou l'Israélien. C'est devant elle que Clinton l'Américain a baissé les yeux. C'est à sa couronne qu'ils ont tous juré fidélité. Sous la cérémonie funéraire se cachait un cérémonial d'allégeance à l'image. C'était l'hommage de la caste gouvernante au suzerain du nouvel univers féodal. On les dit grands mais leurs pouvoirs sont aussi fragiles que la symbolique qui les entretient. Ce ne sont que des hommes liges.

Abonnez-vous au Monde

Jusqu'à **360 F** d'économie soit **7 semaines de lecture GRATUITE**

Oui, je souhaite m'abonner au Monde pour la durée suivante :

<input type="checkbox"/> 3 MOIS - 562 F	<input type="checkbox"/> 6 MOIS - 1086 F	<input type="checkbox"/> 1 AN - 1980 F
---	--	--

* Prix de vente au numéro (Tarif en France métropolitaine uniquement) : 50 F

Je joins mon règlement soit :

<input type="checkbox"/> par chèque bancaire ou postal à l'ordre du Monde	<input type="checkbox"/> par carte bancaire N° _____
---	--

Date de validité : _____ Signature : _____

M. ☐ Mme ☐ Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

TARIFS HORS FRANCE		
	Belgique, Pays-Bas, Luxembourg, Suisse	Autres pays de l'Union européenne
1 AN	2 190 F	2 980 F
3 mois	588 F	790 F

Offre valable jusqu'au 31/12/99

Pour tout renseignement concernant : le portage à domicile, le prélèvement automatique, les tarifs d'abonnement etc. Téléphonez au 01-42-17-32-90 de 8h30 à 18 heures du lundi au vendredi.

Pour un changement d'adresse, un transfert ou une suspension vacances un numéro spécial : 0 800 022 021

Bulletin à renvoyer accompagné de votre règlement à : LE MONDE, service Abonnements - 24, avenue du Général-Leclerc 93446 Châtigny Cedex.

ABONNEZ-VOUS ET DEVEZ-VOUS LECTEUR PRIVILÉGIÉ DU MONDE

Handwritten notes and signatures at the bottom of the page.

الشرق الأوسط

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

21.30 La Guerre d'Espagne. Avec André Bachelard, Michel Catala, Joséphine Clément, C. Dreyfus, Rami Skouratsky. Forum Planète

MAGAZINES

18.30 Nulle part ailleurs. Avec Jean-Louis Baudry, François Forster, Yveline, Nicolas. Canal +

19.10 et 0.10 Le Rendez-vous. 20.00 20 h Paris Première. Avec Xavier Beauvois. Paris Première

20.50 Fréquentstar. Notre-Dame de Paris. M 6

21.00 Le Gai Savoir. Peut-il brûler l'Internet? Paris Première

22.50 Place de la République. 23.35 Comment ça va? Hôpital, mode d'emploi. France 3

0.45 Le Cercle. Les femmes et le polar. France 2

DOCUMENTAIRES

19.55 Le Vieux Pêcheur et la Mer. Odysée

20.05 Tribus indiennes. 7/20. 20.15 Reportage. Ma Bourgogne. Arte

20.25 Botswana ou la trilogie humaniste. Odysée

20.30 Les Grands Jours du siècle. 21.15 La guerre d'Espagne, prélude à la tragédie. Forum Planète

20.35 Y a-t-il une vie dans l'espace? Planète

20.40 La Vie en face. Apartado, ville meurtrière. La lutte de Gloria Cuatrecasas, maître colombien. Arte

20.45 Les Descendants. [1/3]. Histoire

21.40 Francis Scott Fitzgerald, retour à Babylone. Arte

21.50 Les Ateliers du rêve. [1/6]. Histoire

23.00 L'Égypte. [4/5]. Histoire

23.30 L'Épopée des fusées. [5/7]. Planète

23.35 Les Déserts australiens. Odysée

0.55 Le Mystère des faux Van Gogh. France 3

SPORTS EN DIRECT

19.30 et 22.15 Football. Coupe des Rois. Tournoi Indoor de Genève. Eurosport

MUSIQUE

19.30 Haydn, Mozart et Schubert par le Wiener Klavier Trio. Mezzo

20.00 Angelique Kidjo. Montréal 1996. Mezzo

20.45 La Folle Journée de Nantes. Œuvres de Ravel et Debussy. Mezzo

20.50 Les 6^{es} Victoires de la musique classique et du jazz. Émis simultanément du Palais des Congrès de Paris. Retransmis simultanément en stéréophonie sur France-Musique. Présidé par Yehudi Menuhin. France 3

20.59 Soljé Leopold Stokowski. Mezzo

FILMS

22.25 Sol's Bartok in Budapest. Avec l'Orchestre symphonique de Chicago. Mezzo

22.45 Beethoven par Davis et Aitah. Avec l'Orchestre symphonique de Londres. Mezzo

TÉLÉFILMS

20.30 Jennie, Lady Randolph Churchill. James Clavell Jones [1/6]. Festival

21.15 Les Montagnes bleues. Polo Barzman [3/2]. RTBF 1

22.40 Parfum de meurtre. Bob Swaim. M 6

SÉRIES

20.40 The Practice. Dans l'arène. Série Club

20.55 La Vie à cinq. Retour de France. Tém

21.00 Seinfeld. Canal Jimmy

21.45 Ally McBeal. What are the Days (v.o.). Tém

23.10 L'Insolite. Le Crime de Valentin. Festival

23.10 Star Trek. la nouvelle génération. Saison 6 (v.o.). Canal Jimmy

0.00 Star Trek. Deep Space Nine. Abandon (v.o.). Canal Jimmy

0.05 Expériences littéraires. Parique (v.o.). 13^{ème} Rue

0.50 Cop Rock. Happy Mulder's Day (v.o.). Canal Jimmy

FILMS

16.00 Ludwig ou le Crépuscule des dieux. Luciano Visconti (Fr., It., All., 1972, 135 min.). Cinéma 2

17.00 Irma la douce. Billy Wilder (États-Unis, 1949, 125 min.). Cinéma 3

18.30 La Reine des bandits. Sholita Kapur (Grande-Bretagne, 1994, 117 min.). Cinéma 3

19.30 C'est de la comédie. Robert Rossen (États-Unis, 1959, 125 min.). Cinéma 3

20.55 Les Contrebandiers de Moonlight. Fritz Lang (États-Unis, 1930, 95 min.). TMC

21.55 Train spotting. Roger Vadim (Grande-Bretagne, 1995, 90 min.). Cinéma 3

22.00 L'opéra de chambre à neuf heures. Mario Mattoli (Italie, 1941, N., v.o., 85 min.). Cinéma 3

22.15 Kika. Pedro Almodovar (France - Espagne, 1993, 110 min.). Cinéma 1

23.05 Histoires extraordinaires. Roger Vadim, Louis Malle et Federico Fellini (France, 1967, 120 min.). Cinéma 3

23.05 Secrets et messages. Mike Leigh (Grande-Bretagne, 1996, v.o., 140 min.). Cinéma 2

23.10 The Great Gatsby. David Lynch (États-Unis, 1994, 125 min.). Cinéma 1

23.15 Le Beau Serge. Claude Chabrol (France, 1958, 90 min.). Cinéma 3

23.25 Le Beau Serge. Claude Chabrol (France, 1958, 90 min.). Cinéma 3

1.00 Key Largo. John Huston (États-Unis, 1948, N., v.o., 100 min.). Cinéma 3

1.00 Key Largo. John Huston (États-Unis, 1948, N., v.o., 100 min.). Cinéma 3

1.00 Key Largo. John Huston (États-Unis, 1948, N., v.o., 100 min.). Cinéma 3

1.00 Key Largo. John Huston (États-Unis, 1948, N., v.o., 100 min.). Cinéma 3

1.00 Key Largo. John Huston (États-Unis, 1948, N., v.o., 100 min.). Cinéma 3

1.00 Key Largo. John Huston (États-Unis, 1948, N., v.o., 100 min.). Cinéma 3

1.00 Key Largo. John Huston (États-Unis, 1948, N., v.o., 100 min.). Cinéma 3

1.00 Key Largo. John Huston (États-Unis, 1948, N., v.o., 100 min.). Cinéma 3

1.00 Key Largo. John Huston (États-Unis, 1948, N., v.o., 100 min.). Cinéma 3

1.00 Key Largo. John Huston (États-Unis, 1948, N., v.o., 100 min.). Cinéma 3

1.00 Key Largo. John Huston (États-Unis, 1948, N., v.o., 100 min.). Cinéma 3

1.00 Key Largo. John Huston (États-Unis, 1948, N., v.o., 100 min.). Cinéma 3

1.00 Key Largo. John Huston (États-Unis, 1948, N., v.o., 100 min.). Cinéma 3

1.00 Key Largo. John Huston (États-Unis, 1948, N., v.o., 100 min.). Cinéma 3

1.00 Key Largo. John Huston (États-Unis, 1948, N., v.o., 100 min.). Cinéma 3

1.00 Key Largo. John Huston (États-Unis, 1948, N., v.o., 100 min.). Cinéma 3

1.00 Key Largo. John Huston (États-Unis, 1948, N., v.o., 100 min.). Cinéma 3

1.00 Key Largo. John Huston (États-Unis, 1948, N., v.o., 100 min.). Cinéma 3

1.00 Key Largo. John Huston (États-Unis, 1948, N., v.o., 100 min.). Cinéma 3

1.00 Key Largo. John Huston (États-Unis, 1948, N., v.o., 100 min.). Cinéma 3

1.00 Key Largo. John Huston (États-Unis, 1948, N., v.o., 100 min.). Cinéma 3

1.00 Key Largo. John Huston (États-Unis, 1948, N., v.o., 100 min.). Cinéma 3

1.00 Key Largo. John Huston (États-Unis, 1948, N., v.o., 100 min.). Cinéma 3

1.00 Key Largo. John Huston (États-Unis, 1948, N., v.o., 100 min.). Cinéma 3

1.00 Key Largo. John Huston (États-Unis, 1948, N., v.o., 100 min.). Cinéma 3

1.00 Key Largo. John Huston (États-Unis, 1948, N., v.o., 100 min.). Cinéma 3

1.00 Key Largo. John Huston (États-Unis, 1948, N., v.o., 100 min.). Cinéma 3

1.00 Key Largo. John Huston (États-Unis, 1948, N., v.o., 100 min.). Cinéma 3

1.00 Key Largo. John Huston (États-Unis, 1948, N., v.o., 100 min.). Cinéma 3

1.00 Key Largo. John Huston (États-Unis, 1948, N., v.o., 100 min.). Cinéma 3

1.00 Key Largo. John Huston (États-Unis, 1948, N., v.o., 100 min.). Cinéma 3

1.00 Key Largo. John Huston (États-Unis, 1948, N., v.o., 100 min.). Cinéma 3

1.00 Key Largo. John Huston (États-Unis, 1948, N., v.o., 100 min.). Cinéma 3

1.00 Key Largo. John Huston (États-Unis, 1948, N., v.o., 100 min.). Cinéma 3

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF1

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50 High Secret City. 0.30 Le docteur même l'enquête. L'orpheline. 1.20 TF 1 nuit. Météo. 1.35 Reportage. Du rire sur le Rio Grande.

18.30 Echos. 19.05 Le Bigoff. 20.00 Journal. Météo. 20.50 Le Père de la mariée. Film. Charles Syster. 22.50

Le Monde

MERCREDI 10 FÉVRIER 1999

Le Vert est mis

par Pierre Georges

LES CÉRÉALISERS de la Beauce seraient-ils les damnés de la terre et du blé ? Cela se saurait. Seraient-ils les oubliés de la PAC et des subventions européennes ? Cela se saurait. Seraient-ils des agriculteurs de montagne tirant le diable, et le Crédit agricole, par la queue ? Cela se saurait.

Deux commandos d'environ chacun une centaine de plus ou moins jeunes agriculteurs ont mis le cap, lundi, sur deux lieux symbolisant sans doute à leurs yeux leurs ennemis principaux : l'ENA, c'est à dire l'Etat, et le ministère de l'environnement, c'est-à-dire les Verts. Armés de barres de fer pour dégrader la cour de l'ENA, pour forcer la porte du ministère, les commandos étaient venus pour saccager, pour casser, pour menacer. Ils ont saccagé, cassé, menacé. Non dans l'égarement ou l'échauffement d'une fin de manifestation, mais de façon totalement déterminée, froide, préméditée.

C'est une vieille tradition française : les manifestations paysannes sont souvent violentes, entre jacqueries, affrontements de force et débordements vers ces lieux qui symbolisent l'Etat, les préfectures notamment. En ce sens, elles échappent aux conventions ordinaires de la manifestation, à cette règle du jeu non écrite sur les limites à ne pas dépasser. Elles sont redoutables et donc redoutées par les autorités.

Les foules paysannes en colère ont toujours eu, si l'on ose ce cliché, la tête près du bonnet. Elles n'ont jamais été trop regardantes sur les moyens de signifier leur désarroi, leur inquiétude ou leur fureur sur la politique agricole conduite par le gouvernement. Mais, lundi à Paris, il s'est agi d'autre chose. Ni plus ni moins

que d'une agression directe, frontale, calculée contre le pouvoir et ses représentants. L'attaque d'un ministère ou de l'ENA ne sont pas choses si fréquentes et si insignifiantes qu'il ne faille condamner cette extrême violence et cette radicale façon de protester. Quand bien même serait légitime l'inquiétude des céréaliers de Beauce face au projet de réforme de la PAC.

Et puis il est un autre aspect, détestable, qui se confirme semaine après semaine : une véritable campagne de haine anti-Verts, anti-écologistes, se développe dans le pays, attisée par quelques lobbies dérangés. A la Hague, concernant le nucléaire ; dans le Nord ou ailleurs, s'agissant de la chasse ; avenue de Ségur, au ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement : pour les agriculteurs, l'ennemi principal, à abattre, pour chasser est désormais identifié, ciblé. Le Vert : voici le Mal absolu, le gibier et la proie.

Après les mauvaises manières faites à Daniel Cohn-Bendit, pisté comme nuisible par les chasseurs lors de ses déplacements, un commando d'agriculteurs a littéralement mis à sac le bureau de Dominique Voynet, brisant tout, détruisant les documents, volant les effets personnels, proférant menaces et insultes à l'égard de l'absente comme des personnes présentes. D'évidence, la haine du Vert s'installe, contre ce pelé, ce galeux, cet empêchement de nucléariser, de chasser et de polier en rond.

Ce climat de traque et de haine ne saurait durer. Saut à provoquer un jour le pire. Il appartient donc à l'Etat de tout faire pour d'urgence y mettre un terme.

Des agriculteurs du Bassin parisien saccagent le bureau de M^{me} Voynet et les locaux de l'ENA

Le président de la FNSEA, Luc Guyau, devait être reçu par Lionel Jospin et Jacques Chirac

PLUSIEURS GROUPES d'agriculteurs venant des départements du grand Bassin parisien ont mené lundi 8 février en fin de matinée deux opérations commando dans la capitale. Avenue de Ségur, un groupe a envahi le bureau de Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement, alors qu'elle était en déplacement à Nantes. Ils ont commis de graves dégâts, notamment sur le matériel informatique. Un peu plus tard, d'autres manifestants se sont dirigés vers la rue de l'Université pour tenter d'occuper les locaux de l'Ecole nationale d'administration (ENA). Ils ont déposé une partie de la cour de l'école, répandu de la farine et souillé les locaux avec du fumier.

Selon la police, 318 personnes ont été interpellées après ces graves incidents, et lundi soir 15 personnes étaient encore en garde à vue dans les locaux de la 6^e division de la police judiciaire.

Baptisé « Penalty », ce coup de force était officiellement organisé par les responsables des branches départementales de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA). Mais au sein de ces organisations, la Coordination rurale, syndicat classé à droite, cherche depuis 1992 toutes les occasions de faire de la surenchère, et, par exemple, les leaders FNSEA du Loiret, de Loir-et-Cher et d'Eure-et-Loir ont publié des communiqués dénonçant à la fois les projets de réforme de la politique agricole commune (que les Quinze devraient adopter fin mars mais qui donne lieu actuellement à des négociations très difficiles, voir p. 3), et les initiatives de la ministre (Verts) de

l'environnement. Celle-ci souhaite en effet mettre en œuvre systématiquement une taxe générale sur les activités polluantes (TGAP) qui pénaliserait fortement toute utilisation d'engrais, d'herbicides, de pesticides et de produits phytosanitaires. « Comment l'agriculture pourrait-elle survivre à une baisse du prix d'inter-vention des céréales de 20 %, de la viande bovine de 30 % et du lait de 15 %, partiellement compensée, alors que lui sont imposés de nouvelles contraintes environnementales ? » s'interroge Michel Zwiarg, de la fédération d'Eure-et-Loir. La fédération des syndicats d'Eure-et-Loir, pour sa part, dénonce « l'abus du principe de précaution », une notion fortement présente dans le projet de loi d'orientation agricole en cours d'examen au Parlement.

Luc Guyau, président de la FNSEA, s'est déclaré « surpris » de ces actions « qui n'entrent pas dans le plan de mobilisation que la FNSEA

met en place dans tous les départements sur la réforme de la PAC et dont le point d'orgue sera la grande manifestation des agriculteurs à Bruxelles le 22 février ».

Visiblement débordé par ses fédérations du Bassin parisien - où les grands céréaliers ont une influence prépondérante -, M. Guyau a ajouté dans un communiqué : « La FNSEA dégage ces types d'action qui dégénèrent en violence ».

De retour à Paris, Dominique Voynet a estimé « molle » la réaction de Luc Guyau. « C'est une agression exceptionnellement grave, tout à fait scandaleuse, a-t-elle déclaré. Les insultes, la grossièreté, la brutalité dont se sont rendus coupables les manifestants sont assez rares pour que M. Guyau s'exprime de façon plus nette ».

Lionel Jospin, qui devait recevoir mardi 9 février une délégation du Conseil de l'agriculture française (CAF) conduite par Luc Guyau, a dé-

claré lundi soir « que le gouvernement n'avait pas du tout l'intention de laisser la place à ce genre d'opérations commandos menées par des milieux très minoritaires » et qu'il n'était pas « sûr » que les agriculteurs en cause « appartiennent au monde agricole qui souffre actuellement ».

En effet, les céréaliers et les représentants du secteur des grandes cultures sont ceux qui depuis plus de dix ans ont le plus bénéficié des aides compensatrices distribuées par Bruxelles. « Le gouvernement a besoin d'avoir le monde agricole avec lui dans une discussion importante avec nos partenaires européens », a-t-il ajouté après avoir expliqué à Dominique Voynet « son soutien et sa solidarité ». Le président de la République, pour sa part, devrait recevoir mercredi 10 février la même délégation du CAF que celle qui aura été reçue la veille à Matignon.

François Grosrichard

Surprises, les forces de l'ordre ont été débordées

COMMENT EXPLIQUER les mésaventures de Dominique Voynet, ministre de l'environnement, dont le bureau a été envahi, lundi 8 février, par un groupe de 150 à 200 agriculteurs ? Installé dans le 7^e arrondissement de Paris, le ministère ne fait pas l'objet d'une protection particulière. Il lui revient, comme pour la plupart des ministères, d'organiser son propre système de sécurité. Outre l'Elysée et l'hôtel Matignon, seuls les ministères de l'intérieur, de la justice, de la défense, et, actuellement pour des raisons particulières, le ministère de l'emploi et de la solidarité, bénéficient de la protection

des policiers ou des gendarmes. Lundi 8 février, aucune manifestation d'importance n'était prévue à Paris. La préfecture de police (PP), qui avait mis l'accent sur les risques provoqués par l'éventualité de chutes de neige dans la capitale, a été surprise par les agriculteurs, dont la majorité venait des marges de l'Eure-et-Loir et de l'Eure-et-Loir. « Rien ne laissait pressager une telle action », soulignent-on mardi matin à la PP.

Environ 300 agriculteurs ont donc pu se rassembler, et approcher par petits groupes mobiles de leur objectif, sans que les forces de police s'opposent à leur mouvement. Ce

n'est qu'après l'invasion des locaux de l'avenue de Ségur et du bureau de M^{me} Voynet que la police est intervenue, pour faire évacuer les manifestants. Dans les locaux de l'Ecole nationale d'administration (ENA) également visés par les agriculteurs, il a fallu l'intervention d'une compagnie de CRS, en plus des gardiens de la paix, pour dégager les lieux. Une enquête interne a été réclamée par le ministère de l'intérieur pour clarifier les conditions de l'intervention tardive des forces de police au ministère de l'environnement.

Pascal Coaux

Les élections en Corse dominées par les divisions des nationalistes

AJACCIO

Deux listes seront en présence à l'élection de l'Assemblée de Corse fixée les 7 et 14 mars, alors que l'on en avait dénombré quinze en mars. Ce scrutin avait été annulé pour irrégularité par le Conseil d'Etat, à la suite d'un recours du leader autonomiste Edmond Simeoni, dont la liste n'avait alors recueilli que 4,97 % des suffrages, soit 0,03 % de moins qu'il n'en fallait pour affronter le second tour. Pour autant, Edmond Simeoni ne sera pas candidat au scrutin de mars : il a décliné les propositions qui lui étaient faites, estimant manifestement impossible de constituer une « liste d'union de ceux qui refusent la violence tout en restant fidèles à la lutte d'émancipation nationale ».

Les nationalistes seront donc une nouvelle fois divisés et la question se posera de savoir si l'une de leurs listes franchira le seuil. Corsica Nazione, vitrine légale du FLNC-canal historique, avait, en effet, obtenu 5,23 % au premier tour de 1998 et 10 % au second. Quant aux cinq autres listes nationalistes présentes il y a un an - et qui ne sont plus que quatre aujourd'hui -, elles avaient bien totalisé 12 % mais il paraît improbable que l'une d'entre elles atteigne la barre de 5 % des voix. Toutes les tentatives en vue d'unifier les partisans de la « solution démocratique » ont, en effet, été vaines.

LISTES FÉMINISÉES

A droite, les divisions de 1998 demeurent mais revêtent un aspect différent. Jean-Baptiste Baggioli, président (RPR) du conseil exécutif, et José Rossi, président (DL) de l'Assemblée sortante, font, cette fois-ci, liste commune, avec le soutien déclaré du sénateur RPR Paul Natali. Mais ils sont combattus par un élu RPR, Jean-Louis Albertini, conseiller municipal de Bastia, qui avait été candidat aux législatives de 1997 et qui avait siégé à l'Assemblée de Corse de 1982 à 1998 mais n'y avait fait que de brèves apparitions durant la dernière mandature. M. Albertini a constitué sa liste, à défaut d'avoir obtenu la place de choix qu'il revendiquait sur la liste Baggioli-Rossi. La troisième liste de droite, qui se veut hors appareil et « coriste », est

conduite par Philippe Ceccaldi. Elle avait obtenu 7,80 % au premier tour et 11 % au second en mars 1998. Jean-Louis Albertini et Philippe Ceccaldi affirment qu'ils ne fusionneront pas au second tour avec la liste Baggioli-Rossi, ce qui risque de poser problème à celle-ci, une prime de trois sièges étant attribuée à la liste arrivée en tête lors de l'attribution des sièges.

A gauche, la situation est moins confuse. La liste de la gauche plurielle est de nouveau conduite par Emile Zuccarelli (PRG), ministre de la fonction publique et de la décentralisation, avec Dominique Buchini (PCF), maire de Sartène et Jean Motroni (PS), ancien sénateur, aux

deuxième et troisième rangs. Elle a été notablement renouée, mais elle aura, cette fois-ci, un concurrent avec la liste démocrate et sociale de Simon Renucci, conseiller sortant, qui fut le candidat de la gauche plurielle aux législatives de 1997 à Ajaccio. M. Renucci ne se pose pas en adversaire de la liste Zuccarelli dont le leader a annoncé qu'il renoncera à ses responsabilités ministérielles en cas de succès pour présider le conseil exécutif de la Corse, mais en alléguant afin de promouvoir une politique nouvelle.

Toussaint Luciani (5,71 % au premier tour et 9 % au second en 1998) conduit à nouveau la liste atypique de son Mouvement pour la Corse. Il

se veut à égale distance de la gauche et de la droite, mais n'est pas défavorable à la constitution d'une majorité d'idées.

Enfin, Roger Holschneider conduira à nouveau la liste du Front national tendance Le Pen. Il représentera seul l'extrême droite, la liste mégriste que devait conduire Claude Léonard n'ayant pu finalement voir le jour. Les douze listes qui brèguent les suffrages le 7 mars ont été notablement féminisées, ce qui explique sans doute que l'expérience de 1998 avec deux listes entièrement composées de femmes n'a pas été reconduite.

Paul Silvani

Jacques Chirac confirme Gilles Veinstein au Collège de France

L'ORIENTALISTE Gilles Veinstein occupera la chaire d'« Histoire turque et ottomane » créée pour lui au Collège de France. En confirmant, par un décret paru au Journal officiel du mardi 9 février, l'élection de ce spécialiste - pourtant contestée par un certain nombre d'associations arméniennes ainsi que par plusieurs de ses collègues, qui lui reprochaient ses positions sur le génocide de 1915 -, le Président de la République, qui a le dernier mot pour ce genre de titularisation, aura passé outre la controverse sourde, puis publique, qui a accompagné cette nomination (Le Monde du 27 janvier).

« Je pense que c'était normal et inévitable, dit Pierre Vidal-Naquet (qui a soutenu Gilles Veinstein dans nos colonnes, le 3 février) à propos de ce décret. Les seuls précédents étaient la suspension du cours d'Ernest Renan au Collège de France, au siècle dernier, et la révocation de Gilles Veinstein était choquante », Yves Ternon, auteur d'ouvrages sur les massacres de 1915 ainsi que sur la définition juridique du crime de génocide, estime, pour sa part, que « l'affaire est close ». « Je n'ai jamais voulu cette nomination, ajoute-t-il. Mais ce que je regrette par-dessus tout, ce sont les malentendus que cette polémique a suscités. On a déplacé le problème en mettant en parallèle la peur d'ébranler l'institution et la souffrance de la communauté arménienne. La question reste toujours la même : celle de la bonne foi de Gilles Veinstein. »

■ MOBILISATION TARDIVE ■

Patrick Devedjian, député RPR des Hauts-de-Seine, qui avait soulevé à l'Assemblée nationale le problème de l'élection de Gilles Veinstein, le 29 mai 1998, lors du vote sur la reconnaissance du génocide arménien, affirme n'être pas « surpris, puisque c'est conforme à la tradition ». « Je pense, ajoute-t-il, que le décret va être attaqué devant le Conseil d'Etat. Les conditions administratives de l'élection de Gilles Veinstein ne sont pas régulières. L'administrateur du Collège, Gilbert Dagron, a fait circuler des documents de manière secrète, ce qui a perturbé la régularité du scrutin, et je ne suis pas convaincu que l'académie des inscriptions et belles-lettres était compétente pour le confirmer ». Constatant que la mobilisation de la communauté arménienne a été « tardive », Patrick Devedjian regrette que celle-ci « n'ait pas vu arriver l'événement plus tôt ».

Toutefois Gilbert Dagron est formel : « L'académie des inscriptions et belles-lettres était bien la seule institution compétente ». Il justifie le souci d'être discret, pour ce « cas individuel, mettant en cause l'honneur de quelqu'un que nous étions allés chercher ». Acquis le 29 novembre 1998 à une seule voix de majorité, l'élection de Gilles Veinstein, directeur d'études à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), avait suscité une opposition interne, menée en particulier par certaines personnalités scientifiques du Collège de France. Jean-Pierre Changeux, président du Comité consultatif d'éthique, s'exprimant dans France-Arménie (décembre 1998) jugeait que cette élection était une « erreur ». L'élection avait enfin suscité un certain nombre de pétitions dans le monde universitaire.

Sans remettre en cause la qualité de spécialiste de l'Empire ottoman du XV^e au XVIII^e siècle de Gilles Veinstein, et sans nécessairement reprendre à leur compte les accusations de « négationnisme » formulées par ceux qui, comme Yves Ternon, souhaitent voir s'ouvrir un « débat scientifique » sur l'extension du qualificatif de « négationniste » à d'autres champs que celui de la Shoah, certains intellectuels s'inquiétaient que cette élection « accablée le sentiment que le Collège de France donne son consentement à un discours de remise en cause de la vérité établie du génocide arménien » (Le Monde du 27 janvier).

Nicolas Weill

IBM et cinq majors du disque verrouillent le téléchargement de musique par Internet

LE NUMÉRO UN mondial de l'informatique, IBM, et les cinq premières compagnies mondiales d'édition musicale, Universal (groupe Seagram), EMI, Sony Music, Warner Music et BMG (Bertelsmann), ont annoncé, lundi 8 février, avoir conclu un accord visant à développer un système de téléchargement de la musique par Internet. Le projet Madison, comprend également l'élaboration d'un standard technique d'enregistrement sécurisé qui ne soit pas sujet au piratage. Il s'agit de verrouiller, autant que faire se peut, le phénomène de copie sauvage qui se développe actuellement sur la Toile.

Un an de discussions a été nécessaire entre les « majors » du disque et le géant de l'informatique pour trouver un accord. IBM a investi 20 millions de dollars (17,8 milliards d'euros) dans la mise au point de ce nouveau service en ligne. Celui-ci sera testé au printemps prochain à San Diego, en Californie, et devrait permettre de télécharger un album de 60 minutes de musique en 10 minutes, à partir d'un micro-ordinateur. Le prix de la copie n'a pas été communiqué.

DÉPÊCHES

■ DÉRIVÉS SANGUINS : le secrétariat d'Etat à la santé et à l'action sociale a indiqué, lundi 8 février, qu'une concertation était en cours pour modifier le statut du Laboratoire français de fractionnement et des biotechnologies (LFB). Né de la réforme du système transfusionnel qui avait suivi les affaires du sang contaminé, ce groupement d'intérêt public avait été créé le 31 mai 1994 afin de soumettre tous les produits dérivés du sang aux normes pharmaceutiques. Il est aujourd'hui confronté à une très forte concurrence internationale sur le marché des dérivés sanguins. Ce changement de statut, qui impose le vote d'une loi, aura pour but de « favoriser les partenariats avec d'autres établissements pharmaceutiques ».

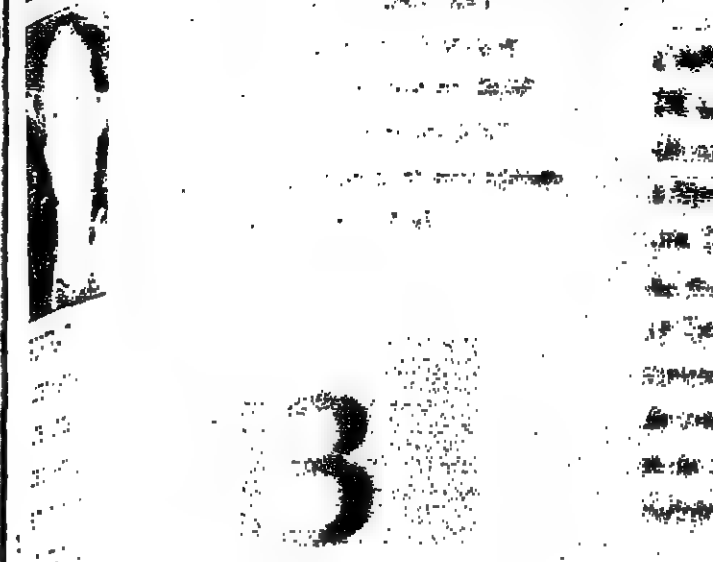
■ TERRE ADÉLIE : trois Français sont morts, lundi 8 février, dans un accident d'hélicoptère à proximité de la base scientifique française Dumont-d'Urville, en Terre Adélie. L'appareil effectuait une navette entre la base et le navire de ravitaillement L'Australie, mouillé en eaux libres à une centaine de mètres de la base, quand l'accident s'est produit, provoquant la mort du pilote de l'hélicoptère, d'un ingénieur du bateau ainsi que du directeur de la logistique à l'Institut français pour la recherche et la technologie polaires de Brest (IFRTP). Près de soixante-dix personnes résident actuellement sur la base Dumont-d'Urville. (Corresp.)

■ VIOLENCES URBAINES : les conducteurs de bus et de tramway de Grenoble (Isère) ont décidé de reprendre le travail, mardi 9 février, après vingt-quatre heures de grève provoquées par une attaque au cocktail Molotov, dimanche soir, dans un quartier sensible de la ville, par un groupe de quatre ou cinq jeunes. Une équipe de dix inspecteurs a été mise sur l'affaire et déchargée de toute autre tâche. « Nous ferons toutes les montées d'escalier s'il le faut », a indiqué l'un des responsables de la police à la presse, souhaitant « la collaboration de la population ». Le bus a été entièrement détruit par le feu.

■ INDE : New Delhi pourrait revoir sa décision d'accorder un visa à l'écrivain britannique d'origine indienne Salman Rushdie, à la suite de protestations de responsables musulmans, a indiqué le ministre de l'information, Mukhtar Abbas Naqvi. L'écrivain avait obtenu la semaine dernière, pour la première fois depuis dix ans, un visa pour l'Inde, son pays natal, qui fut le premier à interdire son roman Les Versets Sataniques et où ce livre est toujours interdit. (AFR)

Tirage du Monde daté mercredi 9 février 1999 : 512 413 exemplaires.

LES NOUVELLES TECHNOLOGIES



mbou

Texte illisible, probablement une reproduction d'un autre document.



Le Monde INTERACTIF

LES NOUVELLES TECHNOLOGIES

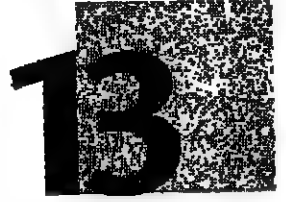
MERCREDI 10 FÉVRIER 1999

www.lemonde.fr/nvtechno

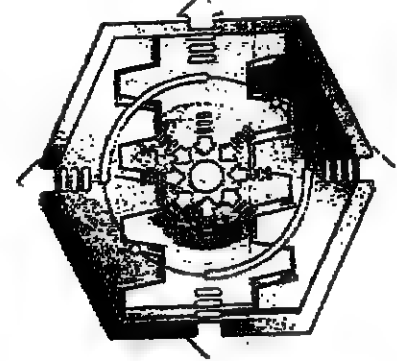


PORTAIT
Sarah Flannery,
une Irlandaise
de dix-sept ans,
a mis au point
un système de cryptage
ultrarapide
P. IV

IRRÉDUCTIBLES GAULOIS
Dans un paysage informatique
dominé par l'Amérique en dépit
des 13 milliards dépensés pour
le plan calcul, quelques entreprises
françaises résistent. P. VI



**L'APPEL
DE LA FORÊT**
Un nouveau réseau
à fibre optique,
une Cité
du multimédia...
Le Canada s'impose
comme un laboratoire
de création
et de communication
numériques. P. III



PORTAILS
La concentration des points
d'accès à Internet. P. V



**PETITES
ANNONCES**
8 pages d'offres
d'emplois.
P. VII à XIV



BONUS
Lors de l'achat d'un PC,
le client reçoit en prime
une série de logiciels.
Cette pratique est assimilée
à de la vente forcée
par certains utilisateurs
qui en demandent
le remboursement. P. II

Remboursez

CELA ressemble à un épisode
des voyages de Gulliver, celui où
les Lilliputiens saucissonnent le
géant qui ne peut plus bouger sur
la plage où il a échoué. Ici, le
géant, c'est bien sûr Microsoft, la
firme de Bill Gates, échouée dans
un procès anti-trust et ficelée par
une multitude de procédures
dénonçant ses pratiques commer-
ciales. Trêve de métaphores :
est-ce que ça va aussi mal que cela
en a l'air pour le leader mondial
du logiciel ?

Alors que se poursuit son pro-
cès à Washington, ses avocats ont
tiré l'assistance de sa torpée en
diffusant, mardi 2 février, une cas-
sette vidéo au cours d'une session
du tribunal. Elle devait démontrer
que Windows 98 ne peut fonc-

tionner correctement sans le logi-
ciel Internet Explorer, une thèse
contestée par les avocats du gou-
vernement américain. Las, une
« erreur de production » a privé
l'assistance de la séquence tant
attendue, qui devait montrer les
problèmes de la version de Win-
dows 98 expurgée du navigateur
Internet.

En France, les services de la
répression des fraudes disposent
depuis quelques jours du témoi-
gnage d'un fabricant de micro-
ordinateurs qui leur a affirmé ne
pouvoir vendre ses ordinateurs
sans Windows en raison des
contrats qui le lient à Microsoft.
Des propos qui pourraient relan-
cer les actions de la justice fran-
çaise et de la Commission euro-

Menacée par la justice
américaine,
conspuée par
un nombre restreint
mais croissant
d'informaticiens,
attaquée par
les associations
de défense
des consommateurs,
Microsoft
vit des moments
difficiles

Denis Delbecq



Parti d'Australie, un mouvement de protestation contre la politique
commerciale de la société de Bill Gates prend une dimension mondiale
lundi 15 février avec le « Windows Refund Day »

peenne. Cette dernière avait
obtenu en 1994 l'engagement de
Microsoft de cesser ce genre de
pratiques commerciales qui
limitent la liberté d'action de ses
clients.

Les partisans de Linux, le logi-
ciel concurrent de Windows, ont
également choisi ce moment pour
porter sur la place publique l'épi-
neuse question du rembourse-
ment des licences de Windows
installées, marchant sur les traces
d'un informaticien australien qui
a récupéré 400 francs de Toshiba
en 1998. « Il ne s'agit pas de gêner
les constructeurs », explique
Roberto Di Cosmo, universitaire
et co-auteur du *Hold-Up plané-
taire*, un livre sur les pratiques de
Microsoft. Nous souhaitons faire
pression pour que soit mise en
place une véritable alternative à
l'achat de Windows. » Le cher-
cheur a volontiers accepté de
relayer en France le 15 février la
« Journée de la détaxe de Win-
dows » imaginée par des ac-
tivistres américains qui prévoient
d'adresser massivement des
demandes de remboursement de
Windows aux fabricants d'ordi-
nateurs.

Aujourd'hui, ceux qui
entendent se priver du « confort »
apporté par Windows doivent
accomplir un véritable parcours
du combattant. Pas un construc-
teur n'accepte de livrer des ordi-
nateurs de bureau ou des portat-
ifs à l'unité sans l'une des deux
versions du système d'exploita-
tion de Microsoft, Windows 98 ou
NT. « Il est impossible d'acheter
une voiture sans volant, soulignent
les industriels. C'est la même chose
pour les ordinateurs, qui ne
peuvent fonctionner sans système
d'exploitation. » Chez Microsoft,
on insiste sur la demande du mar-
ché. « Les clients réclament du
prêt-à-porter », justifie Olivier
Ezratty, responsable du marke-
ting et de la communication de la
filiale française. Il réfute toute
entrave à la liberté des construc-
teurs. « Si 5 % des gens réclament
des ordinateurs sous Linux, les
fabricants adapteront leurs
gammas. »

Alliés objectifs de Microsoft, les
fabricants de micro-ordinateurs
s'accrochent très bien de la
situation provoquée par la domi-
nation de Windows. « Cela nous
coûterait trop cher de fabriquer des
postes de travail sans système
d'exploitation », explique-t-on chez
IBM. On ne peut envisager que
pour des commandes spéciales, car
il faut briser une chaîne de produc-
tion. A l'unité, un ordinateur sans
Windows serait vendu plus cher.
D'une manière générale, les

Pour la première fois, un constructeur
d'ordinateurs français révèle les conditions
de vente imposées par Microsoft

Un seul clic
pour tout trouver
www.lycos.fr

- Recherche en français,
en toutes langues,
images et sons...
- Guides thématiques :
actualités, économie,
loisirs, voyages...
- Gratuit : E-mail,
Page Personnelle,
Mon guide Lycos

LYCOS

Voire Guide Personnel sur Internet

Des cadeaux intéressés

LES ÉDITEURS de CD-ROM sont catégoriques. Rembourser un produit qui est fourni en bundle, c'est-à-dire préinstallé sur une machine neuve, ce n'est pas leur problème. D'ailleurs, à les écouter, la question ne s'est jamais posée. « C'est un cadeau », s'accrochent-ils à dire pour expliquer que le client n'a pas payé ce CD-ROM. Ou alors à un prix dérisoire ! Car selon les quantités qu'il a achetées, le constructeur informatique n'a souvent pas donné plus de quelques francs pour les logiciels qu'il a mis sur la machine.

« Nous remplaçons une version boguée », concède la responsable du bundle chez Havas Interactive. Mais si le titre ne plaît pas, tant pis ! C'est une question d'image de marque : un produit défectueux est changé ; le choix d'un titre, en revanche, reste de la responsabilité de l'intégrateur ou du constructeur. A lui de réviser son offre si elle ne correspond pas au désir du consommateur. Chez Montparnasse Multimédia, Pierre Raiman est étonné. « Je ne connais personne qui ait demandé à se faire rembourser Le Louvre, dit-il. Quelqu'un qui veut un ordinateur vide le veut uniquement pour le prix. Dans ce cas, il va chez un assembleur, il choisit précisément ce qu'il veut et le monte. Mais 95 % des gens ne correspondent pas à ce profil. Le client-bundle n'est pas un client au rabais pour autant. « Nous avons une hotline [une aide téléphonique] qui fonctionne tous les jours, précise le président de Montparnasse Multimédia. Pas question de laisser tomber un client avec un problème tech-

nique. » Discours voisin chez Eidos, l'éditeur de Tomb Raider, le héros de Lara Croft n'est plus inconnu de personne. « Un client sait ce qu'il achète », dit Antoine Bailly, directeur commercial de la branche française, qui n'a d'ailleurs presque pas pratiqué cette technique de vente en 1998. Si l'éditeur a une politique de reprise des invendus, il est plutôt contre le remboursement, en raison des « problèmes éthiques que pose le piratage ». Encore que sur ce sujet, « le revendeur reste libre de ses choix ».

L'exception, ce serait l'acheteur qui s'est vraiment trompé, celui qui a choisi un jeu incompatible avec la puissance de sa machine. Là, Eidos ferait « éventuellement un geste ». Mais pour les autres, c'est du même ordre que « quel qu'un qui viendrait se plaindre d'avoir payé un certain prix pour un écran 15 pouces fourni avec l'ordinateur alors qu'un 14 pouces lui aurait suffi ». Le prix est défini pour un ensemble. Les éditeurs observent cependant d'un œil attentif la forme inédite de bundle qu'a lancée Compaq avec son « multichoice ». L'acheteur n'a pas de liste des logiciels préinstallés sur son ordinateur ; il les choisit. « C'est une solution moins alléchante pour nous, avoue la responsable bundle d'Havas Interactive. Nous n'avons pas de mi-

nimum garanti. En revanche, c'est un test en vraie grandeur pour le produit. On peut vérifier qu'il est apprécié et qu'une campagne de communication a bien fonctionné ».

Montparnasse Multimédia, qui a toujours beaucoup utilisé le bundle – « deux millions de disques vendus en bundle depuis la création de la société en 1992 » – pratique toutes les formules : le multichoice, le bundle classique ou le bon de réduction. « Une autre politique qui va se développer », remarque Pierre Raiman. Pourquoi cet engouement pour le bundle ? « Parce que si le produit est bon, l'utilisateur va s'en servir. Il va le conseiller à d'autres personnes. Et finalement, c'est une publicité pour le produit, pour l'éditeur et pour le multimédia ».

Tous, ils veulent cependant à ce que le bundle ne phagocyte pas la vente au détail. Eidos a choisi de ne mettre que des versions incomplètes de ses jeux. Montparnasse Multimédia et Havas Interactive donneront une version encore actuelle mais pas nouvelle de leurs CD-ROM. Seule exception : un DVD que Montparnasse Multimédia a vendu en bundle à Noël chez Carrefour. Mais « le marché du DVD au détail n'existe pas encore », remarque Pierre Raiman.

Courtine Manoury

Les systèmes alternatifs

Unix

Il fait figure d'ancêtre des systèmes d'exploitation. Unix existe en différentes versions, gratuites comme les différentes moutures libres de BSD et de Linux ou payantes comme Solaris, ou SCO. C'est un logiciel complexe à maîtriser, qui est largement déployé dans les stations de travail pour ingénieurs et les grands systèmes. Son hégémonie est de plus en plus contestée par Windows NT de Microsoft.

BeOS

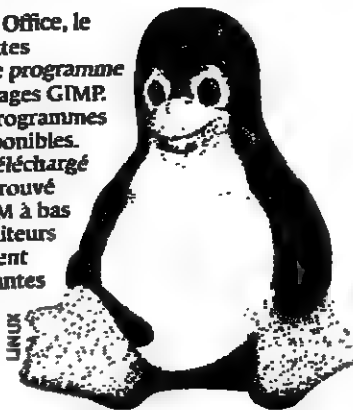
Sa réputation est excellente chez les programmeurs, qui apprécient sa stabilité et ses aptitudes à la manipulation du son et de l'image. Contrairement à Linux, pas toujours accessible au commun des mortels, BeOS ne réclame aucune compétence technique pour être utilisé. Il peut être installé indifféremment sur les ordinateurs Macintosh et les PC. Diffusé par Be, la firme californienne du Français Jean-Louis Gassée, ancien patron d'Apple, BeOS en est à sa version 4.0 vendue 100 dollars (580 francs, 88 euros).

Linux

Créé en 1991 par un étudiant finlandais, Linux offre toutes les capacités d'un logiciel système moderne, conçu pour les réseaux et capable de faire fonctionner de nombreuses applications en même temps tout en évitant les blocages intempestifs grâce à un partage rigoureux de la mémoire. Sa légendaire stabilité l'a imposé dans le monde d'Internet, où plus de 25 % des ordinateurs serveurs l'utilisent. Linux peut recevoir plusieurs interfaces graphiques au choix comme KDE (analogue à l'interface de Windows), GNOME ou Gnustep. Sa légèreté, très fournie en outils scientifiques et de programmation, commence à s'étoffer de logiciels plus grand public, comme la suite

De nombreux logiciels d'exploitation, gratuits ou payants, sont capables de remplacer Windows

bureautique Star Office, le traitement de textes Wordperfect et le programme de retouche d'images GIMP. Des milliers de programmes gratuits sont disponibles. Linux peut être téléchargé sur Internet, ou trouvé dans des CD-ROM à bas prix. Plusieurs éditeurs diffusent également des versions payantes dotées d'outils d'installation simplifiés.



MacOS

Le système d'exploitation d'Apple fonctionne exclusivement sur les Macintosh. Il est doté d'une interface utilisateur à la simplicité légendaire et intégrée, depuis sa version 8.5, un puissant outil de recherche d'informations sur Internet baptisé Sherlock. Apple vient de lancer MacOS X serveur pour s'attaquer au marché des entreprises. Le logiciel s'appuie sur la technologie conçue à la fin des années 80 par la firme NeXT fondée par l'actuel patron d'Apple Steve Jobs. Une version grand public de MacOS X devrait être lancée à l'automne 1999. MacOS 8.5 est vendu 670 francs (102 euros).

D. D.

Des contrats en question

Microsoft, qui imposerait des clauses litigieuses aux constructeurs, va faire l'objet d'une enquête en France



TONY GRIPPO

ordinateurs de marque Unika sont impérativement équipés du système d'exploitation Windows et ce, en raison du contrat qui les lie avec Microsoft. En conséquence, la société ne peut en aucun cas retirer le système d'exploitation Windows d'un produit de la gamme Unika ».

Ces déclarations ont conduit les services de la répression du Val-de-Marne à requérir la plainte de M. Mabini « en raison de la position dominante et de l'actualité concernant Microsoft ». Le dossier a été transmis à la brigade interrégionale d'enquête de Paris, un service du ministère de l'Économie et des finances spécialisé dans les enquêtes de pratiques anticoncurrentielles. A la direction générale (DGCCRF), on se refuse à tout commentaire, « surtout pour une affaire aussi sensible ».

C'est à notre connaissance la première fois qu'un constructeur infor-

matique fait état publiquement du contrat qui le lie à Microsoft. Les géants de l'industrie concèdent généralement en privé certaines clauses litigieuses restent en vigueur. « Il y a quelques mois encore, on payait pour Windows même si on ne le livrait pas, nous a déclaré un responsable d'un constructeur informatique de

taille internationale. Le nombre de licences facturées par Microsoft était égal au nombre de postes de travail vendus ».

Contrairement aux ordinateurs de bureau et aux portables, les serveurs sont généralement livrés sans système d'exploitation. Malgré le succès de Windows NT, Microsoft ne do-

mine pas ce marché et doit affronter la concurrence de Novell et des différentes variantes d'Unix (Linux, SCO, Solaris...).

Les constructeurs signent généralement des contrats à l'année avec Microsoft. Ces documents sont si secrets que le huis clos a été requis pour aborder le sujet dans le procès qui oppose le département américain de la justice et une vingtaine d'États de l'Union à Microsoft. Le géant tient à éviter que soit révélé le prix de vente aux industriels. Estimé entre 200 et 400 francs (entre 30,5 et 61 euros) pour Windows 98, ce prix est calculé en fonction des prévisions du constructeur, puis ajusté en fonction des ventes réelles et des efforts de promotion engagés par le fabricant d'ordinateurs.

Un industriel qui mentionne des logos officiels du système d'exploitation de Microsoft dans ses campagnes publicitaires obtient des ristournes. Officiellement, les constructeurs sont libres de commercialiser des ordinateurs sans Windows. Mais tout modèle vendu par le constructeur appartenant à une gamme déclarée « Windows » à Microsoft donne lieu au paiement d'une licence. Cette pratique est légale. L'enquête qui débute en France permettra peut-être de savoir si l'éditeur est allé au-delà, en dépit de ses engagements.

D. D.

Un porte-drapeau nommé Di Cosmo

« VOUS savez, le texte que j'avais publié il y a un an sur Internet a eu beaucoup plus d'impact que le livre », s'amuse Roberto Di Cosmo, auteur du *Hold-up planétaire* – un ouvrage d'entretiens avec Dominique Nora dénonçant la mainmise de Microsoft sur l'informatique mondiale –, qui se retrouve propulsé, bien malgré lui, chef de file de la lutte anti-Microsoft en France. Ce sont les méthodes de l'entreprise que le conteste, pas les hommes. On peut critiquer les idées, mais il faut respecter les hommes. Dans son bureau d'universitaire, Windows n'a pas le droit de cité. Son ordinateur utilise Openstep, le dernier avatar de Next. Linux n'est pas très loin, encoûté dans les entrailles du disque dur. « Tout ce que je souhaite, c'est que l'on nous rende la liberté qu'on nous a prise depuis quinze ans. Nous, universitaires, avons notre part de responsabilité. On s'est trop longtemps dit que c'était trop compliqué à expliquer et qu'on ne voudrait pas nous croire. » Il fouille dans ses tiroirs avant d'en extraire un CD-ROM. « Vous verrez que Linux n'est pas si difficile à installer ».

■ Le *Hold-up planétaire*, de Roberto Di Cosmo et Dominique Nora, édité par Calmann-Lévy, 200 p., 92 F (14 €). Disponible en version électronique sur www.00h00.com.

Un jour contre la « taxe Windows »

MILITANTS ou simples aficionados de logiciels alternatifs, ils sont peut-être des millions, qui ont payé quelques centaines de francs pour un programme rangé au fond du placard.

Le 2 février, Geoffrey Bennett a pris contact avec Toshiba, le fabricant d'un ordinateur portable acheté le même jour dans un magasin d'Adélaïde, en Australie. Cet informaticien a fini par obtenir un chèque de remboursement de 110 dollars australiens (62 euros, 408 francs). Toshiba avait, dans un premier temps, justifié son refus par l'impossibilité contractuelle d'obtenir une compensation de Microsoft, avant de céder sous l'insistance de son client. Mal lui en a pris puisque des centaines, voire des milliers de personnes pourraient s'engouffrer dans la brèche.

Le 15 février, les partisans de Linux, le logiciel concurrent de Windows, organisent aux États-Unis le *Windows Refund Day*, relayé aux Pays-Bas, au Japon, en Nouvelle-Zélande, mais aussi en France, sous le nom de « journée de la dette Windows ». « Nous n'avons pas encore arrêté notre programme d'action, note Roberto Di Cosmo, enseignant-chercheur

à l'Ecole normale supérieure et auteur d'un livre à succès sur Microsoft. Ce jour-là, nous écrirons aux fabricants de nos ordinateurs avec copie aux services de la répression des fraudes pour exiger le remboursement de Windows ». Outre-Atlantique, les activistes ont lancé une collecte de logiciels non utilisés et marcheront symboliquement sur le bureau californien de Microsoft. A priori, rien ne s'oppose au bien-fondé de leur demande. Qu'ils soient livrés avec un ordinateur ou achetés séparément, les logiciels de Microsoft sont associés à un contrat de licence utilisateur (CLUF) qui fixe les droits et devoirs des consommateurs. La licence de Windows 95 comme celle de Windows NT stipulent que l'utilisateur doit, en cas de désaccord avec le CLUF, « contacter rapidement le fabricant d'ordinateurs afin d'obtenir des instructions pour le retour contre remboursement du (des) produit (s) non utilisé (s) ». Microsoft a malicieusement rem-

placé la phrase lors de l'arrivée de Windows 98 par une mention « Veuillez retourner ce produit sans délai pour en obtenir le remboursement éventuel ». Les constructeurs s'avouent très embarrassés par la situation que pourrait créer un succès de la journée du 15 février. « Le cas ne s'est jamais produit, et nous n'avons donc jamais réfléchi au problème », reconnaissent les principaux constructeurs. Olivier Ezraty, le directeur du marketing et de la communication de la filiale française de l'éditeur, invite les demandeurs à s'adresser aux constructeurs. Il souligne que le problème devrait rester marginal, alors que des dizaines de millions de clients désirent utiliser Windows. « Il ne viendrait à l'idée de personne de se faire rembourser le logiciel de retouche d'images livré avec les scanners ».

D. D.

■ www.dmi.ens.fr/~dicosmo/Detaxe/detaxe.html
■ www.linuxmail.com/refund/

Le remboursement en pratique

plainte soit déposée pour établir une jurisprudence en informatique.

■ Ne pas briser le scellé. – Les clauses fixées par la licence utilisateur (CLUF) qui accompagne chaque exemplaire de Windows, livrés avec un ordinateur ou acheté séparément, sont très restrictives pour éviter toute tentative de piratage. L'acheteur doit prouver qu'il n'a pas utilisé le logiciel. Pour espérer faire jouer la clause de refus des conditions de la CLUF, le scellé du CD-ROM de Windows doit être intact. « Briser le scellé revient à passer contrat », note M. Le Stanc. Le mieux est de ne pas ouvrir la pochette qui contient la licence, les disquettes et le CD-ROM de Windows.

■ Installer un autre système. – Après avoir branché l'ordinateur, il est indispensable de le démarrer avec une disquette d'installation d'un autre système d'exploitation et d'effacer le contenu du disque dur par reformatage pour effacer toute trace de Windows. Reste à installer un nouveau système, à prendre contact avec le vendeur en lui indi-

quant le refus des conditions de la CLUF. Il faut bien évidemment conserver tous les documents et supports liés à Windows tant que la procédure n'a pas abouti. En cas de refus de la part du vendeur ou du fabricant, il faut prendre contact avec la direction départementale de la répression des fraudes du département où siège l'entreprise.

■ Installer son système précédent. – Si l'utilisateur a acquis un second ordinateur et souhaite utiliser la version de Windows acquise avec un appareil plus ancien, la procédure est similaire : il ne faut pas toucher aux documents et supports de fichiers du logiciel neuf, désinstaller Windows de l'autre ordinateur et formater le disque dur. L'ancien système peut être installé sur l'ordinateur neuf. Cette opération est légale si le logiciel n'est installé que sur un seul ordinateur. Christian Le Stanc estime pourtant que dans ce cas, « l'issue d'une demande de remboursement est moins évidente ».

D. D.

Le Canada rêve en trois dimensions

Les fleuves lumière

Natalia Toro, 14 ans
Passionnée de physique, Natalia Toro étudie plus spécialement les oscillations des neutrinos, ces particules élémentaires sans charge qui s'échappent des explosions nucléaires solaires. Son travail pourrait aider à la compréhension du mystère des manques dans le dénombrement des neutrinos et avoir un impact fondamental sur les physiques des hautes énergies. A partir de récentes études menées au Japon, selon lesquelles les neutrinos auraient deux états, l'un détectable, l'autre pas, Natalia Toro a mis au point une théorie qui confirme l'état d'oscillation des neutrinos. Une théorie élaborée aussi à partir de l'équation de Schrödinger. A quatorze ans, cette jeune Américaine rêve elle aussi du MIT pour y décrocher un doctorat de physique.



Erika N. Ebbel

Gabor Bernath, 15 ans
Lors du dernier concours européen des jeunes scientifiques qui s'est tenu en septembre 1998 au Portugal, Gabor Bernath, lycéen hongrois à l'école allemande de Budapest, s'est vu décerner le premier prix pour son travail sur les images en 3 dimensions. En utilisant une simple caméra numérique et une source lumineuse pour capturer les objets tridimensionnels, Gabor a montré des images de têtes et de statues de très haute qualité. Des futures applications devraient être développées à des fins industrielles ainsi que pour des applications Internet.

Jeunes et surdoués

Erika Natalie Ebbel, 17 ans
Souhaitant mettre immédiatement en pratique ses cours de microbiologie de l'école Crystal Springs Uplands de Hillsborough en Californie, Erika Ebbel se penche sur le virus de l'herpès (HSV-1). Sa technique ? Tester des extraits prélevés sur un pissenlit provenant de Mongolie, utilisé dans la médecine chinoise sous le nom de pungen-ying. Grâce à la chimie et à l'usage de la spectroscopie, Erika est parvenue à isoler des composants antiviraux de cette variété de pissenlit. Elle espère que ses recherches permettront de mettre au point un traitement nouveau pour soigner l'herpès HSV-1. Mais Erika possède d'autres talents à son actif : elle a obtenu plusieurs prix dans des concours de piano et donne régulièrement des récitals de son instrument favori. Polyglotte, elle parle couramment l'espagnol, le russe et le japonais. Elle espère intégrer le prestigieux MIT (Massachusetts Institute of Technology) et poursuivre une carrière en médecine ou en biotechnologie.



Grace C-Hwei Lin

Chaque année, des dizaines d'élèves et d'étudiants font avancer la science grâce à leurs recherches

Grace C-Hwei Lin, 17 ans
A 17 ans, Grace se destine à la biologie ou à la pédiatrie. Elle espère pouvoir suivre en l'an 2000, le cursus prémedical de la célèbre université John Hopkins de Baltimore. Plus étonnant, cette jeune fille a déjà coigné plusieurs articles scientifiques. Et surtout, elle a développé une lignée cellulaire, baptisée GL48, qui, en devenant fluorescente dans des conditions bien spécifiques, simplifie considérablement l'étude du mode d'action des hormones et leur fixation sur des récepteurs membranaires. L'étudiante de la Montgomery Blair High School, à Silver Spring dans le Maryland, a travaillé sur le récepteur de la vitamine D. Ce genre de travaux permet de localiser les récepteurs et de mettre au point de nouveaux médicaments, très efficaces, car très ciblés, pour des maladies comme le cancer.



David C. Moore

David C. Moore, 18 ans
En se basant sur les principes de la physique quantique, ce jeune étudiant du Maryland a réussi à déterminer, d'un point de vue conceptuel, les propriétés électriques d'un nouvel interrupteur électronique moléculaire. Ces interrupteurs de taille miniaturisée sont d'un grand intérêt pour l'ensemble de la communauté scientifique traitant de l'électronique, car ils permettent de penser que l'on pourra construire des circuits numériques 1 million de fois plus petits que les plus petits semi-conducteurs actuels. En parallèle à ses recherches, David Moore est administrateur réseau de son école à Gaithersburg et a déjà reçu de nombreuses récompenses dans les domaines des mathématiques et des sciences.

La maîtresse des codes



Blarney (Irlande)
de notre envoyé spécial
Dans l'ombre de Cork, Blarney vivait depuis des lustres sa tranquille petite vie de bourgade de la côte irlandaise. Seule curiosité susceptible de détourner le touriste, un château médiéval. La légende prétend que l'une des pierres porte bonheur quand on l'embrasse. Cette pierre enchantée, Sarah Flannery aurait pu sans problème aller lui déposer un petit baiser : à tout juste dix-sept ans, cette lycéenne vient de se voir décerner le prestigieux prix de l'Irish Young Scientists and Technology Exhibition, pour la découverte d'un algorithme de cryptographie qui risque de reléguer au placard le système actuel RSA élaboré en 1977. Un code dix fois plus rapide et sécurisé pour la protection des données envoyées par courrier électronique.

Sarah Flannery, une Irlandaise de dix-sept ans, a mis au point un système de cryptage ultrarapide

Depuis lors, Blarney-la-tranquille vit au rythme de l'actualité médiatique de sa nouvelle reine. Et toute l'Irlande s'est prise d'amour pour cette adolescente surdouée. Pas un journal, pas une télévision ou une radio qui n'a réalisé un reportage sur Sarah. Cette popularité se mesure dès l'arrivée à Cork quand le chauffeur de taxi déclare, avec une bonne dose de fierté dans la voix rugueuse : « Sarah Flannery ? Bien sûr que je la connais, elle est très brillante cette enfant, vous savez ! » Dans son école aussi, on n'est pas peu fier de compter dans ses rangs celle qui vient d'éblouir le monde par sa découverte. L'article et la photo parus dans le *Times* le lendemain de sa récompense s'affichent haut sur la porte vitrée de l'entrée. Histoire, sans doute, de donner du courage à tous ses petits camarades avant d'attaquer les cours.

« Tous mes amis sont contents de ce qui m'arrive, reconnaît Sarah. Il n'y a aucune jalousie de leur part, au contraire. » « Ici, nous sommes une petite communauté, renchérit Elaine Flannery, sa mère, professeur de macrobiologie à Cork. Tous les gens se connaissent bien et sont très heureux de l'aventure de l'une des leurs. » Sûrement pas autant que

celle m'amuse tellement ! Je ne m'y attendais pas du tout car en fait, on ne sait jamais si le projet sur lequel on travaille est le bon ou non. Il y avait « Tout est parti des cours du soir en mathématiques que mon père donne à l'Institut de technologies de Cork. Il m'a proposé d'y assister. Là j'ai appris les bases, mais je voulais leur trouver une application. C'est comme ça que j'en suis venue à m'intéresser à la cryptographie. » De là à mettre au point un algorithme révolutionnaire baptisé Carley-Purser en hommage à Arthur Carley, mathématicien anglais du XIX^e siècle, et au cryptographe Michael Purser, il y a tout de même un pas que peu de lycéens peuvent se vanter d'avoir franchi. Sarah refuse pourtant le qualificatif de « génie » employé partout dans la presse. Sa mère aussi : « Je n'aime pas ce terme, ça ne veut rien dire du tout. Sarah est une fille comme les autres. Sa grande force, c'est son courage. Elle fait face aux choses, sans appréhension, et tout ce qu'elle entreprend, elle le fait à fond. »

C'est sur le tableau noir collé contre l'un des murs de la cuisine que cette opinion s'est manifestée, en l'occurrence. Face à lui, chaque jeudi, trois heures durant, Sarah s'est familiarisée avec les mathématiques de son père. Pour son seul plaisir, sans contrainte ni pres-

Les mots de chiffage

ALGORITHME
Ensemble d'instructions logiques organisées pour résoudre un problème.

CRYPTOGRAPHIE
Codage des données qui doivent être transmises par l'intermédiaire d'un réseau public pour en cacher le contenu aux indiscrets et aux indésirables. Les algorithmes de conversion utilisent une clé - en fait un nombre binaire - d'autant plus sûre que sa taille est grande (généralement entre 40 et 128 bits).

RSA
Le système Rivest-Shamir-Adleman est une méthode de chiffage sûre qui recourt à une clé en deux parties : la clé privée, gardée par son propriétaire, et la

clé publique, qui est libre d'accès. Les données sont cryptées en utilisant la clé publique du destinataire, mais ne peuvent être déchiffrées que par sa clé privée.

CLÉ SECRÈTE
Une autre méthode consiste à utiliser la même clé confidentielle pour crypter et décrypter. Le problème consiste alors à transmettre cette clé sans qu'elle soit interceptée.

CRACKER
Un cracker est une personne qui franchit frauduleusement les défenses d'un système informatique pour y causer des dégâts (détruire des fichiers, voler un code secret, introduire des virus).

Dans les labos

La double vie du RU-486
Plus connu sous le nom de pilule abortive, le RU-486 est aussi utilisé dans le traitement de tumeurs. Dernière application en date : la régulation de l'expression d'un gène modifié. Une équipe du Baylor College of Medicine à Houston l'a testé avec succès sur une souris transgénique, pour la production d'hormone de croissance humaine. Utilisé à des doses mille fois plus faibles que dans la pilule abortive, le RU-486 n'aurait aucun effet sur les fonctions de reproduction.

Le robot qui pense debout
Interrompre la tâche pour laisser au robot le temps de penser et d'adapter son action en fonction d'un imprévu. C'est sur cette idée que repose l'algorithme mis au point par un ingénieur de l'université Washington, à Saint-Louis, et deux de ses anciens étudiants. Max-Plus Algebra Model a permis de résoudre un problème vieux de deux décennies : la coordination des fonctions de décision et planification des tâches avec celles de détection en temps réel, deux systèmes qui ne sont pas situés sur un même niveau de contrôle.

Avion martien et Internet sidéral
Pour le centenaire du vol des frères Wright, en 1903, la NASA envisage de faire voler un avion dans l'atmosphère de Mars. Quelques responsables de l'Agence spatiale ont émis l'idée d'établir des communications à haut débit entre Mars, la Lune et d'autres postes avancés du système solaire afin de ramener en continu images vidéo et données. Elles reposeraient sur des engins spatiaux pour relayer le signal jusqu'à la Terre.

Un nouveau venu chez Mendeleïev ?
114, c'est le numéro atomique d'un nouvel élément obtenu dans un accélérateur de particules à partir d'isotopes radioactifs de plutonium et de calcium, par des chercheurs russes en collaboration avec un laboratoire californien. L'élément ne serait stable que pendant trente secondes, durée qui serait largement suffisante pour envisager des utilisations en médecine et en chimie. Si les résultats sont confirmés, « 114 » sera le 2^e élément artificiel du tableau périodique de Mendeleïev.

Organes de rechange
Une équipe américaine du Children's Hospital and Medical School à Boston, dans le Massachusetts, s'est révélée pionnière dans la transplantation d'organes développés en laboratoire à partir des cellules du receveur. Six chiens ont ainsi reçu une vessie cultivée à partir d'échantillons de leur propre vessie. Un mois plus tard, les organes semblaient normaux. Et, dix mois plus tard, ils fonctionnaient toujours normalement.

Pépinière

PLUS de six cents élèves venus de toute l'Irlande se sont inscrits cette année au Young Scientists and Technology Exhibition. Lancé voilà trente-trois ans par la compagnie aérienne nationale Aer Lingus, le concours est désormais parrainé par ESAT Telecom, l'un des grands opérateurs téléphoniques du pays. Les participants peuvent choisir leur champ de recherche parmi trois grands thèmes : chimie, physique et sciences mathématiques ; biologie et écologie ; social et sciences comportementales.

Au cours de cette grande manifestation qui a réuni plus de dix mille personnes à Dublin du 5 au 10 janvier, un autre jeune scientifique de Blarney, élève dans la même école que Sarah Flannery, a été récompensé par le prix de l'excellence décerné par le constructeur de microprocesseurs Intel. Vincent Foley s'est attaqué aux images numérisées et propose, pour améliorer la qualité, une technique de lissage qui traduit chaque point en courbe et qui calcule la meilleure distance à observer entre chacun de ces points pour que le rendu soit le plus parfait possible. Encore un algorithme qui devrait faire parler de lui dans les prochains mois.

Algorithme

DEPUIS que le monde a découvert l'algorithme mis au point par Sarah et ses multiples usages pour le commerce électronique ou la transmission de données sensibles, le petit monde d'Internet est en ébullition. Et si cette jeune Irlandaise venait tout simplement de signer l'arrêt de mort du RSA (Rivest-Shamir-Adleman) - le système de codage à deux clés, l'une publique, l'autre privée, « il faut être prudent, tempère pourtant la jeune fille. Pour le moment nous n'en sommes qu'à la période test. Il faut que mon algorithme soit utilisé par un programme informatique et qu'il soit mis en application. On a déjà vu beaucoup d'autres systèmes de cryptographie qui s'annonçaient révolutionnaires et qui se sont fait « cracker » très rapidement. » En attendant de dévoiler publiquement le code de son invention, Sarah Flannery fait l'objet de toutes les attentions de la part de nombreuses sociétés informatiques, qui n'ont pas hésité à lui proposer du travail au sein de leurs équipes. Un peu tôt tout de même pour penser au monde du travail. « La seule chose que j'ai acceptée, c'est un abonnement Internet à vie par un fournisseur d'accès irlandais. Mais même si j'adore le Net, je suis très peu car les communications téléphoniques coûtent cher. »

■ RSA Data Security Inc., Redwood City (Californie) : www.rsa.com

Guillaume Pratsdorf

La bataille



Le PC mains libres

RIEN ne semble arrêter les chercheurs dans leur quête pour la miniaturisation des objets électroniques et informatiques. Récemment, Sony présentait le cinéma portable avec le lecteur de DVD miniature et une paire de lunettes Glasstron en guise d'écran. Aujourd'hui, c'est IBM qui présente un prototype d'ordinateur portable, à peine plus grand qu'un baladeur. Les ingénieurs de la firme sont parvenus à réduire de plus de 73 % la taille des composants d'un ThinkPad 560X pour les faire tenir dans un boîtier d'à peine plus de 3 centimètres d'épaisseur pour 10 centimètres de longueur.

Pour l'écran, IBM a choisi l'option d'un casque discret à la place d'une paire de lunettes. Ce casque, qui ressemble beaucoup aux micros mains libres utilisés par les chanteurs pendant les concerts, place devant les yeux de l'utilisateur un module en plastique contenant le système d'optique. Le module est ajustable à loisir pour un meilleur confort de vision. IBM réfléchit à la possibilité de mettre un module supplémentaire pour le deuxième œil, car le système actuel présente le défaut de fatiguer très vite la vue. Une fatigue renforcée par la petite taille de cet écran virtuel, encore bien loin des promesses techniques offertes par le Glasstron.

L'unité centrale de poche dispose d'un port universel USB qui permet de brancher un clavier, un lecteur de disquettes ou de CD-ROM

L'unité centrale tient dans la poche et l'écran ressemble à un casque audio : c'est l'ordinateur baladeur



ainsi qu'une imprimante. Pour la souris, le micro-ordinateur portable est équipé d'un petit joystick avec une molette pour les déplacements et les sélections et d'un bouton qui sert de touche « entrée ». Simplement baptisé « Wearable PC », cet appareil n'en est encore qu'au stade de prototype avancé. Il sera présenté dans une forme un peu plus définitive lors du prochain Salon des télécommunications de Hanovre (CeBIT), au mois de mars. Quant à sa commercialisation, aucune date n'est encore avancée mais elle pourrait intervenir dans le courant de l'an 2000.

Guillaume Fraissard



Polyglotte

Bilingue français-anglais, le scanner stylo traducteur Quiktionary créé par Wizcom, que l'on promène sur une page, lit les documents imprimés. Chaque mot puis sa traduction s'affichent sur un petit écran LCD situé sur le stylo tandis qu'une voix numérique le prononce en anglais. La sortie vocale se fait directement ou à l'aide d'un écouteur fourni. Le Quiktionary comprend plus de 400 000 mots et expressions. Ludique et étonnant. 1 490 F (227,15 €). Distribué en France sous la marque Lexibook.

Tél. : 0-803-04-30-00
www.lexibook.com
www.wizcom.co.jp

Organisé

Chaque opération effectuée avec le réveil-calculatrice parlant est répétée par une voix féminine qui énonce les chiffres des entrées et proclame le résultat. Cet objet (dimensions : 14 x 20 x 1,8 cm) possède en mémoire seize méthodes modulables, annonce les heures et signale par une alarme un rendez-vous important ou un coup de téléphone à passer. 175 F (26,68 €).

Le catalogue de l'homme moderne : 01-49-82-33-34.

Bavardage

Les machines prennent la parole

Obéissant

Équipé du système de reconnaissance vocale ViaVoice 98, ce micro-ordinateur est capable d'écrire, sous la dictée, du courrier dans Microsoft Word 97, de structurer les paragraphes et de corriger des fautes. Il exécute des commandes (placer une formule de politesse type) et pilote l'ordinateur (ouverture et fermeture des fichiers). Après avoir installé le logiciel, l'utilisateur doit commencer par apprendre au programme à reconnaître sa voix. Les résultats sont assez bons mais ne dispensent pas d'une relecture. 490 F (74,70 €) version Home Edition (entrée de gamme) et 1 390 F (211,90 €) Executive Edit on.

IBM : 0-800-03-03-03
www.ibm.com/viavoice

Prévenant

Le modem Pro 36 K, qui fonctionne à la vitesse de 36 K Bps, fait office de répondeur et de fax (capacité : 20 messages) même si le micro-ordinateur auquel il est connecté est éteint. Il est équipé d'un micro et d'un haut-parleur dont le volume est réglable. Vous pouvez ainsi écouter les messages vocaux en mode amplifié ou privé (en utilisant le combiné de votre téléphone). Une annonce vocale vous détaille la

nature des appels reçus (fax, message ou les deux). Le Pro 36 K est compatible avec le passage à l'an 2000. 1 075 F (165,88 €).

Paradise : 01-41-19-50-92
www.info-ns.com

Mobile

Posé sur une table ou installé dans une voiture, le téléphonique mobile CD70 s'utilise à la voix sans que l'on soit obligé de le tenir. Il possède une fonction mains libres composée d'un micro ultrasensible et d'un haut-parleur puissant. Le CD70 est aussi capable d'enregistrer une information vocale (jusqu'à 50 secondes) pendant un appel. Sa fonction qui lui donne accès aux réseaux GSM et DCS permet de l'utiliser dans 315 F (47,93 €).

Panasonic : 01-49-46-43-00
www.panasonic.com

Compréhensif

Connecté à un micro-ordinateur multimédia et promené sur un document imprimé en français ou en anglais, le scanner stylo rispen Translator numérise une ou plusieurs phrases. Le texte, qui s'affiche dans une application Windows, est prononcé à voix haute. La réduction se colle dans l'appareil au clavier ; traduit. 2 040 F (316,16 €). Distribué par Apsysdoc (en vente sur le site : www.apsysdoc.fr).

www.irislink.com

Produits sélectionnés par Ag. des Bâtifouler

Les géants d'Internet s'organisent en chaînes fourre-tout pour drainer l'audience

DÉSORMAIS, rien ne sera plus comme avant sur la planète Internet : l'anarchie, le morcellement légendaire du Web laissent, au moins en façade, place à une organisation dictée par les sociétés commerciales qui se sont approprié la Toile. Au cœur de cette stratégie se trouve le concept de « portails », des sites qui servent de point d'entrée sur le Réseau en proposant toutes sortes de services : actualités, cartes géographiques, annuaire professionnel comme personnel, informations pratiques, logiciels à télécharger, outils pour discuter en direct entre connectés (« chat »), offres de commerce électronique, moteur de recherche, annuaire du Web, etc.

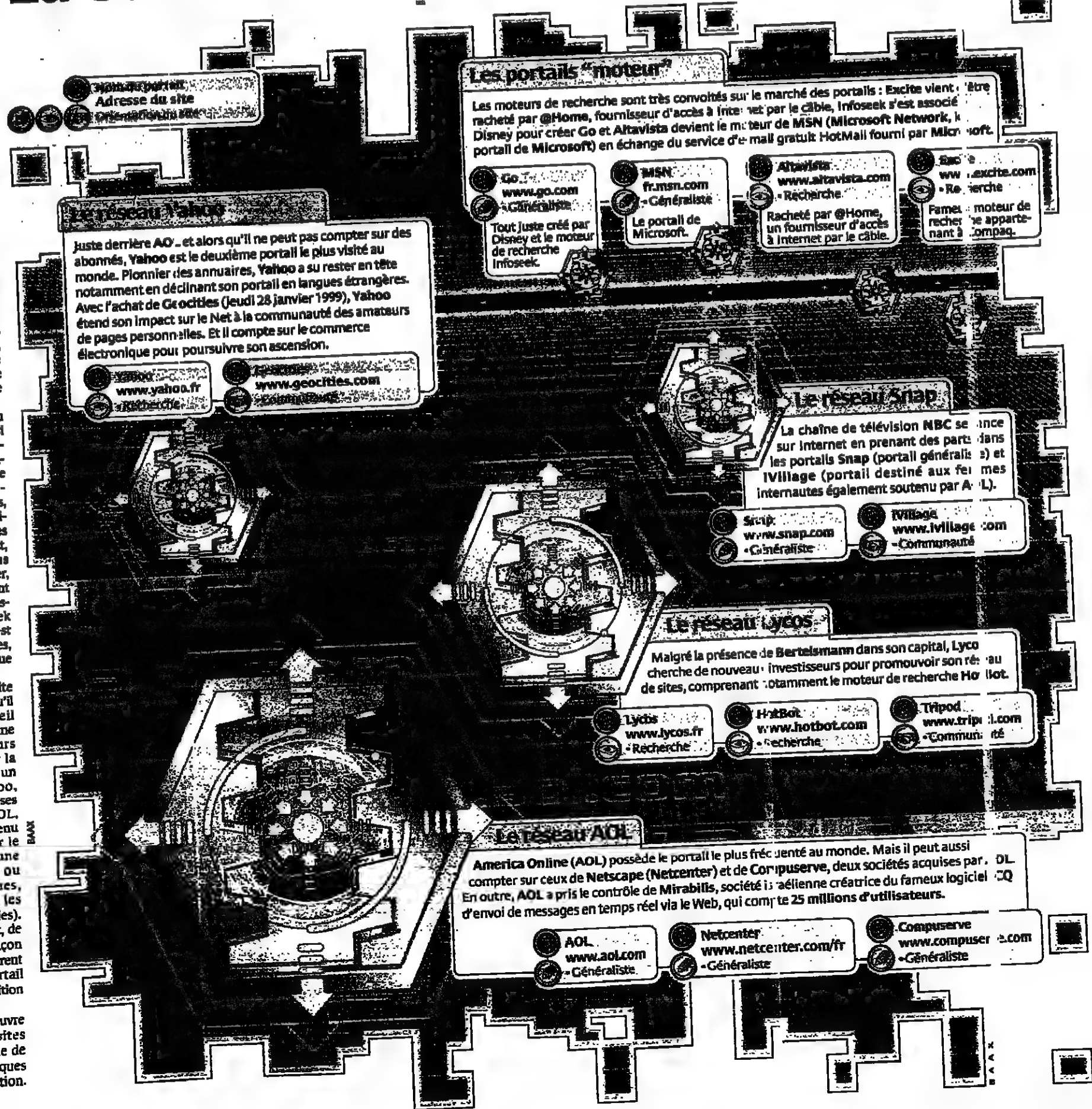
Pour créer ces portails, il a fallu concentrer des moyens. C'est ainsi que, ces dernières semaines notamment, les accords, fusions et acquisitions entre sociétés créatrices de moteurs et d'annuaires, opérateurs téléphoniques, fournisseurs d'accès à Internet, éditeurs de logiciels et même chaînes de télévision se sont multipliés. Et, comme toujours, les Américains montrent la voie : jeudi 28 janvier, Yahoo a acheté Geocities et, avant elle, AOL avait acquis Netscape. Disney s'était rapproché d'Infoseek pour créer Go... L'Hexagone n'est pas en reste : avec TF1 et Bouygues, le hollandais Worldonline s'attaque au Web français.

Pour faire de son portail le site préféré de l'internaute, celui qu'il choisira comme page d'accueil quand il lance son navigateur, une entreprise dispose de plusieurs tactiques. Elle peut miser sur la réputation d'un moteur ou d'un annuaire de recherche (Yahoo, Lycos, Altavista, Excite), orienter ses abonnés vers son portail (AOL, Compuserve), soigner le contenu (Disney sur Go) ou jouer sur le sentiment d'appartenance à une communauté (Village ou Women.com pour les femmes, Geocities ou Tripod pour les amateurs de pages personnelles). L'objectif reste, principalement, de créer du trafic, de la même façon que les chaînes de télévision courent après l'Audimat. Alors le portail devient rentable grâce à l'apposition de bandeaux publicitaires.

Quant à l'internaute, il découvre un nouveau genre de sites extrêmement riches. Au risque de n'avoir bientôt plus que quelques canaux principaux d'information. Comme à la télévision.

Eric Lechayse

La bataille des portails



Agenda

RENCONTRES

8 et 9 février
« L'Internet au service des PME » à Bercy La Commission européenne et le secrétariat d'Etat à l'Industrie organisent conjointement un séminaire intitulé « L'Internet au service des PME ». Un forum a été ouvert pour l'occasion. L'inscription au séminaire est obligatoire.
■ 62.161.2012/accueil.htm

Du 9 au 11 février
Learntec 99 à Karlsruhe
Un salon professionnel consacré aux technologies de l'information dans le monde éducatif.
■ www.kka.de/learntec/

Du 9 au 12 février
Milla 99 et Milla Games 99
La sixième édition du Milla, le Marché International des programmes interactifs, se tiendra à Cannes. A suivre également le premier Milla Games, réservé aux créateurs, développeurs, producteurs et éditeurs de jeux. Des reportages et des interviews seront diffusés en direct.
■ www.milla.com

Compuserch
Le Salon Compuserch nouvelle formule ouvre ses portes pour trois jours à Paris. Une occasion pour les professionnels expérimentés ou jeunes diplômés spécialistes des nouvelles technologies à la recherche d'un emploi d'entrer en contact avec une cinquantaine d'entreprises. Un CV est exigé à l'entrée.
■ Paris-Porte de Versailles, hall 1
■ www.lmi.fr/compuserch/

Semaine européenne des technologies de l'information
Une douzaine de manifestations informatiques s'installent à la Porte de Versailles. Quatre journées marathons pour visiter IT Comdex, Network's Solutions, Micad, On Line, PAO et bien d'autres Salons encore. Plus de cent mille visiteurs sont attendus cette année.
■ www.groupe-solutions.fr/f_set.htm

Le 10 février
Les réseaux informatiques : conception et programmation
Troisième cycle de conférences des mercredis de la Cité des sciences et de l'Industrie de La Villette en partenariat avec l'Inria.

Les rendez-vous de février

Programme de la matinée :
« Programmation d'un réseau de machines : la solution des agents mobiles ». Les conférences sont gratuites et accessibles en priorité aux inscrits.
■ www.cite-sciences.fr/new/agenda/lnria.htm#cycle2

Le 11 février
Étoiles et mythologies : une approche littéraire de l'astronomie
Marie-Françoise Serre, professeur de lettres, auteur de *Histoires d'étoiles, les merveilleuses légendes du ciel de l'Antiquité*, donnera une conférence sur ce thème le jeudi 11 février à 20 h 30 au planétarium, place de la Nation, 69210 Vaux-en-Velin.
■ Tél. : 04-78-79-50-12
■ stars@planetariumvrm.com

Les 10 et 16 février
Les rendez-vous d'Adobe
L'éditeur de logiciels de création graphique organise une série de séminaires d'information dans ses locaux de Nolsy-le-Grand. Au programme des deux prochaines sessions : la publication technique en entreprise, illustrateur 8 et

la création vidéo numérique. L'inscription peut se faire sur le site.
■ www.adobe.fr

Le 4 mars
Les fractales : objets ou outils ?
L'association des doctorants de l'ENST Bretagne organise une journée scientifique consacrée aux fractales le jeudi 4 mars à Brest.
■ www.enst-bretagne.fr/~bdt/bdt/jst.html

Jusqu'au 14 mars
Internet et vous
Conférences, démonstrations et séances d'initiation pour accéder à l'Internet et au multimédia. Plusieurs rendez-vous consacrés aux logiciels libres sont également au programme. A suivre notamment : une « Install Party » de Linux, le logiciel créé par et pour l'Internet, le 27 février de 10 heures à 18 heures. L'entrée est libre.
■ Espace Mendès-France, 1, place de la Cathédrale, 86000 Poitiers
■ w3mf.univ-poitiers.fr

DIALOGUES EN DIRECT

Le 10 février à 3 heures du matin (heure de Paris)
Le bogue de l'an 2000
Une heure en direct avec

deux spécialistes du passage de l'an 2000, Dean Sims et K. C. Bourne, auteurs à succès outre-Atlantique (*How to 2000 and Year 2000 Solutions for Dummies*).
■ www.talkcity.com/calendar/events/event2951.html

Le 13 février à 9 heures du matin (heure de Paris)
Michael Cosumano et David Yoffie, auteurs de *La Compétition à l'heure d'Internet*, répondent en direct aux questions des internautes. Le sous-titre de l'ouvrage : les leçons de Netscape et sa bataille contre Microsoft. Un débat animé en prévision.
■ www.barnesandnoble.com/

Le 18 février à 3 heures du matin (heure de Paris)
Un des gourous du Macintosh, Todd Stauffer, livre pendant près d'une heure les astuces et les secrets de fabrication des machines à la petite pomme pour éviter toute panne inutile et augmenter leur rendement.
■ www.talkcity.com/calendar/events/event2952.html

Rendez-vous notés par Nicolas Bourcier

Manchettes

Graines de discorde
Le *Washington Post* (mercredi 3 février) a enquêté sur les conditions dans lesquelles la firme agroalimentaire Monsanto fait la chasse aux fermiers de la Corn Belt nord-américaine qui utilisent des graines des récoltes précédentes comme semences. Pour empêcher ce que Monsanto qualifie de « piratage », la firme utilise des détectives et incite à la délation. Pour le quotidien, ce différend sur l'appropriation du pouvoir croissant des entreprises de biotechnologie sur l'approvisionnement mondial en nourriture et préfigure les inévitables frictions qui vont accompagner la révolution génétique agricole au XXI^e siècle.

Automobiles sur mesure
Selon l'hebdomadaire *Automotive News*, le constructeur automobile sud-coréen Daewoo prévoit de vendre des voitures d'après le site web (www.daewoo.com), court-circuitant ainsi l'approche conventionnelle mais coûteuse des concessionnaires. Un tel développement dans tout le pays en cas de succès. Le constructeur pourra alors n'entamer la fabrication d'un véhicule qu'une fois celui-ci acheté, et le consommateur pourra commander une voiture sur mesure.

Maisons électroniques
Selon *USA Today* de mercredi 3 février, IBM, la plus grosse firme informatique du monde, et Bell Atlantic, le premier opérateur de téléphonie locale aux Etats-Unis, se sont associés pour proposer au moment de la construction des maisons individuelles l'installation d'un réseau domestique reliant tous les équipements faisant appel à l'informatique avec Internet. Plus de 2 000 foyers étaient déjà ainsi « domotisés » en 1998 aux Etats-Unis, et les experts de Bell Atlantic estiment qu'il y aura 15 000 nouvelles techno-familles en 1999.

Contrôle aérien par GPS
Annonçant la publication du rapport du Hopkins University Applied Physics Laboratory sur l'utilisation des signaux GPS comme unique moyen de navigation pour le transport aérien, le *Wall Street Journal* du vendredi 29 janvier indique que la généralisation de ce système est recommandée par les auteurs. Ceux-ci estiment cependant que les impératifs de sécurité et les risques de brouillage pourraient imposer des modifications au projet tout en restant compatibles avec la capacité du système satellitaire à assurer seul, à terme, la navigation aérienne. Pour finir, le quotidien estime que le rapport va dans le sens d'un approfondissement des projets de modernisation du contrôle aérien, déjà contestables pour leurs surcoûts.

LE TABLEAU est sans nuances. Evoquer l'état de l'industrie informatique française revient : presque toujours à égrener le même chapelet de griefs, doléances, et sornettes. C'est presque toujours pointer du doigt les mêmes causes, qui produisent des effets semblables. C'est inévitablement fustiger élites et gouvernants, c'est dénoncer leurs penchants pour les plans et programmes de grande envergure censés faire vibrer la corde sensible de l'intérêt général et de la cause nationale. C'est encore regretter l'étrouffement des passerelles entre un monde, celui de l'université et de la recherche, pourtant réputé, et un autre, celui de l'entreprise et de l'industrie.

L'Observatoire des sciences et des techniques rapportait ainsi en 1998 que la part mondiale des publications scientifiques des laboratoires français avait progressé de 16 % en douze ans, mais que dans le même temps la part de la France dans le système du brevet européen avait reculé de 17 %. C'est souligner la complexité du dispositif de transfert des connaissances et des technologies, la dissuasion des mesures fiscales et financières. C'est rappeler les 13 092 milliards de francs environ qu'il en a coûté au contribuable français pour le plan calcul lancé en 1986, et autres gâcheries estimées récemment à plus de 40 milliards de francs (4,1 milliards d'euros) par une commission du Sénat.

« Notre pays est en train de passer à côté de l'un des plus formidables gis-

Ces irréductibles Gaulois

« La France est en retard », clament l'opinion. Quelques sociétés françaises taillent pourtant de jolies croupières aux géants des nouvelles technologies



ments de croissance, de richesse et d'emploi de l'histoire de l'humanité, s'alarmait encore récemment dans son Livre blanc l'association Croissance Plus. Il n'y a que deux éditeurs de logiciels français parmi les cinquante premiers mondiaux. Il n'y a aucun Français parmi les dix premiers constructeurs mondiaux d'ordinateurs et seulement une société française parmi les dix premiers des semi-conducteurs.

Récriminations faciles et convenues ? Voire. Le bilan n'en mériterait cependant pas moins d'être nuancé. Sur le marché des services et de l'intégration de systèmes, celui de la

carte à puce ou encore celui du jeu, quelques entreprises continuent en effet de porter haut les couleurs nationales. Mieux : depuis quelques années, de petites entreprises, souvent d'inspiration familiale, parviennent à se tailler de jolies parts de marché, à bousculer parfois sérieu-

sement les mastodontes dans leur domaine d'activité.

Premier exemple : la société Olitec, constructeur national de modems, ces sésames pour l'Internet. Créée en 1983, elle est aujourd'hui leader dans son domaine en France, est parvenue à exclure totalement

du marché national le géant américain Hayes, et s'est même déjà implantée de l'autre côté de l'Atlantique. Moins attendu encore : l'univers du PC familial, que l'on aurait pu croire sinistré, abandonné pour longtemps aux ogres américains, connaît de sérieux soubresauts ces derniers temps sur le marché français.

En sachant tirer au mieux profit de la victoire des grandes surfaces, Mansoft, constructeur des PC MaNet, et Cibox se sont en effet hissés parmi les marques les plus vendues dans l'Hexagone. Le premier affiche 120 000 micro-ordinateurs écoulés en 1998 pour un chiffre d'affaires de 550 millions de francs (83 847 000 euros), le deuxième annonce 140 000 pièces vendues pour un chiffre d'affaires de 800 millions de francs (121 959 213,79 euros) la même année, en promet 200 000 à 220 000 en 1999. Modeste peut-être comparé aux quelque 3,7 millions d'ordinateurs vendus en France en 1998 selon le cabinet d'étude IDC ? Soit. Il n'empêche. Les deux sociétés n'existent pas il y a cinq ans, ont débuté sans le sou ou presque, ont déjà conquis quelques territoires à l'export, et ne comptent évidemment pas s'arrêter en si bon chemin. Des irréductibles Gaulois, en somme, dans leur version moderne.

O. Z.

Les recettes du succès

JEUNESSE, souplesse et volonté farouche. Ou le triptyque du succès, version Mansoft, Cibox et Olitec. Des sociétés qui cultivent certes leurs différences, mais qui se ressemblent. Dans leur parcours, du moins.

Mansoft, qui fabrique les micro-ordinateurs MaNet, est née en 1993 dans un sous-sol de Puteaux, en banlieue parisienne. Jacques Paucher a démarré seul, il est aujourd'hui président d'une SARL (en instance de transformation en SA) d'une vingtaine d'employés qui s'appuie également sur des filiales au Brésil, en Allemagne et en Belgique. Son chiffre d'affaires a été multiplié par cent au cours des trois dernières années. Sa recette ? « Elle est d'une grande banalité. C'est la même que dans tous les métiers : il suffit de bien comprendre son marché, et de savoir répondre rapidement aux attentes de la clientèle. » Yaacov Gorski, vingt-sept ans, créateur de Cibox en 1994, entreprise familiale dont 8 % du capital est aujourd'hui détenu par Dassault, met en avant la politique marketing de sa

société, et sa vitesse de réaction : « Il faut être réactif, insiste-t-il. Ainsi, nous pouvons modifier nos chaînes de fabrication en deux jours. Et nous serons, à la fin du mois de février, le premier constructeur en France à proposer des machines équipées du Pentium III, le nouveau processeur d'Intel. »

Dans un autre domaine, Olitec, le fabricant de modems, a lui aussi démarré de presque rien. Olivier Lejeune, son créateur, venait juste d'obtenir son baccalauréat lorsqu'il est devenu le plus jeune PDG de France. C'est sa mère, Jacqueline Lejeune, qui a repris l'entreprise, au décès de son fils en 1988 dans un accident d'avion. Olitec intègre sa propre chaîne de fabrication, et un domaine de recherche et développement. « Il ne nous faut que quelques mois pour mettre sur le marché un nouveau produit », explique Denis Weill, directeur marketing, quand d'autres ont besoin de deux à trois ans.

O. Z.

Trois questions à...

Francis Lorentz, auteur du rapport gouvernemental sur le commerce électronique

1 Vous avez écrit le rapport gouvernemental sur le commerce électronique et vous avez été PDG de Bull. Selon vous, l'industrie informatique française paie-t-elle encore aujourd'hui les conséquences du plan calcul et des différentes interventions de l'Etat ?
Non. On peut d'ailleurs constater que l'absence de grands constructeurs informatiques n'est pas un phénomène exclusivement français. Tous les grands acteurs européens qui étaient présents sur ce marché dans les années 60 ont disparu, ou bien ont abandonné leur branche informatique. Je pense notamment à l'anglais ICL, racheté par Fujitsu, à Philips ou encore à Olivetti. C'est donc une réalité européenne globale.

Par ailleurs, le tableau d'une industrie informatique française sinistrée n'est pas conforme à la réalité. Il y a par exemple deux entreprises qui se défendent bien : Gemplus est le leader mondial dans le domaine des cartes à puce ; STMicroelectronics est un des acteurs majeurs du marché des microprocesseurs spécialisés. Sans parler de Cap Gemini dans les services et intégration de systèmes. Ou encore des jeux, qui sont devenus une spécialité française.

C'est chaque fois une industrie de niche, mais on peut également constater qu'il n'y a pas de généraliste de l'informatique. C'est un phénomène mondial de transformation de l'économie. Il faut cependant admettre deux points faibles chez nous : il n'y a pas d'industrie du logiciel comparable à Microsoft, Oracle ou Sun, ni d'industrie du microprocesseur généraliste comme Intel ou Motorola.

2 A quoi attribuer ces faiblesses ?

On a sans doute sous-évalué un paramètre important : la taille du marché. Tout particulièrement dans le domaine du logiciel, où les produits se distribuent instantanément. L'atout essentiel de l'industrie américaine est la taille de son marché.

3 On évoque également le financement privé pour expliquer le succès de l'industrie américaine.

Certes. Mais c'est oublier un peu vite que les nouvelles technologies américaines ont également profité de budgets civils considérables, sans équivalents. En 1992, par exemple, le gouvernement américain a consacré 1 milliard de dollars (environ 5,6 milliards de francs, 853,7 millions d'euros) de son budget à l'aide et au développement des nouvelles technologies. Le vice-président Al Gore vient par ailleurs d'annoncer que, dans le prochain budget, le montant des crédits affectés aux nouvelles technologies serait augmenté de 28 %, soit 360 millions de dollars (plus de 2 milliards de francs, 307,3 millions d'euros). Cela dit, les Etats-Unis disposent effectivement d'un environnement économique qui favorise l'initiative individuelle et la création d'entreprises. Or la dynamique dans les technologies de l'information dépend largement des nouvelles entreprises.

Propos recueillis par Olivier Zilbertin

Informatique - Re

Devenir de Projets

Les nouveaux outils

Le saisir

notre chan


Toutes les offres d'emploi de 20 titres

EXPRESS

USMA

REPRODUCTION INTERDITE

Informatique - Réseaux Télécommunications



"CONTRIBUEZ A DEVENIR LA REFERENCE MONDIALE"

Chefs de projets Clients **Chefs de projets Produits**


RAT, PPGI/AM

Titulaire d'un diplôme en informatique (bac + 4/5 universitaire ou ingénieur), vous possédez une double compétence : financière et informatique. Vous souhaitez aujourd'hui valoriser une expérience de 5 ans minimum (idéalement à l'international) dans la conduite de projets. Votre expertise, votre sens du service clients et vos qualités de communication vous permettent de diriger les projets d'évolution de nos produits et de notre offre à l'international. Vous coordonnez l'action des équipes développement, exploitation et commerciale, impliquées dans le projet.

Les postes sont basés à Paris et à Londres avec de fréquents déplacements. La maîtrise de la langue anglaise est indispensable.

Envoyez votre candidature en précisant la référence choisie, à GL Trade, DRH, 28 rue Pierre-Desse-des-Victoires, 75002 Paris. Fax : 01.53.40.01.40 e-mail : sp@gltrade.fr

GL TRADE




Directeur des Projets Informatiques (H/F)

Par ailleurs, véritable interface avec le terrain, vous êtes responsable des systèmes d'information des branches. A 30-35 ans, de formation supérieure type grande école d'ingénieur, vous justifiez d'une expérience réussie de conduite de projet et de management d'équipe. Vous avez développé dans ce cadre une forte personnalité, un sens aigu de la diplomatie et de la négociation et une solide autonomie.

Des connaissances en matière d'AGI ou d'un cadre équivalent constituent un avantage.

Poste basé à Marseille (20). Déplacements fréquents.

Merci d'adresser un dossier complet, sous référence 7500000, à notre cabinet Hecart Unit, 20 place de la Sme - CS 35427 13054 Remyès cedex.



SITA-EQUANT, opérateur du plus grand réseau privé mondial de télécommunications, présent dans 227 pays et territoires, propose une large gamme de services réseaux et à valeur ajoutée.

Pour répondre à la demande croissante de nos clients internationaux en service complet intégrant la messagerie Microsoft-Exchange, nous renforçons nos équipes de support technique.

En qualité de consultant et d'expert technique de haut niveau, vous assistez nos clients et nos équipes opérationnelles dans la mise en œuvre d'un service complet autour de Microsoft-Exchange (Intranet, Internet...). En collaboration étroite avec nos consultants réseaux, vous participez activement à l'évolution du service en liaison avec les autres divisions du groupe et assurez la relation technique avec Microsoft.

Ingénieur de formation, vous avez une expérience confirmée en messagerie au cours de laquelle vous avez développé votre expertise sur NT/Exchange.

Chargé de la mise en œuvre de l'offre Exchange pour nos nouveaux clients, vous travaillez en liaison étroite avec les ingénieurs expert-produit pour mettre en service les nouvelles fonctionnalités. Vous assurez le support opérationnel du service en collaboration avec nos équipes de premier niveau et pouvez être amené à assister nos clients dans l'utilisation du service.

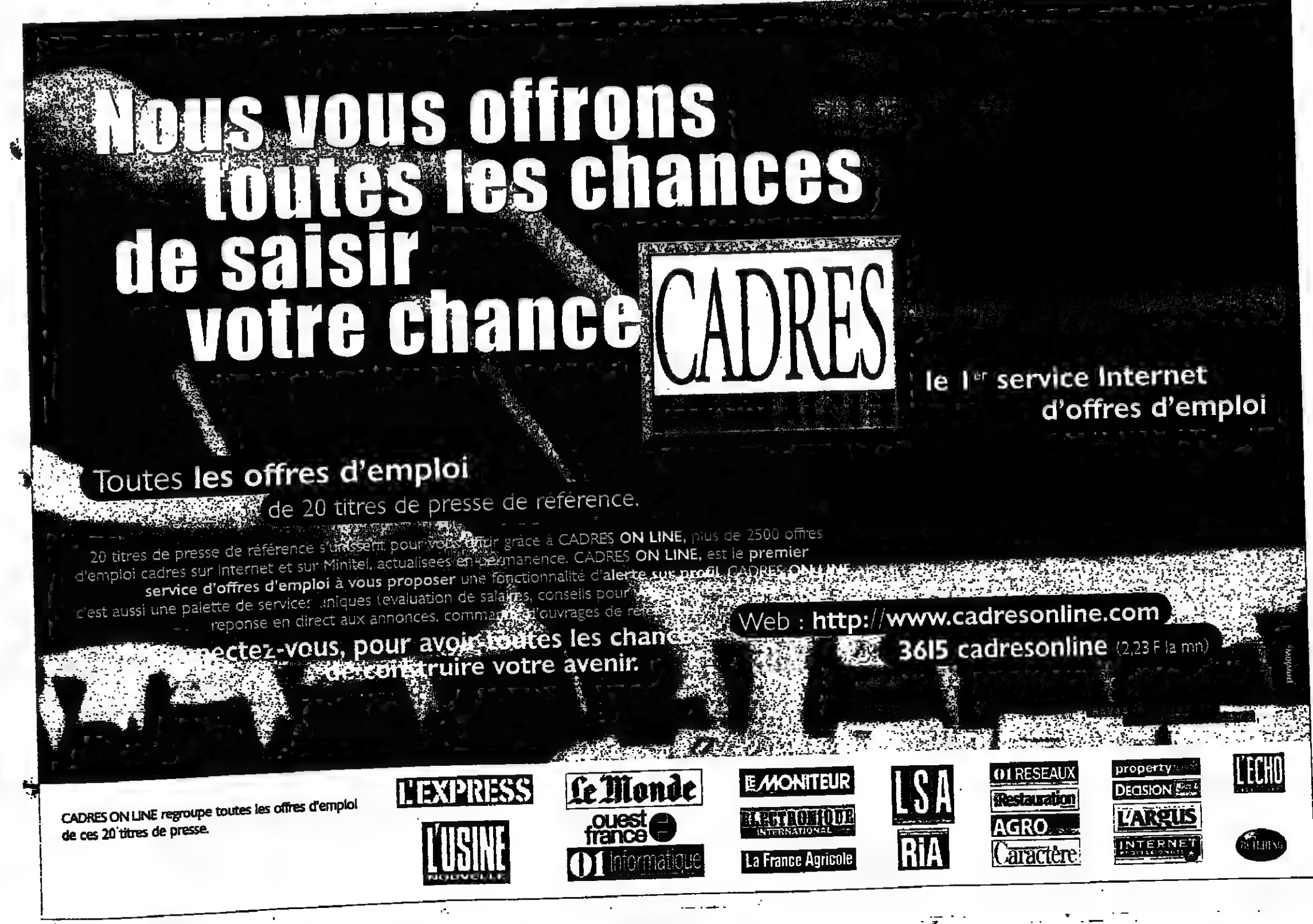
Ingénieur, vous avez acquis une première expérience d'exploitation de services de messagerie.

Garant de la qualité du service, vous assurez une relation directe et proactive avec vos clients. A ce titre, vous coordonnez les actions des différentes entités opérationnelles pour la résolution des problèmes et recommandez toute évolution visant à optimiser la satisfaction de vos clients.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous justifiez d'une expérience de quelques années dans la gestion opérationnelle de grands comptes client.

Chargé du support spécialisé des différents Help Desk Internationaux, vous intervenez directement auprès des utilisateurs dans le processus d'escalade. Vous prévenez, diagnostiquez et solvez les problèmes courants de nos clients utilisateurs et contribuez à la résolution des incidents les plus complexes en liaison avec les ingénieurs support opérationnel.

POUR CES POSTES BASES A NEUILLY-SUR-SEINE, UNE TRÈS BONNE MAÎTRISE DE L'ANGLAIS EST INDISPENSABLE.



Nous vous offrons toutes les chances de saisir votre chance

CADRES

le 1^{er} service Internet d'offres d'emploi



Toutes les offres d'emploi de 20 titres de presse de référence.




20 titres de presse de référence s'unissent pour vous offrir grâce à CADRES ON LINE, plus de 2500 offres d'emploi cadres sur Internet et sur Minitel, actualisées en permanence. CADRES ON LINE, est le premier service d'offres d'emploi à vous proposer une fonctionnalité d'alerte sur profil CADRES ON LINE. C'est aussi une palette de services : uniques (évaluation de salaires, conseils pour la recherche), une réponse en direct aux annonces, commentaires et ouvrages de référence.




Inspectez-vous, pour avoir toutes les chances de construire votre avenir.



Web : <http://www.cadresonline.com>


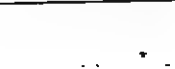


3615 cadresonline (2,23 F la mn)





















CADRES ON LINE regroupe toutes les offres d'emploi de ces 20 titres de presse.

صكنا من الامل

Informatique - Réseaux

SUMMIT

Summit est le leader du marché des Systèmes d'Information de Salle de Marchés et de Risk Management. Nos clients font partie des banques d'investissement les plus importantes et les plus prestigieuses du monde. Avec son siège à Wall Street, Summit s'est développé rapidement depuis sa création en 1990 avec l'ouverture de filiales à Tokyo, Paris, Frankfurt et Londres. Nous recrutons pour répondre à la demande croissante de notre produit. Chez Summit, vous serez le meilleur des deux mondes, en travaillant dans une petite société spécialisée, tout en profitant des ressources de notre groupe, M&A, l'un des éditeurs mondiaux de logiciels les plus importants.

Consultants Banque

Les Consultants dispensent différents niveaux de support pour notre base clients. Ils sont impliqués dans les responsabilités suivantes :

- Pilotage de Projets - Responsable de Compte
 - Support Avant-Vente - du Front au Back Office
 - Développement et Implémentation de Modèles de Risque et de Valorisation.
- Les candidats possèdent au minimum 2 ans d'expérience en Banque, avec une spécialisation dans les domaines suivants :

Postes basés à Paris

- Front Office Forex et Money Market
- Credit Risk et Market Risk
- Crédits Syndiqués.

Votre expérience aura pu être réalisée chez un éditeur, une banque ou un cabinet de conseil. Ce poste nécessite une grande aisance relationnelle, de l'initiative, une capacité analytique et de l'ambition. Les candidats sont diplômés d'une grande école d'ingénieurs ou de commerce.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence IJS27673 à Jean-Pierre Somdelle.

Responsable Technique

Manager d'une équipe technique, votre mission consiste à gérer tous les aspects système de l'entité, aussi bien au niveau des plateformes UNIX et NT, de la gestion des bases Oracle et Sybase, des réseaux LAN et WAN et de la plateforme Internet/Intranet.

Vous serez également le garant du bon fonctionnement physique des systèmes d'information.

Poste basé à Wall Street

Ce poste nécessite des compétences, à la fois techniques et managériales dans un environnement dynamique et de haute technologie.

Vous êtes diplômé(e) d'une école d'ingénieurs et parlez couramment l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence IFN27674 à François Le Gria.

159 avenue Achille Peretti 92522 Neuilly-sur-Seine cedex
http://www.mprfrance.com e-mail : informatique@michaelpage.com

Michael Page

INFORMATIQUE

Ce n'est pas seulement pour notre **nom** que vous nous direz **oui**.

En 1996, Europe Informatique épouse l'évolution de ses marchés : elle devient Syntegra. Une union placée sous le signe de nouvelles ressources technologiques, de l'international et d'une expertise qui marie conseils et services, notamment sur l'intégration de systèmes. Aujourd'hui, Europe Informatique et Alcoria, qui l'a rejoint en 1997, prennent le nom de Syntegra et concrétisent cette logique de progrès dans un groupe de 4500 personnes. De quel faire des envieux, mais surtout des heureux : nos 700 collaborateurs en France se voient offrir de nouvelles opportunités d'évolution grâce à des missions à l'envergure élargie. Notre réussite repose sur le respect et l'écoute de nos collaborateurs avec lesquels nous aimons travailler en confiance et dans la durée.

DIRECTEUR DE MISSION

REDACTED
Avec nos consultants vous prendrez en charge la définition d'offres, la direction de missions de conseil, la réalisation et le déploiement de systèmes informatiques communicants : Intégration Massagerie, GED, Groupware, Workflow, Web, Intranet...

Vous avez de 5 à 10 ans d'expérience dans l'encadrement de missions : une bonne connaissance des domaines « Force de Vente Normales » et « Marketing » sera appréciée.

INGÉNIEUR COMMERCIAL

REDACTED
A 15/30 ans vous êtes passionné par l'émergence de nouvelles formes de travail liées au développement des technologies Groupware, Internet...

Après une formation à notre métier, votre mission consistera à prospecter de nouveaux clients grands comptes et à les fidéliser. Vous justifiez d'une expérience de la vente d'au moins 2 ans dans le domaine des services, de préférence en informatique, et souhaitez intégrer une équipe soudée et compétente.

CONSULTANT SENIOR

REDACTED
Responsable de la conduite de projets en intégration de systèmes, vous souhaitez exercer vos talents dans les domaines des Call Centers, de la Gestion de la Relation Clients, CRM, CRM. Vous justifiez d'une expérience d'au moins 5 ans au sein d'un intégrateur.

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

REDACTED
Pour ce poste à haut niveau de responsabilité vous justifiez de 5 ans d'expérience minimum. Vous aimez vendre des projets complexes dans les domaines de l'informatique communicante et de la Gestion de la Relation Clients. Dans le cadre du développement très soutenu de l'activité d'intégration de systèmes vous serez chargé de développer votre clientèle.

Vous avez un Bac + 4/5 et maîtrisez l'anglais. Adressez votre candidature à Syntegra - Christine Doré - Ressources Humaines - Immeuble Lavoirier - 4, place des Vosges 75002 Paris la Défense cedex. www.syntegra.com
Syntegra est une branche de BT (British Telecom)

Europe Informatique devient

Syntegra

Société de Services, en croissance permanente, partenaire des plus grands comptes industriels français, spécialisée dans des domaines de pointe tels que : La Radiotéléphonie 3G, l'Automobile, la Télévision numérique, la Musique, la Cryptologie, la Biométrie, les Architectures Client/Serveur, ... recherche des

INGÉNIEURS (BAC + 4/5) - 6 mois d'expérience minimum.
TECHNICIENS/A.P. (BAC - 2/3) - 1 ans d'expérience minimum.

INFORMATIQUE EMBARQUÉE

REDACTED
Ces postes sont basés sur des projets de développement en C++/C, Java, Visual Basic (VBA) ou Visual FoxPro (VFP) sur des plateformes embarquées (PDA, GPS, etc.).

ELECTRONIQUE EMBARQUÉE

REDACTED
Ces postes sont basés sur des projets de développement en C++/C, Java, Visual Basic (VBA) ou Visual FoxPro (VFP) sur des plateformes embarquées (PDA, GPS, etc.).

INFORMATIQUE MICRO-CLIENT/SERVEUR

REDACTED
Ces postes sont basés sur des projets de développement en C++/C, Java, Visual Basic (VBA) ou Visual FoxPro (VFP) sur des plateformes micro-client/serveur.

Merci d'adresser CV, lettre, photo, disponibilité et références s.v.p. double à : **PRESTAR** - 40, Rue de la Montagne Sainte - Germaine - 75005 PARIS (sur par fax : 01.44.07.36.67 ou e-mail : prestar@wanadoo.fr).

Voyageurs

Voyageurs du Monde, l'un des leaders des Tours DU MONDE Opérateurs français, recherche un **informaticien**

Vous êtes dynamique, rigoureux, vous avez de bonnes connaissances en micro-informatique (Word, Excel, NT, gestion de parc micro) et UNIX (serveur HP). Une connaissance des réseaux (IP, NETBEUI) est fortement recommandée. Venez nous rejoindre à la **Cité des Voyageurs**, la plus grande agence de France située au cœur de Paris.

Merci d'adresser lettre de motivation, CV et photo à : **Fabrice Lepelletier - Voyageurs du Monde - 55, rue Ste-Anne - 75002 PARIS**

CADRES
ONLINE

Retrouvez toutes les annonces du Monde :
INTERNET • <http://www.cadresonline> • <http://www.lemonde.fr/emploi>
MINITEL • 3615 cadresonline (2.23 F/mn) • 3615 LEMONDE (2.23 F/mn)

nation
de
verful

Pensez, votre carrière ne sera que succession de décisions. Décider, c'est avoir la bonne information quand il le faut.

Vous l'avez compris, la clé est l'information et le pouvoir.

C'est pourquoi, notre Groupe de 2000 personnes, présent dans 20 pays, réalise 2 milliards de \$ de CA. Notre succès

la leader mondial sur un marché en pleine explosion, c'est des solutions technologiques innovantes et une gestion de l'information et des données.

France, nous avons une stratégie ambitieuse et nous appuyons sur la motivation de nos 2000 collaborateurs à nous en 1998 une croissance globale de plus de 30 % et 20 % sur certains marchés stratégiques.

Depuis diplômé d'école supérieure de commerce ou d'ingénieurs, si vous souhaitez vous épanouir dans une entreprise où tout est mis en œuvre pour faciliter vos réalisations professionnelles et votre épanouissement par la puissance et le pouvoir de l'information, proposez la bonne décision et votre nous.

StorageTek France, 2000, Suzan, 3, avenue du 8-Mai-1945, 92100 Boulogne Cedex, www.storage.com

ADAPTEZ
RÉUSSIR
DANS UNE
ENTREPRISE
LEADER

REJOIGNEZ
STORAGE
EN TOUTE
SÉRÉNITÉ

REJOIGNEZ
STORAGE
UN SECTEUR
EN PLEINE
CROISSANCE

StorageTek

DEA - DESS

de Maths ou Informatique

DÉBUTANTS

Débutant, vous êtes titulaire d'un diplôme universitaire de Mathématiques ou d'Informatique et vous avez choisi notre métier, celui des S.S.I.I.

Notre groupe conçoit et réalise, pour une clientèle de grandes entreprises, des systèmes informatiques utilisant les techniques les plus modernes. Après une formation initiale, il vous propose un travail passionnant dans des équipes dynamiques et compétentes.

Postes à pourvoir à PARIS ou à LILLE.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, photo et C.V.) à INGESOFT - 32/36 rue de Bellevue - 92100 BOULOGNE.

Inge
Soft

**Vu sous
cet angle,
mettez les
meilleures
compétences
de votre côté.**

SYNDICAT DU CONSEIL EN RECRUTEMENT

SYNTEC

Thales

**un projet mondial à la hauteur
de vos compétences ?**

Carrefour accélère son expansion à l'international et dote l'ensemble de ses sites en Europe, Asie et Amérique latine, d'outils et de méthodes de gestion communs et innovants. C'est, dans le domaine financier, le projet Thales. La réalisation, pour l'ensemble du monde, est confiée au Delivery Center (100 personnes). Pour renforcer cette structure basée à Evry (91), nous recherchons deux managers expérimentés responsables de chacun de ces secteurs :

Manager configuration ERP

Votre expérience significative dans la responsabilité d'une équipe de configuration de progiciel financier (Sap, Oracle, BAAN...) en environnements Unix, Oracle, NT, vous permet de participer à la stratégie d'évolution du projet Thales et d'en assurer la mise en œuvre (configuration, reporting, batch). Habitué aux relations utilisateurs en contexte international, vous animez une équipe pluridisciplinaire d'une trentaine de personnes. (réf. ISA/24807)

Manager interface et conversion

Votre expérience de chef de projet acquise de préférence dans le secteur de la distribution vous permet, avec une dizaine de personnes, de définir et de mettre en place la politique d'interface moderne. Cette politique permet la prise en compte de nombreux systèmes externes en provenance des différents pays ; et l'élaborer la stratégie de migration des données vers le nouveau système. (réf. ISA/24808)

A 35 ans environ, de formation école d'ingénieur ou universitaire, doté d'une solide expérience des grands projets, vous souhaitez travailler en équipe, vous êtes motivé par une grande aventure informatique. Pour ces deux postes, un anglais courant est impératif. Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence choisie à Michael Page, Stéphane Amiot, 159, av. Achille-Paréti 92522 Neuilly-sur-Seine ou par e-mail : informatique@michaelpage.com

Carrefour



**CAISSE CENTRALE
DU CRÉDIT IMMOBILIER DE FRANCE
SCIP**

Chef de Projets

Au sein du secteur Etudes de notre Direction Systèmes d'Information et logistique, vous interviendrez sur l'ensemble des domaines fonctionnels de la banque (opérations de trésorerie, titres et produits dérivés, opérations de crédit, stabilité, ALM et gestion des risques financiers).

Vous aurez la responsabilité :

- d'assurer la maîtrise d'œuvre de nos projets, en relation étroite avec la maîtrise d'ouvrage et des acteurs externes intervenant en qualité de maîtrise d'œuvre déléguée,
- d'assurer la maîtrise d'ouvrage durant toutes les étapes des projets avec un souci constant de méthode et de respect des délais,
- d'assurer l'intégration des progiciels dans le système d'information de la banque.

Vous possédez une bonne connaissance de notre environnement technique : Windows NT, Novell, Unix, OS400, Oracle, Visual Basic, SQL, Cobol, outils clients/serveurs.

Vous vous appuyez sur des méthodes de conception et de conduite de projets solides.

Doté d'une formation supérieure (Ecole de Commerce, Ingénieur, Université), vous possédez 3 à 5 ans d'expérience acquise en cabinet de conseil et/ou en entreprise du secteur banque/finance.

Votre capacité de management de projets, votre sens aigu de l'animation et de la communication, votre goût pour la diversité des tâches et l'autonomie seront vos meilleurs atouts pour travailler dans un environnement à taille humaine et évoluer dans un groupe en plein développement.

PERSONNA

Le High Tech de la Banque Finance
Spécialiste des Salles de Marchés
recherche :

INGÉNIEURS INFORMATIENS

DÉBUTANTS ET CONFIRMÉS

ÉTUDE ET DÉVELOPPEMENT - MÉTIERS FINANCIERS
Réf. MMF 42
De formation Ingénieur Grandes Ecoles ou Bac +5/6 Finance avec stages ou première expérience en développement, C++ (UNIX, SQR, CORBA et IBM à préciser).
Motivé par l'acquisition d'une double compétence informatique et financière (instrumentation financière, risques, gestion d'actifs), vous participerez à de nouveaux projets de grande ampleur en environnement OBJET pour les plus grandes Salles de Marchés de la place de Paris.

SUPPORT/ADMINISTRATION - ARCHITECTURES RÉPARTIES
Réf. MSA 42
De formation Bac +4/5 en informatique ou Ecole d'ingénieurs en informatique avec une première expérience en support/administration : STATIONS UNIX, WINDOWS NT ou SQR, (SYBASE, ORACLE).
Vous rejoindrez des groupes d'experts polyvalents, chargés de l'assistance aux utilisateurs et aux équipes études, de l'administration des systèmes, réseaux ou bases de données et de la conduite de projets dans les environnements techniques hétérogènes.

DÉVELOPPEMENT - NOUVELLES TECHNOLOGIES
Réf. MNT 42
De formation Ingénieur ou Bac +5 en informatique avec une première expérience dans l'une des technologies suivantes : JAVA, LOTUS NOTES, DOMINO.
Excellent technicien, doté d'un bon relationnel, vous participerez à des projets innovants au sein d'équipes dynamiques en plein essor qui vous permettront d'être à la pointe de l'INTERNET/INTRANET/GROUPWARE, et d'acquies une bonne connaissance des marchés financiers.

Retrouvez le détail de tous les postes proposés par le Groupe RIB sur notre site.
<http://www.rib.fr>

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et photo sous la référence choisie, à notre Conseil, R.I.B., Catherine Bousset, 140 rue du Faubourg Saint Honoré, 75008 Paris.

RIB

صكنا من الامل

CS Communications & Systems

**5 000 collaborateurs,
plus de 3 milliards de francs de CA
dont 30 % à l'international,**

CS Communications & Systems est la nouvelle marque de la Compagnie des Signaux.
En deux ans, le groupe CS est devenu un acteur majeur des réseaux et des systèmes d'information.
C'est logique pour un groupe qui puise sa force dans des racines solides et dans la capacité à adapter son offre aux marchés de demain. Intelligence des réseaux, expertise scientifique et technique, savoir-faire industriel sont les meilleures réponses que nous apportons à l'ensemble des besoins d'infrastructures et d'applications des systèmes d'information. 5 000 collaborateurs, plus de 3 milliards de francs de CA, dont 30 % à l'international, signent notre développement exceptionnel. En perspective, une belle croissance pour de belles carrières. 1 000 recrutements sont déjà prévus pour 1999...

et l'avenir avec vous?

Ingénieurs logiciel temps réel R&E IL

Logiciels embarqués (aéronautique, spatial, télécom, industrie...)

Ingénieurs d'études et de développement R&E IED

Réseaux et télécom, électronique, informatique décisionnelle et communicante

Ingénieurs de support technique R&E IST

Réseaux, parcs de micros, équipements télécom

Ingénieurs systèmes et production/administrateurs R&E ISP

Unix/Oracle, NT, AS400, IBM/MVS

Administrateurs/Architectes R&E ADM

SAP R/3, Oracle

Administrateurs de réseaux et systèmes R&E ARS

Hypervision (Tivoli, TNG), sécurité

Chefs/Directeurs de projet et ingénieurs d'affaires R&E CPA

Migration d'application, décisionnel, groupware, knowledge management, I-Net, SAP R/3
Déploiement de réseaux, intégration de systèmes, développement de logiciels

Ingénieurs commerciaux R&E IC

Prestation intellectuelle, intégration de systèmes, infogérance, équipements télécom, solutions réseaux et télécom, produits et services logiciels

Ingénieurs technico-commerciaux R&E ITC

Infogérance et ingénierie de réseaux LAN et WAN, ingénierie applicative

Chefs de produit marketing R&E CPM

Equipements télécom, réseaux

Architectes de solutions réseaux et télécom, d'applications distribuées, de systèmes d'information R&E ARC

Réseaux LAN et WAN à base d'ATM, de Frame Relay, d'ADSL
Systèmes communicants à base d'Internet/Intranet, Openview...

Consultants R&E CST

SAP R/3, décisionnel, avant-vente, systèmes et réseaux, métiers (banque, assurance, retraite, télécom, énergie, distribution...)
Méthodes et outils de génie logiciel

Nos postes sont situés à Paris et en régions. Vous êtes diplômé d'une grande école ou équivalent, débutant ou expérimenté et maîtrisez l'anglais. Merci d'adresser votre dossier de candidature à CS, Direction gestion des compétences et des carrières, 29 rue Galilée, 75116 Paris, en indiquant la référence du ou des postes choisis.



www.cie-signaux.fr

AV - 49
- CPA
CV2
CV2

Le monde de l'industrie et de la recherche

TEMIC
Semiconductors

TEMIC Semiconductors, division du groupe américain ATMEL, leader mondial sur les produits à base de procédés Flash renforce son équipe marketing basée à Nantes. Pour soutenir notre force de vente dans la croissance que nous connaissons dans les domaines des microcontrôleurs 8-16 bits, nous recherchons des ingénieurs confirmés.

Ingénieurs marketing

pour l'implantation de nos nouveaux produits dans les futures applications de nos clients (Réf: IMI)

Ingénieurs marketing et ingénieurs d'applications

dans les domaines de réseaux de télécommunication industrielle, l'automobile, la domotique, sur les Smartcards ou en DVB (Réf: IMA)

ATMEL

En relation directe avec nos clients et notre force de vente, vous définissez la politique et la stratégie de développement des produits. Vous êtes rattaché au responsable du département avec lequel vous définissez vos missions et objectifs. Après une expérience d'au moins 3 ans dans ce secteur, vous possédez une réelle connaissance du domaine applicatif. Entrepreneurs et rigoureux, vous disposez d'excellentes qualités relationnelles qui vous permettront de construire une carrière au sein de notre organisation internationale. Naturellement, vous maîtrisez l'anglais.

Pour rejoindre notre groupe, adressez dès maintenant votre candidature (CV, lettre de motivation et prétentions) en précisant la référence choisie à ATMEL M.H.S. Direction des Ressources Humaines, BP 70602, 44308 Nantes Cedex 3.

GRUPE INDUSTRIEL INTERNATIONAL

Recherche

Futur Directeur d'usine

Votre mission consistera dans un premier temps (12 à 18 mois) à animer des démarches de progrès et à développer, coordonner et optimiser une politique achats sur plusieurs sites du groupe.

A l'issue de cette mission, vous évoluerez vers un poste de directeur de site de production.

Agé de 30/35 ans, de formation grande école d'ingénieur, vous avez une première expérience industrielle d'au moins 5 ans. Vous parlez anglais et si possible allemand. Vous avez de bonnes capacités d'animation, d'adaptation et de communication.

Compte-tenu de nouvelles implantations, des perspectives d'évolution en France et à l'international sont à prévoir en fonction de vos compétences et de vos motivations.

EURO
SELECTION

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence **GD/1125**, à EUROSELECTION - 3, rue Troyon - 75017 PARIS.

Filiat d'un grand groupe industriel international, notre société (400 personnes), spécialisée dans un produit de haute technologie, connaît un fort développement (30% de croissance annuelle). Pour l'une de nos unités, nous recherchons notre :

Directeur d'usine

Basé Région Est

Directement rattaché au Directeur Général et dans le cadre d'une large délégation, vous devrez prendre en charge la totalité des responsabilités habituellement dévolues à une Direction d'Unité :

- vous assurerez la responsabilité de la production, de la maintenance, des procédés et méthodes, des expéditions, en explorant toutes les options nécessaires à l'optimisation de la productivité, de la qualité, des délais et des coûts.

- Vous proposerez les investissements ;
- vous animerez et présiderez les réunions avec les partenaires sociaux.

En outre, vous assurerez l'interface avec les équipes de Développement, l'Assurance

Qualité et les départements Commercial et Marketing.

A 35/40 ans environ, de formation Ingénieur Généraliste (Mines, Centrale, AM...), vous avez une expérience prouvée dans une unité de production similaire et vous disposez également d'une solide connaissance de la « maîtrise des processus », de la GPAO et d'ISO 9000. Vous parlez couramment l'anglais. L'allemand serait un plus. Une expérience réussie dans ce poste peut déboucher sur des responsabilités de type Direction Générale.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature, sous référence 79709 à Press Emploi, BP 513, 75423 Paris Cedex 09, qui transmettra.

Ingénieurs confirmés

avec une expérience significative dans des spécialisations techniques aéronautiques ou ayant conduit des projets complexes et d'envergure dans les domaines suivants :

CONCEPTION - CALCULS, des spécialistes en

- conception de structures métalliques et composites (réf. A 00)
- calculs de structures métalliques et composites (réf. A 01)
- mise au point assemblage cellule et intégration systèmes (réf. A 02)
- conception installations électriques (réf. A 03)
- conception installation systèmes mécaniques (réf. A 04)

SUPPORT METHODES, des spécialistes en

- procédés de fabrication matériaux métalliques, composites et traitement de surface (réf. B 01)
- engineering de maintenance (expérience exploitation avion en compagnies aériennes souhaitée) (réf. B 02)
- CAO (connaissance CATIA, et/ou PTC indispensable) (réf. B 03)
- développement de méthodes et outils CDT sur produits complexes (réf. B 04)

AVIONIQUE, un

- Chef de projet avionique (réf. E 01)
- spécialiste qualité logiciels (réf. E 02)

SYSTEMES, des spécialistes en

- sécurité, navigabilité/hygiène (réf. C 01)
- systèmes de maintenance intégrés (réf. C 02)
- navigation et gestion du vol (réf. C 03)
- radio/communication (réf. C 04)
- génération et distribution électrique (réf. C 05)
- systèmes propulsifs (réf. C 06)
- qualité/maintenabilité des systèmes embarqués (réf. C 07)

ETUDES GENERALES, des spécialistes en

- traitement acoustique nacelles (réf. D 01)
- conception aérodynamique (réf. D 02)
- mécanique du vol et performances avions (réf. D 03)
- moteurs et turbomachines (réf. D 04)
- modèles aérodynamiques (réf. D 05)
- développements d'outils CAO et CFAO (réf. D 06)
- acoustique externe et moteur (domaine aéronautique) (réf. D 07)
- analyse dynamique structurale et fléchissement (réf. D 08)

Merci de faire parvenir votre dossier de candidature en précisant la réf. choisie à AEROSPATIALE Aeronautique DTO/RH/E - Isabelle Wolvre - 316 route de Bayonne 31060 TOULOUSE cedex.

AEROSPATIALE
AERONAUTIQUE

Le Centre National d'Etudes Spatiales recherche, pour sa Direction des Lances à Evry (91), trois Ingénieurs, dans le cadre du programme Ariane 5.

Ingénieur spécialiste en turbomachines

Vous serez chargé des travaux de développement des turbopompes de moteurs de fusée cryotechniques. De formation grande école d'ingénieurs, vous avez une expérience de 5 à 10 ans dans la conception et/ou le fonctionnement de turbomachines de haute technologie impliquant des connaissances en mécanique des fluides et en thermodynamique appliquées aux pompes et turbines. Ce poste impliquant des déplacements de courte durée en Europe et en France, la maîtrise de l'anglais est nécessaire. (Réf. 98/DLA/PL)

2 Ingénieurs Sécurité de Fonctionnement Propulsion

Vous serez responsable de l'intégration de la fiabilité-sécurité dans le développement des moteurs fusées à ergol (en particulier cryotechniques). De formation ingénieur généraliste, vous avez une première expérience dans les domaines de la propulsion ou énergétique. De courts déplacements en Europe sont à prévoir. (Réf. 98/DLA/30)

Ingénierie Système

Vous coordonnerez l'intégration de la sécurité de fonctionnement dans les programmes de développement de fusées au niveau système. De formation grande école d'ingénieurs, avec de préférence une spécialisation aéronautique, vous avez de 5 à 10 ans d'expérience acquise en majeure partie en ingénierie système complexe. (Réf. 98/DLA/29)

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation, CV, photo et prétentions) sous la référence choisie à la Division du Personnel du Centre Spatial d'Evry, rond-point de l'Espace, 91023 Evry Cedex.

cnes

NOVARTIS

Contrôle qualité Pharmacien microbiologiste

NOVARTIS, un des tout premiers groupes pharmaceutiques mondiaux poursuit l'effort de certification FDA de son site en Alsace (diverses formes galéniques, notamment stériles) par l'intégration d'un spécialiste en microbiologie. A la fois scientifique diplômé et manager expérimenté (au moins cinq ans en position opérationnelle), il sera directement rattaché au Responsable Qualité, pilotera le laboratoire de microbiologie (10 personnes), préparera les audits en relation avec le service qualité du groupe et, plus globalement, participera, en tant qu'interlocuteur clef, à la mise en œuvre de la stratégie qualité de ce site à taille humaine (350 per-

sonnes). L'anglais favorisera les contacts internes et externes, le savoir-faire, la volonté de réussir ainsi que les qualités personnelles ouvriront une trajectoire professionnelle dans un groupe en plein essor. Merci d'écrire à Jean-François JARDINI - PA Consulting Group - 8, rue Gustave-Adolphe Him - 67000 STRASBOURG, en précisant la référence 0976/JJ/CQ - Tél. 03.88.15.58.58. Vous pouvez également envoyer votre CV à l'adresse jean-francois.jardini@pa-consulting.com ou en remplissant notre formulaire de candidature sur notre site www.pa-jobworld.com

Global Recruitment

PA Consulting Group

مركز من الاعمال

Informatique - Réseaux Télécommunications

Achats - Logistique

FRANCE • BELGIQUE • ESPAGNE • GRANDE-BRETAGNE • LUXEMBOURG • ITALIE • PAYS-BAS • PORTUGAL • SUÈDE • SUISSE

innovation

international

action

people

Le conseil en technologies

Imaginez un univers de possibilités

CA 98 (e) : 2,85 MDS DE FF / CA 99 (p) : 3,7 MDS DE FF
6 500 CONSULTANTS (98)

Leader du conseil en technologies, Altran accompagne en Europe plus de 450 acteurs majeurs de l'industrie et des services dans l'avancée et la conduite de leurs projets technologiques. Nos clients présents dans tous les secteurs économiques nous confient chaque année plus de 1 700 nouveaux projets : externalisation de la recherche et développement, programmes transnationaux, projets d'innovation...

Notre métier consiste à apporter à nos clients les solutions technologiques adéquates en fonction de leurs impératifs opérationnels et stratégiques afin d'améliorer leur compétitivité et leurs performances.

Nos consultants, issus des plus grandes Ecoles d'ingénieurs et Universités européennes, interviennent en amont - études techniques, définition de stratégies industrielles - et en aval - conception et mise en œuvre de solutions...

Exercer notre métier, c'est découvrir la richesse culturelle du groupe, évoluer et progresser en fonction de vos souhaits et des opportunités des 65 sociétés européennes d'Altran.

Consultants en Systèmes et Réseaux
R&D LINDS-1133

Consultants en Technologies de l'information
R&D LINDS-1134

Consultants en Télécommunications
R&D LINDS-1135

Consultants en Maintenance d'ouvrage
R&D LINDS-1136

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence choisie à ALTRAN, Jean-Michel Martin, 251 boulevard Péreire, 75017 Paris.
E-mail : martin@altran.fr

Si travailler à l'étranger est l'une de vos priorités, veuillez le préciser en ajoutant "YETR" à la fin de la référence choisie.

Pour plus d'informations, consultez nos annonces en ligne sur www.altran.fr

Projets Europe

Informatique Télécommunications

www.altran.fr

les ingénieurs de l'innovation



CVV - 1133
CVV - 1134
CVV - 1135
CVV - 1136

150

REPRODUCTION INTERDITE

Achats - Logistique - Organisation

atifs

giles
tats cour
tempor



COPIER
1300 00

NANTES

Groupe Industriel International, leader dans le domaine des biens d'équipements grand public, crée la fonction Achats Europe dans le cadre de sa réorganisation européenne et recherche :

Chef de Projets Achats Europe

Interlocuteur privilégié de l'ensemble de nos centres de recherche européens, vous saurez rapidement vous imposer comme Chef de Projets Achats Europe auprès de nos équipes de développement, en proposant de nouvelles sources pour nos composants et sous-ensembles mécaniques, plastiques et électriques.

Votre curiosité technique et votre activité de sourcing pour nos projets transversaux ainsi que votre culture européenne vous permettront de devenir une véritable force de proposition en apportant des solutions techniques innovantes, dans le respect des coûts, qualité et délais.

Ingenieur diplômé en mécanique, la trentaine, vous justifiez d'une expérience de 5/7 ans en développement et/ou en achats, qui vous a conféré une bonne maîtrise des exigences industrielles et des achats dans un contexte international.

De tempérament entrepreneur, vous aspirez à plus d'autonomie dans la définition et l'organisation de vos missions, ainsi qu'à des contacts interculturels riches et variés.

La réussite dans cette fonction d'interface au cœur des évolutions futures de notre groupe constituera un tremplin pour votre avenir.

Bien entendu, vous êtes bilingue anglais et maîtrisez une ou plusieurs autres langues européennes.

Pour ce poste basé à Nantes, nécessitant de nombreux déplacements à l'international, merci d'adresser CV, lettre manuscrite, photo et prétentions, en précisant la référence LM.402.SDCA, à notre Conseil : MIREILLE PROUST CONSULTANTS, Hélène MAUGIN.

MIREILLE PROUST CONSULTANTS
1, rue Haute Casserie - 44000 NANTES.
http://www.mireilleproust.com

NANTES - ANGERS - PARIS

ALSTOM est l'un des 1^{ers} fournisseurs mondiaux sur le marché des infrastructures.

ALSTOM TRANSPORT : TGV, Locomotives, Automotrices, Métros, Tramways, Signalisation

25 000 personnes - 33 établissements répartis dans 13 pays.

Son **PLUS IMPORTANT** établissement **ENSEMBLIER** intégrateur de matériels roulants : conception, production, essais, après-vente, (1 200 personnes dont 170 Ingénieurs et Cadres) à La ROCHELLE (120 000 hab. - 3h de Paris en TGV)

CRÉE dans le cadre d'une **POLITIQUE AMBITIEUSE DE SOURCING** :

RESPONSABLE ACHATS DE FAMILLE DE PRODUITS

PERSPECTIVES CERTAINES D'ÉVOLUTION DANS LE GROUPE.

Au sein du Département Achats, vous serez responsable d'une famille de produits (fonction complète : freins et équipements pneumatiques, agencement intérieur) pour les TGV et Automotrices (TAIWAN, SHANGAI, TER, etc.). Forcé de proposition permanente auprès des directions internes, vous participerez notamment : à la conception et/ou à la re-définition des produits à l'élaboration de la stratégie achats aux appels d'offres nationaux et internationaux.

Vous gèrerez un panel de fournisseurs réduits et négocierez les contrats dans le souci du meilleur rapport qualité, coût et délai en relation avec le Coordinateur Achats Stratégiques du Siège.

29 ans mini. de formation supérieure, vous avez une expérience analogue dans un groupe industriel international intégrant des équipements, la maîtrise de l'anglais et si possible d'une 2^{ème} langue.

DEPLACEMENTS INTERNATIONAUX.

ALSTOM

Merci d'écrire sous réf. ALSTOM RO/BAFF/114M en indiquant votre salaire actuel à notre conseil Bertrand Padovani

GROUPE BBC - 1 bis place de Volois - 75001 Paris.

DISCRETION ABSOLUE et réponse assurées.

Informatique Réseaux Télécommunications

Construire l'avenir dans un grand groupe bancaire européen

Organisateur Informatique h/f

Au sein de l'équipe de la production bancaire en charge du système d'information des prêts (maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre micro), vous assurerez la conduite des études d'organisation et du développement du système d'information. A ce titre vous serez chargé de la réalisation des études de l'existant, de l'analyse des besoins et des études d'opportunité.

Vous élaborerez les cahiers des charges des applicatifs de gestion, animerez les groupes de travail et participerez à la documentation des procédures.

Vous participerez également à la formation des utilisateurs.

De formation supérieure (Ecole d'ingénieur, Minge) vous justifiez d'une première expérience réussie dans un environnement informatique/organisation idéalement acquis au sein d'un établissement financier.

Vous possédez une bonne maîtrise des mathématiques financières et avez acquis une solide connaissance technique et pratique de la micro-informatique.

Autonome et disponible, vos qualités de rigueur, d'analyse et de synthèse, votre capacité d'adaptation et votre esprit d'équipe sont essentiels à votre réussite.

Nous vous remercions de nous faire parvenir votre dossier de candidature complet (CV, lettre de motivation, rémunération actuelle) en rappelant la référence CLF98025 à :

Crédit local de France - Direction des Ressources Humaines
7/11, Quai André Citroën - BP 1002 - 75901 Paris cedex 15.

CRÉDIT LOCAL de FRANCE
DEXIA

Carrières européennes en entreprises

We have a lot in common.

We are the most important and most diversified automobile outfitters in the world (200.000 people, 171 plants, 17 technical units in 36 different countries). Technological innovation is the basis of our vast range of solutions. The taste for initiative allows us to respond to all European demands in terms of systems and components. If these values are a motivation for you, if team spirit is also your strong point, let's face the future together.

We are looking for

Product Marketing Managers

Delphi Delco Electronics Systems
European Headquarter Wiesbaden, Germany

For the areas: Passive Safety Systems, Cockpit and Vehicle Architecture.

Your job responsibilities will include:

- Definition and execution of all elements of the marketing mix
- Definition of new product opportunities
- Analysis of target markets and competition
- Close cooperation with our sales/engineering centers across Europe and with our headquarters in USA
- Representing Delphi Delco at European vehicle OEM's as well as exhibitions, conferences, etc.
- Development and implementation of product strategies throughout Europe

Candidates must possess a university degree in Engineering; additional business education/trainings preferred. We also require 2 - 5 years experience in the international automotive/automotive electronics industry.

We are looking for globally-thinking and ambitious individuals who are fluent in English and at least in one additional language. Candidates must also be willing to travel and to work in multi-functional and multi-cultural teams. Computer skills with programs such as MSWord and Excel are essential.

We offer competitive salary and benefits, and access to international promotion and career opportunities within a global corporation.

If you meet our criteria, please fax or mail your application including your salary requirement in English to the address below:

Karin Peschl, Human Resources Manager, Delco Electronics Europe GmbH, Gustav-Nachtigal-Straße 5, 65189 Wiesbaden, Fax: +49-611-7877851, email: kpeschl@delcoelect.com

DELPHI
Automotive Systems

CADRES ONLINE

Retrouvez toutes les annonces du Monde :

INTERNET • <http://www.cadresonline> • <http://www.lemonde.fr/emploi>

MINITEL • 3615 cadresonline (2,23 F/mn) • 3615 LEMONDE (2,23 F/mn)

Ingénieurs et informaticiens

Pour insérer vos annonces dans ces rubriques, contactez le : ☎ 01-42-17-39-42

$\frac{AV - Y}{C_{Y2}}$